



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2022

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et Approvisionnement 2022

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Errata

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Détail budgétaire par affectation, page 499. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Responsabilités essentielles, pages 503 et 505. Les informations révisées sont surlignées.

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au volume II, Détail des montants disponibles pour être dépensés, page 508. Les informations révisées sont surlignées.

Volume II

Comptes publics du Canada 2021-2022

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. Tableaux sommaires et appendices	9	9
2. Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	131	339
3. Affaires mondiales	149	243
4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	169	175
5. Agriculture et Agroalimentaire.....	177	127
6. Anciens Combattants.....	191	513
7. Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	201	413
8. Conseil du Trésor	209	499
9. Conseil privé	223	435
10. Défense nationale	237	375
11. Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap....	251	183
12. Environnement et Changement climatique.....	269	201
13. Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	283	523
14. Finances	291	215
15. Gouvernement numérique	309	173
16. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	311	279
17. Innovation, Sciences et Industrie.....	323	305
18. Justice.....	357	357
19. Parlement	377	421
20. Patrimoine canadien	391	139
21. Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	415	233
22. Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord...	425	161
23. Ressources naturelles	439	397
24. Revenu national.....	457	387
25. Santé.....	467	261
26. Sécurité publique.....	487	449
27. Services aux Autochtones	513	291
28. Services publics et Approvisionnement.....	527	473
29. Transports.....	539	485
30. Index	553	531

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes.

- Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles
- Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement
- Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 29)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les ministères et les organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des descriptions des responsabilités essentielles. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

Sommaire du portefeuille ministériel

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

Détail budgétaire par affectation

Présente par ministère et organisme la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours. Les détails pertinents à cet état sont présentés ci-dessous :

- **Affectations bloquées**
Les affectations bloquées sont créées lorsqu'on exige que les ministères et les organismes annulent l'utilisation de fonds ou lorsque l'accès à des fonds est limité jusqu'à ce qu'une condition particulière soit remplie. Les affectations bloquées sont créées pour une variété de raisons, y compris le report de projets aux années à venir.
- **Affectations à but spécial**
Les affectations à but spécial sont utilisées pour restreindre l'utilisation des fonds à certains programmes ou initiatives. Ces restrictions empêchent les ministères et les organismes de réaffecter leur financement à but spécial à d'autres priorités.
- **Annulées ou (dépassées)**
Annulées ou (dépassées) est calculé à partir du total des autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs. La valeur calculée des affectations annulées, également connue sous le nom de « annulées brutes » comprend les fonds inutilisés, placés dans une affectation bloquée ou dans une affectation à but spécial.

Responsabilités essentielles

Présente par ministère et organisme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque responsabilité essentielle sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert, revenus affectés aux dépenses et non budgétaires).

Paiements de transfert

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

Présente par ministère et organisme la nature des revenus et rentrées, lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

Revenus

Présente par ministère et organisme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (ex. : les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des responsabilités essentielles, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille ministériel; les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (5, 6 et 7) de la section 1).

Provenance et utilisation des autorisations

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et appendices et le Sommaire du portefeuille ministériel des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses

Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

Redressements, mandats et virements

Les redressements, mandats et virements comprennent :

- virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30 et 35 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles
- virements des crédits d'exécution du budget du Conseil du Trésor
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert
- les montants non engagés de ou à d'autres portefeuilles ministériels comme des affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État
- les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale

Total disponible pour emploi

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

Employées au cours de l'exercice

Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

Annulées (écart positif)

Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Dépassées (écart négatif)

Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs

Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.

Employées au cours de l'exercice précédent

Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les autorisations ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

Section 1

Comptes publics du Canada 2021-2022

Tableaux sommaires et appendices

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires –	
Tableau 1 – État consolidé des revenus et charges	11
Tableau 2 – Dépenses ministérielles par catégorie	12
Tableau 2a – Récapitulation des charges externes par catégorie.....	18
Tableau 2b – Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20
Tableau 3 – Dépenses ministérielles par article courant	21
Tableau 3a – Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	29
Tableau 4 – Revenus ministériels	30
Tableau 4a – Récapitulation des revenus externes par provenance.....	35
Tableau 4b – Ventes de biens et de services	37
Tableau 5 – Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	41
Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	47
Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	49
Appendices –	
Appendice 1 – Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	54
Appendice 2 – Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	105
Appendice 3 – Autorisations disponibles des exercices antérieurs	118
Appendice 4 – Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice.....	125
Appendice 5 – Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	127

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Tableau 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier clos le 31 mars 2022. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des Comptes publics du Canada.

(en milliers de dollars)

Revenus	2022	Charges	2022
Revenus fiscaux		Charges de programmes	
Revenus d'impôt sur le revenu		Paiements de transfert	
Particuliers	198 384 706	Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	60 773 542
Sociétés	78 815 511	Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	45 132 955
Non-résidents	10 788 888	Transfert canadien en matière de santé	15 473 939
Total des revenus d'impôt sur le revenu.....	287 989 105	Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	25 377 744
Autres taxes et droits		Accords fiscaux	(6 256 531)
Taxe sur les produits et services	46 164 888	Abattement du Québec	8 658 302
Taxes sur l'énergie		Autres principaux transferts	88 386 409
Taxe d'accise – Essence	4 087 121	Assurance-emploi et mesures de soutien	38 923 027
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 267 957	Prestations pour enfants	26 226 094
	5 355 078	Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs.....	15 582 206
Droits de douane à l'importation.....	5 236 875	Subvention salariale d'urgence du Canada	22 290 562
Autres taxes et droits d'accise		Retour des redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	3 814 363
Droits d'accise	5 329 606	Autres paiements de transfert	88 478 283
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	412 743	Total des paiements de transfert	344 474 486
Diverses taxes et droits d'accise	181 030		
	5 923 379	Autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	124 341 851
Total des autres taxes et droits	62 680 220	Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes.....	468 816 337
Total des revenus fiscaux	350 669 325	Frais de la dette publique	24 487 023
Cotisations d'assurance-emploi.....	23 856 229	Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	493 303 360
Redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	6 341 187	Déficit annuel avant les pertes actuarielles nettes	(80 026 157)
Autres revenus		Pertes actuarielles nettes	(10 185 977)
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques		Déficit annuel.....	(90 212 134)
Quote-part des bénéfices (pertes) annuels	11 534 855		
Intérêt et autres.....	1 268 724		
	12 803 579		
Revenus nets des opérations de change			
Compte du fonds des changes	709 098		
Fonds monétaire international	168 767		
Autres	(4 567)		
	873 298		
Autres			
Revenus de placements	398 417		
Ventes de biens et de services	11 439 437		
Revenus divers.....	6 895 731		
	18 733 585		
Total des autres revenus.....	32 410 462		
Total des revenus.....	413 277 203		

¹ Le détail des autres charges ministérielles est présenté par portefeuille ministériel au tableau 2a à la section 1 de ce volume.

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ³
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités										
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	-	-	-	-	-	8 727 610	8 727 610	191 378	43 093	8 962 081
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	-	-	-	-	-	-	-	4 042 530	-	4 042 530
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	-	-	-	-	-	-	-	4 894	-	4 894
	Commission des débats des chefs.....	-	-	-	-	-	-	-	3 206	-	3 206
	Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	65 405	65 405	561 881	2	627 288
	Commissariat aux langues officielles	-	-	-	-	-	-	-	23 114	-	23 114
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	-	-	-	-	-	-	-	235 144	-	235 144
	Autorité du pont Windsor-Détroit	-	-	-	-	-	-	-	481 288	-	481 288
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	8 793 015	8 793 015	5 543 435	43 095	14 379 545
3	Affaires mondiales										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	-	-	-	-	-	5 848 864	5 848 864	2 225 347	-	8 074 211
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)....	-	-	-	-	-	-	-	1 255 643	-	1 255 643
	Centre de recherches pour le développement international.....	-	-	-	-	-	-	-	155 251	-	155 251
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	-	-	-	-	-	-	-	8 318	-	8 318
	Investir au Canada	-	-	-	-	-	-	-	34 487	-	34 487
	Agence de développement économique du Pacifique Canada ..	-	-	-	-	-	156 737	156 737	11 969	-	168 706
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	6 005 601	6 005 601	3 691 015	-	9 696 616
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	-	-	-	-	-	391 137	391 137	52 701	-	443 838
5	Agriculture et Agroalimentaire										
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	-	-	-	-	-	2 711 520	2 711 520	750 405	-	3 461 925
	Commission canadienne du lait.....	-	-	-	-	-	-	-	4 291	-	4 291
	Commission canadienne des grains.....	-	-	-	-	-	-	-	16 046	-	16 046
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	2 711 520	2 711 520	770 742	-	3 482 262

6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants	-	-	-	-	4 194 786	4 194 786	1 211 606	-	5 406 392
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	-	-	-	-	-	-	11 104	-	11 104
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	4 194 786	4 194 786	1 222 710	-	5 417 496
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	-	-	-	-	925	925	22 929	-	23 854
8	Conseil du Trésor									
	Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	854	854	11 067 076	-	11 067 930
	École de la fonction publique du Canada	-	-	-	-	-	-	81 336	-	81 336
	Commissariat au lobbying.....	-	-	-	-	-	-	4 654	-	4 654
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	-	-	-	-	30	30	5 417	-	5 447
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	884	884	11 158 483	-	11 159 367
9	Conseil privé									
	Bureau du Conseil privé.....	-	-	-	-	1 397	1 397	202 218	-	203 615
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	-	-	-	-	-	-	35 937	-	35 937
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	-	-	-	-	-	-	17 290	-	17 290
	Bureau du commissaire au renseignement.....	-	-	-	-	-	-	2 052	-	2 052
	Commission de la fonction publique	-	-	-	-	-	-	86 050	-	86 050
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	1 397	1 397	343 547	-	344 944
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale	-	-	-	-	314 056	314 056	23 809 272	2 817	24 126 145
	Centre de la sécurité des télécommunications	-	-	-	-	-	-	737 079	63 912	800 991
	Comité externe d'examen des griefs militaires	-	-	-	-	-	-	7 025	-	7 025
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	-	-	-	-	-	-	4 775	-	4 775
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	314 056	314 056	24 558 151	66 729	24 938 936
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	60 755 151	-	-	-	32 550 410	93 305 561	2 479 303	-	95 784 864
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	-	-	-	-	8 500	8 500	8 001	-	16 501
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	-	-	-	-	-	-	13 093	-	13 093
	Total du portefeuille ministériel.....	60 755 151	-	-	-	32 558 910	93 314 061	2 500 397	-	95 814 458
12	Environnement et Changement climatique									
	Ministère de l'Environnement	-	-	-	-	577 282	577 282	1 135 242	364	1 712 888
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	-	-	-	-	17 015	17 015	54 986	-	72 001
	Agence Parcs Canada.....	-	-	-	-	78 229	78 229	1 085 655	75	1 163 959
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	672 526	672 526	2 275 883	439	2 948 848
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	-	-	-	-	177 423	177 423	53 231	-	230 654
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	177 423	177 423	53 231	-	230 654

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ³
14	Finances										
	Ministère des Finances.....	–	47 132 955	15 473 939	25 463 370	(6 832 075)	1 631 178	82 869 367	530 715	22 987 970	106 388 052
	Agence de la consommation en matière financière du Canada .	–	–	–	–	–	–	–	38 658	–	38 658
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	77 028	–	77 028
	Bureau du vérificateur général.....	–	–	–	–	–	–	–	111 371	–	111 371
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	–	–	–	–	–	207 629	–	207 629
	Total du portefeuille ministériel.....	–	47 132 955	15 473 939	25 463 370	(6 832 075)	1 631 178	82 869 367	965 401	22 987 970	106 822 738
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	–	–	–	–	–	1 771 143	1 771 143	1 680 130	–	3 451 273
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	–	–	–	–	–	264 252	–	264 252
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	1 771 143	1 771 143	1 944 382	–	3 715 525
17	Innovation, Sciences et Industrie										
	Ministère de l'Industrie.....	–	–	–	–	–	2 429 959	2 429 959	664 904	–	3 094 863
	Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	–	–	–	–	363 964	363 964	79 526	–	443 490
	Agence canadienne de développement économique du Nord ...	–	–	–	–	–	66 517	66 517	21 855	–	88 372
	Agence spatiale canadienne.....	–	–	–	–	–	86 834	86 834	281 274	–	368 108
	Commission canadienne du tourisme.....	–	–	–	–	–	–	–	121 160	–	121 160
	Commission du droit d'auteur.....	–	–	–	–	–	–	–	3 651	–	3 651
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	–	–	–	380 799	380 799	51 055	–	431 854
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	–	–	–	356 645	356 645	43 470	–	400 115
	Conseil national de recherches du Canada.....	–	–	–	–	–	590 806	590 806	845 503	–	1 436 309
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	–	–	–	1 341 785	1 341 785	71 490	–	1 413 275
	Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	–	–	–	970 618	970 618	45 773	–	1 016 391
	Conseil canadien des normes.....	–	–	–	–	–	–	–	19 272	–	19 272
	Statistique Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	883 383	–	883 383
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	6 587 927	6 587 927	3 132 316	–	9 720 243
18	Justice										
	Ministère de la Justice.....	–	–	–	–	–	529 544	529 544	377 873	–	907 417
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	–	–	–	–	–	72 271	–	72 271
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	–	–	–	–	–	35 787	–	35 787
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	–	–	–	–	–	100 373	–	100 373
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	–	–	–	–	–	670 783	–	670 783

	Bureau du directeur des poursuites pénales	-	-	-	-	-	-	201 380	-	201 380
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	-	-	-	-	493	493	48 149	-	48 642
	Registraire de la Cour suprême du Canada	-	-	-	-	-	-	39 394	-	39 394
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	530 037	530 037	1 546 010	-	2 076 047
19	Parlement									
	Chambre des communes	-	-	-	-	1 069	1 069	509 026	-	510 095
	Bibliothèque du Parlement	-	-	-	-	-	-	50 191	-	50 191
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	-	-	-	-	-	-	7 338	-	7 338
	Bureau du directeur parlementaire du budget	-	-	-	-	-	-	6 090	-	6 090
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	-	-	-	-	-	-	898	-	898
	Service de protection parlementaire	-	-	-	-	-	-	86 623	-	86 623
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	-	-	-	-	-	-	2 698	-	2 698
	Sénat	-	-	-	-	476	476	95 886	-	96 362
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	1 545	1 545	758 750	-	760 295
20	Patrimoine canadien									
	Ministère du Patrimoine canadien	-	-	-	-	1 742 352	1 742 352	264 182	-	2 006 534
	Conseil des Arts du Canada	-	-	-	-	-	-	510 389	-	510 389
	Société Radio-Canada	-	-	-	-	-	-	1 250 423	-	1 250 423
	Musée canadien des droits de la personne	-	-	-	-	-	-	29 337	-	29 337
	Musée canadien de l'histoire	-	-	-	-	-	-	84 700	-	84 700
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	-	-	-	-	-	-	9 547	-	9 547
	Musée canadien de la nature	-	-	-	-	-	-	35 681	-	35 681
	Fondation canadienne des relations raciales	-	-	-	-	-	-	6 180	-	6 180
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	-	-	-	-	-	-	13 979	-	13 979
	Bibliothèque et Archives du Canada	-	-	-	-	2 215	2 215	129 588	-	131 803
	Société du Centre national des Arts	-	-	-	-	-	-	59 921	-	59 921
	Office national du film	-	-	-	-	-	-	69 333	4	69 337
	Musée des beaux-arts du Canada	-	-	-	-	-	-	52 002	-	52 002
	Musée national des sciences et de la technologie	-	-	-	-	-	-	43 173	-	43 173
	Téléfilm Canada	-	-	-	-	-	-	151 229	-	151 229
	Commission des champs de bataille nationaux	-	-	-	-	-	-	13 202	-	13 202
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	1 744 567	1 744 567	2 722 866	4	4 467 437
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Ministère des Pêches et des Océans	-	-	-	-	681 289	681 289	3 077 464	114	3 758 867
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	681 289	681 289	3 077 464	114	3 758 867
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	-	-	-	-	2 928 150	2 928 150	1 903 993	-	4 832 143
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	-	-	-	6 725	6 725	20 610	-	27 335
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	2 934 875	2 934 875	1 924 603	-	4 859 478

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ³
23	Ressources naturelles										
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	–	–	–	1 394 100	1 394 100	727 112	–	2 121 212
	Énergie atomique du Canada, Limitée.....	–	–	–	–	–	–	–	1 008 769	–	1 008 769
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	–	–	–	1 043	1 043	108 326	–	109 369
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	–	–	–	2 916	2 916	140 624	–	143 540
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	–	–	–	–	–	–	256	–	256
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	1 398 059	1 398 059	1 985 087	–	3 383 146
24	Revenu national										
	Agence du revenu du Canada.....	–	–	–	–	–	4 187 717	4 187 717	5 301 578	–	9 489 295
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	4 187 717	4 187 717	5 301 578	–	9 489 295
25	Santé										
	Ministère de la Santé.....	–	–	–	–	–	3 250 850	3 250 850	2 793 935	–	6 044 785
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	–	–	–	4 937	4 937	819 512	–	824 449
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	–	–	–	1 315 234	1 315 234	69 065	–	1 384 299
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	–	–	12 339	–	12 339
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	–	–	–	529 172	529 172	8 176 261	–	8 705 433
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	5 100 193	5 100 193	11 871 112	–	16 971 305
26	Sécurité publique										
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	–	–	875 078	875 078	192 582	–	1 067 660
	Agence des services frontaliers du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	2 478 718	–	2 478 718
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	–	–	–	–	–	–	642 173	–	642 173
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	10 531	–	10 531
	Service correctionnel du Canada.....	–	–	–	–	–	3 471	3 471	2 906 452	–	2 909 923
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	5 153	–	5 153
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	–	–	–	–	–	58 753	–	58 753
	Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	486 886	486 886	4 838 922	617	5 326 425
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	3 875	–	3 875
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	1 365 435	1 365 435	11 137 159	617	12 503 211

27	Services aux Autochtones										
	Ministère des Services aux Autochtones	-	-	-	-	-	15 847 381	15 847 381	2 504 429	-	18 351 810
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	-	-	-	-	-	80 301	80 301	8 920	-	89 221
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	15 927 682	15 927 682	2 513 349	-	18 441 031
28	Services publics et Approvisionnement										
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	-	-	-	-	-	2 388	2 388	4 055 151	114 813	4 172 352
	Société canadienne des postes.....	-	-	-	-	-	-	-	22 210	-	22 210
	Commission de la capitale nationale	-	-	-	-	-	-	-	191 714	-	191 714
	Services partagés Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	2 153 281	8 873	2 162 154
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	2 388	2 388	6 422 356	123 686	6 548 430
29	Transports										
	Ministère des Transports.....	-	-	-	-	-	1 081 965	1 081 965	1 101 241	-	2 183 206
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	-	-	-	-	-	-	-	686 115	-	686 115
	Office des transports du Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	42 888	-	42 888
	Marine Atlantique S.C.C.....	-	-	-	-	-	-	-	130 810	-	130 810
	La Société des ponts fédéraux Limitée.....	-	-	-	-	-	-	-	9 124	-	9 124
	VIA Rail Canada Inc.....	-	-	-	-	-	-	-	628 856	-	628 856
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	-	1 081 965	1 081 965	2 599 034	-	3 680 999
	Total des dépenses ministérielles nettes	60 755 151	47 132 955	15 473 939	25 463 370	(6 832 075)	100 768 180	242 761 520	110 094 691	23 222 654	376 078 865

Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Les paiements de transfert d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

² Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

³ Comprend les autres principaux transferts et les autres paiements de transfert.

Tableau 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Charges de programmes							
Paiements de transfert							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	60 755 151	–	18 391	–	–	–	60 773 542
<i>Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>							
Transfert canadien en matière de santé.....	47 132 955	–	(2 000 000)	–	–	–	45 132 955
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	15 473 939	–	–	–	–	–	15 473 939
Accords fiscaux.....	25 463 370	–	(85 626)	–	–	–	25 377 744
Abattement du Québec.....	(6 832 075)	–	575 544	–	–	–	(6 256 531)
Autres principaux transferts	11 038 469	–	(2 380 167)	–	–	–	8 658 302
<i>Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>	<i>92 276 658</i>	<i>–</i>	<i>(3 890 249)</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>88 386 409</i>
Assurance-emploi et mesures de soutien.....	–	38 923 027	–	–	–	–	38 923 027
Prestations pour enfants.....	3 700	–	(874)	–	26 223 268	–	26 226 094
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	17 228 432	–	(1 646 226)	–	–	–	15 582 206
Subvention salariale d'urgence du Canada	–	–	–	–	22 290 562	–	22 290 562
Retour des redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution	3 814 363	–	–	–	–	–	3 814 363
Autres paiements de transfert ¹	68 683 216	191 473	7 105 853	63 292	12 434 449	–	88 478 283
Total des paiements de transfert.....	242 761 520	39 114 500	1 586 895	63 292	60 948 279	–	344 474 486
Autres charges							
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	5 543 435	–	(3 969 304)	(669 965)	–	(6 276)	897 890
Affaires mondiales.....	3 691 015	–	(767 939)	37 640	–	(17 767)	2 942 949
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	52 701	–	15 217	–	–	(382)	67 536
Agriculture et Agroalimentaire	770 742	–	52 546	247 232	–	(10 972)	1 059 548
Anciens Combattants	1 222 710	–	(827 325)	–	–	(4 797)	390 588
Bureau du secrétaire du gouverneur général	22 929	–	1 050	–	–	(134)	23 845
Conseil du Trésor	11 158 483	–	540 029	–	–	(400)	11 698 112
Conseil privé	343 547	–	(12 878)	–	–	(4 929)	325 740
Défense nationale	24 558 151	–	4 345 595	–	–	(170 831)	28 732 915
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	2 500 397	2 390 090	861 862	–	–	(365 778)	5 386 571
Environnement et Changement climatique	2 275 883	31 674	(105 521)	–	–	(124 238)	2 077 798
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	53 231	–	(450)	–	–	(867)	51 914
Finances	965 401	–	(93 601)	80 741	–	(7 769)	944 772
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	1 944 382	–	127 253	–	–	(68 821)	2 002 814

Innovation, Sciences et Industrie	3 132 316	–	396 134	30 723	–	(41 264)	3 517 909
Justice.....	1 546 010	–	14 157	–	–	(12 152)	1 548 015
Parlement	758 750	–	(6 843)	–	–	(3 875)	748 032
Patrimoine canadien	2 722 866	1	61 012	1 256 816	–	(9 210)	4 031 485
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	3 077 464	50	(875 487)	–	–	(69 071)	2 132 956
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	1 924 603	155	4 528 380	–	–	(37 804)	6 415 334
Ressources naturelles.....	1 985 087	5 316	8 926	788 095	–	(15 107)	2 772 317
Revenu national.....	5 301 578	–	5 362 258	–	–	(140 430)	10 523 406
Santé.....	11 871 112	–	1 347 076	–	–	(168 291)	13 049 897
Sécurité publique.....	11 137 159	–	3 882 330	–	–	(270 352)	14 749 137
Services aux Autochtones.....	2 513 349	–	4 312 060	–	–	(15 097)	6 810 312
Services publics et Approvisionnement	6 422 356	22 298	(97 063)	(85 373)	–	(216 794)	6 045 424
Transports.....	2 599 034	5 144	(21 958)	309 130	–	(34 106)	2 857 244
Total partiel	110 094 691	2 454 728	19 077 516	1 995 039	–	(1 817 514)	131 804 460
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	(7 462 609)	–	–	–	(7 462 609)
Total des autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes.....	110 094 691	2 454 728	11 614 907	1 995 039	–	(1 817 514)	124 341 851
<i>Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes.....</i>	<i>352 856 211</i>	<i>41 569 228</i>	<i>13 201 802</i>	<i>2 058 331</i>	<i>60 948 279</i>	<i>(1 817 514)</i>	<i>468 816 337</i>
Frais de la dette publique	23 222 654	–	1 458 428	(194 059)	–	–	24 487 023
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	376 078 865	41 569 228	14 660 230	1 864 272	60 948 279	(1 817 514)	493 303 360
Pertes actuarielles nettes	–	–	10 185 977	–	–	–	10 185 977
Total des charges	376 078 865	41 569 228	24 846 207	1 864 272	60 948 279	(1 817 514)	503 489 337

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

Tableau 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert déclarés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

Portefeuille ministériel	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Cours et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	4 302 932	–	4 306 625	–	–	–	8 609 557
Affaires mondiales.....	6 005 601	–	179 813	–	–	–	6 185 414
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	391 137	–	(166 483)	–	–	–	224 654
Agriculture et Agroalimentaire.....	2 711 520	(283)	(487 943)	–	–	–	2 223 294
Anciens Combattants.....	4 194 786	–	(4 152 085)	–	–	–	42 701
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	925	–	(925)	–	–	–	–
Conseil du Trésor.....	884	–	(262)	–	–	–	622
Conseil privé.....	1 397	–	–	–	–	–	1 397
Défense nationale.....	314 056	–	–	–	–	–	314 056
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	12 378 696	191 756	(313 882)	–	–	–	12 256 570
Environnement et Changement climatique.....	672 526	–	(24 205)	–	–	–	648 321
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	177 423	–	(75)	–	–	–	177 348
Finances.....	530 623	–	254 043	–	–	–	784 666
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	1 771 143	–	(1 165)	–	–	–	1 769 978
Innovation, Sciences et Industrie.....	6 587 927	–	(1 006 744)	52 779	–	–	5 633 962
Justice.....	530 037	–	(12 076)	–	–	–	517 961
Parlement.....	1 545	–	(26)	–	–	–	1 519
Patrimoine canadien.....	1 744 567	–	(9 357)	–	–	–	1 735 210
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	681 289	–	(62 948)	–	–	–	618 341
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	2 934 875	–	4 830 905	–	–	–	7 765 780
Ressources naturelles.....	1 398 059	–	(91 848)	–	–	–	1 306 211
Revenu national.....	373 354	–	–	–	12 434 449	–	12 807 803
Santé.....	2 600 444	–	(11 964)	–	–	–	2 588 480
Sécurité publique.....	1 365 435	–	4 191 546	–	–	–	5 556 981
Services aux Autochtones.....	15 927 682	–	(21 909)	10 513	–	–	15 916 286
Services publics et Approvisionnement.....	2 388	–	3 165	–	–	–	5 553
Transports.....	1 081 965	–	(71 507)	–	–	–	1 010 458
Total partiel.....	68 683 216	191 473	7 330 693	63 292	12 434 449	–	88 703 123
Provision pour évaluation et autres éléments.....	–	–	(224 840)	–	–	–	(224 840)
Total des autres paiements de transfert.....	68 683 216	191 473	7 105 853	63 292	12 434 449	–	88 478 283

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approu- visionne- ments (7)	Acquisitio de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
															Revenus externes	Revenus internes	Total		
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités																		
	Bureau de l'infrastructure																		
	du Canada.....	113 322	1 940	581	44 671	3 126	16 726	52	6 710	3 571	8 727 610	43 093	679	8 962 081	–	–	–	8 962 081	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 042 530	4 042 530	–	–	–	4 042 530	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 984	168	22	1 345	297	–	17	–	59	–	–	2	4 894	–	–	–	4 894	
	Commission des débats des chefs.	590	4	1 834	764	5	–	–	–	–	–	–	9	3 206	–	–	–	3 206	
	Bureau du directeur général des élections	339 012	47 953	30 611	46 472	92 049	846	2 239	47	2 131	65 405	2	521	627 288	–	–	–	627 288	
	Commissariat aux langues officielles.....	18 999	196	329	2 729	197	69	44	–	524	–	–	27	23 114	–	–	–	23 114	
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	235 144	235 144	–	–	–	235 144	
	Autorité du pont Windsor-Détroit.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	481 288	481 288	–	–	–	481 288	
	Total du portefeuille ministériel	474 907	50 261	33 377	95 981	95 674	17 641	2 352	6 757	6 285	8 793 015	43 095	4 760 200	14 379 545	–	–	–	14 379 545	
3	Affaires mondiales																		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	1 391 537	117 288	24 532	334 881	195 337	34 035	38 263	45 922	47 569	5 848 864	–	41 963	8 120 191	45 034	946	45 980	8 074 211	
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)..	–	–	–	238 560	–	–	–	–	–	–	–	1 017 083	1 255 643	–	–	–	1 255 643	
	Centre de recherches pour le développement international ..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	155 251	155 251	–	–	–	155 251	

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisitio de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
	Commission mixte internationale (section canadienne)	4 802	121	348	2 277	492	1	21	–	193	–	–	63	8 318	–	–	–	8 318
	Investir au Canada.....	9 435	354	18 959	4 425	819	1	65	–	433	–	–	(4)	34 487	–	–	–	34 487
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	8 753	109	16	2 337	99	–	17	–	636	156 737	–	2	168 706	–	–	–	168 706
	Total du portefeuille ministériel	1 414 527	117 872	43 855	582 480	196 747	34 037	38 366	45 922	48 831	6 005 601	–	1 214 358	9 742 596	45 034	946	45 980	9 696 616
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	44 178	293	465	4 762	1 457	33	62	–	1 419	391 137	–	32	443 838	–	–	–	443 838
5	Agriculture et Agroalimentaire																	
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	546 033	3 477	11 099	116 111	8 639	11 085	35 312	20 255	37 767	2 711 520	–	9 572	3 510 870	25 236	23 709	48 945	3 461 925
	Commission canadienne du lait....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 291	4 291	–	–	–	4 291
	Commission canadienne des grains.....	48 598	1 578	184	3 556	6 285	962	1 306	–	3 862	–	–	73	66 404	49 825	533	50 358	16 046
	Total du portefeuille ministériel	594 631	5 055	11 283	119 667	14 924	12 047	36 618	20 255	41 629	2 711 520	–	13 936	3 581 565	75 061	24 242	99 303	3 482 262
6	Anciens Combattants																	
	Ministère des Anciens Combattants.....	348 625	22 356	4 868	507 423	23 481	6 079	282 728	–	2 059	4 194 786	–	13 987	5 406 392	–	–	–	5 406 392
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	10 577	34	7	293	17	–	50	–	109	–	–	17	11 104	–	–	–	11 104
	Total du portefeuille ministériel	359 202	22 390	4 875	507 716	23 498	6 079	282 778	–	2 168	4 194 786	–	14 004	5 417 496	–	–	–	5 417 496
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	17 354	582	479	2 015	523	199	817	–	620	925	–	340	23 854	–	–	–	23 854
8	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat du Conseil du Trésor... École de la fonction publique du Canada.....	11 774 159	883	934	135 772	12 581	454	194	–	4 507	854	–	(15 674)	11 914 664	560 741	285 993	846 734	11 067 930
	Commissariat au lobbying.....	70 021	151	903	9 498	6 178	130	88	–	1 010	–	–	(6 643)	81 336	–	–	–	81 336
	Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	3 053	57	24	1 203	60	16	12	–	224	–	–	5	4 654	–	–	–	4 654
	Total du portefeuille ministériel	11 851 499	1 149	1 931	147 388	18 882	601	298	–	5 780	884	–	(22 311)	12 006 101	560 741	285 993	846 734	11 159 367

9	Conseil privé																	
	Bureau du Conseil privé.....	156 579	4 695	4 837	22 330	6 986	2 551	559	–	10 321	1 397	–	315	210 570	80	6 875	6 955	203 615
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports....	30 309	563	142	3 132	536	448	197	5	585	–	–	20	35 937	–	–	–	35 937
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	9 614	214	180	3 497	179	3 108	30	–	453	–	–	15	17 290	–	–	–	17 290
	Bureau du commissaire au renseignement	1 118	11	17	573	308	11	13	–	1	–	–	–	2 052	–	–	–	2 052
	Commission de la fonction publique.....	83 948	74	356	7 266	1 473	36	188	–	1 212	–	–	359	94 912	15	8 847	8 862	86 050
	Total du portefeuille ministériel	281 568	5 557	5 532	36 798	9 482	6 154	987	5	12 572	1 397	–	709	360 761	95	15 722	15 817	344 944
10	Défense nationale																	
	Ministère de la Défense nationale.	11 045 285	631 796	26 136	4 597 556	635 659	1 745 363	1 080 683	572 249	3 307 811	314 056	2 817	500 066	24 459 477	321 406	11 926	333 332	24 126 145
	Centre de la sécurité des télécommunications	424 687	–	–	–	–	–	–	12 429	–	–	63 912	315 070	816 098	344	14 763	15 107	800 991
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	5 966	11	8	324	525	25	7	–	142	–	–	17	7 025	–	–	–	7 025
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	3 552	54	58	565	396	6	6	–	139	–	–	(1)	4 775	–	–	–	4 775
	Total du portefeuille ministériel	11 479 490	631 861	26 202	4 598 445	636 580	1 745 394	1 080 696	584 678	3 308 092	314 056	66 729	815 152	25 287 375	321 750	26 689	348 439	24 938 936
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap																	
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	3 090 090	76 434	88 929	957 851	281 000	3 889	3 828	–	68 084	93 305 561	–	474 329	98 349 995	491 731	2 073 400	2 565 131	95 784 864
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	5 335	8	176	1 831	223	33	9	219	68	8 500	–	99	16 501	–	–	–	16 501
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	11 091	132	113	1 100	360	10	70	–	217	–	–	–	13 093	–	–	–	13 093
	Total du portefeuille ministériel	3 106 516	76 574	89 218	960 782	281 583	3 932	3 907	219	68 369	93 314 061	–	474 428	98 379 589	491 731	2 073 400	2 565 131	95 814 458
12	Environnement et Changement climatique																	
	Ministère de l'Environnement.....	840 409	19 080	11 890	204 451	34 542	14 725	32 085	1 674	34 906	577 282	364	5 470	1 776 878	41 775	22 215	63 990	1 712 888
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	48 994	416	341	6 909	94	18	89	–	365	17 015	–	161	74 402	2 401	–	2 401	72 001
	Agence Parcs Canada	519 438	10 436	6 932	132 213	22 720	18 310	54 636	216 021	29 897	78 229	75	75 052	1 163 959	–	–	–	1 163 959
	Total du portefeuille ministériel	1 408 841	29 932	19 163	343 573	57 356	33 053	86 810	217 695	65 168	672 526	439	80 683	3 015 239	44 176	22 215	66 391	2 948 848
13	Femme, Égalité des genres et Jeunesse																	
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	39 811	188	2 680	8 622	562	47	41	158	1 009	177 423	–	113	230 654	–	–	–	230 654
	Total du portefeuille ministériel	39 811	188	2 680	8 622	562	47	41	158	1 009	177 423	–	113	230 654	–	–	–	230 654

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisitio de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
14	Finances																	
	Ministère des Finances	111 210	832	11 516	10 326	1 548	211	84 798	49	1 377	82 869 367	22 987 970	308 848	106 388 052	–	–	–	106 388 052
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	25 369	183	1 606	7 729	2 746	16	57	–	934	–	–	18	38 658	–	–	–	38 658
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	54 962	1 087	1 057	9 650	7 572	850	281	–	1 578	–	–	(9)	77 028	–	–	–	77 028
	Bureau du vérificateur général	95 282	699	1 019	11 672	2 106	132	103	–	1 268	–	–	37	112 318	947	–	947	111 371
	Bureau du surintendant des institutions financières	166 769	1 230	1 823	18 155	14 822	883	126	311	3 496	–	–	14	207 629	–	–	–	207 629
	Total du portefeuille ministériel	453 592	4 031	17 021	57 532	28 794	2 092	85 365	360	8 653	82 869 367	22 987 970	308 908	106 823 685	947	–	947	106 822 738
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté																	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	901 715	25 208	13 947	800 693	71 298	2 060	23 572	–	9 651	1 771 143	–	19 791	3 639 078	184 610	3 195	187 805	3 451 273
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	206 621	3 009	503	32 067	6 573	11 711	362	–	2 645	–	–	761	264 252	–	–	–	264 252
	Total du portefeuille ministériel	1 108 336	28 217	14 450	832 760	77 871	13 771	23 934	–	12 296	1 771 143	–	20 552	3 903 330	184 610	3 195	187 805	3 715 525
17	Innovation, Sciences et Industrie																	
	Ministère de l'Industrie	651 308	5 112	16 351	202 162	38 190	8 001	4 492	–	26 194	2 429 959	–	3 434	3 385 203	257 549	32 791	290 340	3 094 863
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	70 696	336	631	3 621	1 808	125	164	–	1 338	363 964	–	807	443 490	–	–	–	443 490
	Agence canadienne de développement économique du Nord	15 277	821	40	2 920	2 228	92	65	–	286	66 517	–	126	88 372	–	–	–	88 372
	Agence spatiale canadienne	90 485	5 836	1 930	162 120	5 082	1 839	1 253	–	10 102	86 834	–	2 627	368 108	–	–	–	368 108
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	121 160	121 160	–	–	–	121 160
	Commission du droit d'auteur	2 869	23	50	517	75	31	4	–	81	–	–	1	3 651	–	–	–	3 651
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	43 654	415	833	6 023	982	11	142	–	370	380 799	–	9	433 238	–	1 384	1 384	431 854
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	37 148	30	517	4 908	158	26	41	–	564	356 645	–	78	400 115	–	–	–	400 115

Conseil national de recherches du Canada.....	521 216	2 384	1 054	79 284	12 675	22 167	47 382	52 626	85 896	590 806	–	20 819	1 436 309	–	–	–	1 436 309
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	59 703	728	951	5 428	1 336	118	46	–	3 128	1 341 785	–	52	1 413 275	–	–	–	1 413 275
Conseil de recherches en sciences humaines	37 563	379	928	3 995	730	69	38	–	2 037	970 618	–	34	1 016 391	–	–	–	1 016 391
Conseil canadien des normes.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	19 272	19 272	–	–	–	19 272
Statistique Canada.....	721 546	61 474	26 564	161 756	24 976	1 271	1 293	579	10 064	–	–	1 444	1 010 967	15 983	111 601	127 584	883 383
Total du portefeuille ministériel	2 251 465	77 538	49 849	632 734	88 240	33 750	54 920	53 205	140 060	6 587 927	–	169 863	10 139 551	273 532	145 776	419 308	9 720 243
18 Justice																	
Ministère de la Justice.....	702 789	2 108	2 545	34 341	8 693	3 258	2 189	–	3 675	529 544	–	11 544	1 300 686	1 585	391 684	393 269	907 417
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	81 081	1 094	998	10 111	2 970	473	376	–	441	–	–	27	97 571	14 281	11 019	25 300	72 271
Commission canadienne des droits de la personne.....	31 175	174	422	4 508	595	27	97	12	528	–	–	68	37 606	–	1 819	1 819	35 787
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	69 812	2 832	835	12 461	3 960	607	3 292	1 320	5 132	–	–	122	100 373	–	–	–	100 373
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	642 844	6 968	115	14 182	683	34	27	–	207	–	–	5 763	670 823	–	40	40	670 783
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	153 219	4 518	306	45 641	2 951	536	1 563	–	1 483	–	–	6 502	216 719	223	15 116	15 339	201 380
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	39 400	308	429	5 848	1 015	170	55	282	756	493	–	66	48 822	–	180	180	48 642
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	33 363	716	260	2 062	1 058	181	1 135	–	517	–	–	102	39 394	–	–	–	39 394
Total du portefeuille ministériel	1 753 683	18 718	5 910	129 154	21 925	5 286	8 734	1 614	12 739	530 037	–	24 194	2 511 994	16 089	419 858	435 947	2 076 047
19 Parlement																	
Chambre des communes.....	419 848	25 518	11 436	19 931	24 010	6 622	7 865	–	19 452	1 069	–	1 020	536 771	1 848	24 828	26 676	510 095
Bibliothèque du Parlement.....	42 437	196	1 657	944	762	44	3 476	–	777	–	–	(24)	50 269	78	–	78	50 191
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	6 057	46	84	738	38	1	52	–	321	–	–	1	7 338	–	–	–	7 338
Bureau du directeur parlementaire du budget.....	4 979	30	242	406	202	2	179	–	47	–	–	3	6 090	–	–	–	6 090
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	805	4	–	81	4	–	3	–	1	–	–	–	898	–	–	–	898
Service de protection parlementaire.....	71 566	243	254	8 482	970	1 952	1 003	–	2 591	–	–	559	87 620	9	988	997	86 623
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement .	1 399	5	13	1 164	94	–	8	–	15	–	–	–	2 698	–	–	–	2 698
Sénat.....	83 924	3 220	1 026	2 501	2 203	847	311	–	1 657	476	–	197	96 362	–	–	–	96 362
Total du portefeuille ministériel	631 015	29 262	14 712	34 247	28 283	9 468	12 897	–	24 861	1 545	–	1 756	788 046	1 935	25 816	27 751	760 295
20 Patrimoine canadien																	
Ministère du Patrimoine canadien.	215 727	1 772	4 996	35 891	4 170	1 563	2 379	–	3 292	1 742 352	–	1 240	2 013 382	5 831	1 017	6 848	2 006 534
Conseil des Arts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	510 389	510 389	–	–	–	510 389
Société Radio-Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 250 423	1 250 423	–	–	–	1 250 423

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisitio de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
	Musée canadien des droits de la personne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 337	29 337	-	-	-	29 337
	Musée canadien de l'histoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84 700	84 700	-	-	-	84 700
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 547	9 547	-	-	-	9 547
	Musée canadien de la nature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 681	35 681	-	-	-	35 681
	Fondation canadienne des relations raciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 180	6 180	-	-	-	6 180
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	63 166	841	1 748	5 478	1 153	128	93	-	550	-	-	190	73 347	59 368	-	59 368	13 979
	Bibliothèque et Archives du Canada	84 891	135	106	22 557	3 752	714	2 476	10 351	829	2 215	-	6 104	134 130	148	2 179	2 327	131 803
	Société du Centre national des Arts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	59 921	59 921	-	-	-	59 921
	Office national du film	43 420	1 460	1 678	15 073	10 515	142	385	-	2 619	-	4	78	75 374	6 037	-	6 037	69 337
	Musée des beaux-arts du Canada ..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52 002	52 002	-	-	-	52 002
	Musée national des sciences et de la technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43 173	43 173	-	-	-	43 173
	Téléfilm Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	151 229	151 229	-	-	-	151 229
	Commission des champs de bataille nationaux	5 427	125	387	1 841	75	545	901	-	1 288	-	-	2 613	13 202	-	-	-	13 202
	Total du portefeuille ministériel	412 631	4 333	8 915	80 840	19 665	3 092	6 234	10 351	8 578	1 744 567	4	2 242 807	4 542 017	71 384	3 196	74 580	4 467 437
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne																	
	Ministère des Pêches et des Océans	1 446 252	74 420	7 064	748 894	58 151	166 312	134 967	90 918	371 540	681 289	114	19 886	3 799 807	40 940	-	40 940	3 758 867
	Total du portefeuille ministériel	1 446 252	74 420	7 064	748 894	58 151	166 312	134 967	90 918	371 540	681 289	114	19 886	3 799 807	40 940	-	40 940	3 758 867
22	Relations Couronne- Autochtones et Affaires du Nord																	
	Ministère des Relations Couronne- Autochtones et des Affaires du Nord	223 164	2 005	3 418	302 897	5 649	1 231	757	724	567	2 928 150	-	1 394 534	4 863 096	-	30 953	30 953	4 832 143
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	9 796	1 657	104	2 236	1 252	2 930	1 749	-	879	6 725	-	7	27 335	-	-	-	27 335
	Total du portefeuille ministériel	232 960	3 662	3 522	305 133	6 901	4 161	2 506	724	1 446	2 934 875	-	1 394 541	4 890 431	-	30 953	30 953	4 859 478

23	Ressources naturelles																	
	Ministère des Ressources naturelles	518 208	5 815	15 218	124 433	20 968	6 709	23 466	4 585	27 304	1 394 100	–	4 899	2 145 705	18 063	6 430	24 493	2 121 212
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 008 769	1 008 769	–	–	–	1 008 769
	Régie canadienne de l'énergie.....	85 703	1 279	156	16 900	537	1 138	359	530	1 632	1 043	–	92	109 369	–	–	–	109 369
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	115 065	728	911	16 690	4 022	977	320	–	1 832	2 916	–	79	143 540	–	–	–	143 540
	Administration du pipe-line du Nord.....	60	–	–	185	11	–	–	–	–	–	–	–	256	–	–	–	256
	Total du portefeuille ministériel	719 036	7 822	16 285	158 208	25 538	8 824	24 145	5 115	30 768	1 398 059	–	1 013 839	3 407 639	18 063	6 430	24 493	3 383 146
24	Revenu national																	
	Agence du revenu du Canada	4 666 490	71 372	21 709	523 126	287 267	60 614	12 798	–	81 386	4 187 717	–	20 334	9 932 813	–	443 518	443 518	9 489 295
	Total du portefeuille ministériel	4 666 490	71 372	21 709	523 126	287 267	60 614	12 798	–	81 386	4 187 717	–	20 334	9 932 813	–	443 518	443 518	9 489 295
25	Santé																	
	Ministère de la Santé.....	1 068 578	185 371	84 964	269 768	30 863	26 649	1 295 123	480	36 304	3 250 850	–	6 502	6 255 452	177 678	32 989	210 667	6 044 785
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	661 575	7 112	5 172	75 525	10 048	9 470	20 531	–	20 638	4 937	–	9 441	824 449	–	–	–	824 449
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	62 413	216	423	3 448	1 737	139	12	–	582	1 315 234	–	95	1 384 299	–	–	–	1 384 299
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	9 704	83	738	1 467	135	3	1	–	186	–	–	22	12 339	–	–	–	12 339
	Agence de la santé publique du Canada.....	481 179	83 973	106 995	1 135 041	79 675	5 209	6 250 980	162	27 401	529 172	–	6 385	8 706 172	684	55	739	8 705 433
	Total du portefeuille ministériel	2 283 449	276 755	198 292	1 485 249	122 458	41 470	7 566 647	642	85 111	5 100 193	–	22 445	17 182 711	178 362	33 044	211 406	16 971 305
26	Sécurité publique																	
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	144 277	584	10 859	25 440	7 420	1 394	661	–	3 472	875 078	–	1 168	1 070 353	619	2 074	2 693	1 067 660
	Agence des services frontaliers du Canada.....	1 842 940	37 971	1 357	427 999	12 551	35 243	18 799	49 885	59 992	–	–	9 771	2 496 508	17 790	–	17 790	2 478 718
	Service canadien du renseignement de sécurité	404 107	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	238 066	642 173	–	–	–	642 173
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 239	73	25	491	219	2	80	–	164	–	–	238	10 531	–	–	–	10 531
	Service correctionnel du Canada.....	2 039 628	22 952	588	457 226	34 333	25 758	167 234	68 907	53 249	3 471	–	137 204	3 010 550	6 770	93 857	100 627	2 909 923
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	4 462	91	32	237	30	–	15	–	117	–	–	169	5 153	–	–	–	5 153
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	51 865	1 038	25	7 440	294	30	109	–	908	–	–	(164)	61 545	2 792	–	2 792	58 753
	Gendarmerie royale du Canada.....	4 965 712	180 057	3 060	623 177	156 342	95 693	164 554	77 532	257 628	486 886	617	123 673	7 134 931	1 805 591	2 915	1 808 506	5 326 425
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	3 098	11	15	404	7	1	58	–	37	–	–	244	3 875	–	–	–	3 875
	Total du portefeuille ministériel	9 465 328	242 777	15 961	1 542 414	211 196	158 121	351 510	196 324	375 567	1 365 435	617	510 369	14 435 619	1 833 562	98 846	1 932 408	12 503 211

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisitio de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
27	Services aux Autochtones																	
	Ministère des Services aux Autochtones.....	744 225	377 266	6 055	736 120	20 008	5 480	600 982	22	52 908	15 847 381	–	6 212	18 396 659	5 470	39 379	44 849	18 351 810
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	6 844	69	59	1 031	4	8	14	–	100	80 301	–	791	89 221	–	–	–	89 221
	Total du portefeuille ministériel	751 069	377 335	6 114	737 151	20 012	5 488	600 996	22	53 008	15 927 682	–	7 003	18 485 880	5 470	39 379	44 849	18 441 031
28	Services publics et Approvisionnement																	
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 764 611	225 724	15 306	2 206 954	1 277 939	1 027 511	590 549	695 319	117 253	2 388	114 813	385 916	8 424 283	445 092	3 806 839	4 251 931	4 172 352
	Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	191 714	191 714	–	–	–	191 714
	Services partagés Canada	917 464	579 153	5 840	433 701	552 781	253 494	6 099	3 630	343 476	–	8 873	4 601	3 109 112	5 879	941 079	946 958	2 162 154
	Total du portefeuille ministériel	2 682 075	804 877	21 146	2 640 655	1 830 720	1 281 005	596 648	698 949	460 729	2 388	123 686	604 441	11 747 319	450 971	4 747 918	5 198 889	6 548 430
29	Transports																	
	Ministère des Transports	710 813	10 700	7 066	190 241	14 855	18 940	14 938	85 256	58 189	1 081 965	–	74 150	2 267 113	36 129	47 778	83 907	2 183 206
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	686 115	686 115	–	–	–	686 115
	Office des transports du Canada ...	35 525	128	359	4 511	1 292	27	61	–	966	–	–	19	42 888	–	–	–	42 888
	Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	130 810	130 810	–	–	–	130 810
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	9 124	9 124	–	–	–	9 124
	VIA Rail Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	628 856	628 856	–	–	–	628 856
	Total du portefeuille ministériel	746 338	10 828	7 425	194 752	16 147	18 967	14 999	85 256	59 155	1 081 965	–	1 529 074	3 764 906	36 129	47 778	83 907	3 680 999
	Total des dépenses ministérielles nettes	60 676 243	2 973 661	647 435	17 511 078	4 180 436	3 671 638	11 031 032	2 019 169	5 287 839	242 761 520	23 222 654	15 241 656	389 224 361	4 650 582	8 494 914	13 145 496	376 078 865

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.² Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.³ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.⁴ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.⁵ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

Tableau 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins :		Total des charges externes
						Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	242 761 520	39 114 500	1 586 895	63 292	60 948 279	–	–	344 474 486
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes.....	60 676 243	–	658 437	1 966 375	–	–	–	63 301 055
Transports et communications	2 973 661	–	(45 987)	87 917	–	65 959	280 880	2 668 752
Information.....	647 435	–	(416)	81 929	–	37 754	160 773	530 421
Services professionnels et spéciaux	17 511 078	–	(159 711)	1 277 932	–	756 979	3 223 565	14 648 755
Location.....	4 180 436	–	(172 024)	206 200	–	183 797	782 692	3 248 123
Réparation et entretien	3 671 638	–	(51 030)	309 275	–	52 418	223 220	3 654 245
Services publics, fournitures et approvisionnements.	11 031 032	–	612 831	760 066	–	52 401	223 148	12 128 380
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	2 019 169	–	(2 019 169)	–	–	–	–	–
Acquisition de machinerie et matériel.....	5 287 839	–	(5 287 839)	–	–	–	–	–
Frais de la dette publique	23 222 654	–	1 458 428	(194 059)	–	–	–	24 487 023
Autres subventions et paiements	15 241 656	6 250	8 483 203	(3 287 028)	–	453 903	1 366 461	18 623 717
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	4 905 257	527 282	–	–	–	5 432 539
Perte nette sur cession de biens.....	–	–	40 773	65 091	–	–	–	105 864
Total brut.....	389 224 361	39 120 750	10 009 648	1 864 272	60 948 279	1 603 211	6 260 739	493 303 360
Autres éléments :								
Frais d'administration								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	–	2 448 478	–	–	–	214 303	2 234 175	–
Revenus affectés aux dépenses								
Revenus externes.....	(4 650 582)	–	4 650 582	–	–	–	–	–
Revenus internes.....	(8 494 914)	–	–	–	–	–	(8 494 914)	–
	(13 145 496)	2 448 478	4 650 582	–	–	214 303	(6 260 739)	–
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	376 078 865	41 569 228	14 660 230	1 864 272	60 948 279	1 817 514	–	493 303 360
Pertes actuarielles nettes	–	–	10 185 977	–	–	–	–	10 185 977
Total des charges	376 078 865	41 569 228	24 846 207	1 864 272	60 948 279	1 817 514	–	503 489 337

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels présenté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus						Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ³		
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités								
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	1 390 000	20 621	2 472	–	–	1 413 093	1 413 093
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	128 794	10 930	–	–	33 286	173 010	173 010
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	–	–	26	–	–	953	979	979
	Commission des débats des chefs.....	–	–	19	–	–	–	19	19
	Bureau du directeur général des élections.....	–	–	237	–	1	533	771	771
	Commissariat aux langues officielles.....	–	–	83	–	–	–	83	83
	Total du portefeuille ministériel.....	–	1 518 794	31 916	2 472	1	34 772	1 587 955	1 587 955
3	Affaires mondiales								
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	–	(16 186)	13 711	64 479	1 622	125 216	188 842	188 842
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	–	613 669	–	–	–	3 650	617 319	617 319
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	56	–	–	–	56	56
	Investir au Canada.....	–	–	25	–	–	–	25	25
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	–	53	–	–	9 214	9 267	9 267
	Total du portefeuille ministériel.....	–	597 483	13 845	64 479	1 622	138 080	815 509	815 509
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	–	2 875	–	5	106 875	109 755	109 755
5	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	560 788	20 869	57 384	5 365	33 920	678 326	678 326
	Commission canadienne du lait.....	–	–	25	–	–	–	25	25
	Commission canadienne des grains.....	–	–	17	45 422	51	20	45 510	45 510
	Total du portefeuille ministériel.....	–	560 788	20 911	102 806	5 416	33 940	723 861	723 861
6	Anciens Combattants								
	Ministère des Anciens Combattants.....	–	–	41 272	26	14	273	41 585	41 585
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	–	30	–	–	–	30	30
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	41 302	26	14	273	41 615	41 615
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	–	–	157	–	36	15	208	208

8	Conseil du Trésor								
	Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	3 884	846 798	-	2 750	853 432	853 432
	École de la fonction publique du Canada	-	-	158	10 349	4	-	10 511	10 511
	Commissariat au lobbying.....	-	-	60	-	-	-	60	60
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	-	-	50	-	-	-	50	50
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	4 152	857 147	4	2 750	864 053	864 053
9	Conseil privé								
	Bureau du Conseil privé.....	-	-	2 493	6 955	23	1	9 472	9 472
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports ...	-	-	35	-	5	16	56	56
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	-	-	45	-	-	-	45	45
	Commission de la fonction publique.....	-	-	373	8 864	-	1 376	10 613	10 613
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	2 946	15 819	28	1 393	20 186	20 186
10	Défense nationale								
	Ministère de la Défense nationale	-	2 840	99 981	330 283	19 230	33 934	486 268	486 268
	Centre de la sécurité des télécommunications	-	-	4 074	17 239	66	1 009	22 388	22 388
	Comité externe d'examen des griefs militaires	-	-	23	-	-	-	23	23
	Total du portefeuille ministériel.....	-	2 840	104 078	347 522	19 296	34 943	508 679	508 679
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap								
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	-	803 436	278 909	311 331	206	2 843 390	4 237 272	4 237 272
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	-	-	28	-	-	-	28	28
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	-	-	11	6 758	-	-	6 769	6 769
	Total du portefeuille ministériel.....	-	803 436	278 948	318 089	206	2 843 390	4 244 069	4 244 069
12	Environnement et Changement climatique								
	Ministère de l'Environnement	-	-	21 958	69 312	972	242 621	334 863	334 863
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	-	-	504	2 268	-	653	3 425	3 425
	Agence Parcs Canada.....	-	-	2 976	175 393	-	80	178 449	178 449
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	25 438	246 973	972	243 354	516 737	516 737
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse								
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	-	-	1 291	-	1	-	1 292	1 292
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	1 291	-	1	-	1 292	1 292
14	Finances								
	Ministère des Finances.....	-	4 076 793	1 559	-	19	816 575	4 894 946	4 894 946
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	-	-	-	32 748	4	-	32 752	32 752
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	-	-	82	-	-	2 236	2 318	2 318
	Bureau du vérificateur général	-	-	240	856	-	1	1 097	1 097
	Bureau du surintendant des institutions financières	-	-	-	211 322	-	4	211 326	211 326
	Total du portefeuille ministériel.....	-	4 076 793	1 881	244 926	23	818 816	5 142 439	5 142 439

Tableau 4

Revenus ministériels – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ³
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	–	–	7 026	1 348 242	24	1 049	1 356 341	1 356 341
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	2 617	–	1	1	2 619	2 619
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	9 643	1 348 242	25	1 050	1 358 960	1 358 960
17	Innovation, Sciences et Industrie								
	Ministère de l'Industrie.....	–	743 324	43 948	9 614 240	81	125 472	10 527 065	10 527 065
	Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	5	19 017	–	26	71 512	90 560	90 560
	Agence canadienne de développement économique du Nord.....	–	–	6 365	–	–	15	6 380	6 380
	Agence spatiale canadienne.....	–	–	1 097	609	15	910	2 631	2 631
	Commission du droit d'auteur.....	–	–	15	–	–	–	15	15
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	9 889	1 384	1	16 920	28 194	28 194
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	5 451	–	31	71 012	76 494	76 494
	Conseil national de recherches du Canada.....	–	–	3 680	174 381	234	40	178 335	178 335
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	7 179	175	38	2	7 394	7 394
	Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	65 115	103	17	11	65 246	65 246
	Statistique Canada.....	–	–	3 042	150 045	18	2	153 107	153 107
	Total du portefeuille ministériel.....	–	743 329	164 798	9 940 937	461	285 896	11 135 421	11 135 421
18	Justice								
	Ministère de la Justice.....	–	–	14 081	452 998	1	1 242	468 322	468 322
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	372	–	1	31 172	31 545	31 545
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	155	1 819	–	307	2 281	2 281
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	672	1 513	–	889	3 074	3 074
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	–	40	–	19 073	19 113	19 113
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	–	1 715	16 916	11	57 088	75 730	75 730
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	162	180	7	–	349	349
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	–	61	72	–	93	226	226
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	17 218	473 538	20	109 864	600 640	600 640

19	Parlement								
	Chambre des communes	-	-	1 014	26 484	230	22	27 750	27 750
	Bibliothèque du Parlement	-	-	22	78	-	-	100	100
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	-	-	1	-	-	5	6	6
	Bureau du directeur parlementaire du budget	-	-	9	-	-	-	9	9
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	-	-	14	-	-	-	14	14
	Service de protection parlementaire	-	-	385	997	4	-	1 386	1 386
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	-	-	34	-	-	-	34	34
	Sénat	-	-	876	-	5	40	921	921
	Total du portefeuille ministériel	-	-	2 355	27 559	239	67	30 220	30 220
20	Patrimoine canadien								
	Ministère du Patrimoine canadien	-	-	5 991	6 839	44	80 949	93 823	93 823
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	-	-	254	195 084	-	904	196 242	196 242
	Bibliothèque et Archives du Canada	-	-	181	2 889	17	52	3 139	3 139
	Office national du film	-	-	2	6 117	-	-	6 119	6 119
	Commission des champs de bataille nationaux	-	-	-	1 723	-	-	1 723	1 723
	Total du portefeuille ministériel	-	-	6 428	212 652	61	81 905	301 046	301 046
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne								
	Ministère des Pêches et des Océans	-	-	23 712	82 004	2 261	1 936	109 913	109 913
	Total du portefeuille ministériel	-	-	23 712	82 004	2 261	1 936	109 913	109 913
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord								
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	-	4	6 567	31 584	-	8 657	46 812	46 812
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	-	293	277	-	-	570	570
	Total du portefeuille ministériel	-	4	6 860	31 861	-	8 657	47 382	47 382
23	Ressources naturelles								
	Ministère des Ressources naturelles	-	-	13 029	571 000	133	14 454	598 616	598 616
	Régie canadienne de l'énergie	-	-	152	121 384	-	32	121 568	121 568
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	-	-	673	115 689	69	33	116 464	116 464
	Administration du pipe-line du Nord	-	-	-	284	-	-	284	284
	Total du portefeuille ministériel	-	-	13 854	808 357	202	14 519	836 932	836 932
24	Revenu national								
	Agence du revenu du Canada	255 536 822	-	7 223	1 115 988	63	11 306 514	12 429 788	267 966 610
	Total du portefeuille ministériel	255 536 822	-	7 223	1 115 988	63	11 306 514	12 429 788	267 966 610
25	Santé								
	Ministère de la Santé	-	-	9 595	497 808	215	6 381	513 999	513 999
	Agence canadienne d'inspection des aliments	-	-	4 275	58 786	104	78	63 243	63 243
	Instituts de recherche en santé du Canada	-	-	3 502	-	-	-	3 502	3 502
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	-	-	36	38	-	-	74	74
	Agence de la santé publique du Canada	-	-	18 816	14 391	114	6 200	39 521	39 521
	Total du portefeuille ministériel	-	-	36 224	571 023	433	12 659	620 339	620 339

Tableau 4
Revenus ministériels – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ³
26	Sécurité publique								
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	24 816	2 693	4	25	27 538	27 538
	Agence des services frontaliers du Canada.....	34 231 224	–	4 496	19 064	728	104 891	129 179	34 360 403
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	–	2 066	3 097	381	10	5 554	5 554
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	90	–	–	–	90	90
	Service correctionnel du Canada.....	–	–	8 875	104 631	1 104	270	114 880	114 880
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	21	–	–	–	21	21
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	411	3 671	64	–	4 146	4 146
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	13	6 451	3 262 493	227	3 170	3 272 354	3 272 354
	Total du portefeuille ministériel.....	34 231 224	13	47 226	3 395 649	2 508	108 366	3 553 762	37 784 986
27	Services aux Autochtones								
	Ministère des Services aux Autochtones	–	100	70 815	45 056	1 392	9 613	126 976	126 976
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	–	–	–	–	–	1 815	1 815	1 815
	Total du portefeuille ministériel.....	–	100	70 815	45 056	1 392	11 428	128 791	128 791
28	Services publics et Approvisionnement								
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	10 000	56 455	4 270 690	295	94 830	4 432 270	4 432 270
	Direction des opérations de la paye et de la gestion des services ⁴	–	–	26 142	–	–	–	26 142	26 142
	Services partagés Canada.....	–	–	10 346	947 254	15	41 394	999 009	999 009
	Total du portefeuille ministériel.....	–	10 000	92 943	5 217 944	310	136 224	5 457 421	5 457 421
29	Transports								
	Ministère des Transports.....	–	24 720	9 618	306 131	15 802	2 679	358 950	358 950
	Office des transports du Canada.....	–	–	145	–	–	605	750	750
	Total du portefeuille ministériel.....	–	24 720	9 763	306 131	15 802	3 284	359 700	359 700
	Total des revenus ministériels	289 768 046	8 338 300	1 038 802	25 777 200	51 401	16 340 970	51 546 673	341 314 719

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total comprend 713 308 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations de change (709 321 \$ pour le compte du fonds des changes et 3 987 \$ pour le Fonds monétaire international), 7 318 455 \$ pour les sociétés d'État entreprises, et 306 537 \$ pour les autres revenus de placement. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

² Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

³ Inclut les redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution de 6 341 187 \$, les pièces de monnaie canadienne de 141 318 \$ et le gain net de change de 198 426 \$. Le montant de 198 426 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations de change au tableau 4a de ce volume.

⁴ Les paiements de transition pour la mise en œuvre de la paye en arrérage ont été transférés à un compte central administré par la Direction des opérations de la paye et de la gestion des services qui n'est pas un organisme nommé dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais qui est une direction relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui exerce un rôle de soutien administratif central pour l'ensemble du gouvernement.

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ¹	Total des revenus externes
Revenus fiscaux							
Revenus d'impôt sur le revenu							
Particuliers.....	169 640 667	–	(47 000)	–	28 791 039	–	198 384 706
Sociétés							
Sociétés.....	76 457 847	–	–	–	2 357 664	–	78 815 511
Subvention salariale d'urgence du Canada.....	(22 290 562)	–	–	–	22 290 562	–	–
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer.....	(3 701 804)	–	–	–	3 701 804	–	–
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada.....	(1 067 802)	–	–	–	1 067 802	–	–
Programmes de relance pour le tourisme et l'accueil et les entreprises les plus durement touchées.....	(2 739 408)	–	–	–	2 739 408	–	–
	46 658 271	–	–	–	32 157 240	–	78 815 511
Non-résidents.....	10 788 888	–	–	–	–	–	10 788 888
	227 087 826	–	(47 000)	–	60 948 279	–	287 989 105
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services.....	46 164 888	–	–	–	–	–	46 164 888
Taxes sur l'énergie							
Taxe d'accise – Essence.....	4 087 121	–	–	–	–	–	4 087 121
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel.....	1 267 957	–	–	–	–	–	1 267 957
	5 355 078	–	–	–	–	–	5 355 078
Droits de douane à l'importation.....	5 236 875	–	–	–	–	–	5 236 875
Autres taxes et droits d'accise							
Droits d'accise.....	5 329 606	–	–	–	–	–	5 329 606
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.....	412 743	–	–	–	–	–	412 743
Diverses taxes et droits d'accise.....	181 030	–	–	–	–	–	181 030
	5 923 379	–	–	–	–	–	5 923 379
	62 680 220	–	–	–	–	–	62 680 220
Total des revenus fiscaux.....	289 768 046	–	(47 000)	–	60 948 279	–	350 669 325
Cotisations d'assurance-emploi.....	–	24 304 685	–	–	–	(448 456)	23 856 229
Redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	6 341 187	–	–	–	–	–	6 341 187

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance – fin

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ¹	Total des revenus externes
Autres revenus							
Sociétés d'État							
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques							
Quote-part des bénéfices (pertes) annuel(le)s	6 049 673	–	–	5 485 182	–	–	11 534 855
Intérêt et autres.....	1 268 782	–	(58)	–	–	–	1 268 724
	7 318 455	–	(58)	5 485 182	–	–	12 803 579
Autres programmes							
Revenus de placements.....	306 537	–	(67 838)	159 767	–	(49)	398 417
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 038 802	–	(1 038 802)	–	–	–	–
Ventes de biens et de services							
Droits et privilèges.....	10 398 695	–	(8 228 024)	–	–	(8 405)	2 162 266
Location et utilisation de biens publics.....	1 289 795	–	(15 920)	40 727	–	(818 334)	496 268
Services de nature réglementaire.....	2 653 133	–	(133 833)	–	–	(505 230)	2 014 070
Services de nature non réglementaire	7 220 074	–	710 660	236 859	–	(3 471 508)	4 696 085
Ventes de biens et de produits d'information	1 981 864	–	37 104	1 050 098	–	(1 862 663)	1 206 403
Autres frais et droits.....	2 233 639	–	(622 630)	159 983	–	(906 647)	864 345
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	51 401	–	(49 761)	–	–	(1 640)	–
Revenus divers							
Intérêt et pénalités	5 257 693	–	529 161	–	–	–	5 786 854
Autres	4 543 664	(310 871)	(633 847)	247 883	–	(2 737 952)	1 108 877
	36 975 297	(310 871)	(9 513 730)	1 895 317	–	(10 312 428)	18 733 585
Revenus nets des opérations de change							
Compte du fonds des changes.....	709 321	–	(223)	–	–	–	709 098
Fonds monétaire international.....	3 987	–	164 780	–	–	–	168 767
Autres	198 426	–	(202 993)	–	–	–	(4 567)
	911 734	–	(38 436)	–	–	–	873 298
Total des autres revenus.....	45 205 486	(310 871)	(9 552 224)	7 380 499	–	(10 312 428)	32 410 462
Total des revenus	341 314 719	23 993 814	(9 599 224)	7 380 499	60 948 279	(10 760 884)	413 277 203

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Le montant total des revenus internes réduit de 10 312 428 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 1 817 514 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 8 494 914 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

Tableau 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités							
	Bureau de l'Infrastructure du Canada	-	2 472	-	-	-	-	2 472
	Total du portefeuille ministériel	-	2 472	-	-	-	-	2 472
3	Affaires mondiales							
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	-	43 698	19 754	1 027	-	-	64 479
	Total du portefeuille ministériel	-	43 698	19 754	1 027	-	-	64 479
5	Agriculture et Agroalimentaire							
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 232	1 692	8 132	16 887	-	24 441	57 384
	Commission canadienne des grains	-	-	45 661	1 621	-	(1 860)	45 422
	Total du portefeuille ministériel	6 232	1 692	53 793	18 508	-	22 581	102 806
6	Anciens Combattants							
	Ministère des Anciens Combattants.....	-	-	-	26	-	-	26
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	26	-	-	26
8	Conseil du Trésor							
	Secrétariat du Conseil du Trésor.....	-	-	-	-	-	846 798	846 798
	École de la fonction publique du Canada.....	-	-	10 349	-	-	-	10 349
	Total du portefeuille ministériel	-	-	10 349	-	-	846 798	857 147
9	Conseil privé							
	Bureau du Conseil privé	-	-	-	-	738	6 217	6 955
	Commission de la fonction publique.....	-	-	-	8 864	-	-	8 864
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	8 864	738	6 217	15 819
10	Défense nationale							
	Ministère de la Défense nationale.....	-	132 083	11	153 586	44 481	122	330 283
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	-	-	-	-	-	17 239	17 239
	Total du portefeuille ministériel	-	132 083	11	153 586	44 481	17 361	347 522

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	–	80 727	230 499	–	105	311 331
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	6 977	(219)	6 758
	Total du portefeuille ministériel	–	–	80 727	230 499	6 977	(114)	318 089
12	Environnement et Changement climatique							
	Ministère de l'Environnement	–	7 054	3 349	14 327	42 305	2 277	69 312
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	2 268	–	–	2 268
	Agence Parcs Canada	–	27 141	–	139 193	1 628	7 431	175 393
	Total du portefeuille ministériel	–	34 195	3 349	155 788	43 933	9 708	246 973
14	Finances							
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	32 098	–	–	650	32 748
	Bureau du vérificateur général	–	–	–	–	–	856	856
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	199 287	11 955	–	80	211 322
	Total du portefeuille ministériel	–	–	231 385	11 955	–	1 586	244 926
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	361 244	–	986 749	–	12	237	1 348 242
	Total du portefeuille ministériel	361 244	–	986 749	–	12	237	1 348 242
17	Innovation, Sciences et Industrie							
	Ministère de l'Industrie	9 426 522	–	74 638	2 657	366	110 057	9 614 240
	Agence spatiale canadienne	27	–	–	582	–	–	609
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	–	–	1 384	1 384
	Conseil national de recherches du Canada	5 344	6 286	–	154 911	3 406	4 434	174 381
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	–	–	175	175
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	–	–	103	103
	Statistique Canada	–	–	–	–	150 045	–	150 045
	Total du portefeuille ministériel	9 431 893	6 286	74 638	158 150	153 817	116 153	9 940 937
18	Justice							
	Ministère de la Justice	–	–	7 220	22 310	–	423 468	452 998
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	–	–	–	1 819	1 819
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 507	–	6	–	1 513
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	–	40	–	–	40
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	–	16 916	–	–	16 916
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–	–	–	180	180
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	–	–	1	71	72
	Total du portefeuille ministériel	–	–	8 727	39 266	7	425 538	473 538

19	Parlement							
	Chambre des communes.....	-	-	-	19 216	7 218	50	26 484
	Bibliothèque du Parlement.....	-	-	-	-	78	-	78
	Service de protection parlementaire.....	-	-	-	961	27	9	997
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	20 177	7 323	59	27 559
20	Patrimoine canadien							
	Ministère du Patrimoine canadien.....	-	10	-	5 788	12	1 029	6 839
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	119 642	-	75 442	-	-	-	195 084
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	-	-	-	-	152	2 737	2 889
	Office national du film	1 090	-	-	4	4 977	46	6 117
	Commission des champs de bataille nationaux	-	-	-	-	-	1 723	1 723
	Total du portefeuille ministériel	120 732	10	75 442	5 792	5 141	5 535	212 652
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
	Ministère des Pêches et des Océans.....	38 996	523	-	41 978	507	-	82 004
	Total du portefeuille ministériel	38 996	523	-	41 978	507	-	82 004
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	626	-	-	5	-	30 953	31 584
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	277	-	-	-	-	277
	Total du portefeuille ministériel	626	277	-	5	-	30 953	31 861
23	Ressources naturelles							
	Ministère des Ressources naturelles.....	328 138	1 132	1 752	17 666	2 038	220 274	571 000
	Régie canadienne de l'énergie.....	-	-	121 284	-	-	100	121 384
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	-	-	115 689	-	-	-	115 689
	Administration du pipe-line du Nord	28	-	256	-	-	-	284
	Total du portefeuille ministériel	328 166	1 132	238 981	17 666	2 038	220 374	808 357
24	Revenu national							
	Agence du revenu du Canada	225	-	445 083	581 143	93	89 444	1 115 988
	Total du portefeuille ministériel	225	-	445 083	581 143	93	89 444	1 115 988
25	Santé							
	Ministère de la Santé	102 776	1	124 259	241 929	-	28 843	497 808
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	13	-	56 833	-	-	1 940	58 786
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	-	-	-	-	-	38	38
	Agence de la santé publique du Canada.....	338	23	-	13 882	-	148	14 391
	Total du portefeuille ministériel	103 127	24	181 092	255 811	-	30 969	571 023

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
26	Sécurité publique							
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	–	2 693	–	–	2 693
	Agence des services frontaliers du Canada	342	–	11 735	6 945	–	42	19 064
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	–	848	–	–	2 249	3 097
	Service correctionnel du Canada.....	–	1 357	–	37 423	60 983	4 868	104 631
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	3 671	–	–	–	3 671
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	37 596	3 224 392	–	505	3 262 493
	Total du portefeuille ministériel	342	1 357	53 850	3 271 453	60 983	7 664	3 395 649
27	Services aux Autochtones							
	Ministère des Services aux Autochtones.....	2	–	–	5 676	–	39 378	45 056
	Total du portefeuille ministériel	2	–	–	5 676	–	39 378	45 056
28	Services publics et Approvisionnement							
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	848 943	170 519	1 237 772	1 655 094	358 362	4 270 690
	Services partagés Canada	–	–	–	947 263	(9)	–	947 254
	Total du portefeuille ministériel	–	848 943	170 519	2 185 035	1 655 085	358 362	5 217 944
29	Transports							
	Ministère des Transports.....	7 110	217 103	18 684	57 669	729	4 836	306 131
	Total du portefeuille ministériel	7 110	217 103	18 684	57 669	729	4 836	306 131
	Total des ventes de biens et de services	10 398 695	1 289 795	2 653 133	7 220 074	1 981 864	2 233 639	25 777 200

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'État du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Bureau de l'Infrastructure du Canada.....	12	6 840 813	3 601 608	268 011	10 710 444	8 962 081	1 748 363	–	5 492 388
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	–	84 882	5 059 370	5 144 252	4 042 530	1 101 722	–	5 530 500
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	–	–	–	6 259	6 259	4 894	1 365	–	4 665
	Commission des débats des chefs.....	–	–	631	4 682	5 313	3 206	2 107	–	331
	Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–	628 864	628 864	627 288	1 576	–	208 830
	Commissariat aux langues officielles.....	–	–	–	23 787	23 787	23 114	673	–	22 663
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	–	325 010	–	(206)	324 804	235 144	89 660	–	232 073
	Autorité du pont Windsor-Détroit.....	–	971 575	–	–	971 575	481 288	490 287	–	440 674
	Total du portefeuille ministériel.....	12	8 137 398	3 687 121	5 990 767	17 815 298	14 379 545	3 435 753	–	11 932 124
3	Affaires mondiales									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	23 574	6 723 239	1 611 899	175 445	8 534 157	8 074 211	436 137	23 809	9 341 707
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	–	–	–	1 255 643	1 255 643	1 255 643	–	–	253 018
	Centre de recherches pour le développement international.....	–	148 611	–	6 640	155 251	155 251	–	–	145 653
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	9 973	1 341	1 469	12 783	8 318	4 465	–	8 975
	Investir au Canada.....	–	34 271	–	1 715	35 986	34 487	1 499	–	29 622
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	–	158 772	111 472	270 244	168 706	101 538	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	23 574	6 916 094	1 772 012	1 552 384	10 264 064	9 696 616	543 639	23 809	9 778 975
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	–	110 353	438 987	549 340	443 838	105 498	4	550 376
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	15 555	3 022 815	881 001	(339 755)	3 579 616	3 461 925	101 860	15 831	3 037 615
	Commission canadienne du lait.....	–	4 094	–	197	4 291	4 291	–	–	4 577
	Commission canadienne des grains.....	155 984	6 770	–	(232)	162 522	16 046	46	146 430	(11 846)
	Total du portefeuille ministériel.....	171 539	3 033 679	881 001	(339 790)	3 746 429	3 482 262	101 906	162 261	3 030 346
6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants.....	32	6 290 973	26 206	10 177	6 327 388	5 406 392	920 986	10	4 836 633
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	11 215	–	459	11 674	11 104	570	–	10 506
	Total du portefeuille ministériel.....	32	6 302 188	26 206	10 636	6 339 062	5 417 496	921 556	10	4 847 139

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	–	23 686	–	1 015	24 701	23 854	811	36	24 677
8	Conseil du Trésor									
	Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	7 022 162	2 640 229	3 193 902	12 856 293	11 067 930	1 788 363	–	3 230 780
	École de la fonction publique du Canada.....	7 618	78 555	–	7 283	93 456	81 336	1 767	10 353	82 283
	Commissariat au lobbying.....	–	4 623	597	97	5 317	4 654	663	–	4 888
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	5 665	–	201	5 866	5 447	419	–	5 392
	Total du portefeuille ministériel	7 618	7 111 005	2 640 826	3 201 483	12 960 932	11 159 367	1 791 212	10 353	3 323 343
9	Conseil privé									
	Bureau du Conseil privé	21	192 427	16 954	7 655	217 057	203 615	13 442	–	202 293
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	6 030	–	(6 030)	–	–	–	–	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	24	34 920	–	2 294	37 238	35 937	1 297	4	36 374
	Commission des débats des chefs.....	–	4 835	–	(4 835)	–	–	–	–	–
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.....	–	30 196	1 200	632	32 028	17 290	14 738	–	12 251
	Bureau du directeur général des élections.....	–	172 866	–	(172 866)	–	–	–	–	–
	Commissariat aux langues officielles	–	22 206	–	(22 206)	–	–	–	–	–
	Bureau du commissaire au renseignement.....	–	2 533	–	74	2 607	2 052	555	–	2 166
	Commission de la fonction publique	–	91 859	–	3 691	95 550	86 050	9 500	–	93 561
	Total du portefeuille ministériel	45	557 872	18 154	(191 591)	384 480	344 944	39 532	4	346 645
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale.....	443	24 295 205	1 439 846	899 716	26 635 210	24 126 145	2 491 343	17 722	26 827 038
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	10	714 558	70 624	78 410	863 602	800 991	62 546	65	779 686
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	6 985	–	469	7 454	7 025	429	–	7 195
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	4 853	–	211	5 064	4 775	289	–	4 947
	Total du portefeuille ministériel	453	25 021 601	1 510 470	978 806	27 511 330	24 938 936	2 554 607	17 787	27 618 866
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	995	82 439 721	18 913 405	(3 961 400)	97 392 721	95 784 864	1 606 782	1 075	162 637 307
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	3 259 488	1 799 882	(5 059 370)	–	–	–	–	–
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	–	20 066	–	283	20 349	16 501	3 848	–	14 604
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8 292	14 820	691	(650)	23 153	13 093	697	9 363	11 705
	Total du portefeuille ministériel	9 287	85 734 095	20 713 978	(9 021 137)	97 436 223	95 814 458	1 611 327	10 438	162 663 616

12	Environnement et Changement climatique									
	Ministère de l'Environnement.....	441	1 699 147	285 464	42 866	2 027 918	1 712 888	314 058	972	1 746 787
	Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	–	79 043	–	4 085	83 128	72 001	11 127	–	76 883
	Agence Parcs Canada.....	221 998	1 129 109	191 188	40 540	1 582 835	1 163 959	318 354	100 522	1 305 570
	Total du portefeuille ministériel	222 439	2 907 299	476 652	87 491	3 693 881	2 948 848	643 539	101 494	3 129 240
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	125 548	112 143	(1 255)	236 436	230 654	5 782	–	219 463
	Total du portefeuille ministériel	–	125 548	112 143	(1 255)	236 436	230 654	5 782	–	219 463
14	Finances									
	Ministère des Finances.....	68 572	103 751 636	6 992 829	(4 340 342)	106 472 695	106 388 052	16 052	68 591	117 660 228
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	38 658	38 658	38 658	–	–	35 036
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	84 040	3 637	2 609	90 286	77 028	13 258	–	61 711
	Bureau du vérificateur général	–	117 357	1 500	2 355	121 212	111 371	9 841	–	100 129
	Bureau du surintendant des institutions financières	59 097	200 751	–	17 539	277 387	207 629	–	69 758	199 627
	Total du portefeuille ministériel	127 669	104 153 784	6 997 966	(4 279 181)	107 000 238	106 822 738	39 151	138 349	118 056 731
15	Gouvernement numérique									
	Services partagés Canada	–	1 908 055	158 147	(2 066 202)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	–	1 908 055	158 147	(2 066 202)	–	–	–	–	–
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	864 682	3 253 342	549 849	(99 436)	4 568 437	3 451 273	503 944	613 220	3 159 572
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	282 724	1 957	11 322	296 003	264 252	31 751	–	244 759
	Total du portefeuille ministériel	864 682	3 536 066	551 806	(88 114)	4 864 440	3 715 525	535 695	613 220	3 404 331
17	Innovation, Sciences et Industrie									
	Ministère de l'Industrie.....	100 662	3 734 111	1 198 563	(180 378)	4 852 958	3 094 863	1 674 568	83 527	2 853 178
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	16	346 837	105 655	6 728	459 236	443 490	15 720	26	575 046
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	79 551	11 700	711	91 962	88 372	3 590	–	101 219
	Agence spatiale canadienne.....	50	403 631	73 807	14 064	491 552	368 108	123 272	172	330 410
	Commission canadienne du tourisme	–	96 160	25 000	–	121 160	121 160	–	–	95 666
	Commission du droit d'auteur.....	–	4 280	–	125	4 405	3 651	754	–	3 902
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	343 786	291 240	(96 366)	538 660	431 854	106 806	–	907 498
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	366 482	71 764	(438 246)	–	–	–	–	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario...	21	257 143	168 974	1 071	427 209	400 115	27 063	31	692 746
	Conseil national de recherches du Canada.....	117 821	1 332 387	281 862	41 150	1 773 220	1 436 309	210 479	126 432	1 648 655
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	1 380 311	35 090	13 843	1 429 244	1 413 275	15 964	5	1 488 475
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	1 005 450	6 196	6 109	1 017 755	1 016 391	1 364	–	1 419 119
	Conseil canadien des normes.....	–	15 046	1 709	2 517	19 272	19 272	–	–	18 576
	Statistique Canada.....	–	802 331	72 562	69 856	944 749	883 383	61 366	–	621 319
	Total du portefeuille ministériel	218 570	10 167 506	2 344 122	(558 816)	12 171 382	9 720 243	2 240 946	210 193	10 755 809

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
18	Justice									
	Ministère de la Justice.....	1	794 470	111 933	33 252	939 656	907 417	32 238	1	832 853
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	74 581	–	3 127	77 708	72 271	5 436	1	68 150
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	37 272	1 338	1 620	40 230	35 787	4 443	–	30 999
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	10	93 856	13 702	3 727	111 295	100 373	10 922	–	104 703
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	682 871	3 000	(12 335)	673 536	670 783	2 753	–	627 117
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	203 331	5 773	9 242	218 346	201 380	16 955	11	192 473
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	2	47 055	1 335	1 802	50 194	48 642	1 551	1	47 944
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	39 161	475	1 065	40 701	39 394	1 307	–	39 232
	Total du portefeuille ministériel.....	13	1 972 597	137 556	41 500	2 151 666	2 076 047	75 605	14	1 943 471
19	Parlement									
	Chambre des communes.....	–	543 687	17 722	(13 825)	547 584	510 095	37 489	–	610 110
	Bibliothèque du Parlement.....	–	54 447	–	(663)	53 784	50 191	3 593	–	48 475
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	–	7 670	–	(47)	7 623	7 338	285	–	7 061
	Bureau du directeur parlementaire du budget.....	–	7 246	–	(130)	7 116	6 090	1 026	–	6 096
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	1 353	–	(26)	1 327	898	429	–	962
	Service de protection parlementaire.....	–	90 753	–	(1 375)	89 378	86 623	2 755	–	73 787
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	–	3 648	–	102	3 750	2 698	1 052	–	2 431
	Sénat.....	–	115 564	–	(6 404)	109 160	96 362	12 798	–	117 200
	Total du portefeuille ministériel.....	–	824 368	17 722	(22 368)	819 722	760 295	59 427	–	866 122
20	Patrimoine canadien									
	Ministère du Patrimoine canadien.....	14	1 536 580	758 473	(55 975)	2 239 092	2 006 534	232 538	20	1 961 543
	Conseil des Arts du Canada.....	–	364 062	116 500	29 827	510 389	510 389	–	–	428 631
	Société Radio-Canada.....	–	1 229 423	21 000	–	1 250 423	1 250 423	–	–	1 366 916
	Musée canadien des droits de la personne.....	–	25 437	3 900	–	29 337	29 337	–	–	29 187
	Musée canadien de l'histoire.....	–	72 768	11 812	120	84 700	84 700	–	–	81 526
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	–	8 112	1 435	–	9 547	9 547	–	–	10 606
	Musée canadien de la nature.....	–	27 687	8 000	99	35 786	35 681	105	–	34 903
	Fondation canadienne des relations raciales.....	–	–	–	6 180	6 180	6 180	–	–	–
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	–	14 219	3 728	2 972	20 919	13 979	6 940	–	39 335
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	2	143 362	12 344	6 665	162 373	131 803	30 553	17	130 379
	Société du Centre national des Arts.....	–	37 855	22 066	–	59 921	59 921	–	–	59 238

	Office national du film	9 825	65 582	5 087	3 859	84 353	69 337	3 603	11 413	71 750
	Musée des beaux-arts du Canada.....	–	45 756	6 200	46	52 002	52 002	–	–	54 491
	Musée national des sciences et de la technologie.....	–	28 514	14 603	56	43 173	43 173	–	–	38 545
	Téléfilm Canada.....	–	102 908	171 447	21 000	295 355	151 229	144 126	–	132 308
	Commission des champs de bataille nationaux.....	–	8 977	6 100	(549)	14 528	13 202	1 326	–	9 416
	Total du portefeuille ministériel	9 841	3 711 242	1 162 695	14 300	4 898 078	4 467 437	419 191	11 450	4 448 774
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Ministère des Pêches et des Océans.....	1 205	4 383 067	463 285	251 146	5 098 703	3 758 867	1 337 575	2 261	3 346 987
	Total du portefeuille ministériel	1 205	4 383 067	463 285	251 146	5 098 703	3 758 867	1 337 575	2 261	3 346 987
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord ...	26	4 696 633	2 292 083	82 757	7 071 499	4 832 143	2 239 356	–	5 391 042
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	293	32 217	–	106	32 616	27 335	4 711	570	22 275
	Total du portefeuille ministériel	319	4 728 850	2 292 083	82 863	7 104 115	4 859 478	2 244 067	570	5 413 317
23	Ressources naturelles									
	Ministère des Ressources naturelles	7 875	2 238 205	569 241	370 432	3 185 753	2 121 212	1 056 879	7 662	1 401 834
	Énergie atomique du Canada, Limitée.....	–	1 188 799	39 100	405	1 228 304	1 008 769	219 535	–	940 741
	Régie canadienne de l'énergie	–	108 093	200	3 992	112 285	109 369	2 916	–	99 833
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	5 890	143 749	–	6 635	156 274	143 540	8 328	4 406	139 527
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	572	–	(24)	548	256	292	–	236
	Total du portefeuille ministériel	13 765	3 679 418	608 541	381 440	4 683 164	3 383 146	1 287 950	12 068	2 582 171
24	Revenu national									
	Agence du revenu du Canada	487 618	10 765 797	574 561	(1 616 005)	10 211 971	9 489 295	8 714	713 962	9 983 998
	Total du portefeuille ministériel	487 618	10 765 797	574 561	(1 616 005)	10 211 971	9 489 295	8 714	713 962	9 983 998
25	Santé									
	Ministère de la Santé.....	83	3 862 799	4 922 959	663 006	9 448 847	6 044 785	3 403 853	209	3 116 652
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	47 842	785 702	55 146	17 930	906 620	824 449	17 170	65 001	809 564
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	1 253 907	135 810	3 147	1 392 864	1 384 299	8 565	–	1 503 462
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	18 892	–	408	19 300	12 339	6 961	–	15 259
	Agence de la santé publique du Canada.....	24	8 751 060	7 717 637	(23 623)	16 445 098	8 705 433	7 739 553	112	8 757 760
	Total du portefeuille ministériel	47 949	14 672 360	12 831 552	660 868	28 212 729	16 971 305	11 176 102	65 322	14 202 697

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
26	Sécurité publique									
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	23	1 055 464	213 695	(54 862)	1 214 320	1 067 660	146 656	4	777 374
	Agence des services frontaliers du Canada.....	345 665	2 049 477	192 693	261 690	2 849 525	2 478 718	192 164	178 643	2 167 438
	Service canadien du renseignement de sécurité	265	623 941	5 402	48 433	678 041	642 173	35 487	381	676 900
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la									
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	10 425	–	277	10 702	10 531	171	–	11 416
	Service correctionnel du Canada	12 172	2 793 675	250 092	193 090	3 249 029	2 909 923	324 792	14 314	2 931 216
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	5 469	–	95	5 564	5 153	411	–	5 827
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	55 371	7 170	2 257	64 798	58 753	6 006	39	57 745
	Gendarmerie royale du Canada	6 257	3 439 673	571 891	1 639 294	5 657 115	5 326 425	330 463	227	3 827 366
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	6 433	–	(246)	6 187	3 875	2 312	–	3 186
	Total du portefeuille ministériel	364 382	10 039 928	1 240 943	2 090 028	13 735 281	12 503 211	1 038 462	193 608	10 458 468
27	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones	33 962	13 506 097	8 275 459	8 643	21 824 161	18 351 810	3 438 470	33 881	16 353 246
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	22 047	79 303	101 350	89 221	12 129	–	–
	Total du portefeuille ministériel	33 962	13 506 097	8 297 506	87 946	21 925 511	18 441 031	3 450 599	33 881	16 353 246
28	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	374 074	4 491 230	854 080	32 924	5 752 308	4 172 352	1 182 300	397 656	4 446 871
	Société canadienne des postes	–	22 210	–	–	22 210	22 210	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	155 982	–	35 732	191 714	191 714	–	–	153 713
	Services partagés Canada	–	–	150 888	2 273 399	2 424 287	2 162 154	262 133	–	2 312 197
	Total du portefeuille ministériel	374 074	4 669 422	1 004 968	2 342 055	8 390 519	6 548 430	1 444 433	397 656	6 934 991
29	Transports									
	Ministère des Transports	3 287	2 051 244	601 740	155 236	2 811 507	2 183 206	612 499	15 802	1 897 165
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	567 829	291 711	–	859 540	686 115	173 425	–	686 325
	Office des transports du Canada.....	–	40 393	3 522	1 840	45 755	42 888	2 867	–	41 397
	Marine Atlantique S.C.C.	–	149 876	–	–	149 876	130 810	19 066	–	140 567
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	18 497	–	–	18 497	9 124	9 373	–	6 061
	VIA Rail Canada Inc.	–	769 779	130 239	–	900 018	628 856	271 162	–	651 559
	Total du portefeuille ministériel	3 287	3 597 618	1 027 212	157 076	4 785 193	3 680 999	1 088 392	15 802	3 423 074
	Total du gouvernement	2 982 335	342 186 640	71 659 581	186 332	417 014 888	376 078 865	38 201 471	2 734 552	439 638 997

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	-	-	-	(168 383)	(168 383)	(168 383)	-	(170 911)	
	Total Ministry	-	-	-	(168 383)	(168 383)	-	-	(170 911)	
3	Affaires mondiales									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	97 140 081	203 435	98 167	-	97 441 683	154 955	3 632	97 283 096	38 363
	Corporation commerciale canadienne	10 000	-	-	-	10 000	-	-	10 000	-
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	51 781 477	-	-	-	51 781 477	1 409 163	-	50 372 314	52 194 796
	Total du portefeuille ministériel.....	148 931 558	203 435	98 167	-	149 233 160	1 564 118	3 632	147 665 410	52 233 159
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	-	-	-	(2 336)	(2 336)	(2 336)	-	-	25 288
	Commission canadienne du lait.....	449 820	-	-	-	449 820	(48 154)	-	497 974	(21 366)
	Financement agricole Canada	61 071 562	-	-	3 922 528	64 994 090	-	-	64 994 090	-
	Total du portefeuille ministériel.....	61 521 382	-	-	3 920 192	65 441 574	(50 490)	-	65 492 064	3 922
6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants	605 000	-	-	-	605 000	-	-	605 000	-
	Total du portefeuille ministériel.....	605 000	-	-	-	605 000	-	-	605 000	-
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale	71 979	-	-	-	71 979	(1 248)	-	73 227	(2 737)
	Total du portefeuille ministériel.....	71 979	-	-	-	71 979	(1 248)	-	73 227	(2 737)
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	-	957 191	(719 758)	(886)	236 547	236 547	-	-	1 401 937
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	-	3 209 468	-	(3 209 468)	-	-	-	-	-
	Total du portefeuille ministériel.....	-	4 166 659	(719 758)	(3 210 354)	236 547	236 547	-	-	1 401 937

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ¹
14	Finances									
	Ministère des Finances.....	–	49 000	3256 109	60 991 516	64 296 625	64 296 625	–	–	46 682 277
	Société d'assurance-dépôts du Canada.....	24 000 000	–	–	6 000 000	30 000 000	–	–	30 000 000	–
	Monnaie royale canadienne.....	75 000	–	–	–	75 000	–	–	75 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	24 075 000	49 000	3 256 109	66 991 516	94 371 625	64 296 625	–	30 075 000	46 682 277
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	52 596	–	–	–	52 596	5 086	–	47 510	(11 405)
	Total du portefeuille ministériel.....	52 596	–	–	–	52 596	5 086	–	47 510	(11 405)
17	Innovation, Sciences et Industrie									
	Ministère de l'Industrie.....	1 950	800	–	435 000	437 750	435 000	800	1 950	7 503 000
	Total du portefeuille ministériel.....	1 950	800	–	435 000	437 750	435 000	800	1 950	7 503 000
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	11 856	25 903	–	–	37 759	12 511	13 392	11 856	18 572
	Total du portefeuille ministériel.....	11 856	25 903	–	–	37 759	12 511	13 392	11 856	18 572
26	Sécurité publique									
	Service correctionnel du Canada.....	44	–	–	–	44	–	–	44	–
	Total du portefeuille ministériel.....	44	–	–	–	44	–	–	44	–
27	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones.....	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
	Total du portefeuille ministériel.....	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
28	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	95 638	–	–	–	95 638	(6 177)	–	101 815	(5 199)
	Société canadienne des postes.....	500 000	–	–	–	500 000	–	–	500 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	595 638	–	–	–	595 638	(6 177)	–	601 815	(5 199)
	Total du gouvernement.....	235 965 520	4 445 797	2 634 518	67 967 971	311 013 806	66 323 589	17 824	244 672 393	107 652 615

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Budgétaires – Votées	–	5 857 768	1 461 444	5 412 939	12 732 151	9 296 410	3 435 741	–	6 936 979
	Budgétaires – Législatives	12	2 279 630	2 225 677	577 828	5 083 147	5 083 135	12	–	4 995 145
		12	8 137 398	3 687 121	5 990 767	17 815 298	14 379 545	3 435 753	–	11 932 124
	Non budgétaires – Législatives	–	–	–	(168 383)	(168 383)	(168 383)	–	–	(170 911)
3	Affaires mondiales									
	Budgétaires – Votées	–	6 538 192	1 763 943	258 128	8 560 263	8 016 710	543 553	–	8 923 370
	Budgétaires – Législatives	23 574	377 902	8 069	1 294 256	1 703 801	1 679 906	86	23 809	855 605
		23 574	6 916 094	1 772 012	1 552 384	10 264 064	9 696 616	543 639	23 809	9 778 975
	Non budgétaires – Votées	89 980	154 000	–	–	243 980	10 985	–	232 995	(11 914)
	Non budgétaires – Législatives	148 841 578	49 435	98 167	–	148 989 180	1 553 133	3 632	147 432 415	52 245 073
		148 931 558	203 435	98 167	–	149 233 160	1 564 118	3 632	147 665 410	52 233 159

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – suite

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
	Budgétaires – Votées	–	–	109 225	434 900	544 125	438 627	105 498	–	455 011
	Budgétaires – Législatives	–	–	1 128	4 087	5 215	5 211	–	4	95 365
		–	–	110 353	438 987	549 340	443 838	105 498	4	550 376
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Budgétaires – Votées	–	1 070 879	365 331	36 741	1 472 951	1 371 045	101 906	–	1 184 561
	Budgétaires – Législatives	171 539	1 962 800	515 670	(376 531)	2 273 478	2 111 217	–	162 261	1 845 785
		171 539	3 033 679	881 001	(339 790)	3 746 429	3 482 262	101 906	162 261	3 030 346
	Non budgétaires – Législatives	61 521 382	–	–	3 920 192	65 441 574	(50 490)	–	65 492 064	3 922
6	Anciens Combattants									
	Budgétaires – Votées	–	6 256 835	25 770	12 699	6 295 304	5 373 748	921 556	–	4 761 346
	Budgétaires – Législatives	32	45 353	436	(2 063)	43 758	43 748	–	10	85 793
		32	6 302 188	26 206	10 636	6 339 062	5 417 496	921 556	10	4 847 139
	Non budgétaires – Législatives	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
	Budgétaires – Votées	–	20 427	–	963	21 390	20 579	811	–	21 298
	Budgétaires – Législatives	–	3 259	–	52	3 311	3 275	–	36	3 379
		–	23 686	–	1 015	24 701	23 854	811	36	24 677
8	Conseil du Trésor									
	Budgétaires – Votées	–	7 062 730	2 635 568	(4 605 698)	5 092 600	3 301 389	1 791 212	–	3 271 903
	Budgétaires – Législatives	7 618	48 275	5 258	7 807 181	7 868 332	7 857 978	–	10 353	51 440
		7 618	7 111 005	2 640 826	3 201 483	12 960 932	11 159 367	1 791 212	10 353	3 323 343
9	Conseil privé									
	Budgétaires – Votées	–	393 655	17 350	(61 522)	349 483	309 951	39 532	–	311 010
	Budgétaires – Législatives	45	164 217	804	(130 069)	34 997	34 993	–	4	35 635
		45	557 872	18 154	(191 591)	384 480	344 944	39 532	4	346 645
10	Défense nationale									
	Budgétaires – Votées	–	23 495 383	1 349 316	966 288	25 810 987	23 256 390	2 554 597	–	23 218 588
	Budgétaires – Législatives	453	1 526 218	161 154	12 518	1 700 343	1 682 546	10	17 787	4 400 278
		453	25 021 601	1 510 470	978 806	27 511 330	24 938 936	2 554 607	17 787	27 618 866
	Non budgétaires – Votées	71 979	–	–	–	71 979	(1 248)	–	73 227	(2 737)

11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Budgétaires – Votées	–	7 469 143	5 553 086	(5 193 945)	7 828 284	6 217 046	1 611 238	–	4 162 980
	Budgétaires – Législatives	9 287	78 264 952	15 160 892	(3 827 192)	89 607 939	89 597 412	89	10 438	158 500 636
		9 287	85 734 095	20 713 978	(9 021 137)	97 436 223	95 814 458	1 611 327	10 438	162 663 616
	Non budgétaires – Législatives	–	4 166 659	(719 758)	(3 210 354)	236 547	236 547	–	–	1 401 937
12	Environnement et Changement climatique									
	Budgétaires – Votées	221 998	2 599 714	454 697	61 755	3 338 164	2 694 787	643 377	–	2 736 483
	Budgétaires – Législatives	441	307 585	21 955	25 736	355 717	254 061	162	101 494	392 757
		222 439	2 907 299	476 652	87 491	3 693 881	2 948 848	643 539	101 494	3 129 240
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
	Budgétaires – Votées	–	120 890	109 388	1 173	231 451	225 669	5 782	–	144 466
	Budgétaires – Législatives	–	4 658	2 755	(2 428)	4 985	4 985	–	–	74 997
		–	125 548	112 143	(1 255)	236 436	230 654	5 782	–	219 463
14	Finances									
	Budgétaires – Votées	–	297 379	28 672	13 172	339 223	300 072	39 151	–	3 450 716
	Budgétaires – Législatives	127 669	103 856 405	6 969 294	(4 292 353)	106 661 015	106 522 666	–	138 349	114 606 015
		127 669	104 153 784	6 997 966	(4 279 181)	107 000 238	106 822 738	39 151	138 349	118 056 731
	Non budgétaires – Législatives	24 075 000	49 000	3 256 109	66 991 516	94 371 625	64 296 625	–	30 075 000	46 682 277
15	Gouvernement numérique									
	Budgétaires – Votées	–	1 813 383	157 028	(1 970 411)	–	–	–	–	–
	Budgétaires – Législatives	–	94 672	1 119	(95 791)	–	–	–	–	–
		–	1 908 055	158 147	(2 066 202)	–	–	–	–	–
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
	Budgétaires – Votées	–	3 256 375	531 659	69 067	3 857 101	3 321 406	535 695	–	2 969 440
	Budgétaires – Législatives	864 682	279 691	20 147	(157 181)	1 007 339	394 119	–	613 220	434 891
		864 682	3 536 066	551 806	(88 114)	4 864 440	3 715 525	535 695	613 220	3 404 331
	Non budgétaires – Législatives	52 596	–	–	–	52 596	5 086	–	47 510	(11 405)
17	Innovation, Sciences et Industrie									
	Budgétaires – Votées	–	9 502 509	2 317 259	(414 346)	11 405 422	9 164 562	2 240 860	–	8 703 006
	Budgétaires – Législatives	218 570	664 997	26 863	(144 470)	765 960	555 681	86	210 193	2 052 803
		218 570	10 167 506	2 344 122	(558 816)	12 171 382	9 720 243	2 240 946	210 193	10 755 809
	Non budgétaires – Votées	1 950	800	–	–	2 750	–	800	1 950	–
	Non budgétaires – Législatives	–	–	–	435 000	435 000	435 000	–	–	7 503 000
		1 950	800	–	435 000	437 750	435 000	800	1 950	7 503 000

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – fin

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ²
18	Justice									
	Budgétaires – Votées	–	1 158 638	134 958	56 623	1 350 219	1 274 614	75 605	–	1 185 695
	Budgétaires – Législatives	13	813 959	2 598	(15 123)	801 447	801 433	–	14	757 776
		13	1 972 597	137 556	41 500	2 151 666	2 076 047	75 605	14	1 943 471
19	Parlement									
	Budgétaires – Votées	–	609 926	17 722	172	627 820	568 393	59 427	–	543 545
	Budgétaires – Législatives	–	214 442	–	(22 540)	191 902	191 902	–	–	322 577
		–	824 368	17 722	(22 368)	819 722	760 295	59 427	–	866 122
20	Patrimoine canadien									
	Budgétaires – Votées	–	3 661 426	1 158 501	16 181	4 836 108	4 416 917	419 191	–	3 839 987
	Budgétaires – Législatives	9 841	49 816	4 194	(1 881)	61 970	50 520	–	11 450	608 787
		9 841	3 711 242	1 162 695	14 300	4 898 078	4 467 437	419 191	11 450	4 448 774
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Budgétaires – Votées	–	4 214 687	449 109	249 951	4 913 747	3 576 230	1 337 517	–	3 029 243
	Budgétaires – Législatives	1 205	168 380	14 176	1 195	184 956	182 637	58	2 261	317 744
		1 205	4 383 067	463 285	251 146	5 098 703	3 758 867	1 337 575	2 261	3 346 987
	Non budgétaires – Votées	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Budgétaires – Votées	–	4 697 163	2 289 684	81 598	7 068 445	4 824 398	2 244 047	–	5 248 769
	Budgétaires – Législatives	319	31 687	2 399	1 265	35 670	35 080	20	570	164 548
		319	4 728 850	2 292 083	82 863	7 104 115	4 859 478	2 244 067	570	5 413 317
	Non budgétaires – Votées	11 856	25 903	–	–	37 759	12 511	13 392	11 856	18 572
23	Ressources naturelles									
	Budgétaires – Votées	–	3 290 490	602 099	51 861	3 944 450	2 656 500	1 287 950	–	2 153 792
	Budgétaires – Législatives	13 765	388 928	6 442	329 579	738 714	726 646	–	12 068	428 379
		13 765	3 679 418	608 541	381 440	4 683 164	3 383 146	1 287 950	12 068	2 582 171
24	Revenu national									
	Budgétaires – Votées	487 618	3 747 575	489 034	106 696	4 830 923	4 108 247	8 714	713 962	3 981 071
	Budgétaires – Législatives	–	7 018 222	85 527	(1 722 701)	5 381 048	5 381 048	–	–	6 002 927
		487 618	10 765 797	574 561	(1 616 005)	10 211 971	9 489 295	8 714	713 962	9 983 998

25	Santé									
	Budgétaires – Votées	–	14 272 637	12 499 793	143 114	26 915 544	15 739 442	11 176 102	–	8 086 375
	Budgétaires – Législatives	47 949	399 723	331 759	517 754	1 297 185	1 231 863	–	65 322	6 116 322
		47 949	14 672 360	12 831 552	660 868	28 212 729	16 971 305	11 176 102	65 322	14 202 697
26	Sécurité publique									
	Budgétaires – Votées	345 511	9 176 680	1 175 007	1 826 287	12 523 485	11 306 830	1 038 165	178 490	9 419 527
	Budgétaires – Législatives	18 871	863 248	65 936	263 741	1 211 796	1 196 381	297	15 118	1 038 941
		364 382	10 039 928	1 240 943	2 090 028	13 735 281	12 503 211	1 038 462	193 608	10 458 468
	Non budgétaires – Votées	44	–	–	–	44	–	–	44	–
27	Services aux Autochtones									
	Budgétaires – Votées	–	13 385 399	8 246 722	105 793	21 737 914	18 287 315	3 450 599	–	14 580 895
	Budgétaires – Législatives	33 962	120 698	50 784	(17 847)	187 597	153 716	–	33 881	1 772 351
		33 962	13 506 097	8 297 506	87 946	21 925 511	18 441 031	3 450 599	33 881	16 353 246
	Non budgétaires – Votées	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
28	Services publics et Approvisionnement									
	Budgétaires – Votées	–	4 515 829	968 006	2 246 434	7 730 269	6 285 879	1 444 390	–	6 374 323
	Budgétaires – Législatives	374 074	153 593	36 962	95 621	660 250	262 551	43	397 656	560 668
		374 074	4 669 422	1 004 968	2 342 055	8 390 519	6 548 430	1 444 433	397 656	6 934 991
	Non budgétaires – Votées	18 312	–	–	–	18 312	1 684	–	16 628	(60)
	Non budgétaires – Législatives	577 326	–	–	–	577 326	(7 861)	–	585 187	(5 139)
		595 638	–	–	–	595 638	(6 177)	–	601 815	(5 199)
29	Transports									
	Budgétaires – Votées	–	3 366 053	1 023 598	93 392	4 483 043	3 394 651	1 088 392	–	3 139 853
	Budgétaires – Législatives	3 287	231 565	3 614	63 684	302 150	286 348	–	15 802	283 221
		3 287	3 597 618	1 027 212	157 076	4 785 193	3 680 999	1 088 392	15 802	3 423 074
	Total du gouvernement									
	Budgétaires – Votées	1 055 127	141 851 765	45 933 969	5	188 840 866	149 747 807	38 200 608	892 452	132 834 232
	Budgétaires – Législatives	1 927 208	200 334 875	25 725 612	186 327	228 174 022	226 331 058	863	1 842 100	306 804 765
		2 982 335	342 186 640	71 659 581	186 332	417 014 888	376 078 865	38 201 471	2 734 552	439 638 997
	Non budgétaires – Votées	292 638	180 703	–	–	473 341	23 932	14 192	435 217	3 861
	Non budgétaires – Législatives	235 672 882	4 265 094	2 634 518	67 967 971	310 540 465	66 299 657	3 632	244 237 176	107 648 754
		235 965 520	4 445 797	2 634 518	67 967 971	311 013 806	66 323 589	17 824	244 672 393	107 652 615
	Votées	1 347 765	142 032 468	45 933 969	5	189 314 207	149 771 739	38 214 800	1 327 669	132 838 093
	Législatives	237 600 090	204 599 969	28 360 130	68 154 298	538 714 487	292 630 715	4 495	246 079 276	414 453 519
	Total du gouvernement.....	238 947 855	346 632 437	74 294 099	68 154 303	728 028 694	442 402 454	38 219 295	247 406 945	547 291 612

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

¹ Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des crédateurs de l'exercice précédent

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles

c) les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits

² Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2		Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités ¹		
		Bureau de l'infrastructure du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	156 413 071	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	30 356 414
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	13 239 556
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 526 150
5		Dépenses en capital	66 232 666	–
5b		Dépenses en capital.....	–	81 018 731
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	4 338 537 607	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	729 638 438
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	520 231 038
		Société canadienne d'hypothèques et de logement ²		
1b		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
		a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		
		b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	43 620 000
1c		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
		a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		
		b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	41 262 088

	Commission des débats des chefs ³		
1c	Dépenses du programme.....	–	552 195
	Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		
1	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus, exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves, relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure	325 009 620	–
	Autorité du pont Windsor-Détoit		
1	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	971 574 541	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 857 767 505	1 461 444 610
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
3	Affaires mondiales		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
1	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 878 192 919	–
1a	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation de services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements,		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		(iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	16 432 502
1b		Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation de services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 483 049
1c		Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation de services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements,		

- (iv) les services de télécommunication internationale,
- (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,
- (vi) les services consulaires spécialisés.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.....

		–	54 320 386
5	Dépenses en capital	106 409 752	–
5a	Dépenses en capital.....	–	4 000 000
5c	Dépenses en capital.....	–	6 072 466
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	4 275 879 707	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	75 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	681 000 000
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	767 788 860
15	Paiements effectués dans le cadre :		
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	85 473 000	–
20	Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2021 à 2022, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 257 361 748 \$.....	1	–
L25	Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2021 à 2022 pour une somme d'au plus 34 093 654 \$ US – estimée à 49 435 453 \$ CAN –, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances.....	1	–
L25b	Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2021 à 2022 pour une somme d'au plus 113 260 814 \$ US – estimée à 147 602 231 \$ CAN –, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances.....	–	1
L30	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	154 000 000	–
	Centre de recherches pour le développement international		
1	Paiements au Centre	148 611 325	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
1	Dépenses du programme		
	Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
	Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
	Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	9 354 218	–
1c	Dépenses du programme		
	Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
	Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
	Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	–	1 340 934

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Investir au Canada		
	1	Dépenses du programme.....	34 271 556	–
		Agence de développement économique du Pacifique Canada ⁴		
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	23 685 762
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	131 819 368
		Contributions	–	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	6 538 192 478	1 763 943 327
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	154 000 001	1
4		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁵		
		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁶		
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 943 549
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 904 403
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	50 934 394
		Contributions.....	–	–
	5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	53 442 535
		Contributions.....	–	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	109 224 881
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
5		Agriculture et Agroalimentaire		
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
		b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		

	<ul style="list-style-type: none"> c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 		
	<p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>	605 035 536	–
1a	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>		15 716 473
1b	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>		2 158 276
1c	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>		5 669 154
5	Dépenses en capital	49 005 131	–
5a	Dépenses en capital	–	1 073 742
5b	Dépenses en capital	–	26 000
5c	Dépenses en capital	–	1 042 945
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	407 506 869	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	259 225 544
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	68 419 325

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	12 000 000
		Commission canadienne du lait		
1		Dépenses du programme.....	4 094 435	–
		Commission canadienne des grains		
1		Dépenses du programme.....	5 237 236	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 070 879 207	365 331 459
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
6		Anciens Combattants		
		Ministère des Anciens Combattants		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
		Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
		a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		
		b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 302 127 308	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
		Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
		a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		
		b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	14 216 193
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
		Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
		a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		

b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur y possède à l'égard de ces propriétés.

Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.....

5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	–	6 554 486
	Contributions.....	4 944 822 846	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	–	5 000 000
	Contributions.....	–	1
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	–	–
	Contributions.....	–	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
1	Dépenses du programme.....	9 884 732	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	6 256 834 886	25 770 680
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
1	Dépenses du programme		
	Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....	20 427 563	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	20 427 563	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
8	Conseil du Trésor		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	281 146 231	–
1a	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	18 988 599
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	12 031 710

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1c		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	9 557 262
5		Dépenses éventuelles du gouvernement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées		
		Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	–
10		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	111 151 120	–
10a		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	–	7 000 000
10b		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	–	82 437 110
15b		Rajustements à la rémunération		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	1 499 034 014
15c		Rajustements à la rémunération		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	205 962 726
20		Assurances de la fonction publique		
		À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
		Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
		a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
		b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.....	3 048 119 626	–
25		Report du budget de fonctionnement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent.....	1 600 000 000	–

25a	Report du budget de fonctionnement		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	–	500 000 000
30	Besoins en matière de rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	600 000 000	–
30c	Besoins en matière de rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	–	200 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent	600 000 000	–
35a	Report du budget des dépenses en capital		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent	–	100 000 000
	École de la fonction publique du Canada		
1	Dépenses du programme.....	63 006 675	–
	Commissariat au lobbying		
1	Dépenses du programme.....	4 188 106	–
1b	Dépenses du programme	–	556 217
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
1	Dépenses du programme		
	Contributions	5 118 271	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 062 730 029	2 635 567 638
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

9 Conseil privé

Bureau du Conseil privé

1	Dépenses du programme, y compris :		
	a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
	b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
	c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	172 348 874	–
1a	Dépenses du programme, y compris :		
	a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
	b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
	c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	5 362 205
1b		Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	10 787 927
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes ⁷		
1		Dépenses du programme.....	5 596 230	–
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
1		Dépenses du programme.....	31 156 943	–
		Commission des débats des chefs ³		
1		Dépenses du programme.....	4 695 655	–
		Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
1		Dépenses du programme.....	28 490 287	–
1c		Dépenses du programme.....	–	1 200 000
		Bureau du directeur général des élections ⁸		
1		Dépenses du programme.....	48 941 118	–
		Commissariat aux langues officielles ⁹		
1		Dépenses du programme.....	19 897 763	–
		Bureau du commissaire au renseignement		
1		Dépenses du programme.....	2 368 788	–
		Commission de la fonction publique		
1		Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	80 160 078	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	393 655 736	17 350 132
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Défense nationale**Ministère de la Défense nationale**

1	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 46 061 550 858 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 23 337 696 148 \$ deviendra payable dans les années à venir)</p> <p>Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom</p> <p> Paiements effectués dans le cadre :</p> <p> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;</p> <p> b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>	16 449 558 144	-
1b	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 46 061 550 858 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 23 337 696 148 \$ deviendra payable dans les années à venir)</p> <p>Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom</p> <p> Paiements effectués dans le cadre :</p> <p> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;</p> <p> b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>	-	577 991 293
1c	<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 46 061 550 858 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 23 337 696 148 \$ deviendra payable dans les années à venir)</p> <p>Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom</p> <p> Paiements effectués dans le cadre :</p> <p> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;</p> <p> b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p>	-	446 966 556

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Dépenses en capital	5 695 650 677	–
5b		Dépenses en capital	–	2 462 813
5c		Dépenses en capital	–	81 994 269
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	247 181 598	–
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	63 900 000
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	485 000
15		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	423 388 673	–
15c		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	–	108 893 191
		Centre de la sécurité des télécommunications		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	668 829 446	–

1a	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	16 721 508
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	45 893 523
1c	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	4 007 547
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
1	Dépenses du programme.....	6 358 442	–
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
1	Dépenses du programme.....	4 416 066	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	23 495 383 046	1 349 315 700
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap ¹⁰		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 076 920 565	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	184 125 967

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	4 359 801
1c		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	46 667 084
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	3 107 555 049	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	3 215 828 705
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	110 000 000
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	21 173 362
10c		Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 26 711 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> , et de la <i>Loi sur les Prêts aux apprentis</i> dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 170 358 003 \$	–	170 358 003
		Société canadienne d'hypothèques et de logement ²		
1		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		

	b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 259 488 472	–
1a	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
	a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		
	b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	1 799 881 898
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
1	Dépenses du fonctionnement.....	10 736 821	–
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	8 500 000	–
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
1	Dépenses du programme.....	5 942 874	–
1a	Dépenses du programme.....	–	586 651
1c	Dépenses du programme.....	–	104 565
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 469 143 781	5 553 086 036
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
12	Environnement et Changement climatique		
	Ministère de l'Environnement		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
	a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;		
	b) les relevés hydrologiques;		
	c) les services de réglementation;		
	d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;		
	e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;		
	f) les permis;		
	g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	874 087 203	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
	a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;		
	b) les relevés hydrologiques;		
	c) les services de réglementation;		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		<ul style="list-style-type: none"> d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. 		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	30 901 784
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
		<ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. 		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	43 299 537
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
		<ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. 		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	26 548 073
5	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
	Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	104 520 877	-
5a	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
	Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	-	1 030 269
5b	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
	Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	-	1 773 500
5c	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
	Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	-	2 568 553
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	623 678 109	-
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	-	62 084 125
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	-	84 950 335
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	-	17 012 272
	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la réalisation d'évaluations par une commission;		
	b) la formation;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	50 983 558	-
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	22 172 274	-
	Agence Parcs Canada		
1	Dépenses du programme		
	Dépenses en capital		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	916 901 348	-

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1a		Dépenses du programme		
		Dépenses en capital		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, notamment :		
		a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
		b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	42 409 329
1b		Dépenses du programme		
		Dépenses en capital		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, notamment :		
		a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
		b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	129 409 160
1c		Dépenses du programme		
		Dépenses en capital		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, notamment :		
		a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
		b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	12 710 269
5		Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	7 371 000	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 599 714 369	454 697 206
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
13		Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ¹¹		
		Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	45 345 445	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	12 058 140
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 163 190
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	75 544 022	–

5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	88 575 100
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	1 592 064
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	5 000 001
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	120 889 467	109 388 495
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

14 Finances

Ministère des Finances

1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	114 100 475	–
1a	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	394 442
1b	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	14 710 172
1c	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	8 430 083

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , n'excédant pas, au total, 423 240 000 \$ pour l'exercice 2021 à 2022.....	1	–
L10a		Aide financière fournie par le ministre des Finances à la Société financière internationale, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme de l'acquisition d'actions n'excédant pas, au total, 175 938 000 \$ US pour l'exercice 2021 à 2022.....	–	1
L25b		Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement par l'octroi de prêts qui, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , ne peut excéder 287 710 000 \$ US pour l'exercice 2021 à 2022, laquelle vient s'ajouter au montant d'aide financière qui ne peut être excédé au titre du crédit 5 de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2021-2022</i> (ministère des Finances).....	–	1
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
1		Dépenses du programme.....	77 200 637	–
1b		Dépenses du programme.....	–	2 034 643
1c		Dépenses du programme.....	–	1 602 361
Bureau du vérificateur général				
1		Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	104 833 863	–
1c		Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	–	1 500 000
Bureau du surintendant des institutions financières				
1		Dépenses du programme.....	1 244 352	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....			297 379 328	28 671 701
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			–	2
15 Gouvernement numérique ¹²				
Services partagés Canada ¹³				
1		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services.....	1 603 400 792	–
1a		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services.....	–	90 882 513
5		Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	209 982 042	–

5a	Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	–	66 145 833
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 813 382 834	157 028 346
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 276 918 158	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	24 500 000
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	161 807 300
1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	118 830 700
5	Dépenses en capital	32 934 299	–
5b	Dépenses en capital.....	–	2 103 044
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	1 690 568 408	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	170 226 858
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	52 410 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
15c		Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à un prêt octroyé à un immigrant, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 2 765 \$.....	–	1
20c		Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 257 dettes relatives à des prêts octroyés à des immigrants, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 172 941 \$.....	–	172 941
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
1		Dépenses du programme.....	255 954 529	–
1c		Dépenses du programme.....	–	1 608 006
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	3 256 375 394	531 658 850
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
17		Innovation, Sciences et Industrie ¹⁴		
		Ministère de l'Industrie		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	508 586 590	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	49 581 439

1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	15 857 193
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 511 087
5	Dépenses en capital	49 814 000	–
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	2 884 172 389	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	991 866 966
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	18 331 345
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	112 064 514
L15	Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	–
L20	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	–
	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	70 111 122	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	793 805

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	700 238
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 186 799
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	268 439 605	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	61 532 000
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	16 555 000
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	24 309 509
		Agence canadienne de développement économique du Nord		
1		Dépenses de fonctionnement.....	20 168 756	–
1b		Dépenses de fonctionnement.....	–	38 070
1c		Dépenses de fonctionnement.....	–	259 576
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	57 419 626	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	4 625 000
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	2 393 407
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	4 325 000
		Agence spatiale canadienne		
1		Dépenses de fonctionnement.....	225 489 428	–
5		Dépenses en capital.....	72 425 400	–
5c		Dépenses en capital.....	–	73 806 728
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	94 630 000	–
		Commission canadienne du tourisme		
1		Paiements à la Commission.....	96 159 703	–
1b		Paiements à la Commission.....	–	25 000 000
		Commission du droit d'auteur		
1		Dépenses du programme.....	3 881 666	–

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	43 991 768	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	3 780 000
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	3 387 656
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	295 109 880	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	224 614 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	58 127 961
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁶		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	41 078 212	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	848 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	320 401 782	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	70 700 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	31 349 200	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 799 695
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	4 814 426
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	222 082 852	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	102 375 000
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	57 504 127
Conseil national de recherches du Canada				
1		Dépenses de fonctionnement.....	493 340 197	–
1a		Dépenses de fonctionnement.....	–	980 600
1b		Dépenses de fonctionnement.....	–	9 723 550
1c		Dépenses de fonctionnement.....	–	4 365 891
5		Dépenses en capital.....	50 585 000	–
5a		Dépenses en capital.....	–	21 252 867
5c		Dépenses en capital.....	–	25 606 069
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres.....	540 863 673	–

10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	–	107 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	–	103 500 000
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	–	7 010 201
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
1	Dépenses de fonctionnement	52 827 530	–
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 167 747
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	415 617
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	1 321 627 413	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	–	22 000 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	–	11 242 067
Conseil de recherches en sciences humaines			
1	Dépenses de fonctionnement	33 994 870	–
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	3 645 484
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	967 688 573	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1 920 000
Conseil canadien des normes			
1	Paielements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	15 046 000	–
1c	Paielements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	–	1 708 850
Statistique Canada			
1	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	721 223 424	–
1a	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	39 789 768
1c	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	22 242 293
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		9 502 508 659	2 317 259 547
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		800 000	–

18

Justice**Ministère de la Justice**

1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
---	--	--	--

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	268 088 730	–
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;		
		b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	7 680 344
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	443 047 687	–
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	103 062 091
		Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	63 306 778	–
		Commission canadienne des droits de la personne		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	33 417 767	–
1c		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	1 337 647
		Service administratif des tribunaux judiciaires		
1		Dépenses du programme.....	85 620 753	–
1b		Dépenses du programme.....	–	1 812 625
1c		Dépenses du programme.....	–	11 025 746
		Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de formations judiciaires		
		Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>	10 302 302	–

1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de formations judiciaires		
	Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>		1 000 000
5	Dépenses de fonctionnement – Conseil canadien de la magistrature	2 111 709	–
5c	Dépenses de fonctionnement – Conseil canadien de la magistrature	–	2 000 000
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services de poursuites et les services connexes;		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	183 742 895	–
1c	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services de poursuites et les services connexes;		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	5 265 517
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information	14 940 085	–
1b	Dépenses du programme – Commissariat à l'information	–	876 292
1c	Dépenses du programme – Commissariat à l'information	–	458 624
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
	Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	27 062 351	–
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
1	Dépenses du programme.....	26 997 385	–
1a	Dépenses du programme	–	439 139
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 158 638 442	134 958 025
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
19	Parlement		
	Chambre des communes		
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	383 501 862	–
1b	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	17 721 742
	Bibliothèque du Parlement		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	48 660 916	–
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
1	Dépenses du programme.....	6 852 883	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Bureau du directeur parlementaire du budget		
1		Dépenses du programme.....	6 520 482	–
		Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
1		Dépenses du programme.....	1 231 278	–
		Service de protection parlementaire		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	80 666 584	–
		Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
1		Dépenses du programme.....	3 409 991	–
		Sénat		
1		Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence		
		Contributions		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités.....	79 080 673	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	609 924 669	17 721 742
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
20		Patrimoine canadien		
		Ministère du Patrimoine canadien		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
		b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
		c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	210 280 706	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadien;		
		b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
		c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	4 892 194

1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadien;		
	b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	17 332 562
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadien;		
	b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	7 517 890
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	1 298 495 542	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	349 843 845
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	160 150 040
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	216 296 252
	Conseil des Arts du Canada		
1	Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	364 062 080	–
1a	Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	–	116 500 000
	Société Radio-Canada		
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 118 694 241	–
1c	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	21 000 000
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	–
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	106 729 000	–
	Musée canadien des droits de la personne		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	25 436 716	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	3 900 000
	Musée canadien de l'histoire		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	72 768 111	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	11 812 000
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	8 111 694	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 435 000
	Musée canadien de la nature		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	27 687 206	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	8 000 000
	Fondation canadienne des relations raciales ¹⁵		
1b	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i>	–	1

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	6 310 750	–
1a		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	–	3 164 228
Bibliothèque et Archives du Canada				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	100 773 897	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	4 634 638
5		Dépenses en capital	30 837 471	–
5a		Dépenses en capital	–	7 391 171
Société du Centre national des Arts				
1		Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	37 854 709	–
1a		Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	1 365 700
1b		Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	20 700 000
Office national du film				
1		Dépenses du programme	65 581 512	–
1b		Dépenses du programme	–	5 087 000
Musée des beaux-arts du Canada				
1		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	37 756 671	–
1b		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	6 200 000
5		Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	–
Musée national des sciences et de la technologie				
1		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 514 196	–
1b		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	14 603 000

Téléfilm Canada			
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	102 908 479	–
1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	149 000 000
1b	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	22 447 122
Commission des champs de bataille nationaux			
1	Dépenses du programme.....	6 622 665	–
1b	Dépenses du programme	–	5 228 347
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		3 661 425 646	1 158 500 990
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		–	–
<hr/>			
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministère des Pêches et des Océans			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 885 591 877	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	99 129 718
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	94 813 788
5		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
		Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	1 155 699 577	–
5b		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
		Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	–	5 057 500
5c		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
		Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	–	122 287 458
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	1 173 395 129	–
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	102 873 528
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	24 946 993
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 214 686 583	449 108 985
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
22		Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
		Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 634 265 848	–

1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	866 638 152
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	225 576 139
1c	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	74 940 260
5	Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	-	268 287

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5a		Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
		a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
		b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	1 553 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	3 032 868 793	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	136 347 028
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	785 122 985
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	199 506 629
25a		Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à un prêt perpétuel consenti à la Première Nation Stoney Nakoda, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 515 306 \$	–	1
L15		Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents)	25 903 000	–
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
1		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	29 761 017	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 697 163 945	2 289 684 194
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	25 903 000	–
23		Ressources naturelles		
		Ministère des Ressources naturelles		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
		b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
		c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
		d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
		e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	694 982 982	–

1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	22 540 739
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	30 074 019
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	46 224 383
5	Dépenses en capital	13 629 040	–
5a	Dépenses en capital.....	–	700 000
5b	Dépenses en capital.....	–	10 938 534
5c	Dépenses en capital.....	–	150 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	1 254 135 315	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	326 935 035
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	28 493 653
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	96 742 105

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Énergie atomique du Canada, Limitée				
1		Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 188 799 417	–
1c		Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	39 100 000
Régie canadienne de l'énergie				
1		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées, au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	97 322 173	–
1b		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées, au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1
1c		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées, au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	200 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
1		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	41 081 316	–
Administration du pipe-line du Nord				
1		Dépenses du programme		
		Contributions	540 000	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			3 290 490 243	602 098 469
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			–	–
24		Revenu national		
Agence du revenu du Canada ¹⁶				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 674 646 582	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	248 046 301

1c	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	212 792 082
5	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	72 928 583	–
5a	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	4 313 497
5c	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	23 882 117
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 747 575 165	489 033 997
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
<hr/>			
25	Santé		
	Ministère de la Santé		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 141 052 704	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	154 556 730
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	83 400 181
1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	3 724 376 371

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Dépenses en capital	17 505 187	–
5a		Dépenses en capital.....	–	424 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	2 538 934 868	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	835 471 874
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	96 517 786
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	9 934 194
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	608 899 997	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	28 574 835
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	17 623 704
5		Dépenses en capital	29 762 978	–
5a		Dépenses en capital.....	–	83 314
		Instituts de recherche en santé du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement	62 871 989	–
1b		Dépenses de fonctionnement.....	–	2 766 625
1c		Dépenses de fonctionnement.....	–	488 824
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	1 183 828 164	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	111 040 000
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	15 000 000
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	5 925 287
		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
1		Dépenses du programme.....	17 580 493	–
		Agence de la santé publique du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	8 219 228 533	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	3 924 415 611

1c	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	2 963 251 274
5	Dépenses en capital	26 200 000	–
5a	Dépenses en capital.....	–	74 900 167
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	426 771 816	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	393 891 997
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	57 150 105
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	14 272 636 729	12 499 792 879
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

26 Sécurité publique ¹⁷

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

1	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	181 272 861	–
1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	12 719 168
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	5 202 450
1c	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	10 049 988
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	858 170 860	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	70 000 000
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	98 200 000
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	14 159 321
		Agence des services frontaliers du Canada ¹⁶		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
		b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	1 752 432 513	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
		b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	2 667 063
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
		b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	128 497 165
5		Dépenses en capital	106 457 799	–
5a		Dépenses en capital.....	–	5 957 000
5c		Dépenses en capital.....	–	32 617 125
		Service canadien du renseignement de sécurité		
1		Dépenses du programme.....	572 188 443	–
1c		Dépenses du programme.....	–	5 200 654
		Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
1		Dépenses du programme.....	9 345 025	–
		Service correctionnel du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		

	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	2 359 350 375	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	–	217 000 711
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	–	8 109 768
5	Dépenses en capital, notamment les paiements :		
	a) aux <i>collectivités autochtones</i> , au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;		
	b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	187 796 912	–
5c	Dépenses en capital, notamment les paiements :		
	a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	–	12 000 000
		Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
1		Dépenses du programme.....	4 879 527	–
		Commission des libérations conditionnelles du Canada		
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	49 323 723	–
1c		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	–	6 272 699
		Gendarmerie royale du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	2 642 741 385	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 414 833
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	190 227 956
5		Dépenses en capital	251 946 081	–
5b		Dépenses en capital.....	–	235 000
5c		Dépenses en capital.....	–	29 709 393
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions.....	194 973 483	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions.....	–	230 300 000
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions.....	–	76 466 343
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		
		Contributions.....	–	18 000 000
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
1		Dépenses du programme.....	5 800 710	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 176 679 697	1 175 006 637
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Services aux Autochtones

Ministère des Services aux Autochtones

1	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 095 935 733	–
1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 370 648 221
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	336 848 403

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1c		Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	65 989 160
5		Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	6 115 242	–
5a		Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	31 111 298
5b		Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	40 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	11 283 347 845	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	3 985 198 423

10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	1 734 582 743
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	700 440 031
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario ¹⁸			
1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	787 218
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	21 076 585
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		13 385 398 820	8 246 722 082
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		–	–

28 Services publics et Approvisionnement

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 704 667 883	–
1a	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	664 795 630
1c	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	157 824 798
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 632 968 893	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10c		Augmentation portant de 20 000 000 \$ à 30 000 000 \$ le montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, établi par le crédit 23d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> (Travaux publics et Services gouvernementaux), modifié par le crédit 12b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> (Travaux publics et Services gouvernementaux) et par le crédit 6a de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2011-2012</i> (Travaux publics et Services gouvernementaux), peut dépasser les recettes de ce fonds	–	1
		Société canadienne des postes		
1		Paiements à la Société à des fins spéciales.....	22 210 000	–
		Commission de la capitale nationale		
1		Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement.....	71 036 181	–
5		Paiements à la Commission pour les dépenses en capital.....	84 945 549	–
		Services partagés Canada ¹³		
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	20 330 329
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	97 251 099
5b		Dépenses en capital		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	–	23 224 702
5c		Dépenses en capital		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	–	4 579 946
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 515 828 506	968 006 505
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
29		Transports		
		Ministère des Transports		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
		Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	741 693 237	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
	Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 868 901
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
	Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	34 880 837
5	Dépenses en capital.....	122 406 985	–
5a	Dépenses en capital.....	–	375 791
5c	Dépenses en capital.....	–	10 857 445
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	960 185 842	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	373 362 200
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	175 779 834
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	567 828 793	–
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	285 061 112
1c	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	6 650 000
	Office des transports du Canada		
1	Dépenses du programme.....	35 786 127	–
1b	Dépenses du programme.....	–	3 522 137
	Marine Atlantique S.C.C.		
1	Paiements la société pour les dépenses liées à sa gestion		
	Paiements à la société pour les dépenses en capital		
	Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes.....	149 875 667	–
	La Société des ponts fédéraux Limitée		
1	Paiements à la société.....	18 497 000	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		VIA Rail Canada Inc.		
1		Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion		
		Paiements à la société pour les dépenses en capital		
		Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	769 779 151	–
1a		Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion		
		Paiements à la société pour les dépenses en capital		
		Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	–	95 000 000
1c		Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion		
		Paiements à la société pour les dépenses en capital		
		Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	–	35 239 393
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 366 052 802	1 023 597 650
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
		Total du gouvernement – Budgétaire	141 851 765 529	45 933 970 763
		Total du gouvernement – Non budgétaire	180 703 001	3

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé d'Infrastructure et Collectivités à Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.² Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée du portefeuille ministériel d'Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.³ Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.⁴ Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie et a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel d'Affaires mondiales.⁵ Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec est un nouveau portefeuille ministériel.⁶ Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.⁷ Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.⁸ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.⁹ Au cours de l'exercice, le Commissariat aux langues officielles a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.¹⁰ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé d'Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes handicapées à Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.¹¹ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Femmes et Égalité des genres à Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.¹² Le portefeuille ministériel du Gouvernement numérique a été dissous.¹³ Au cours de l'exercice, Services partagés Canada a été transféré du portefeuille ministériel du Gouvernement numérique au portefeuille ministériel des Services publics et de l'Approvisionnement.¹⁴ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé d'Innovation, Sciences et Développement économique à Innovation, Sciences et Industrie.¹⁵ Au cours de l'exercice, la Fondation canadienne des relations raciales a été ajoutée sous le portefeuille ministériel du Patrimoine canadien.¹⁶ Pour cet organisme, les sommes accordées dans l'annexe 2 de la Loi de crédits peuvent être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant.¹⁷ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Sécurité publique et Protection civile à Sécurité publique.¹⁸ Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie et a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel des Services aux Autochtones.

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹

L'appendice 2 fournit le détail des autorisations législatives (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités ²		
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Fonds de la taxe sur l'essence (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	2 268 966 610	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 572 952	4 481 477
	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	–	2 221 115 887
	Commission des débats des chefs ³		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	79 257
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	2 279 630 062	2 225 676 621
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
3	Affaires mondiales		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	257 361 748	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	118 749 437	4 801 575
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	900 000	–
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	49 435 453	98 166 778
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	619 141	–
	Agence de développement économique du Pacifique Canada ⁴		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	3 267 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	377 901 826	8 068 575
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	49 435 453	98 166 778
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁵		
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁶		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	1 128 402
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	1 128 402
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	623 000 000	–
	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	469 000 000	–
	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	387 230 000	95 417 922
	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	122 910 000	–
	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	118 513 335	400 000 000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34).....	104 800 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	66 642 453	2 448 418
	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	39 320 000	17 802 838
	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	16 550 000	–
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	13 111 013	–
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C., (1985), ch. F-4).....	100 000	–
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>)	847 955	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	684 389	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 962 799 645	515 669 178
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
6	Anciens Combattants		
	Ministère des Anciens Combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	43 734 783	435 757
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	175 000	–
	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>)	10 000	–
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	–
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 330 504	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	45 352 787	435 757
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 163 815	–
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	770 909	–

	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	324 173	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	3 258 897	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
8	Conseil du Trésor		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	31 652 476	5 217 210
	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Ministre d'État (Ministre du Gouvernement numérique) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	2 000	–
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 824 551	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	6 723 332	–
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	434 840	40 736
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	547 052	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	48 274 751	5 257 946
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
9	Conseil privé		
	Bureau du Conseil privé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	19 709 932	804 215
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	187 500	–
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes ⁷		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	434 248	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 763 327	–
	Commission des débats des chefs ³		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	139 370	–
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 704 632	–
	Bureau du directeur général des élections ⁸		
	Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada</i> et <i>Loi référendaire</i>)	109 150 110	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 921 176	–
	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	2 515 000	–
	Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	338 800	–
	Commissariat aux langues officielles ⁹		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 308 469	–
	Bureau du commissaire au renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	164 587	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 698 474	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	164 216 625	804 215
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
10	Défense nationale		
	Ministère de la Défense nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 160 201 540	150 103 148
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	317 406 035	7 049 688
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	1 400 000	–
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	300 000	–
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	28 000	–
	Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	45 728 901	4 000 967
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	626 642	–
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	436 817	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 526 218 435	161 153 803
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap ¹⁰		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	47 067 389 917	(284 862 688)
	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	14 631 701 794	(437 278 770)
	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	4 525 000 000	(1 539 000 000)
	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	3 430 000 000	10 782 000 000
	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	2 380 000 000	(1 516 000 000)
	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 879 887 601	1 326 412 335
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 217 861 664	(28 560 290)
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>).....	980 000 000	60 000 000
	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	671 647 345	(79 197 892)
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	472 003 897	(13 614 728)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	280 770 025	25 943 203
	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	223 508 892	–

Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	216 736 696	(30 156 561)
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	180 000 000	(37 000 000)
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>)	49 250 000	–
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	31 444 511	–
Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	11 340 664	44 768 608
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	5 107 011	–
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	2 704 207	(373 896)
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	145 000	–
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	45 599	–
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	40 000	–
Ministre d'État (Ministères des Aînés) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	–
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 613 047)	–
Paiements aux provinces et aux territoires destinés à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	2 648 082 433
Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	–	2 436 480 000
Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	1 672 950 500
Paiement au gouvernement du Québec destiné à harmoniser le Régime québécois d'assurance parentale avec les mesures temporaires apportées à l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	130 300 000
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	937 193 814	(709 799 999)
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	19 997 229	(9 957 572)
Société canadienne d'hypothèques et de logement ¹¹		
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	3 209 467 541	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	828 736	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1) g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	8 101 178	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	776 369	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	78 264 951 559	15 160 892 254
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	4 166 658 584	(719 757 571)

12 Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 770 731	15 295 751
Ministère de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 887 105	–
--	-----------	---

Agence Parcs Canada

Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	150 000 000	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 836 381	6 659 447

Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	307 584 717	21 955 198
---	--------------------	-------------------

Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
---	----------	----------

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse¹²		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 567 564	2 754 654
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	4 658 064	2 754 654
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
14	Finances		
	Ministère des Finances		
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	43 125 784 000	–
	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	20 910 789 000	–
	Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>).....	15 824 892 341	1 948 107 659
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	15 473 939 000	–
	Autres frais d'intérêts.....	5 045 341 133	87 658 867
	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	4 379 878 578	–
	Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada.....	3 967 976 000	–
	Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	423 240 000	–
	Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>).....	84 000 000	(2 000 000)
	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	53 132 349	–
	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives).....	42 639 121	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 942 149	1 635 737
	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Ministre d'État (Ministère de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	2 000	–
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(1 030 231 740)	(65 612 730)
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(4 676 879 000)	(293 558 000)
	Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (l'article 24.72 - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	4 000 000 000
	Paiements aux provinces et aux territoires pour le plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19 (paragraphe 198(2) - <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>).....	–	1 000 000 000
	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	–	130 063 000
	Paiements pour amélioration de la ventilation dans les écoles en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	100 000 000
	Paiement au Fonds monétaire international pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	–	50 000 000
	Paiements à la Corporation commerciale canadienne.....	–	13 000 000
	(L) Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures – Achat d'actions initiales par le Canada en vertu de la <i>Loi sur l'accord concernant la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures</i>	49 000 000	–
	(L) Paiement à la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada pour l'achat d'actions en vertu de l'alinéa 60.2(2)(a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> à l'appui du Crédit d'urgence pour les grands employeurs.....	–	2 670 000 000
	(L) Aide financière à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	–	361 709 000
	(L) Paiement à la Société financière internationale pour l'achat d'actions (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	–	224 400 000
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 840 476	–

Bureau du vérificateur général		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 522 852	–
Bureau du surintendant des institutions financières		
Dépenses des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	199 506 410	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	103 856 405 169	6 969 294 533
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	49 000 000	3 256 109 000
<hr/>		
15	Gouvernement numérique ¹³	
Services partagés Canada ¹⁴		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	94 672 200	1 118 950
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	94 672 200	1 118 950
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8)	167 385 285	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	85 445 770	19 797 645
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	26 769 523	349 253
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	279 691 078	20 146 898
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
17	Innovation, Sciences et Industrie ¹⁵	
Ministère de l'Industrie		
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	152 760 288	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	62 340 075	9 350 789
ICRA pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>).....	44 881 000	–
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>).....	31 375 500	–
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
Ministre du Développement économique et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 286 337	577 368
Agence canadienne de développement économique du Nord		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 962 319	59 091
Agence spatiale canadienne		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 085 844	–
Commission du droit d'auteur		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	398 141	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 684 680	1 330 508
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁶		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 001 834	216 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 711 383	1 480 806

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15).....	182 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	65 598 177	2 422 979
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 677 646	264 132
	Dépense des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	178 779	–
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 672 021	630 798
	Dépense des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	94 976	–
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	81 107 268	10 530 171
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	664 997 268	26 862 642
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
18	Justice		
	Ministère de la Justice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	83 243 396	1 190 689
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 274 095	–
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 854 519	–
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 235 290	863 801
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	669 442 081	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 014 638	–
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	19 588 132	507 962
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 052 505	–
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications).....	9 157 676	–

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 006 100	35 439
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	813 958 932	2 597 891
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	-
19 Parlement		
Chambre des communes		
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	116 660 893	-
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	43 524 434	-
Bibliothèque du Parlement		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 785 869	-
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	817 227	-
Bureau du directeur parlementaire du budget		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	725 714	-
Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	121 623	-
Service de protection parlementaire		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 086 423	-
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	238 048	-
Sénat		
Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5)	27 267 254	-
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 215 811	-
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	214 443 296	-
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	-
20 Patrimoine canadien		
Ministère du Patrimoine canadien		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	25 696 069	2 440 051
Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>)	1 196 000	-
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	637 000	-
Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>).....	182 000	-
Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	-
Ministre d'État (Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	-
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	7 908 211	564 146
Bibliothèque et Archives du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 750 446	317 936
Commission des champs de bataille nationaux		
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 000 000	-
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	354 054	871 653
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	49 816 280	4 193 786
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	-

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
	Ministère des Pêches et des Océans		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	168 289 784	14 176 387
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	168 380 284	14 176 387
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	23 042 197	2 398 794
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	4 125 988	–
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 865 718	–
	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]</i>).....	15 000	–
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 723 994	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	732 099	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	31 685 996	2 398 794
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
23	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	199 334 997	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	60 422 325	5 545 185
	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	11 677 000	–
	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	3 932 500	–
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019</i> [L.C. 2019, ch. 29])	–	897 139
	Régie canadienne de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 771 018	–
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	98 250 551	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 416 994	–

Administration du pipe-line du Nord			
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	31 820	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	388 927 705	6 442 324
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
24	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
	Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	5 856 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	484 808 699	85 527 294
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>).....	373 000 000	–
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	279 322 693	–
	Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	25 000 000	–
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	7 018 221 892	85 527 294
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
25	Santé		
	Ministère de la Santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	113 752 508	18 277 839
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	51 462 891	–
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 500	–
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	81 539 424	8 863 891
	Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 000 000	–
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	12 500 000	–
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	7 206 377	590 128
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 311 829	–
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	65 447 183	4 027 497
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	13 412 742	–
	Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	300 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	399 723 454	331 759 355
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
26	Sécurité publique ¹⁶		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	15 929 430	3 364 459
	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	190 586 229	22 954 272

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	51 752 524	201 663
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 080 512	–
	Service correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	244 246 204	12 981 069
	Fonds renouvelable CORCAN.....	2 281 904	–
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	589 193	–
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 047 000	897 570
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	247 036 059	15 987 603
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	96 226 102	9 549 780
	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	6 750 000	–
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	632 288	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	863 247 945	65 936 416
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
27	Services aux Autochtones		
	Ministère des Services aux Autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	85 474 685	20 916 160
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	31 033 391	29 684 113
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	2 100 000	–
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	2 000 000	–
	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario¹⁷		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	183 643
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	120 698 576	50 783 916
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
28	Services publics et Approvisionnement		
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	146 043 596	10 395 642
	Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	4 162 692	–
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>).....	3 367 423	21 064 130

Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	90 500	–
Fonds renouvelable des Services optionnels (Loi sur les fonds renouvelables)	(70 806)	–
Services partagés Canada ¹⁴		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	5 502 183
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	153 593 405	36 961 955
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
29 Transports		
Ministère des Transports		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	86 818 172	3 614 534
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....	69 999 777	–
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10).....	66 750 800	–
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42).....	3 300 000	–
Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	90 500	–
Office des transports du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 606 390	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	231 565 639	3 614 534
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
Total du gouvernement – Budgétaire.....	200 334 876 487	25 725 612 278
Total du gouvernement – Non budgétaire	4 265 094 037	2 634 518 207

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

² Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Infrastructure et Collectivités à Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

³ Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

⁴ Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie et a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel d'Affaires mondiales.

⁵ Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec est un nouveau portefeuille ministériel.

⁶ Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

⁷ Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

⁸ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

⁹ Au cours de l'exercice, le Commissariat aux langues officielles a été transféré du portefeuille ministériel du Conseil privé au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

¹⁰ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes handicapées à Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.

¹¹ Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée du portefeuille ministériel d'Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap au portefeuille ministériel d'Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.

¹² Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Femmes et Égalité des genres à Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.

¹³ Le portefeuille ministériel du Gouvernement numérique a été dissous.

¹⁴ Au cours de l'exercice, Services partagés Canada a été transféré du portefeuille ministériel du Gouvernement numérique au portefeuille ministériel des Services publics et Approvisionnement.

¹⁵ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Innovation, Sciences et Développement économique à Innovation, Sciences et Industrie.

¹⁶ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Sécurité publique et Protection civile à Sécurité publique.

¹⁷ Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie et a été transférée du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Industrie au portefeuille ministériel des Services aux Autochtones.

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit le détail des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
3		Affaires mondiales	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
(S)		<i>Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010</i> Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530
L11		<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 38 200 000 \$, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , et modifié par le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	20 722 820
L12		<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 \$, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , et modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	8 757 518
L25		Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital Les paiements faits pour l'application de l'article 3 au cours d'une période donnée ne peuvent dépasser le montant équivalent prévu à cette fin, pour cette période, par une affectation de crédits du Parlement ...	2
L30		Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i> Conformément au paragraphe 3(1) a), sous réserve des règlements, en vue d'appuyer un programme fédéral de prêts souverains, le ministre compétent peut consentir des prêts à des pays étrangers ou à toute personne ou entité	60 500 000
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 3 000 000 000 \$ (Brut)	1 666 800 000
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , autorisation selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net).....	95 383 300 284
		Corporation commerciale canadienne	
(S)		(L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, 10 000 000 \$, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 23 Autorisation selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 115 000 000 000 \$ (Net) (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 115 000 000 000 \$ consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.)	51 781 476 864
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	22 187 530
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	148 931 557 488

5	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
(S)	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28		
	Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de l'exercice 1993 à 1994 au montant de 400 000 \$.....		600 000
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2		
	Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps.....		10 358 257
	Commission canadienne du lait		
(S)	(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16		
	À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net).....		449 820 459
	Commission canadienne des grains		
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>		
	Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 \$; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 36b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>		155 984 204
	Financement agricole Canada		
(S)	(L) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i>		
	Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 2 500 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net).....		791 667 000
	Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)		60 279 895 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		166 942 461
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		61 521 382 459
6	Anciens Combattants		
	Ministère des Anciens Combattants		
(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>		
	Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> . Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net).....		605 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		605 000 000
8	Conseil du Trésor		
	École de la fonction publique du Canada		
(S)	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> , paragraphe 18(2)		
	Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci		7 617 327
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		7 617 327
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
10		Défense nationale	
		Ministère de la Défense nationale	
	L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1990-1991</i> , et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net)	71 978 244
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	71 978 244
11		Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap ¹	
		Ministère de l'Emploi et du Développement social	
	(S)	<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i> , paragraphe 12(4) Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services	879 608
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	8 291 258
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 170 866
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
12		Environnement et Changement climatique	
		Agence Parcs Canada	
	1	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	221 998 382
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	221 998 382
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
14		Finances	
		Ministère des Finances	
	(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 À la demande de la Société, le ministre peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor	24 000 000 000

	Bureau du surintendant des institutions financières	
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor.....	59 096 427
	Monnaie royale canadienne	
(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	127 668 258
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	24 075 000 000
16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. La somme des dépenses ne peut pas dépasser de plus de 1 \$ la somme des recettes perçues.....	864 673 826
(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 126 600 000 \$ (Net).....	52 596 291
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	864 673 826
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	52 596 291
17	Innovation, Sciences et Industrie ²	
	Ministère de l'Industrie	
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 \$ à 5 000 000 \$ en vertu du crédit 2b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	100 581 019
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)	1 950 000
	Conseil national de recherches du Canada	
(S)	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	117 785 369
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	218 366 388
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	1 950 000
20	Patrimoine canadien	
	Office national du film	
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorisation, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 \$ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	9 825 079
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 825 079
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
21		Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
L30b		L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-1969</i> , afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses activités en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net).....	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	50 000 000
22		Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
		Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
L40		<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut).....	305 503
L55		<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net).....	6 550 860
L81a		<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net).....	5 000 000
(S)		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	293 063
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	293 063
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363
23		Ressources naturelles	
		Ministère des Ressources naturelles	
(S)		Fonds renouvelable de Géomatique Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	7 789 409

	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
(S)	Dépense des recettes conformément à l'article 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>		5 870 868
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		13 660 277
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
24	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		474 968 134
5	Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		12 649 740
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		487 617 874
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
25	Santé		
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
(S)	L'Agence peut employer à ses fins les sommes affectées par ses recettes d'exploitation conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>		47 814 310
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		47 814 310
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
26	Sécurité publique ³		
	Agence des services frontaliers du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence		247 729 221
5	Dépenses en capital		97 782 446
	Service correctionnel du Canada		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 20 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 10a, <i>Loi de crédits n° 3 pour 2020-2021</i>		11 966 497
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits</i> (Net)		44 927
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		357 478 164
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		44 927
27	Services aux Autochtones		
	Ministère des Services aux Autochtones		
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)		32 490 796
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite de 48 550 835 \$ (Net).....		48 517 156
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		32 490 796
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		48 517 156

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
28		Services publics et Approvisionnement	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
(S)		Fonds renouvelable des services optionnels – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	18 533 963
(S)		Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	30 383 666
(S)		Fonds renouvelable des Services immobiliers – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 \$ en aucun temps.....	224 872 527
(S)		Fonds renouvelable de la production de défense – <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense.....	100 000 000
L10b		<i>Loi de crédits n° 4 pour 2018-2019</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixes, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 36 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	18 311 574
(S)	(L)	<i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	77 325 617
		Société canadienne des postes	
(S)	(L)	<i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net).....	500 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	373 790 156
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	595 637 191
		Total du gouvernement – Budgétaire	2 961 594 757
		Total du gouvernement – Non budgétaire	235 965 520 119

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance)

¹ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes handicapées à Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.² Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Innovation, Sciences et Développement économique à Innovation, Sciences et Industrie.³ Au cours de l'exercice, le nom du portefeuille ministériel a changé de Sécurité publique et Protection civile à Sécurité publique.

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ¹
5		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	
		Diminution de l'autorisation suite à un remboursement du crédit 30 (Conseil du Trésor)	(50 260)
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	(50 260)
8		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	10 348 817
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	10 348 817
12		Environnement et Changement climatique	
		Agence Parcs Canada	
	1	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	– ²
	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 522 161
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	100 522 161
14		Finances	
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1	
		Augmentation de la limite à 30 000 000 000 \$ (Net)	6 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	6 000 000 000
17		Innovation, Sciences et Industrie	
		Agence spatiale canadienne	
	(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du sous-paragraphe 5 (3) h) de la <i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i>	156 566
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	171 475 486
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	171 632 052
22		Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	276 469
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	276 469

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice – fin

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ¹
24		Revenu national	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	670 373 788
	5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	43 588 421
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	713 962 209
26		Sécurité publique	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	134 778 931
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	43 710 612
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	178 489 543
28		Services publics et Approvisionnement	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits n°4 pour 1994-1995</i>)	
		Augmentation de l'autorisation de prélèvement.....	10 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	10 000 000
		Total du gouvernement – Budgétaire.....	1 185 180 991
		Total du gouvernement – Non budgétaire.....	6 000 000 000

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.² Le paragraphe 19(2) de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada* a été abrogé depuis le 1^{er} avril 2021.

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, le Bureau du directeur parlementaire du budget, le Bureau du conseiller sénatorial en éthique et le Service de protection parlementaire) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
	Bureau de l'Infrastructure du Canada.....	12 160	–	12 160	–	12 160	–
	Bureau du directeur général des élections.....	–	1 095	1 095	1 095	–	–
	Commissariat aux langues officielles.....	–	206	206	–	41	165
	Total du portefeuille ministériel.....	12 160	1 301	13 461	1 095	12 201	165
3	Affaires mondiales						
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	1 386 762	1 621 845	3 008 607	1 300 869	85 893	1 621 845
	Total du portefeuille ministériel.....	1 386 762	1 621 845	3 008 607	1 300 869	85 893	1 621 845
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	5 013	5 013	–	259	4 754
5	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	4 596 791	5 365 061	9 961 852	4 615 444	–	5 346 408
	Commission canadienne des grains.....	–	51 479	51 479	51 479	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	4 596 791	5 416 540	10 013 331	4 666 923	–	5 346 408
6	Anciens Combattants						
	Ministère des Anciens Combattants.....	32 000	14 102	46 102	36 420	–	9 682
	Total du portefeuille ministériel.....	32 000	14 102	46 102	36 420	–	9 682
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	–	35 605	35 605	–	–	35 605
8	Conseil du Trésor						
	École de la fonction publique du Canada.....	193	4 306	4 499	193	–	4 306
	Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	110	110	110	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	193	4 416	4 609	303	–	4 306

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
9	Conseil privé						
	Bureau du Conseil privé.....	21 148	22 655	43 803	43 803	–	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	23 708	4 463	28 171	23 865	–	4 306
	Commissariat aux langues officielles.....	41	(41)	–	–	–	–
	Commission de la fonction publique.....	–	475	475	475	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	44 897	27 552	72 449	68 143	–	4 306
10	Défense nationale						
	Ministère de la Défense nationale.....	442 696	19 230 353	19 673 049	1 951 409	–	17 721 640
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	10 300	65 425	75 725	–	10 300	65 425
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	78	–	78	–	78	–
	Total du portefeuille ministériel.....	453 074	19 295 778	19 748 852	1 951 409	10 378	17 787 065
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	115 923	205 468	321 391	59 898	56 025	205 468
	Total du portefeuille ministériel.....	115 923	205 468	321 391	59 898	56 025	205 468
12	Environnement et Changement climatique						
	Ministère de l'Environnement.....	440 653	972 150	1 412 803	278 582	162 071	972 150
	Total du portefeuille ministériel.....	440 653	972 150	1 412 803	278 582	162 071	972 150
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	–	962	962	962	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	–	962	962	962	–	–
14	Finances						
	Ministère des Finances.....	65	18 765	18 830	–	65	18 765
	Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	3 694	3 694	3 694	–	–
	Bureau du vérificateur général.....	445	613	1 058	445	–	613
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	311	311	311	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	510	23 383	23 893	4 450	65	19 378
15	Gouvernement numérique						
	Services partagés Canada.....	49	(49)	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel.....	49	(49)	–	–	–	–

16	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	8 109	24 008	32 117	28 762	–	3 355
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	1 026	1 026	1 026	–	–
	Total du portefeuille ministériel	8 109	25 034	33 143	29 788	–	3 355
17	Innovation, Sciences et Industrie						
	Ministère de l'Industrie.....	80 849	80 979	161 828	86 809	–	75 019
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	16 484	25 646	42 130	–	16 484	25 646
	Agence canadienne de développement économique du Nord	15	–	15	–	15	–
	Agence spatiale canadienne.....	49 527	15 236	64 763	1 256	48 271	15 236
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	1 110	1 110	1 110	–	–
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	259	(259)	–	–	–	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	20 513	30 913	51 426	–	20 513	30 913
	Conseil national de recherches du Canada	35 959	233 855	269 814	35 959	–	233 855
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	136	38 198	38 334	33 734	–	4 600
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	16 903	16 903	16 903	–	–
	Statistique Canada.....	–	18 310	18 310	18 310	–	–
	Total du portefeuille ministériel	203 742	460 891	664 633	194 081	85 283	385 269
18	Justice						
	Ministère de la Justice	1 234	963	2 197	1 234	–	963
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	15	1 214	1 229	–	15	1 214
	Service administratif des tribunaux judiciaires	10 135	307	10 442	10 135	–	307
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	10 948	10 948	–	–	10 948
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	1 629	7 309	8 938	8 198	–	740
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	30	30	–	–	30
	Total du portefeuille ministériel	13 013	20 771	33 784	19 567	15	14 202
20	Patrimoine canadien						
	Ministère du Patrimoine canadien	13 955	44 387	58 342	38 359	–	19 983
	Bibliothèque et Archives du Canada	1 938	16 514	18 452	1 938	–	16 514
	Total du portefeuille ministériel	15 893	60 901	76 794	40 297	–	36 497
21	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
	Ministère des Pêches et des Océans.....	1 205 348	2 260 601	3 465 949	1 147 376	57 972	2 260 601
	Total du portefeuille ministériel	1 205 348	2 260 601	3 465 949	1 147 376	57 972	2 260 601
22	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	25 580	–	25 580	5 832	19 748	–
	Total du portefeuille ministériel	25 580	–	25 580	5 832	19 748	–
23	Ressources naturelles						
	Ministère des Ressources naturelles	85 843	133 321	219 164	162 509	–	56 655
	Régie canadienne de l'énergie	209	–	209	–	209	–
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	19 167	69 000	88 167	68 330	–	19 837
	Total du portefeuille ministériel	105 219	202 321	307 540	230 839	209	76 492

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
24	Revenu national						
	Agence du revenu du Canada	–	62 658	62 658	62 658	–	–
	Total du portefeuille ministériel	–	62 658	62 658	62 658	–	–
25	Santé						
	Ministère de la Santé	82 483	215 223	297 706	88 808	–	208 898
	Agence canadienne d'inspection des aliments	27 751	103 728	131 479	102 400	–	29 079
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	233	–	233	–	233	–
	Agence de la santé publique du Canada	23 973	114 144	138 117	26 541	–	111 576
	Total du portefeuille ministériel	134 440	433 095	567 535	217 749	233	349 553
26	Sécurité publique						
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	23 715	3 907	27 622	–	23 715	3 907
	Agence des services frontaliers du Canada	152 914	727 964	880 878	727 147	–	153 731
	Service canadien du renseignement de sécurité	265 555	380 550	646 105	–	265 555	380 550
	Service correctionnel du Canada	205 060	1 103 836	1 308 896	219 460	–	1 089 436
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	63 892	63 892	24 406	–	39 486
	Gendarmerie royale du Canada	6 256 815	227 382	6 484 197	6 249 437	7 378	227 382
	Total du portefeuille ministériel	6 904 059	2 507 531	9 411 590	7 220 450	296 648	1 894 492
27	Services aux Autochtones						
	Ministère des Services aux Autochtones	1 471 323	1 391 931	2 863 254	1 473 353	–	1 389 901
	Total du portefeuille ministériel	1 471 323	1 391 931	2 863 254	1 473 353	–	1 389 901
28	Services publics et Approvisionnement						
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	283 525	294 594	578 119	240 504	43 021	294 594
	Services partagés Canada	–	15 162	15 162	15 162	–	–
	Total du portefeuille ministériel	283 525	309 756	593 281	255 666	43 021	294 594
29	Transports						
	Ministère des Transports	3 286 585	15 802 268	19 088 853	3 286 585	–	15 802 268
	Total du portefeuille ministériel	3 286 585	15 802 268	19 088 853	3 286 585	–	15 802 268
	Total du gouvernement	20 739 848 ¹	51 161 824	71 901 672	22 553 295	830 021	48 518 356

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

Section 2

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités

Bureau de l'infrastructure du Canada

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Commission des débats des chefs

Bureau du directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	132
Sommaire du portefeuille ministériel	136
Détail budgétaire par affectation	140
Responsabilités essentielles	142
Paievements de transfert	144
Revenus	147

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau de l'infrastructure du Canada**Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités**

Effectuer une surveillance pour s'assurer que les bénéficiaires respectent les exigences du projet et que les projets sont exécutés conformément aux ententes. Infrastructure Canada supervise les programmes et les projets ainsi que les grands ponts, les sociétés d'État et les ententes de financement alternatifs. Bien que les sociétés d'État fonctionnent sans lien de dépendance, le Ministère joue un rôle de secrétariat pour les appuyer. Une gamme d'activités de surveillance est utilisée pour superviser les projets et s'assurer qu'ils sont exécutés comme prévu pour les Canadiens.

Politique d'infrastructure publique, de collectivités et de développement économique rural

Infrastructure Canada établit des politiques à la fois pour l'infrastructure publique et le développement économique rural qui ciblent les besoins des Canadiens et des intervenants (partenaires publics et privés) tout en tenant compte des ressources limitées. Les politiques sont établies au moyen de stratégies, de plans, d'examen de modèles de financement alternatifs et de programmes de financement, d'exigences d'admissibilité, entre autres outils, et leurs résultats sont surveillés afin d'éclairer la prise de décisions futures. Les solutions stratégiques déterminent la façon dont le gouvernement fédéral appuie le développement de l'infrastructure publique, les ponts, le transport en commun, l'eau potable et les eaux usées, l'atténuation des catastrophes, le développement économique rural, entre autres, qui ont des répercussions sur la qualité de vie des Canadiens.

Investissements dans l'infrastructure publique et les collectivités

Infrastructure Canada identifie les possibilités d'investissement dans un éventail de mécanismes de financement visant à maximiser l'optimisation des ressources au fur et à mesure que le gouvernement fédéral dirige les investissements dans l'infrastructure.

- Les programmes axés sur l'allocation offrent un financement stable pour les projets qui équilibrent les priorités nationales avec les besoins locaux des provinces et des territoires;
- Les programmes axés sur le mérite accordent du financement à des projets qui sont sélectionnés dans le cadre d'un processus de demande; et
- Les modes de financement alternatifs désignent les projets exécutés en partenariat avec le secteur privé ou une organisation non gouvernementale et Infrastructure Canada ou des sociétés d'État relevant du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Aide pour combler les besoins en matière de logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement verse des fonds fédéraux pour améliorer l'accès au logement abordable pour les Canadiens dans le besoin, y compris les peuples autochtones, les personnes ayant des besoins spéciaux ou particuliers et certains groupes vulnérables. Le financement offert permet notamment de construire des logements, de fournir une aide continue pour l'entretien et l'administration du portefeuille de logements subventionnés, de réaliser des travaux de conversion, de réhabilitation, de réparation et de rénovation visant à préserver la qualité des logements abordables existants, ainsi que de maintenir l'abordabilité des logements. Le financement est offert en vertu de diverses modalités de mise en œuvre (p. ex., versement direct) ainsi que dans le cadre de partenariats avec les provinces et territoires, les groupes autochtones et les secteurs privé et sans but lucratif.

Financement de l'habitation

La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre du financement pour les initiatives liées au logement, y compris les activités d'octroi de prêts, afin d'encourager la production de logements abordables, de soutenir les travaux de réparation et de rénovation de logements locatifs et de favoriser l'accès des ménages à revenu faible ou modeste à des logements locatifs abordables à revenus mixtes. Parmi les autres initiatives de financement, on compte celles pouvant être exigées par le gouvernement du Canada pour soutenir les infrastructures municipales liées au logement ou le secteur du financement de l'habitation afin de faciliter l'accès au crédit.

Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel

La Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des informations, des données et des analyses fondées sur les faits en temps opportun pour appuyer la prise de décisions éclairées par le gouvernement et les autres secteurs. Elle mène également des recherches et diffuse des renseignements sur un large éventail de questions qui soutiennent l'abordabilité et la variété des logements, notamment les technologies du logement durable. La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre des conseils stratégiques au gouvernement sur des questions telles que le financement de l'habitation, les besoins en matière de logement, les marchés financiers et les conditions de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement soutient les activités de développement du potentiel et des compétences dans le secteur de l'habitation, en aidant les personnes et les organisations à accéder aux ressources et à acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour mettre au point des approches adaptées et novatrices visant à favoriser la production de logements abordables.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Services aux conférences intergouvernementales

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes assure la continuité des services de planification et d'archivage et offre du soutien administratif impartial en ce qui a trait aux conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres, et ce, partout au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission des débats des chefs****Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales**

Afin de s'acquitter de sa responsabilité essentielle consistant à organiser les débats des chefs, la Commission appliquera les critères requis pour confirmer la participation des chefs des partis admissibles aux débats des chefs lors des élections générales, négociera les exigences relatives à la diffusion avec les diffuseurs, s'assurera que les Canadiens aient accès aux débats diffusés et mènera des activités de communication auprès des Canadiens afin qu'ils sachent quand, où et comment accéder aux débats.

Bureau du directeur général des élections**Administration et surveillance des activités électorales**

Préparer et conduire les élections et les référendums fédéraux et en faire rapport conformément au cadre législatif, tout en assurant l'intégrité du processus électoral.

Observation et contrôle d'application de la loi électorale

Les activités d'observation et de contrôle d'application aux termes de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire* sont menées par le Bureau du Commissaire aux élections fédérales de manière indépendante, impartiale et équitable.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles**Protection des droits liés aux langues officielles**

Prendre les mesures nécessaires, dont le traitement des plaintes, les vérifications et les interventions, pour faire respecter la *Loi sur les langues officielles* et les droits linguistiques canadiens.

Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne

Susciter un intérêt accru pour les enjeux liés à l'avancement de l'égalité du français et de l'anglais dans les institutions fédérales et la société canadienne, tout en appuyant le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Gérer de manière systémique afin d'assurer la sécurité et la pérennité des infrastructures majeures qui lui sont confiées en préconisant une approche de développement durable.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Selon les termes de ses Lettres Patentes et de l'Accord sur le Passage, l'autorité du pont Windsor-Détroit est responsable de l'exécution des obligations de l'Autorité du Passage en tant que partie de l'Accord sur le Passage, et de construire et/ou exploiter le Passage International de la Rivière Détroit.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	156 413 071	–	–	156 413 071				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	30 356 414	–	30 356 414				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	13 239 556	–	13 239 556				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 526 150	–	1 526 150				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	14 300	14 300				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	595 181	595 181				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	7 026 247	7 026 247				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil canadien des normes).....	–	–	–	(1 526 150)	(1 526 150)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(23 333)	(23 333)				
	Affectations réputées du crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	12 297 505	12 297 505				
	Total – Crédit 1.....	–	156 413 071	45 122 120	18 383 750	219 918 941	204 692 792	15 226 149	–	158 734 609
5	Dépenses en capital.....	–	66 232 666	–	–	66 232 666				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	81 018 731	–	81 018 731				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	29 675 159	29 675 159				
	Total – Crédit 5.....	–	66 232 666	81 018 731	29 675 159	176 926 556	15 623 031	161 303 525	–	22 813 640
10	Subventions et contributions.....	–	4 338 537 607	–	–	4 338 537 607				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	729 638 438	–	729 638 438				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	520 231 038	–	520 231 038				
	Affectations réputées du crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	220 941 645	220 941 645				
	Total – Crédit 10.....	–	4 338 537 607	1 249 869 476	220 941 645	5 809 348 728	4 237 527 265	1 571 821 463	–	3 130 132 366
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	10 572 952	4 481 477	(988 524)	14 065 905	14 065 905	–	–	10 302 190
(S)	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	(1 019)	89 481	89 481	–	–	89 200
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	–	2 268 966 610	2 221 115 887	–	4 490 082 497	4 490 082 497	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	12 160	–	–	–	12 160	–	12 160	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	2 170 315 887
	Total du ministère – Budgétaire.....	12 160	6 840 813 406	3 601 607 691	268 011 011	10 710 444 268	8 962 080 971	1 748 363 297	–	5 492 387 892

Société canadienne d'hypothèques et de logement ²									
1b	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>								
	–	–	43 620 000	–	43 620 000				
1c	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>								
	–	–	41 262 088	–	41 262 088				
	Reclassé de Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap (crédit 1) aux fins de présentation.....								
	–	–	–	5 059 370 370	5 059 370 370				
	Total – Crédit 1					4 042 530 388	1 101 722 070	–	2 876 263 646
	Crédits non requis pour l'exercice en cours					–	–	–	2 654 236 314
	Total budgétaire					4 042 530 388	1 101 722 070	–	5 530 499 960
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11).....								
	–	–	–	(168 383 473)	(168 383 473)	(168 383 473)	–	–	(170 911 067)
	Total de l'organisme – Budgétaire					4 042 530 388	1 101 722 070	–	5 530 499 960
	Total de l'organisme – Non budgétaire					(168 383 473)	–	–	(170 911 067)
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes ³									
Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹								
	–	–	–	30 743	30 743				
	CT, crédit 25 ¹								
	–	–	–	276 569	276 569				
	Reclassé du Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation.....								
	–	–	–	5 596 230	5 596 230				
	Total – Crédit 1					4 538 500	1 365 042	–	4 285 564
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés								
	–	–	–	355 275	355 275	355 275	–	–	379 679
	Total de l'organisme – Budgétaire					4 893 775	1 365 042	–	4 665 243
Commission des débats des chefs ⁴									
1c	Dépenses du programme								
	–	–	552 195	–	552 195				
	Virement du CT, crédit 15 ¹								
	–	–	–	100	100				
	Reclassé du Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation.....								
	–	–	–	4 695 755	5 247 950				
	Total – Crédit 1					3 141 253	2 106 697	–	315 520
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés								
	–	–	79 257	(14 114)	65 143	65 143	–	–	15 228
	Total de l'organisme – Budgétaire					3 206 396	2 106 697	–	330 748

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du directeur général des élections ⁵									
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	46 346	46 346				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	904 677	904 677				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 411 260	2 411 260				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	450 000	450 000				
	Reclassé du Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	48 941 118	48 941 118				
	Total – Crédit 1	–	–	–	52 753 401	52 753 401	51 176 989	1 576 412	–	51 533 545
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	14 586 796	14 586 796	14 586 796	–	–	12 541 187
(S)	Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	–	–	–	557 874 140	557 874 140	557 874 140	–	–	144 113 278
(S)	Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	–	–	–	361 266	361 266	361 266	–	–	338 956
(S)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	–	–	–	3 287 562	3 287 562	3 287 562	–	–	303 195
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 095	1 095	1 095	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	628 864 260	628 864 260	627 287 848	1 576 412	–	208 830 161
	Commissariat aux langues officielles ⁶									
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	22 025	22 025				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	154 217	154 217				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	964 929	964 929				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	382 103	382 103				
	Reclassé du Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	19 897 763	19 897 763				
	Total – Crédit 1	–	–	–	21 421 037	21 421 037	20 748 567	672 470	–	20 152 445
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	2 365 739	2 365 739	2 365 739	–	–	2 510 639
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	206	206	–	41	165	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	23 786 982	23 786 982	23 114 306	672 511	165	22 663 084
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.									
1	Paiements à la société	–	325 009 620	–	–	325 009 620				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(140 000)	(140 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(65 766)	(65 766)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	325 009 620	–	(205 766)	324 803 854	235 144 062	89 659 792	–	232 073 141

Autorité du pont Windsor-Détroit										
1	Paiements à l'Autorité	–	971 574 541	–	–	971 574 541	481 287 738	490 286 803	–	440 674 062
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	971 574 541	–	–	971 574 541	481 287 738	490 286 803	–	440 674 062
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	12 160	8 137 397 567	3 687 121 231	5 990 767 315	17 815 298 273	14 379 545 484	3 435 752 624	165	11 932 124 291
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–	–	(168 383 473)	(168 383 473)	(168 383 473)	–	–	(170 911 067)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

² Le décret C.P. 2021-0947 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 1 158 713 844 \$ ont été approuvées par la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap.

³ Le décret C.P. 2021-0934 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 2 416 176 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

⁴ Le décret C.P. 2021-0936 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 285 627 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

⁵ Le décret C.P. 2021-0941 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 28 781 250 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

⁶ Le décret C.P. 2022-0027 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Commissariat aux langues officielles, à compter du 13 janvier 2022. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 14 880 275 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	219 054 451	204 692 792	14 361 659	–
Affectations bloquées				
Report.....	864 490	–	864 490	–
	219 918 941	204 692 792	15 226 149	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	176 926 556	15 623 031	161 303 525	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 561 454 582	4 147 979 077	413 475 505	–
Fonds Partenariats public-privé Canada	349 309 850	89 548 188	259 761 662	–
Affectations bloquées				
Report.....	769 590 569	–	769 590 569	–
Autre	128 993 727	–	128 993 727	–
	5 809 348 728	4 237 527 265	1 571 821 463	–
Montants législatifs.....	4 504 250 043	4 504 237 883	12 160	–
	10 710 444 268	8 962 080 971	1 748 363 297	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Crédit 1 – Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>				
Autre autorisation.....	4 171 076 902	4 042 530 388	128 546 514	–
Affectations bloquées				
Report.....	934 765 556	–	934 765 556	–
Autre	38 410 000	–	38 410 000	–
	5 144 252 458	4 042 530 388	1 101 722 070	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 880 668	4 538 500	1 342 168	–
Affectations bloquées				
Report.....	22 874	–	22 874	–
	5 903 542	4 538 500	1 365 042	–
Montants législatifs.....	355 275	355 275	–	–
	6 258 817	4 893 775	1 365 042	–
Commission des débats des chefs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 215 500	3 141 253	2 074 247	–
Affectations bloquées				
Report.....	32 450	–	32 450	–
	5 247 950	3 141 253	2 106 697	–
Montants législatifs.....	65 143	65 143	–	–
	5 313 093	3 206 396	2 106 697	–

Bureau du directeur général des élections

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	52 753 401	51 176 989	1 576 412	–
Montants législatifs.....	576 110 859	576 110 859	–	–
	628 864 260	627 287 848	1 576 412	–

Commissariat aux langues officielles

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	21 323 590	20 748 567	575 023	–
Affectations bloquées				
Report.....	16 132	–	16 132	–
Transfert/réaffectation	81 315	–	81 315	–
Montants législatifs.....	21 421 037	20 748 567	672 470	–
	2 365 945	2 365 739	41	165
	23 786 982	23 114 306	672 511	165

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Crédit 1 – Paiements à la société

Paiements à la Société d'État	236 085 911	182 837 592	53 248 319	–
Paiements à la Société d'État – Capital	52 306 470	52 306 470	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	36 411 473	–	36 411 473	–
	324 803 854	235 144 062	89 659 792	–

Autorité du pont Windsor-Détroit

Crédit 1 – Paiements à l'Autorité

Paiements à la Société d'État	117 662 213	91 043 249	26 618 964	–
Budget en capital	501 946 794	390 244 489	111 702 305	–
Affectations bloquées				
Report.....	351 965 534	–	351 965 534	–
	971 574 541	481 287 738	490 286 803	–
Total du portefeuille ministériel.....	17 815 298 273	14 379 545 484	3 435 752 624	165

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	112 140 261	103 769 714	176 078 255	14 774 730	10 299 431 225	8 727 609 762	–	–	10 587 649 741	8 846 154 206	–	–
Politique d'infrastructure publique, de collectivités et de développement économique rural.....	42 979 209	38 158 401	67 500	67 500	–	–	–	–	43 046 709	38 225 901	–	–
Investissements dans l'infrastructure publique et les collectivités.....	20 661 158	18 614 204	–	–	–	–	–	–	20 661 158	18 614 204	–	–
Services internes.....	58 305 859	58 305 859	780 801	780 801	–	–	–	–	59 086 660	59 086 660	–	–
Total du ministère.....	234 086 487	218 848 178	176 926 556	15 623 031	10 299 431 225	8 727 609 762	–	–	10 710 444 268	8 962 080 971	–	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Aide pour combler les besoins en matière de logement	3 774 954 760	3 479 275 144	–	–	–	–	–	–	3 774 954 760	3 479 275 144	(168 383 473)	(168 383 473)
Financement de l'habitation.....	1 170 098 455	422 991 000	–	–	–	–	–	–	1 170 098 455	422 991 000	–	–
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	199 199 243	140 264 244	–	–	–	–	–	–	199 199 243	140 264 244	–	–
Total de l'organisme	5 144 252 458	4 042 530 388	–	–	–	–	–	–	5 144 252 458	4 042 530 388	(168 383 473)	(168 383 473)
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes												
Services aux conférences intergouvernementales.....	4 845 476	3 252 061	–	–	–	–	–	–	4 845 476	3 252 061	–	–
Services internes	1 413 341	1 641 714	–	–	–	–	–	–	1 413 341	1 641 714	–	–
Total de l'organisme	6 258 817	4 893 775	–	–	–	–	–	–	6 258 817	4 893 775	–	–
Commission des débats des chefs												
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales ...	5 313 093	3 206 396	–	–	–	–	–	–	5 313 093	3 206 396	–	–
Total de l'organisme	5 313 093	3 206 396	–	–	–	–	–	–	5 313 093	3 206 396	–	–

Bureau du directeur général des élections

Administration et surveillance des activités électorales	491 531 635	490 585 738	-	-	65 405 165	65 405 165	-	-	556 936 800	555 990 903	-	-
Observation et contrôle d'application de la loi électorale	7 384 607	7 267 285	-	-	-	-	-	-	7 384 607	7 267 285	-	-
Services internes	64 542 853	64 029 660	-	-	-	-	-	-	64 542 853	64 029 660	-	-
Total de l'organisme	563 459 095	561 882 683	-	-	65 405 165	65 405 165	-	-	628 864 260	627 287 848	-	-

Commissariat aux langues officielles

Protection des droits liés aux langues officielles	8 325 444	7 821 975	-	-	-	-	-	-	8 325 444	7 821 975	-	-
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne.....	7 849 704	7 080 393	-	-	-	-	-	-	7 849 704	7 080 393	-	-
Services internes	7 611 834	8 211 938	-	-	-	-	-	-	7 611 834	8 211 938	-	-
Total de l'organisme	23 786 982	23 114 306	-	-	-	-	-	-	23 786 982	23 114 306	-	-

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Champlain Inc.	264 465 326	182 837 592	60 338 528	52 306 470	-	-	-	-	324 803 854	235 144 062	-	-
Autorité du pont Windsor-Détroit...	214 673 419	91 043 249	756 901 122	390 244 489	-	-	-	-	971 574 541	481 287 738	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	6 456 295 677	5 128 356 567	994 166 206	458 173 990	10 364 836 390	8 793 014 927	-	-	17 815 298 273	14 379 545 484	(168 383 473)	(168 383 473)

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Subventions									
Soutien apporté au gouvernement de la Colombie-Britannique afin de prolonger les baux pour les personnes en situation d'itinérance du fait de la pandémie de COVID-19.....	–	–	120 000 000	–	120 000 000	120 000 000	–	–	–
Subvention pour la construction de communautés vertes et inclusives.....	–	–	72 828 323	–	72 828 323	–	72 828 323	–	–
Subventions fonds d'infrastructure naturelle.....	–	–	10 000 000	–	10 000 000	–	10 000 000	–	–
Subventions pour le transport actif.....	–	–	2 000 000	–	2 000 000	–	2 000 000	–	–
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural.....	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance.....	–	–	–	3 378 987	3 378 987	3 092 335	286 652	–	–
Total – Subventions.....	–	–	205 828 323	3 378 987	209 207 310	123 092 335	86 114 975	–	–
Contributions									
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux.....	–	1 785 388 517	–	(496 982 769)	1 288 405 748	1 192 693 013	95 712 735	–	954 155 887
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	–	1 654 475 784	37 200 000	933 800 000	2 625 475 784	1 543 486 307	1 081 989 477	–	650 830 302
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales.....	–	247 097 749	–	(16 114 841)	230 982 908	228 924 894	2 058 014	–	217 994 628
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.....	–	199 167 800	–	(155 283 530)	43 884 270	43 340 988	543 282	–	52 373 303
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures.....	–	164 307 040	–	(8 000 000)	156 307 040	151 774 468	4 532 572	–	205 715 266
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités.....	–	161 880 173	–	–	161 880 173	161 828 287	51 886	–	173 864 736
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	–	50 440 233	–	(393)	50 439 840	50 439 840	–	–	60 000 000
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	–	40 879 183	–	(16 500 000)	24 379 183	24 334 000	45 183	–	33 465 254
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes.....	–	18 109 000	–	950 143	19 059 143	18 829 143	230 000	–	10 872 619
Initiative canadienne pour des collectivités en santé.....	–	12 091 000	–	–	12 091 000	11 555 750	535 250	–	19 193 000
Initiative de recherche et de connaissances.....	–	2 300 000	–	–	2 300 000	718 997	1 581 003	–	1 299 989
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	–	1 655 341	–	4 002 069	5 657 410	5 657 410	–	–	189 163
Fonds de gestion des actifs.....	–	382 902	–	–	382 902	–	382 902	–	–
Renforcement de la capacité pour les défis liés aux changements climatiques.....	–	362 885	4 629 184	4 266 299	9 258 368	9 258 368	–	–	19 128 078
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs.....	–	–	314 276 048	(311 718 889)	2 557 159	–	2 557 159	–	–

Programme permanent pour le transport en commun	-	-	302 334 067	(293 300 000)	9 034 067	-	9 034 067	-	-
Paievements pour les engagements du Fonds Partenariats public-privé Canada au titre de Partenariats public-privé Canada.....	-	-	349 309 850	-	349 309 850	89 548 188	259 761 662	-	56 757 280
Fonds d'infrastructure naturelle	-	-	36 292 004	(35 999 607)	292 397	-	292 397	-	-
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	-	-	-	316 195 262	316 195 262	303 994 202	12 201 060	-	400 772 299
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris.....	-	-	-	217 562 658	217 562 658	206 024 649	11 538 009	-	-
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées.....	-	-	-	69 901 415	69 901 415	69 865 354	36 061	-	242 862 744
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	-	-	-	1 910 460	1 910 460	1 161 072	749 388	-	5 390 959
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	-	-	-	1 874 381	1 874 381	-	1 874 381	-	-
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk.....	-	-	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	-	5 000 000
Total – Contributions	-	4 338 537 607	1 044 041 153	217 562 658	5 600 141 418	4 114 434 930	1 485 706 488	-	3 109 865 507
Autres paiements de transfert									
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	-	2 268 966 610	2 221 115 887	-	4 490 082 497	4 490 082 497	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	2 190 582 746
Total – Autres paiements de transfert.....	-	2 268 966 610	2 221 115 887	-	4 490 082 497	4 490 082 497	-	-	2 190 582 746
Total du ministère.....	-	6 607 504 217	3 470 985 363	220 941 645	10 299 431 225	8 727 609 762	1 571 821 463	-	5 300 448 253
Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription.....	-	-	-	870 364	870 364	870 364	-	-	1 447 788
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs d'autres élections générales et élections partielles.....	-	-	-	21 475	21 475	21 475	-	-	(6 629)
(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant la 43 ^e élection générale, versé au bénéficiaire désigné.....	-	-	-	87 029	87 029	87 029	-	-	(4 317 108)
(S) Versement d'allocations aux vérificateurs des candidats concernant la 43 ^e élection générale.....	-	-	-	10 325	10 325	10 325	-	-	(264 259)
(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant la 44 ^e élection générale, versé au bénéficiaire désigné.....	-	-	-	25 605 015	25 605 015	25 605 015	-	-	-
(S) Paiement des subventions aux vérificateurs des candidats à l'investiture et à la direction pour la 44 ^e élection générale.....	-	-	-	1 285 506	1 285 506	1 285 506	-	-	-

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Remboursement des dépenses électorales aux parties politiques pour la 44 ^e élection générale.....	–	–	–	37 525 451	37 525 451	37 525 451	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	(8 959 330)
Total de l'organisme	–	–	–	65 405 165	65 405 165	65 405 165	–	–	(12 099 538)
Total du portefeuille ministériel.....	–	6 607 504 217	3 470 985 363	286 346 810	10 364 836 390	8 793 014 927	1 571 821 463	–	5 288 348 715¹

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré au portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 099 538 \$.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Autres revenus					
Revenus de placements ¹			Revenus divers		
Autres comptes			Autres recouvrements de tiers	33 286 063	5 524 050
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	1 390 000 000	–	Total de l'organisme	173 009 546	638 047 176
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 709	8 696	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	13 518	310
Trop-payés de salaire	538 647	153 575	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	11 968	14 961
Avances salariales aux employés	18 981	15 254		25 486	15 271
Recouvrements de traitements, biens et services			Revenus divers		
Traitements et salaires de base pour le personnel civil –			Contributions des gouvernements provinciaux	953 800	968 800
Temps régulier – Emploi continu	7 693	4 637	Total de l'organisme	979 286	984 071
Recouvrements de biens et services	2 788 899	2 832 454	Commission des débats des chefs		
Transferts à d'autres ordres de gouvernement			Autres revenus		
Autres paiements de transfert	2 391 741	22 929 334	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 280	539
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent			Total de l'organisme	19 280	539
Traitement et salaires	257 219	34 753	Bureau du directeur général des élections		
Dépenses de fonctionnement.....	148 567	28 290	Autres revenus		
Transferts à d'autres ordres de gouvernement			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres paiements de transfert	14 454 614	6 012	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	170 748	287 418
	20 621 070	26 013 005	Recouvrement de trop-payés	57 694	28 847
Ventes de biens et de services			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	8 935	7 301
Location et utilisation de biens publics				237 377	323 566
Location et utilisation de biens publics.....	2 419 146	2 293 570	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 095	–
Revenus reportés.....	52 866	1 805 154	Revenus divers		
	2 472 012	4 098 724	Excédent des dépenses électorales des candidats.....	96 804	10 636
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	12 160	Dons anonymes aux candidats / partis politiques.....	24 201	1 475
Total du ministère.....	1 413 093 082	30 123 889	Remboursement de contributions excédentaires	68 266	41 011
Société canadienne d'hypothèques et de logement			Revenus provenant d'amendes.....	135 352	102 014
Autres revenus			Intérêts et pénalités		
Revenus de placements ¹			Intérêts sur les débiteurs en souffrance	1 102	5 769
Prêts, placements et avances			Divers.....	206 816	113 403
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	128 793 779	143 752 123		532 541	274 308
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Total de l'organisme	771 013	597 874
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	10 929 704	488 771 003 ²			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	33 577	17 162
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	105	24 116
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	48 919	45 708
	82 601	86 986
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	10	–
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	165	41
Total de l'organisme	82 776	87 027
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 518 793 779	143 752 123
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	31 915 518	515 210 370 ²
Ventes de biens et de services	2 472 022	4 098 724
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 260	12 201
Revenus divers	34 772 404	6 767 158
Total du portefeuille ministériel	1 587 954 983	669 840 576³

^{1.} Intérêt sauf indication contraire.

^{2.} Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

^{3.} Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, la Commission des débats des chefs, le Bureau du directeur général des élections et le Commissariat aux langues officielles ont été transférés au portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 639 716 687 \$.

Section 3

Comptes publics du Canada 2021-2022

Affaires mondiales

**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du
Développement**

Corporation commerciale canadienne

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Centre de recherches pour le développement international

Commission mixte internationale (section canadienne)

Investir au Canada

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	150
Sommaire du portefeuille ministériel	153
Détail budgétaire par affectation	158
Responsabilités essentielles	160
Paiements de transfert	162
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	166
Revenus	166

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité**

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribuent à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Diplomatie et défense des intérêts internationales

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Commerce et investissements

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Aide aux Canadiens à l'étranger

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne

Aider à l'expansion du commerce extérieur du Canada et fournir une assistance aux personnes intéressées au Canada, soit à obtenir des marchandises et denrées de pays étrangers, soit à trouver des débouchés pour les marchandises et denrées qui peuvent être exportées du Canada.

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Toutes les opérations portées au Compte du Canada doivent respecter le mandat d'Exportation et développement Canada, qui consiste à soutenir et à développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. En recourant au Compte du Canada, le gouvernement du Canada peut appuyer des opérations qui dépassent la capacité financière ou la capacité de risque d'Exportation et développement Canada au titre du Compte de la Société, mais qui sont considérées comme servant l'intérêt national.

Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international aide les pays en développement à trouver des solutions à des problèmes qu'ils jugent cruciaux pour les habitants de leurs communautés. Pour remplir cette mission, le Centre de recherches pour le développement international investit dans le savoir, l'innovation et des solutions qui, ensemble, impulseront la recherche pour le développement et l'aideront à avoir un impact de taille. Il y parvient en aidant des chefs de file dans la sphère publique et dans le milieu de la recherche et des affaires des pays en développement, en renforçant les sociétés et en tissant des liens importants pour le Canada.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Gestion des ressources communes en eau

La Commission mixte internationale se fonde sur des recherches scientifiques pour aider les gouvernements du Canada et des États-Unis à éviter et à résoudre les conflits liés aux ressources communes en eau, en servant le bien commun à titre de conseiller indépendant et objectif en vertu du Traité des eaux limitrophes. La Commission se prononce aussi sur les demandes d'approbation et la gestion des projets qui peuvent avoir une incidence sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Elle peut également, sur demande, surveiller la qualité de l'eau et fournir des conseils à cet égard.

Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs

En vertu de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la Commission a la responsabilité clé d'évaluer les progrès réalisés par les gouvernements en vue de rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux du bassin des Grands Lacs que se partagent le Canada et les États-Unis. En vertu de cet Accord, la Commission a aussi le mandat de fournir à ces gouvernements des conseils et des recommandations sur les enjeux actuels et émergents liés à la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Investir au Canada

Attirer de l'investissement direct étranger

Diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Développement économique en Colombie-Britannique

Développement économique Canada pour le Pacifique encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 878 192 919	–	–	1 878 192 919				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	16 432 502	–	16 432 502				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 483 049	–	2 483 049				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	54 320 386	–	54 320 386				
	Virement du :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	–	–	–	242 393	242 393				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications).....	–	–	–	384 861	384 861				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	357 458	357 458				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	617 066	617 066				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	424 295	424 295				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	447 240	447 240				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	204 423	204 423				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 488 375	2 488 375				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 171 117	8 171 117				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	84 882 567	84 882 567				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	11 366 196	11 366 196				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(1 026 798)	(1 026 798)				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	(80 777)	(80 777)				
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire).....	–	–	–	(14 806)	(14 806)				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	(217 199)	(217 199)				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration).....	–	–	–	(797 895)	(797 895)				
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	(36 001)	(36 001)				
	crédit 1 (Commission mixte internationale (section canadienne)).....	–	–	–	(880 000)	(880 000)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(48 333)	(48 333)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(183 750)	(183 750)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 878 192 919	73 235 937	105 000 432	2 056 429 288	1 867 856 410	188 572 878	–	1 803 126 252
5	Dépenses en capital.....	–	106 409 752	–	–	106 409 752				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	4 000 000	–	4 000 000				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	6 072 466	–	6 072 466				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	225 000	225 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	33 141 375	33 141 375				
	Total – Crédit 5.....	–	106 409 752	10 072 466	33 366 375	149 848 593	113 303 487	36 545 106	–	105 479 609

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	4 275 879 707	–	–	4 275 879 707				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	75 000 000	–	75 000 000				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	681 000 000	–	681 000 000				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	767 788 860	–	767 788 860				
	Virement au:									
	crédit 10 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(3 373 759)	(3 373 759)				
	crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	4 275 879 707	1 523 788 860	(3 623 759)	5 796 044 808	5 590 387 304	205 657 504	–	6 760 167 451
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	–	85 473 000	–	–	85 473 000	80 197 216	5 275 784	–	70 997 725
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs.....	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530	–	–	–	22 187 530	–	–	22 187 530	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	118 749 437	4 801 575	2 088 697	125 639 709	125 639 709	–	–	128 074 453
(S)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	(1 263)	89 237	89 237	–	–	89 040
(S)	Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Ministre du Développement international et de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200

(S)	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	–	257 361 748	–	(344 005)	257 017 743	257 017 743	–	–	260 230 820
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2).....	–	900 000	–	(104 209)	795 791	795 791	–	–	772 101
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 386 762	–	–	1 621 845	3 008 607	1 300 869	85 893	1 621 845	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	14 062	14 062	14 062	–	–	562
(S)	Pertes sur opérations de change.....	–	–	–	37 427 533	37 427 533	37 427 533	–	–	157 727 666
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	54 862 817
	Total budgétaire.....	23 574 292	6 723 238 064	1 611 898 838	175 446 108	8 534 157 302	8 074 210 761	436 137 166	23 809 375	9 341 706 896
L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la <i>Loi n°1 de 1971 portant affectation de crédits</i> . Limite 38 200 000 \$ (Net)	20 722 820	–	–	–	20 722 820	4 457 891	–	16 264 929	(4 870 297)
L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n°2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n°3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net)	8 757 518	–	–	–	8 757 518	6 527 342	–	2 230 176	(7 043 786)
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	2	1	–	–	3	–	–	–	–
L25b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	–	–	1	–	1	–	–	–	–
	Total – Crédit L25.....	2	1	1	–	4	–	4	–	–
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	60 500 000	154 000 000	–	–	214 500 000	–	–	214 500 000	–
(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 3 000 000 000 \$ (Brut).....	1 666 800 000	–	–	–	1 666 800 000	–	–	1 666 800 000	–
(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	95 383 300 284	–	–	–	95 383 300 284	–	–	95 383 300 284	–
(S)	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	–	49 435 453	98 166 778	–	147 602 231	143 970 105	3 632 126	–	50 277 321
	Total non budgétaire	97 140 080 624	203 435 454	98 166 779	–	97 441 682 857	154 955 338	3 632 130	97 283 095 389	38 363 238
	Total du ministère – Budgétaire.....	23 574 292	6 723 238 064	1 611 898 838	175 446 108	8 534 157 302	8 074 210 761	436 137 166	23 809 375	9 341 706 896
	Total du ministère – Non budgétaire	97 140 080 624	203 435 454	98 166 779	–	97 441 682 857	154 955 338	3 632 130	97 283 095 389	38 363 238
Corporation commerciale canadienne										
(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)										
(S)	Frais administratifs	-	-	-	238 560 520	238 560 520	238 560 520	-	-	149 546 653
(S)	Pertes sur opérations de change	-	-	-	1 510 441	1 510 441	1 510 441	-	-	103 471 371
(S)	Renonciation de prêts non budgétaires en vertu de l'article 23(6) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	-	-	-	1 015 572 320	1 015 572 320	1 015 572 320	-	-	-
	Total budgétaire.....	-	-	-	1 255 643 281	1 255 643 281	1 255 643 281	-	-	253 018 024
(S)	(L) L'autorisation maximale de 115 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23.....	51 781 476 864	-	-	-	51 781 476 864	1 409 162 685	-	50 372 314 179	52 194 796 069
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	-	-	1 255 643 281	1 255 643 281	1 255 643 281	-	-	253 018 024
	Total de l'organisme – Non budgétaire	51 781 476 864	-	-	-	51 781 476 864	1 409 162 685	-	50 372 314 179	52 194 796 069
Centre de recherches pour le développement international										
1	Paiements au Centre	-	148 611 325	-	-	148 611 325				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	-	-	-	40 000	40 000				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	-	-	-	5 600 000	5 600 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	-	-	-	1 000 000	1 000 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	148 611 325	-	6 640 000	155 251 325	155 251 325	-	-	145 652 683
Commission mixte internationale (section canadienne)										
1	Dépenses du programme	-	9 354 218	-	-	9 354 218				
1c	Dépenses du programme.....	-	-	1 340 934	-	1 340 934				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	-	-	-	880 000	880 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	29 041	29 041				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	584 140	584 140				
	Total – Crédit 1	-	9 354 218	1 340 934	1 493 181	12 188 333	7 723 488	4 464 845	-	8 324 413
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	619 141	-	(24 031)	595 110	595 110	-	-	650 826
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	9 973 359	1 340 934	1 469 150	12 783 443	8 318 598	4 464 845	-	8 975 239
Investir au Canada										
1	Dépenses du programme	-	34 271 556	-	-	34 271 556				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 714 578	1 714 578				
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	34 271 556	-	1 714 578	35 986 134	34 487 041	1 499 093	-	29 622 107

Agence de développement économique du Pacifique Canada ²										
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	23 685 762	–	23 685 762				
	Virement au crédit 1 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	(4 114 346)	(4 114 346)				
	Affectations réputées du crédit 1 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	4 114 346	4 114 346				
	Total – Crédit 1	–	–	23 685 762	–	23 685 762	10 767 219	12 918 543	–	–
5b	Subventions et contributions	–	–	131 819 368	–	131 819 368				
	Affectations réputées du crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	113 537 255	113 537 255				
	Total – Crédit 5	–	–	131 819 368	113 537 255	245 356 623	156 737 177	88 619 446	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Restructuration	–	–	3 267 000	(2 065 610)	1 201 390	1 201 390	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	158 772 130	111 471 645	270 243 775	168 705 786	101 537 989	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	23 574 292	6 916 094 304	1 772 011 902	1 552 384 762	10 264 065 260	9 696 616 792	543 639 093	23 809 375	9 778 974 949
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	148 931 557 488	203 435 454	98 166 779	–	149 233 159 721	1 564 118 023	3 632 130	147 665 409 568	52 233 159 307

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

² Conformément aux décrets P.C. 2021–0827 et 2021–0828, ainsi qu'à l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, la responsabilité à l'égard de la section régionale de la Colombie-Britannique a été transférée du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien à l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, qui constitue un nouveau ministère et a été ajoutée à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* le 6 août 2021.

Le décret C.P. 2021–0930 a nommé le ministre du Développement international à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 20 955 930 \$ ont été approuvées par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 492 365 510	1 425 441 289	66 924 221	–
Participants au règlement des différends	620 000	146 669	473 331	–
Initiatives de publicité.....	1 000 000	1 000 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	333 011 370	333 011 370	–	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre-résineux.....	11 301 958	11 301 958	–	–
Bois d'œuvre résineux	3 535 372	3 535 372	–	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger.....	138 404 769	138 404 769	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	817 074	482 926	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	248 628	178 259	70 369	–
Affectations bloquées				
Report.....	27 979 685	–	27 979 685	–
Transfert/réaffectation	52 176 880	–	52 176 880	–
Réduction	22 912 157	–	22 912 157	–
Autre	20 782 959	–	20 782 959	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(49 210 000)	(45 980 350)	(3 229 650)	–
	2 056 429 288	1 867 856 410	188 572 878	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	100 836 989	71 590 168	29 246 821	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger.....	41 713 319	41 713 319	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	5 083 797	–	5 083 797	–
Transfert/réaffectation	2 214 488	–	2 214 488	–
	149 848 593	113 303 487	36 545 106	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	502 846 136	432 872 048	69 974 088	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises.....	191 837 701	191 837 701	–	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	5 041 890 698	4 965 677 555	76 213 143	–
Affectations bloquées				
Report.....	9 470 273	–	9 470 273	–
Transfert/réaffectation	50 000 000	–	50 000 000	–
	5 796 044 808	5 590 387 304	205 657 504	–
Crédit 15 – Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions				
Autre autorisation.....	80 340 868	80 197 216	143 652	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 132 132	–	5 132 132	–
	85 473 000	80 197 216	5 275 784	–
Crédit 20 – Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs				
Autre autorisation.....	1	–	1	–
Montants législatifs.....	446 361 612	422 466 344	85 893	23 809 375
	8 534 157 302	8 074 210 761	436 137 166	23 809 375

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
Montants législatifs.....	1 255 643 281	1 255 643 281	–	–
Centre de recherches pour le développement international				
Crédit 1 – Paiements au Centre				
Paiements à la Société d'État.....	155 251 325	155 251 325	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	9 193 365	7 723 488	1 469 877	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 994 968	–	2 994 968	–
	12 188 333	7 723 488	4 464 845	–
Montants législatifs.....	595 110	595 110	–	–
	12 783 443	8 318 598	4 464 845	–
Investir au Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Dépenses de fonctionnement.....	35 986 134	34 487 041	1 499 093	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	23 685 762	10 767 219	12 918 543	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	245 356 623	156 737 177	88 619 446	–
Montants législatifs.....	1 201 390	1 201 390	–	–
	270 243 775	168 705 786	101 537 989	–
Total du portefeuille ministériel.....	10 264 065 260	9 696 616 792	543 639 093	23 809 375

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement												
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité.....	229 145 243	174 160 903	–	–	5 370 341 897	5 257 901 246	–	–	5 599 487 140	5 432 062 149	362 072 235	143 973 974
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 098 443 656	1 032 821 705	97 664 939	74 169 888	–	–	43 425 000	43 873 768	1 152 683 595	1 063 117 825	29 480 338	–
Diplomatie et défense des intérêts internationales	357 266 712	330 419 837	3 905 333	2 292 534	627 998 555	536 872 122	–	–	989 170 600	869 584 493	–	–
Commerce et investissements	310 722 833	275 799 253	16 222 867	13 671 472	55 385 510	53 295 090	2 000 000	21 750	380 331 210	342 744 065	97 050 130 284	–
Aide aux Canadiens à l'étranger.....	62 591 199	53 929 646	2 961 399	2 227 857	–	–	2 400 000	1 259 372	63 152 598	54 898 131	–	–
Services internes.....	320 827 313	290 892 031	29 094 055	20 941 736	795 791	795 791	1 385 000	825 460	349 332 159	311 804 098	–	10 981 364
Total partiel	2 378 996 956	2 158 023 375	149 848 593	113 303 487	6 054 521 753	5 848 864 249	49 210 000	45 980 350	8 534 157 302	8 074 210 761	97 441 682 857	154 955 338
Revenus affectés aux dépenses	(49 210 000)	(45 980 350)	–	–	–	–	(49 210 000)	(45 980 350)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 329 786 956	2 112 043 025	149 848 593	113 303 487	6 054 521 753	5 848 864 249	–	–	8 534 157 302	8 074 210 761	97 441 682 857	154 955 338
Corporation commerciale canadienne.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10 000 000	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	1 255 643 281	1 255 643 281	–	–	–	–	–	–	1 255 643 281	1 255 643 281	51 781 476 864	1 409 162 685
Centre de recherches pour le développement international.....	155 251 325	155 251 325	–	–	–	–	–	–	155 251 325	155 251 325	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Gestion des ressources communes en eau	10 948 584	6 726 949	–	–	–	–	–	–	10 948 584	6 726 949	–	–
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 834 859	1 591 649	–	–	–	–	–	–	1 834 859	1 591 649	–	–
Total de l'organisme	12 783 443	8 318 598	–	–	–	–	–	–	12 783 443	8 318 598	–	–
Investir au Canada												
Attirer de l'investissement direct étranger	29 131 823	28 972 353	–	–	–	–	–	–	29 131 823	28 972 353	–	–
Services internes.....	6 854 311	5 514 688	–	–	–	–	–	–	6 854 311	5 514 688	–	–
Total de l'organisme	35 986 134	34 487 041	–	–	–	–	–	–	35 986 134	34 487 041	–	–

Agence de développement économique du Pacifique Canada												
Développement économique en												
Colombie-Britannique.....	18 167 621	8 247 992	-	-	245 356 623	156 737 177	-	-	263 524 244	164 985 169	-	-
Services internes.....	6 719 531	3 720 617	-	-	-	-	-	-	6 719 531	3 720 617	-	-
Total de l'organisme.....	24 887 152	11 968 609	-	-	245 356 623	156 737 177	-	-	270 243 775	168 705 786	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	3 814 338 291	3 577 711 879	149 848 593	113 303 487	6 299 878 376	6 005 601 426	-	-	10 264 065 260	9 696 616 792	149 233 159 721	1 564 118 023

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Subventions									
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale.....	–	2 305 409 084	963 288 860	(140 755 302)	3 127 942 642	3 069 395 614	58 547 028	–	3 774 914 547
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix.....	–	96 915 503	19 300 000	(33 879 337)	82 336 166	82 336 166	–	–	93 244 953
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens.....	–	38 900 001	–	24 252 957	63 152 958	63 152 958	–	–	46 909 571
Subventions à l'appui du Programme CanExport.....	–	28 880 181	–	(2 283 277)	26 596 904	26 235 654	361 250	–	6 997 114
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes.....	–	25 550 000	–	(3 496 979)	22 053 021	22 053 021	–	–	25 531 690
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	15 854 000	–	–	15 854 000	14 557 693	1 296 307	–	14 293 044
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	–	11 250 000	2 000 000	(6 003 214)	7 246 786	7 246 786	–	–	3 656 958
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.....	–	9 470 000	16 500 000	(5 719 066)	20 250 934	20 250 934	–	–	4 281 046
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	–	7 867 760	3 500 000	(6 867 760)	4 500 000	4 500 000	–	–	6 400 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités.....	–	4 550 000	–	(3 114 782)	1 435 218	1 435 218	–	–	1 419 051
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	–	1 554 270	–	–	1 554 270	1 554 270	–	–	1 539 659
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique.....	–	700 000	–	–	700 000	310 728	389 272	–	–
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	–	60 000	–	–	60 000	60 000	–	–	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones.....	–	30 000	–	–	30 000	30 000	–	–	30 000
(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2).....	–	900 000	–	(104 209)	795 791	795 791	–	–	772 101
Total – Subventions	–	2 547 890 799	1 004 588 860	(177 970 969)	3 374 508 690	3 313 914 833	60 593 857	–	3 980 049 734
Contributions									
Paiements de quote-parts aux organisations internationales									
Organisations :									
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (186 591 513 \$US)	–	250 743 541	–	–	250 743 541	204 037 933	46 705 608	–	235 550 461
Organisation des Nations Unies (84 754 000 \$US)	–	113 893 274	–	3 598 228	117 491 502	96 504 786	20 986 716	–	103 453 405

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (16 557 047 euros).....	–	26 162 618	–	–	26 162 618	25 003 801	1 158 817	–	25 129 128
Organisation mondiale de la santé (7 098 368 francs suisses) (7 083 828 \$US).....	–	19 928 651	–	–	19 928 651	16 370 326	3 558 325	–	18 093 968
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 600 000 \$US) (5 300 000 euros).....	–	18 587 751	–	–	18 587 751	16 972 554	1 615 197	–	17 489 469
Organisation internationale de la Francophonie (10 894 261 euros).....	–	17 214 568	–	(56 569)	17 157 999	17 157 999	–	–	15 651 770
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (10 818 496 euros).....	–	17 094 845	–	(444 373)	16 650 472	16 650 472	–	–	18 500 565
Organisation de coopération et de développement économiques (10 300 000 euros).....	–	16 275 546	–	–	16 275 546	13 452 051	2 823 495	–	13 416 337
Organisation internationale du travail (10 953 675 francs suisses).....	–	16 062 909	–	–	16 062 909	13 737 438	2 325 471	–	15 512 603
Organisation panaméricaine de la santé (11 895 741 \$US)...	–	15 985 617	–	–	15 985 617	13 853 165	2 132 452	–	13 466 227
Agence internationale de l'énergie atomique (8 783 871 euros) (1 444 656 \$US).....	–	15 821 176	–	–	15 821 176	14 814 105	1 007 071	–	15 650 010
Organisation des États américains (9 597 807 \$US).....	–	12 897 629	–	–	12 897 629	11 783 161	1 114 468	–	11 308 422
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 895 241 \$US) (3 902 616 euros).....	–	12 744 991	–	–	12 744 991	11 355 929	1 389 062	–	12 017 965
Cour pénale internationale (7 981 578 euros).....	–	12 612 089	–	–	12 612 089	10 971 864	1 640 225	–	11 279 407
Organisation mondiale du commerce (4 972 217 francs suisses).....	–	7 291 458	–	–	7 291 458	6 443 296	848 162	–	6 823 501
Secrétariat du Commonwealth (3 421 981 livres sterling)	–	6 013 482	–	(226 300)	5 787 182	5 787 182	–	–	5 817 616
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 897 559 \$US) (1 599 818 euros).....	–	5 077 909	–	–	5 077 909	4 469 709	608 200	–	4 860 263
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 313 229 \$US).....	–	4 452 351	–	(297 895)	4 154 456	4 154 456	–	–	3 963 128
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 958 463 euros).....	–	3 094 664	–	(389 412)	2 705 252	2 705 252	–	–	2 879 957
Organisation de l'aviation civile internationale.....	–	2 822 746	–	(42 742)	2 780 004	2 780 004	–	–	2 666 922
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 657 897 \$US).....	–	2 227 897	–	(103 352)	2 124 545	2 124 545	–	–	2 104 916
Centre international de recherche sur le cancer (903 841 euros).....	–	1 428 204	–	(171 897)	1 256 307	1 256 307	–	–	1 390 585
Agence internationale de l'énergie (877 588 euros).....	–	1 386 720	–	(136 930)	1 249 790	1 249 790	–	–	1 302 675
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (814 886 euros).....	–	1 287 644	–	(248 470)	1 039 174	1 039 174	–	–	1 085 838
Fondation du Commonwealth (702 210 livres sterling).....	–	1 234 000	–	(19 698)	1 214 302	1 214 302	–	–	1 223 850
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (643 563 livres sterling).....	–	1 130 940	–	(43 346)	1 087 594	1 087 594	–	–	1 091 002
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (569 245 euros).....	–	899 492	–	(112 475)	787 017	787 017	–	–	837 470
Agence internationale de l'énergie renouvelable (665 047 \$US).....	–	893 697	–	(105 091)	788 606	788 606	–	–	809 144
Tribunal international du droit de la mer (490 890 euros)	–	775 681	–	(115 973)	659 708	659 708	–	–	507 271
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie- Pacifique (72 781 \$US) (650 283 SGD).....	–	732 988	–	(27 433)	705 555	705 555	–	–	693 484
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 790 francs suisses).....	–	668 389	–	(36 176)	632 213	632 213	–	–	657 244
Convention sur la diversité biologique (496 203 \$US).....	–	666 803	–	(184 042)	482 761	482 761	–	–	479 008

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Organisation mondiale des douanes (362 880 euros).....	–	573 405	–	(90 828)	482 577	482 577	–	–	491 879
Autorité internationale des fonds marins (316 383 \$US).....	–	425 160	–	(86 023)	339 137	339 137	–	–	347 057
Organisation maritime internationale (234 949 livres sterling).....	–	412 879	–	(70 745)	342 134	342 134	–	–	348 676
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (280 302 \$US)	–	376 674	–	(302 022)	74 652	74 652	–	–	274 886
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 427 euros).....	–	255 078	–	(5 078)	250 000	250 000	–	–	247 000
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (186 229 \$US).....	–	250 256	–	(20 215)	230 041	230 041	–	–	232 797
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (182 452 \$US).....	–	245 180	–	(128 192)	116 988	116 988	–	–	163 242
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (177 147 \$US)	–	238 054	–	(25 755)	212 299	212 299	–	–	216 086
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (137 535 euros)	–	217 325	–	(31 350)	185 975	185 975	–	–	191 779
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (113 484 \$US)	–	152 502	–	(16 158)	136 344	136 344	–	–	142 668
Entente de Wassenaar (74 862 euros).....	–	118 293	–	(25 478)	92 815	92 815	–	–	97 836
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 075 CFA) (25 773 euros)	–	92 871	–	(7 981)	84 890	84 890	–	–	91 161
Cour permanente d'arbitrage (53 981 euros).....	–	85 299	–	(7 787)	77 512	77 512	–	–	78 519
Organisations internationales de produits de base (27 315 euros)	–	43 163	–	(3 801)	39 362	39 362	–	–	41 273
Commission internationale d'établissement des faits (11 581 francs suisses).....	–	16 982	–	(14 641)	2 341	2 341	–	–	12 007
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés.....	–	486 189 887	5 600 000	159 481 187	651 271 074	649 133 696	2 137 378	–	619 660 044
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens.....	–	281 268 760	–	(65 438 265)	215 830 495	215 453 513	376 982	–	460 158 753
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	184 150 000	510 000 000	24 607 232	718 757 232	675 882 545	42 874 687	–	922 352 125

Fonds canadien d'initiatives locales.....	-	43 902 575	-	(11 289 310)	32 613 265	24 622 342	7 990 923	-	37 911 472
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes.....	-	37 940 000	-	22 568 447	60 508 447	60 272 434	236 013	-	37 872 458
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix.....	-	36 950 000	3 000 000	25 357 868	65 307 868	65 306 988	880	-	54 825 018
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.....	-	8 996 800	-	7 919 066	16 915 866	16 639 627	276 239	-	16 498 418
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie.....	-	8 000 000	600 000	299 867	8 899 867	8 899 867	-	-	7 700 000
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	-	7 601 782	-	6 003 213	13 604 995	13 604 975	20	-	14 004 729
Contributions dans le domaine des relations avec les universités.....	-	5 780 713	-	626 527	6 407 240	6 407 240	-	-	2 859 805
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique.....	-	5 450 000	-	-	5 450 000	3 074 256	2 375 744	-	-
Programme canadien à l'innovation internationale.....	-	4 620 000	-	(250 000)	4 370 000	3 488 990	881 010	-	4 594 202
Contributions volontaires annuelles.....	-	3 450 000	-	-	3 450 000	3 449 498	502	-	3 450 000
Contributions à l'appui du Programme CanExport.....	-	2 975 000	-	4 357 169	7 332 169	7 332 169	-	-	28 420 581
(S) Pertes sur opérations de change sur les paiements de transfert.....	-	-	-	663 411	663 411	663 411	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 891 736
Total – Contributions.....	-	1 728 888 908	519 200 000	174 906 412	2 422 995 320	2 277 931 673	145 063 647	-	2 780 889 818
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements aux institutions financières internationales – Paiement directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	-	257 361 748	-	(344 005)	257 017 743	257 017 743	-	-	260 230 820
Total – Autres paiements de transfert.....	-	257 361 748	-	(344 005)	257 017 743	257 017 743	-	-	260 230 820
Total du ministère.....	-	4 534 141 455	1 523 788 860	(3 408 562)	6 054 521 753	5 848 864 249	205 657 504	-	7 021 170 372
Agence de développement économique du Pacifique Canada									
Subventions									
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation.....	-	-	3 206 984	(3 206 984)	-	-	-	-	-
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation.....	-	-	95 867 993	33 552 201	129 420 194	83 726 319	45 693 875	-	-
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.....	-	-	25 580 530	83 192 038	108 772 568	66 308 834	42 463 734	-	-
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités.....	-	-	6 188 861	-	6 188 861	6 133 274	55 587	-	-
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs.....	-	-	975 000	-	975 000	568 750	406 250	-	-
Total—Contributions.....	-	-	128 612 384	116 744 239	245 356 623	156 737 177	88 619 446	-	-
Total de l'organisme.....	-	-	131 819 368	113 537 255	245 356 623	156 737 177	88 619 446	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	-	4 534 141 455	1 655 608 228	110 128 693	6 299 878 376	6 005 601 426	294 276 950	-	7 021 170 372

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien à la présence du Canada à l'étranger			
Services immobiliers à l'étranger.....	4 300 000	2 971 468	4 160 147
Services internationaux de télécommunication.....	1 125 000	177 550	265 320
Services immobiliers à l'étranger (co-location).....	38 000 000	40 724 750	37 594 526
	43 425 000	43 873 768	42 019 993
Commerce et investissements			
Edu-Canada.....	1 000 000	21 750	–
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement.....	1 000 000	–	41 660
	2 000 000	21 750	41 660
Aide aux Canadiens à l'étranger			
Services consulaires spécialisés.....	2 400 000	1 257 548	1 097 598
Services immobiliers à l'étranger (co-location).....	–	1 824	8 417
	2 400 000	1 259 372	1 106 015
Services internes			
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur.....	1 385 000	825 460	916 249
Total budgétaire.....	49 210 000	45 980 350	44 083 917
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Services internes			
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger.....	7 070 585	7 070 585	8 117 803
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	49 210 000	45 980 350	44 083 917
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	7 070 585	7 070 585	8 117 803

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Exportation et développement Canada – Dividendes.....	–	7 280 000 000
Employés affectés à l'étranger.....	93 087	167 263
Aide au développement international – Prêts aux pays en développement.....	(16 295 758)	37 979 769
Autres comptes		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations.....	16 557	290 633
	(16 186 114)	7 318 437 665
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres subventions et contributions.....	1 519 302	892 166
Fonctionnement.....	7 375 435	7 563 031
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	1 590 578	3 394 975
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.....	3 225 249	25 676 059
	13 710 564	37 526 231 ²
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Co-location.....	43 698 042	41 763 090
Services de nature réglementaire		
Droits consulaires spécialisés.....	1 261 108	1 099 035
Droits consulaires – Achat de passeports.....	18 492 907	5 726 309
	19 754 015	6 825 344
Services de nature non réglementaire		
Revenus tirés d'une activité de crédit net – Services divers.....	849 351	957 909
Revenus tirés d'une activité de crédit net – Services de télécommunications.....	177 550	265 320
	1 026 901	1 223 229
	64 478 958	49 811 663
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 621 845	1 386 762
Revenus divers		
Gain net de change.....	30 427 226	152 087 806
Ventes de biens immobiliers.....	2 484 955	5 079 212
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance.....	176 732	204 728
Autres frais et droits.....	50	125

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres permis d'importation/exportation.....	3 059 613	3 030 073	Investir au Canada		
Revenus de location.....	23 162 774	21 767 703	Autres revenus		
Vente de publications	7 474	7 150	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 411 139	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 447	27 137
Prêts et avances sur transferts	61 231 850	19 810 199	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	138 720
Dons à l'État	–	19 613 700		25 447	165 857
Divers.....	218 438	886 835		–	14 558
	125 216 576	226 898 670	Total de l'organisme	25 447	180 415
Total du ministère.....	188 841 829	7 634 060 991			
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)			Agence de développement économique du Pacifique		
Autres revenus			Canada		
Revenus de placements			Autres revenus		
Prêts, placements et avances			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	52 890	–
Expansion du commerce d'exportation – Intérêt.....	613 669 061	404 324 399	Revenus divers		
			Intérêt sur contributions remboursables	1 481	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	–	1 623 241	Contributions remboursables	9 212 144	–
Revenus divers				9 213 625	–
Gain net de change	3 650 065	27 556 419	Total de l'organisme	9 266 515	–
Total de l'organisme	617 319 126	433 504 059			
Commission mixte internationale (section canadienne)			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus de placements.....	597 482 947	7 722 762 064
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 412	2 777	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 845 117	39 322 534 ²
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	38 804	4 428	Ventes de biens et de services.....	64 478 958	49 811 663
	56 216	7 205	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 621 845	1 386 762
Revenus divers.....	–	1 126	Revenus divers.....	138 080 266	254 470 773
Total de l'organisme	56 216	8 331	Total du portefeuille ministériel.....	815 509 133	8 067 753 796

¹ Intérêt sauf indication contraire.

² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	170
Sommaire du portefeuille ministériel	171
Détail budgétaire par affectation	172
Responsabilités essentielles	173
Paiements de transfert	174
Revenus	175

Description des responsabilités essentielles

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Développer l'économie du Québec

Soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive; aider les petites et moyennes entreprises à croître par le commerce et l'innovation; bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec²										
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 943 549	–	1 943 549				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 904 403	–	2 904 403				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	32 895	32 895				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	394 417	394 417				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 444 292	1 444 292				
	Reclassé de Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	41 926 212	41 926 212				
	Total – Crédit 1.....	–	–	4 847 952	43 797 816	48 645 768	47 490 086	1 155 682	–	43 583 309
5b	Subventions et contributions.....	–	–	50 934 394	–	50 934 394				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	53 442 535	–	53 442 535				
	Reclassé de Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation.....	–	–	–	391 101 782	391 101 782				
	Total – Crédit 5.....	–	–	104 376 929	391 101 782	495 478 711	391 136 515	104 342 196	–	411 427 225
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	–	1 128 402	4 082 727	5 211 129	5 211 129	–	–	4 979 954
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	–	–	–	5 013	5 013	–	259	4 754	5 115
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	90 380 296
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	–	110 353 283	438 987 338	549 340 621	443 837 730	105 498 137	4 754	550 375 899

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

² Conformément à l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, la ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 151 298 008 \$ ont été approuvées par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	48 645 768	47 490 086	1 155 682	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	495 478 711	391 136 515	104 342 196	–
Montants législatifs.....	5 216 142	5 211 129	259	4 754
Total du portefeuille ministériel.....	549 340 621	443 837 730	105 498 137	4 754

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec												
Développer l'économie du Québec.....	30 245 684	27 906 239	–	–	495 478 711	391 136 515	–	–	525 724 395	419 042 754	–	–
Services internes.....	23 616 226	24 794 976	–	–	–	–	–	–	23 616 226	24 794 976	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	53 861 910	52 701 215	–	–	495 478 711	391 136 515	–	–	549 340 621	443 837 730	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	–	2 734 220	(2 660 731)	73 489	73 489	–	–	25 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	3 243 000	(3 243 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	–	5 977 220	(5 903 731)	73 489	73 489	–	–	25 000
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	31 974 738	233 814 647	265 789 385	250 967 431	14 821 954	–	274 960 115
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	–	66 424 971	121 094 345	187 519 316	100 625 256	86 894 060	–	57 269 017
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	–	–	42 096 521	42 096 521	39 470 339	2 626 182	–	79 173 093
Total – Contributions	–	–	98 399 709	397 005 513	495 405 222	391 063 026	104 342 196	–	411 402 225
Autres paiements de transfert									
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	90 380 296
Total du portefeuille ministériel.....	–	–	104 376 929	391 101 782	495 478 711	391 136 515	104 342 196	–	501 807 521

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Dépenses de fonctionnement	182 241	134 990
Subventions et contributions.....	1 429 830	6 502 721
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	1 262 588	598 888
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	331	7 534
	<u>2 874 990</u>	<u>7 244 133</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 754	259
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur contributions remboursables	4 855 034	117 356
Contributions remboursables	102 020 507	31 027 367
Divers.....	–	15
	<u>106 875 541</u>	<u>31 144 738</u>
Total du portefeuille ministériel.....	109 755 285	38 389 130

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	178
Sommaire du portefeuille ministériel	180
Détail budgétaire par affectation	183
Responsabilités essentielles	184
Paievements de transfert	185
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	188
Revenus	188

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**Risques du secteur**

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des outils pour atténuer les répercussions financières des risques indépendants de la volonté des producteurs qui menacent la viabilité de leur exploitation. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec le secteur pour s'assurer que des systèmes, des normes et des outils sont élaborés pour soutenir sa capacité à prévenir et à maîtriser les risques et à répondre aux demandes du marché.

Science et innovation

Agriculture et Agroalimentaire Canada mène des recherches scientifiques, développe de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies et transfère les résultats au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec l'industrie et d'autres partenaires pour renforcer la capacité du secteur à développer et à adopter des pratiques, des produits et des procédés novateurs.

Marchés nationaux et internationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des programmes et des services et travaille en collaboration avec le secteur pour soutenir sa compétitivité au pays et à l'étranger. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également à accroître les possibilités pour le secteur d'exporter ses produits en maintenant et en élargissant l'accès aux marchés et en faisant avancer les intérêts agricoles à l'échelle internationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du lait

De permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

Commission canadienne des grains

Réglementation des grains

La Commission canadienne des grains régleme la manutention du grain au Canada, et elle établit et maintien des normes de qualité du grain canadien fondées sur la science.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada appuie la vision du gouvernement fédéral pour la croissance et la prospérité soutenues dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	605 035 536	–	–	605 035 536				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	15 716 473	–	15 716 473				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 158 276	–	2 158 276				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	5 669 154	–	5 669 154				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	217 199	217 199				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	40 000	40 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	978 599	978 599				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	5 470 844	5 470 844				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	20 498 818	20 498 818				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	(350 000)	(350 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	605 035 536	23 543 903	26 847 127	655 426 566	629 882 264	25 544 302	–	614 071 679
5	Dépenses en capital.....	–	49 005 131	–	–	49 005 131				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	1 073 742	–	1 073 742				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	26 000	–	26 000				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	1 042 945	–	1 042 945				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	5 442 403	5 442 403				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(300 000)	(300 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	49 005 131	2 142 687	5 142 403	56 290 221	49 361 746	6 928 475	–	47 432 694
10	Subventions et contributions.....	–	407 506 869	–	–	407 506 869				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	259 225 544	–	259 225 544				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	68 419 325	–	68 419 325				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	12 000 000	–	12 000 000				
	Virement du crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	4 000 000	4 000 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	407 506 869	339 644 869	3 970 000	751 121 738	681 734 044	69 387 694	–	512 343 128
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	66 642 453	2 448 418	(3 087 486)	66 003 385	66 003 385	–	–	67 789 855
(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection.....	–	623 000 000	–	96 839 291	719 839 291	719 839 291	–	–	645 912 746
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité.....	–	387 230 000	95 417 922	(280 968 444)	201 679 478	201 679 478	–	–	189 939 788

(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité	–	39 320 000	17 802 838	(27 050 726)	30 072 112	30 072 112	–	–	25 870 749
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement.....	–	122 910 000	–	12 293 070	135 203 070	135 203 070	–	–	129 092 905
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement...	–	16 550 000	–	4 673 376	21 223 376	21 223 376	–	–	26 338 404
(S)	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance	–	118 513 335	400 000 000	(74 786 593)	443 726 742	443 726 742	–	–	21 267 302
(S)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34).....	–	104 800 000	–	(74 073 054)	30 726 946	30 726 946	–	–	24 226 244
(S)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	–	13 111 013	–	(12 997 856)	113 157	113 157	–	–	1 153 635
(S)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine.....	–	–	–	(13 040 554)	(13 040 554)	(13 040 554)	–	–	(11 891 141)
(S)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	10 358 257	–	–	–	10 358 257	–	–	–	–
	Pour rembourser le CT, crédit 30 ¹	–	–	–	(50 260)	(50 260)	–	–	–	–
	Total – Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel...	10 358 257	–	–	(50 260)	10 307 997	423 721	–	9 884 276	1 368 493
(S)	Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(9 050)	(9 050)	(9 050)	–	–	(10 624)
(S)	Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux.....	–	–	–	(8 720)	(8 720)	(8 720)	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 596 791	–	–	5 365 061	9 961 852	4 615 444	–	5 346 408	3 528 625
(S)	Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(5 883)	(5 883)	(5 883)	–	–	(14 167)
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	27 312	27 312	27 312	–	–	69 465
(S)	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	469 000 000	–	(8 734 096)	460 265 904	460 265 904	–	–	459 400 130
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	279 636 285
	Total budgétaire	15 555 048	3 022 814 837	881 000 637	(339 754 882)	3 579 615 640	3 461 924 485	101 860 471	15 830 684	3 037 615 395
(S)	(L) Prêts aux termes de l'article 17 (1) de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	–	–	–	(2 336 283)	(2 336 283)	(2 336 283)	–	–	25 288 431
	Total du ministère – Budgétaire.....	15 555 048	3 022 814 837	881 000 637	(339 754 882)	3 579 615 640	3 461 924 485	101 860 471	15 830 684	3 037 615 395
	Total du ministère – Non budgétaire	–	–	–	(2 336 283)	(2 336 283)	(2 336 283)	–	–	25 288 431
Commission canadienne du lait										
1	Dépenses du programme	–	4 094 435	–	–	4 094 435	–	–	–	–
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	96 424	96 424	–	–	–	–
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	100 548	100 548	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	4 094 435	–	196 972	4 291 407	4 291 407	–	–	4 576 877
(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le projet de loi C-16 qui a reçu la sanction royale le 15 mai 2020. Limite 500 000 000 \$ (Net)	449 820 459	–	–	–	449 820 459	(48 153 504)	–	497 973 963	(21 366 517)
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	4 094 435	–	196 972	4 291 407	4 291 407	–	–	4 576 877
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	449 820 459	–	–	–	449 820 459	(48 153 504)	–	497 973 963	(21 366 517)

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission canadienne des grains									
1	Dépenses du programme	–	5 237 236	–	–	5 237 236				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	45 738	45 738				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	337 586	337 586				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	200 643	200 643				
	Total – Crédit 1	–	5 237 236	–	583 967	5 821 203	5 775 465	45 738	–	6 136 350
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	684 389	–	(19 619)	664 770	664 770	–	–	665 500
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	155 984 204	847 955	–	(847 955)	155 984 204	9 554 400	–	146 429 804	(18 686 462)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	51 479	51 479	51 479	–	–	38 705
	Total de l'organisme – Budgétaire	155 984 204	6 769 580	–	(232 128)	162 521 656	16 046 114	45 738	146 429 804	(11 845 907)
	Financement agricole Canada									
(S)	<i>Loi sur Financement agricole Canada</i>									
	(L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 2 500 000 000 \$ (Net)	791 667 000	–	–	–	791 667 000	–	–	791 667 000	–
	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	60 279 895 000	–	–	3 922 528 000	64 202 423 000	–	–	64 202 423 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	61 071 562 000	–	–	3 922 528 000	64 994 090 000	–	–	64 994 090 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	171 539 252	3 033 678 852	881 000 637	(339 790 038)	3 746 428 703	3 482 262 006	101 906 209	162 260 488	3 030 346 365
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	61 521 382 459	–	–	3 920 191 717	65 441 574 176	(50 489 787)	–	65 492 063 963	3 921 914

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	699 558 478	669 727 258	29 831 220	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 170 000	787 108	382 892	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 468 088	–	3 468 088	–
Réduction.....	2 730 000	–	2 730 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(51 500 000)	(40 632 102)	(10 867 898)	–
	<i>655 426 566</i>	<i>629 882 264</i>	<i>25 544 302</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	56 290 221	49 361 746	6 928 475	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	683 551 288	626 123 211	57 428 077	–
Solutions innovatrices Canada.....	3 485 000	3 484 640	360	–
Programme d'aide pour l'isolement obligatoire des travailleurs étrangers temporaires.....	64 085 450	52 126 193	11 959 257	–
	<i>751 121 738</i>	<i>681 734 044</i>	<i>69 387 694</i>	–
Montants législatifs.....	2 116 777 115	2 100 946 431	–	15 830 684
	3 579 615 640	3 461 924 485	101 860 471	15 830 684
Commission canadienne du lait				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	4 291 407	4 291 407	–	–
Commission canadienne des grains				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 821 203	5 775 465	45 738	–
Montants législatifs.....	156 700 453	10 270 649	–	146 429 804
	162 521 656	16 046 114	45 738	146 429 804
Total du portefeuille ministériel.....	3 746 428 703	3 482 262 006	101 906 209	162 260 488

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire												
Risques du secteur	63 455 571	49 853 367	5 031 675	4 256 631	1 685 870 080	1 665 707 240	1 000 000	276 874	1 753 357 326	1 719 540 364	(2 336 283)	(2 336 283)
Science et innovation	417 257 162	400 809 783	42 078 381	37 366 187	260 976 662	235 964 681	25 000 000	16 620 990	695 312 205	657 519 661	–	–
Marchés nationaux et internationaux	100 733 269	80 457 364	3 802 165	2 362 815	834 660 865	809 847 992	8 765 670	8 312 190	930 430 629	884 355 981	–	–
Services internes	220 637 480	218 866 604	5 378 000	5 376 113	–	–	25 500 000	23 734 238	200 515 480	200 508 479	–	–
Total partiel	802 083 482	749 987 118	56 290 221	49 361 746	2 781 507 607	2 711 519 913	60 265 670	48 944 292	3 579 615 640	3 461 924 485	(2 336 283)	(2 336 283)
Revenus affectés aux dépenses	(60 265 670)	(48 944 292)	–	–	–	–	(60 265 670)	(48 944 292)	–	–	–	–
Total du ministère.....	741 817 812	701 042 826	56 290 221	49 361 746	2 781 507 607	2 711 519 913	–	–	3 579 615 640	3 461 924 485	(2 336 283)	(2 336 283)
Commission canadienne du lait	4 291 407	4 291 407	–	–	–	–	–	–	4 291 407	4 291 407	449 820 459	(48 153 504)
Commission canadienne des grains												
Réglementation des grains	148 639 200	44 202 149	–	–	–	–	38 044 794	50 339 037	110 594 406	(6 136 888)	–	–
Services internes	73 314 223	22 201 688	–	–	–	–	21 386 973	18 686	51 927 250	22 183 002	–	–
Total partiel	221 953 423	66 403 837	–	–	–	–	59 431 767	50 357 723	162 521 656	16 046 114	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(59 431 767)	(50 357 723)	–	–	–	–	(59 431 767)	(50 357 723)	–	–	–	–
Total de l'organisme	162 521 656	16 046 114	–	–	–	–	–	–	162 521 656	16 046 114	–	–
Financement agricole Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	64 994 090 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	908 630 875	721 380 347	56 290 221	49 361 746	2 781 507 607	2 711 519 913	–	–	3 746 428 703	3 482 262 006	65 441 574 176	(50 489 787)

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Subventions									
Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	8 785 440	–	1 650 000	10 435 440	10 379 468	55 972	–	1 970 243
Défi de réduction du gaspillage alimentaire.....	–	3 500 000	–	(1 300 000)	2 200 000	2 200 000	–	–	1 996 300
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	2 730 000	730 000	25 000	3 485 000	3 484 640	360	–	2 000 000
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale.....	–	2 643 000	–	2 000 000	4 643 000	4 549 605	93 395	–	2 564 404
Paielements de subvention pour le programme des initiatives Agri-risques.....	–	600 000	–	–	600 000	505 853	94 147	–	195 000
Subventions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	–
Subventions pour le renforcement des capacités pour les Solutions agricoles pour le climat.....	–	–	–	1 000 000	1 000 000	984 349	15 651	–	–
(S) Paielements de subventions pour le Programme de paielements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	469 000 000	–	(8 734 096)	460 265 904	460 265 904	–	–	459 400 130
(S) Paielements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	122 910 000	–	12 293 070	135 203 070	135 203 070	–	–	129 092 905
(S) Paielements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	39 320 000	17 802 838	(27 050 726)	30 072 112	30 072 112	–	–	25 870 749
(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S) Paielements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(9 050)	(9 050)	(9 050)	–	–	(10 624)
(S) Subventions à l'appui du programme de paielements relatifs aux céréales et oléagineux	–	–	–	(8 720)	(8 720)	(8 720)	–	–	–
Total – Subventions	600 000	649 593 440	18 532 838	(20 239 522)	648 486 756	647 627 231	259 525	600 000	623 079 107
Contributions									
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	206 480 000	34 038 534	(872 000)	239 646 534	217 052 541	22 593 993	–	210 030 334
Contributions à l'appui des investissements dans le secteur laitier.....	–	54 000 000	–	(20 809 573)	33 190 427	33 089 852	100 575	–	57 713 268
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	44 045 069	1 791 451	–	45 836 520	44 344 588	1 491 932	–	36 382 024
Contributions à l'appui du programme Agri-innovater dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	21 700 000	–	2 065 735	23 765 735	23 765 735	–	–	32 200 000

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	20 340 000	4 310 487	–	24 650 487	16 418 848	8 231 639	–	16 029 513
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	12 280 000	2 517 441	–	14 797 441	10 082 302	4 715 139	–	10 461 921
Contributions pour le programme des initiatives Agri-risques.....	–	8 000 000	–	(1 763 227)	6 236 773	5 670 725	566 048	–	4 723 666
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	–	7 331 000	12 000 000	10 952 775	30 283 775	30 283 775	–	–	49 857 714
Contributions à l'appui du programme de lutte contre les gaz à effet de serre en agriculture	–	5 382 000	–	(5 381 706)	294	–	294	–	4 569 831
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	3 130 000	–	963 363	4 093 363	3 875 046	218 317	–	2 624 269
Contributions à l'appui de l'Initiative des laboratoires vivants	–	2 500 000	–	(100 000)	2 400 000	2 399 999	1	–	2 211 042
Contributions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	2 196 360	142 500 000	(3 745 735)	140 950 625	140 331 883	618 742	–	25 543 630
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	995 000	–	5 000	1 000 000	999 888	112	–	661 841
Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	864 000	19 742 934	4 000 000	24 606 934	21 288 911	3 318 023	–	7 719 076
Contributions à l'appui de l'Initiative sur les systèmes agricoles et alimentaires autochtones.....	–	–	–	1 066 795	1 066 795	1 055 724	11 071	–	780 751
Contributions pour aider les employeurs des industries de l'agriculture primaire, de la pêche et de la production et de la transformation des aliments, qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires, à faire face aux mesures d'isolement obligatoire en raison de la COVID-19	–	–	64 085 450	–	64 085 450	52 925 998	11 159 452	–	34 793 144
Paiements de contribution à l'appui du Programme à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	–	25 000 000	13 418 573	38 418 573	38 418 573	–	–	–
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	–	–	15 000 000	–	15 000 000	69 550	14 930 450	–	–
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	–	–	13 928 572	1 300 000	15 228 572	14 056 191	1 172 381	–	7 315 157
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre.....	–	–	4 000 000	(500 000)	3 500 000	3 500 000	–	–	–
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	623 000 000	–	96 839 291	719 839 291	719 839 291	–	–	645 912 746
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	387 230 000	95 417 922	(280 968 444)	201 679 478	201 679 478	–	–	189 939 788
(S) Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	118 513 335	400 000 000	(74 786 593)	443 726 742	443 726 742	–	–	21 267 302

(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	–	104 800 000	–	(74 073 054)	30 726 946	30 726 946	–	–	24 226 244
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	16 550 000	–	4 673 376	21 223 376	21 223 376	–	–	26 338 404
(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	–	13 111 013	–	(12 997 856)	113 157	113 157	–	–	1 153 635
(S) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(5 883)	(5 883)	(5 883)	–	–	(14 167)
(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(13 040 554)	(13 040 554)	(13 040 554)	–	–	(11 891 141)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	279 636 285
Total – Contributions	–	1 652 447 777	834 332 791	(353 759 717)	2 133 020 851	2 063 892 682	69 128 169	–	1 680 186 277
Total du portefeuille ministériel	600 000	2 302 041 217	852 865 629	(373 999 239)	2 781 507 607	2 711 519 913	69 387 694	600 000	2 303 265 384

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	1 000 000	276 874	337 001
Science et innovation	25 000 000	16 620 990	13 648 801
Marchés nationaux et internationaux	8 765 670	8 312 190	7 045 671
Services internes	25 500 000	23 734 238	27 698 339
Total budgétaire.....	60 265 670	48 944 292	48 729 812
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	–	2 336 283	26 357 470
Total du ministère – Budgétaire	60 265 670	48 944 292	48 729 812
Total du ministère – Non budgétaire.....	–	2 336 283	26 357 470
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation des grains	38 044 794	50 339 037	78 989 198
Services internes	21 386 973	18 686	25 814
Total de l'organisme – Budgétaire.....	59 431 767	50 357 723	79 015 012
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	119 697 437	99 302 015	127 744 824
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	2 336 283	26 357 470

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Financement agricole Canada – Dividendes	560 100 000	–
Commission canadienne du lait	111 539	401 750
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc.....	576 930	629 536
	560 788 469	1 031 286
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 038 552	9 342 571
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	10 433 552	10 024 338
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	15 101	7 491
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	382 157	1 006 672
	20 869 362	20 381 072²
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges.....	6 232 488	6 498 351
Location et utilisation de biens publics	1 692 103	2 006 109
Services de nature réglementaire.....	8 131 636	7 365 727
Services de nature non réglementaire.....	16 886 917	13 658 083
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères		
Services de gestion des ressources humaines	5 254 880	4 958 142
Services de gestion financière	13 659 383	17 577 716
Services de gestion de l'information.....	1 492 493	1 593 869
Services de technologie de l'information.....	1 027 712	681 362
Services en matière de communications.....	–	197 606
Services des biens immobiliers	2 274 083	2 238 468
Divers	732 572	935 467
	24 441 123	28 182 630
	57 384 267	57 710 900
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	5 365 061	4 596 791

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Sommaire du portefeuille ministériel		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers.....	1 073 945	170 012	Autres revenus		
Intérêts et pénalités			Revenus de placements.....	560 788 469	1 031 286
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	13 599 451	12 856 633	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	20 910 698	20 396 915 ²
Divers.....	19 246 106	13 281 972	Ventes de biens et de services.....	102 806 390	138 757 318
	33 919 502	26 308 617	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	5 416 540	4 635 496
Total du ministère.....	678 326 661	110 028 666	Revenus divers.....	33 938 987	26 350 516
Commission canadienne du lait			Total du portefeuille ministériel.....	723 861 084	191 171 531
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	24 860	2 515			
Total de l'organisme.....	24 860	2 515			
Commission canadienne des grains					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	16 476	13 328			
Ventes de biens et de services					
Services de nature réglementaire					
Services de nature réglementaire.....	43 787 065	79 060 592			
Revenus reportés.....	1 873 606	1 893 532			
	45 660 671	80 954 124			
Services de nature non réglementaire.....	1 621 579	2 116 944			
Autres frais et droits					
Revenus reportés.....	(1 860 127)	(2 024 650)			
	45 422 123	81 046 418			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	51 479	38 705			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités					
Intérêt sur débiteurs en souffrance.....	7 549	39 088			
Gain net de change					
Gain sur réévaluation de change.....	11 936	2 811			
	19 485	41 899			
Total de l'organisme.....	45 509 563	81 140 350			

¹ Intérêt sauf indication contraire.

² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Anciens Combattants

Ministère des Anciens Combattants

**Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	192
Sommaire du portefeuille ministériel	193
Détail budgétaire par affectation	195
Responsabilités essentielles	196
Paievements de transfert	197
Revenus	199

Description des responsabilités essentielles**Ministère des Anciens Combattants****Avantages, services et soutien**

Assurer les soins de santé et le bien-être des vétérans, des personnes à charge ou des conjoints survivants par un éventail de services et d'avantages sociaux, la recherche, les partenariats et la défense de leurs intérêts.

Commémoration

Rendre hommage aux sacrifices et aux réalisations de ceux et celles qui ont participé aux efforts militaires du Canada.

Ombudsman des vétérans

Examiner de façon indépendante et impartiale les plaintes et les problèmes liés aux programmes et aux services offerts par le portefeuille d'Anciens Combattants et respecter la Déclaration des droits des anciens combattants.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)**Appels**

Fournir un programme de révision et d'appel indépendant pour les décisions rendues par Anciens Combattants Canada à l'égard des prestations d'invalidité; assurer que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et leur famille reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi pour des invalidités liées au service.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 302 127 308	-	-	1 302 127 308				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	14 216 193	-	14 216 193				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	6 554 486	-	6 554 486				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	-	-	-	837 472	837 472				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	-	-	-	722 500	722 500				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	483 408	483 408				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	3 133 112	3 133 112				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	7 033 498	7 033 498				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	-	-	-	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5.....	-	-	-	(500 000)	(500 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	1 302 127 308	20 770 679	11 701 657	1 334 599 644	1 169 151 251	165 448 393	-	1 084 358 047
5	Subventions et contributions.....	-	4 944 822 846	-	-	4 944 822 846				
5b	Subventions et contributions.....	-	-	5 000 000	-	5 000 000				
5c	Subventions et contributions.....	-	-	1	-	1				
	Virement du crédit 1.....	-	-	-	500 000	500 000				
	Total – Crédit 5.....	-	4 944 822 846	5 000 001	500 000	4 950 322 847	4 194 785 237	755 537 610	-	3 667 732 300
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	43 734 783	435 757	(1 854 228)	42 316 312	42 316 312	-	-	45 024 888
(S)	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	-	90 500	-	200	90 700	90 700	-	-	89 200
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants).....	-	175 000	-	(175 000)	-	-	-	-	33 549
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour au pays).....	-	10 000	-	(9 393)	607	607	-	-	-
(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (L.R.C. (1970), ch. V-4).....	-	10 000	-	(10 000)	-	-	-	-	-
(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la Loi sur les indemnités de service de guerre (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	-	2 000	-	(2 000)	-	-	-	-	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	32 000	-	-	14 102	46 102	36 420	-	9 682	491

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Montants adjugés par une cour.....	–	–	–	8 560	8 560	8 560	–	–	1 162
(S)	Pertes sur opérations de change.....	–	–	–	2 709	2 709	2 709	–	–	483
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	39 393 383
	Total budgétaire	32 000	6 290 972 437	26 206 437	10 176 607	6 327 387 481	5 406 391 796	920 986 003	9 682	4 836 633 503
(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	605 000 000	–	–	–	605 000 000	–	–	605 000 000	–
	Total du ministère – Budgétaire.....	32 000	6 290 972 437	26 206 437	10 176 607	6 327 387 481	5 406 391 796	920 986 003	9 682	4 836 633 503
	Total du ministère – Non budgétaire	605 000 000	–	–	–	605 000 000	–	–	605 000 000	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)									
1	Dépenses du programme.....	–	9 884 732	–	–	9 884 732				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	48 369	48 369				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	391 343	391 343				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	57 207	57 207				
	Total – Crédit 1	–	9 884 732	–	496 919	10 381 651	9 811 517	570 134	–	9 255 187
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 330 504	–	(38 060)	1 292 444	1 292 444	–	–	1 250 493
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	11 215 236	–	458 859	11 674 095	11 103 961	570 134	–	10 505 680
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	32 000	6 302 187 673	26 206 437	10 635 466	6 339 061 576	5 417 495 757	921 556 137	9 682	4 847 139 183
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	605 000 000	–	–	–	605 000 000	–	–	605 000 000	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Anciens Combattants				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	382 390 937	371 912 808	10 478 129	–
Autres services de santé achetés.....	830 520 000	699 811 821	130 708 179	–
L'Hôpital Sainte-Anne.....	1 045 707	622 902	422 805	–
Initiatives de publicité.....	4 150 000	4 065 833	84 167	–
Services de soutien des anciens combattants.....	92 493 000	79 737 887	12 755 113	–
Solkin.....	13 500 000	13 000 000	500 000	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 300 000	–	1 300 000	–
Réduction.....	9 200 000	–	9 200 000	–
	<i>1 334 599 644</i>	<i>1 169 151 251</i>	<i>165 448 393</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	4 950 322 847	4 194 785 237	755 537 610	–
Montants législatifs.....	42 464 990	42 455 308	–	9 682
	6 327 387 481	5 406 391 796	920 986 003	9 682
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	10 281 651	9 811 517	470 134	–
Affectations bloquées				
Report.....	100 000	–	100 000	–
	<i>10 381 651</i>	<i>9 811 517</i>	<i>570 134</i>	–
Montants législatifs.....	1 292 444	1 292 444	–	–
	11 674 095	11 103 961	570 134	–
Total du portefeuille ministériel.....	6 339 061 576	5 417 495 757	921 556 137	9 682

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Anciens Combattants												
Avantages, services et soutien	1 226 019 212	1 066 678 116	–	–	4 927 525 454	4 173 873 004	–	–	6 153 544 666	5 240 551 120	605 000 000	–
Commémoration	22 069 911	17 125 298	–	–	22 798 000	20 912 840	–	–	44 867 911	38 038 138	–	–
Ombudsman des vétérans	4 349 708	3 828 088	–	–	–	–	–	–	4 349 708	3 828 088	–	–
Services internes	124 625 196	123 974 450	–	–	–	–	–	–	124 625 196	123 974 450	–	–
Total du ministère.....	1 377 064 027	1 211 605 952	–	–	4 950 323 454	4 194 785 844	–	–	6 327 387 481	5 406 391 796	605 000 000	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Appels	11 674 095	11 103 961	–	–	–	–	–	–	11 674 095	11 103 961	–	–
Total de l'organisme	11 674 095	11 103 961	–	–	–	–	–	–	11 674 095	11 103 961	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	1 388 738 122	1 222 709 913	–	–	4 950 323 454	4 194 785 844	–	–	6 339 061 576	5 417 495 757	605 000 000	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants									
Subventions									
Indemnité pour souffrance et douleur	–	2 149 162 000	(72 951 000)	–	2 076 211 000	1 543 024 533	533 186 467	–	1 085 547 081
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> , indemnités pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve....	–	1 085 276 000	27 434 000	–	1 112 710 000	1 064 578 587	48 131 413	–	1 125 004 404
Prestation de remplacement du revenu	–	1 042 660 000	–	(3 087 000)	1 039 573 000	962 850 512	76 722 488	–	868 374 197
Entretien ménager et entretien du terrain	–	302 959 000	–	–	302 959 000	270 659 880	32 299 120	–	267 137 081
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	–	178 013 000	–	3 087 000	181 100 000	180 304 714	795 286	–	154 052 414
Allocation pour études et formation	–	28 843 000	–	–	28 843 000	25 783 601	3 059 399	–	23 413 408
Allocation de reconnaissance pour aidant.....	–	14 096 000	38 000	–	14 134 000	13 129 980	1 004 020	–	10 617 875
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	–	11 900 000	–	–	11 900 000	11 559 285	340 715	–	11 476 215
Fonds du Souvenir	–	7 243 000	–	–	7 243 000	5 752 470	1 490 530	–	5 934 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	–	6 274 000	44 026 000	–	50 300 000	7 737 018	42 562 982	–	7 050 551
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	–	3 671 000	–	–	3 671 000	3 271 543	399 457	–	3 849 457
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes.....	–	2 651 000	–	–	2 651 000	2 010 259	640 741	–	2 083 888
Indemnités et allocations d'invalidité.....	–	2 199 000	239 000	–	2 438 000	1 741 075	696 925	–	3 036 714
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et leur famille	–	2 000 000	5 000 000	(954 230)	6 045 770	6 045 770	–	–	1 363 943
Subvention pour le Programme de financement de la recherche.....	–	2 000 000	–	(2 000 000)	–	–	–	–	–
Indemnité pour blessure grave.....	–	1 700 000	–	–	1 700 000	1 082 191	617 809	–	1 373 961
Subvention pour partenariats de commémoration.....	–	1 200 000	–	(485 271)	714 729	714 620	109	–	429 803
Fonds d'urgence pour les vétérans	–	1 000 000	1	500 000	1 500 001	1 309 524	190 477	–	1 453 159
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	–	978 000	–	–	978 000	743 322	234 678	–	764 731
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	–	975 000	–	–	975 000	531 834	443 166	–	464 807
Paiement de prestation de retraite supplémentaire.....	–	765 000	1 214 000	–	1 979 000	1 374 892	604 108	–	900 971
Allocation de traitement.....	–	625 000	–	–	625 000	207 197	417 803	–	149 520
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours.....	–	420 000	–	–	420 000	67 632	352 368	–	73 334
Allocation de sécurité du revenu de retraite.....	–	100 000	–	–	100 000	15 768	84 232	–	26 446
Services de transition de carrière.....	–	73 000	–	–	73 000	–	73 000	–	–
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	–	70 000	–	–	70 000	21 195	48 805	–	23 870
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	–	50 000	–	–	50 000	20 141	29 859	–	26 330

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	–	5 000	–	–	5 000	–	5 000	–	–
Paiements de prestations pour bravoure	–	4 500	–	–	4 500	1 710	2 790	–	2 310
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	33 549
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>).....	–	10 000	–	(9 393)	607	607	–	–	–
(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	19 999 420
Total – Subventions	–	4 847 109 500	5 000 001	(3 135 894)	4 848 973 607	4 104 539 860	744 433 747	–	3 594 663 439
Contributions									
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....	–	80 427 000	–	–	80 427 000	69 701 335	10 725 665	–	71 945 770
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes.....	–	9 200 000	–	–	9 200 000	8 918 164	281 836	–	6 265 285
Contribution pour le Programme de financement de la recherche....	–	4 903 346	–	2 000 000	6 903 346	6 806 984	96 362	–	6 106 099
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	–	2 380 000	–	485 271	2 865 271	2 865 271	–	–	3 148 620
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille.....	–	1 000 000	–	954 230	1 954 230	1 954 230	–	–	5 636 057
Total – Contributions	–	97 910 346	–	3 439 501	101 349 847	90 245 984	11 103 863	–	93 101 831
Total du portefeuille ministériel.....	–	4 945 019 846	5 000 001	303 607	4 950 323 454	4 194 785 844	755 537 610	–	3 687 765 270

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Allocations aux anciens combattants	932 305	34 296
Pensions	8 132 646	9 787 150
Autres subventions et contributions	18 521 892	17 924 372
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	5 460 476	8 107 988
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 224 787	–
	<u>41 272 106</u>	<u>35 853 806</u>
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres services aux malades hospitalisés	25 970	75 661
	<u>14 102</u>	<u>32 491</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
	<u>14 102</u>	<u>32 491</u>
Revenus divers		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	236 784	315 106
Divers	35 910	47 220
	<u>272 694</u>	<u>362 326</u>
Total du ministère	<u>41 584 872</u>	<u>36 324 284</u>
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	29 626	18 524
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	464
Total de l'organisme	<u>29 626</u>	<u>18 988</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	41 301 732	35 872 794
Ventes de biens et de services	25 970	75 661
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 102	32 491
Revenus divers	272 694	362 326
Total du portefeuille ministériel	<u>41 614 498</u>	<u>36 343 272</u>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Bureau du secrétaire du gouverneur général

**Bureau du secrétaire du gouverneur
général**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	202
Sommaire du portefeuille ministériel	203
Détail budgétaire par affectation	204
Responsabilités essentielles	205
Paiements de transfert	206
Revenus	207

Description des responsabilités essentielles**Bureau du secrétaire du gouverneur général****Soutien du gouverneur général**

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général offre un appui et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant de la Reine au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations par le biais de l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et de la concession d'emblèmes héraldiques. Le Bureau aide également le gouverneur général à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
1	Dépenses du programme	–	20 427 563	–	–	20 427 563				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	14 600	14 600				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	147 588	147 588				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	800 813	800 813				
	Total – Crédit 1	–	20 427 563	–	963 001	21 390 564	20 578 952	811 612	–	21 298 630
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	2 163 815	–	(41 632)	2 122 183	2 122 183	–	–	2 336 827
(S)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	–	324 173	–	(96 388)	227 785	227 785	–	–	252 015
(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	770 909	–	154 000	924 909	924 909	–	–	789 703
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	35 605	35 605	–	–	35 605	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	23 686 460	–	1 014 586	24 701 046	23 853 829	811 612	35 605	24 677 175

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	21 266 736	20 578 952	687 784	–
Affectations bloquées				
Report.....	123 828	–	123 828	–
	<i>21 390 564</i>	<i>20 578 952</i>	<i>811 612</i>	–
Montants législatifs.....	3 310 482	3 274 877	–	35 605
Total du portefeuille ministériel.....	24 701 046	23 853 829	811 612	35 605

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du secrétaire du gouverneur général												
Soutien du gouverneur général	13 895 719	13 468 807	–	–	924 909	924 909	–	–	14 820 628	14 393 716	–	–
Services internes.....	9 880 418	9 460 113	–	–	–	–	–	–	9 880 418	9 460 113	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	23 776 137	22 928 920	–	–	924 909	924 909	–	–	24 701 046	23 853 829	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général									
Subventions									
(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	770 909	–	154 000	924 909	924 909	–	–	789 703
Total du portefeuille ministériel.....	–	770 909	–	154 000	924 909	924 909	–	–	789 703

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	37 287	57 007
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	119 966	897
	157 253	57 904
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 605	–
Revenus divers	15 225	10 875
Total du portefeuille ministériel.....	208 083	68 779

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

**Commissariat à l'intégrité du secteur
public**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	210
Sommaire du portefeuille ministériel	212
Détail budgétaire par affectation	216
Responsabilités essentielles	218
Paiements de transfert	219
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	220
Revenus	220

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Secrétariat du Conseil du Trésor**Surveillance des dépenses**

Revoir les propositions et les autorisations de dépenses; revoir les programmes gouvernementaux actuels et proposés quant à l'efficacité, l'efficacités et la pertinence; informer le Parlement et les Canadiens sur les dépenses du gouvernement.

Employeur

Élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique sur la gestion des personnes dans la fonction publique; gérer la rémunération totale (comprenant les pensions et les avantages sociaux) et les relations de travail; entreprendre des projets d'amélioration du rendement à l'appui des objectifs de recrutement et de maintien en poste des employés.

Leadership administratif

Diriger des initiatives pangouvernementales; élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique de l'administration publique sur la prestation de services et l'accès à l'information gouvernementale, et sur la gestion des actifs, des finances, de l'information et de la technologie.

Surveillance réglementaire

Élaborer et surveiller les politiques afin de promouvoir de bonnes pratiques réglementaires, revoir les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences des politiques du gouvernement, et favoriser la coopération en matière de réglementation entre les différentes sphères de compétences.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada**Apprentissage commun dans la fonction publique**

L'École de la fonction publique du Canada fournit un apprentissage commun à tous les employés de la fonction publique centrale afin qu'ils servent la population canadienne avec excellence.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Règlementation du lobbying

L'objet de la *Loi sur le lobbying* et du Code de déontologie des lobbyistes est de prévoir un régime de lobbying transparent et éthique auprès des titulaires d'une charge publique. Ce régime contribue à la confiance du public dans l'intégrité de la prise de décisions des titulaires d'une charge publique. Le mandat du Commissaire au lobbying est de créer et gérer le Registre des lobbyistes, d'assurer la conformité à la Loi et au Code et d'élaborer et mettre en œuvre des programmes d'éducation pour faire connaître la Loi et le Code.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (Le Commissariat) améliore la surveillance de la gestion des activités du gouvernement en fournissant aux fonctionnaires et au grand public un processus pour recevoir et enquêter les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral. Il dépose des rapports sur les cas avérés au Parlement, ainsi que formule des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux. Le Commissariat fournit également aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires un mécanisme visant à traiter les plaintes de représailles. Il enquête et peut renvoyer des cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor										
1	Dépenses du programme.....	-	281 146 231	-	-	281 146 231				
1a	Dépenses du programme.....	-	-	18 988 599	-	18 988 599				
1b	Dépenses du programme.....	-	-	12 031 710	-	12 031 710				
1c	Dépenses du programme.....	-	-	9 557 262	-	9 557 262				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	-	-	-	58 333	58 333				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	-	-	-	13 333	13 333				
	crédit 1 (Service correctionnel du Canada).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	-	-	-	33 333	33 333				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration).....	-	-	-	28 333	28 333				
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	-	-	-	38 333	38 333				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	-	-	-	127 033	127 033				
	crédit 1 (Ministère des Finances).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	-	-	-	48 333	48 333				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	-	-	-	58 333	58 333				
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	-	-	-	18 333	18 333				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	38 333	38 333				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	-	-	-	28 333	28 333				
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Office national du film).....	-	-	-	24 020	24 020				
	crédit 1 (Conseil national de recherches Canada)	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	-	-	-	25 000	25 000				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	-	-	-	23 333	23 333				

	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	-	-	-	38 333	38 333				
	crédit 1 (Commission de la fonction publique)	-	-	-	10 000	10 000				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	-	-	-	5 000	5 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	-	-	-	1 033 333	1 033 333				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	-	-	-	8 333	8 333				
	crédit 5 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	-	-	-	300 000	300 000				
	crédit 10	-	-	-	1 069 004	1 069 004				
	crédit 15	-	-	-	2 705 355	2 705 355				
	crédit 25	-	-	-	2 263 500	2 263 500				
	crédit 30	-	-	-	13 400	13 400				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	-	-	-	(106 500)	(106 500)				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	-	-	-	(350 000)	(350 000)				
	crédit 5 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	-	-	-	(225 000)	(225 000)				
	Total – Crédit 1	-	281 146 231	40 577 571	7 477 468	329 201 270	303 665 675	25 535 595	-	304 869 575
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	-	750 000 000	-	-	750 000 000				
	Virement à d'autres portefeuilles ministériels.....	-	-	-	(87 923 152)	(87 923 152)				
	Total – Crédit 5	-	750 000 000	-	(87 923 152)	662 076 848	-	662 076 848	-	-
10	Initiatives pangouvernementales	-	111 151 120	-	-	111 151 120				
10a	Initiatives pangouvernementales.....	-	-	7 000 000	-	7 000 000				
10b	Initiatives pangouvernementales.....	-	-	82 437 110	-	82 437 110				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(79 019 675)	(79 019 675)				
	Total – Crédit 10.....	-	111 151 120	89 437 110	(79 019 675)	121 568 555	-	121 568 555	-	-
15b	Rajustements à la rémunération	-	-	1 499 034 014	-	1 499 034 014				
15c	Rajustements à la rémunération	-	-	205 962 726	-	205 962 726				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(1 704 996 740)	(1 704 996 740)				
	Total – Crédit 15.....	-	-	1 704 996 740	(1 704 996 740)	-	-	-	-	-
20	Assurances de la fonction publique	-	3 048 119 626	-	-	3 048 119 626				
	Virement du crédit 15	-	-	-	24 255	24 255				
	Total – Crédit 20.....	-	3 048 119 626	-	24 255	3 048 143 881	2 923 781 288	124 362 593	-	2 889 612 806
25	Report du budget de fonctionnement.....	-	1 600 000 000	-	-	1 600 000 000				
25a	Report du budget de fonctionnement	-	-	500 000 000	-	500 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(1 956 898 975)	(1 956 898 975)				
	Total – Crédit 25.....	-	1 600 000 000	500 000 000	(1 956 898 975)	143 101 025	-	143 101 025	-	-
30	Besoins en matière de rémunération.....	-	600 000 000	-	-	600 000 000				
30c	Besoins en matière de rémunération	-	-	200 000 000	-	200 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(202 813 948)	(202 813 948)				
	Total – Crédit 30.....	-	600 000 000	200 000 000	(202 813 948)	597 186 052	-	597 186 052	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
35	Report du budget des dépenses en capital	–	600 000 000	–	–	600 000 000				
35a	Report du budget des dépenses en capital	–	–	100 000 000	–	100 000 000				
	Virements à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(585 467 518)	(585 467 518)				
	Total – Crédit 35	–	600 000 000	100 000 000	(585 467 518)	114 532 482	–	114 532 482	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	31 652 476	5 217 210	(1 479 669)	35 390 017	35 390 017	–	–	36 292 936
(S)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Ministre d'État (Ministre du Gouvernement numérique) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	(833)	1 167	1 167	–	–	2 000
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 458	1 458	1 458	–	–	7 521
(S)	Contributions de l'employeur en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	–	7 805 000 000	7 805 000 000	7 805 000 000	–	–	(94 302)
	Total du secrétariat – Budgétaire	–	7 022 161 953	2 640 228 631	3 193 902 871	12 856 293 455	11 067 930 305	1 788 363 150	–	3 230 779 736
	École de la fonction publique du Canada									
1	Dépenses du programme	–	63 006 675	–	–	63 006 675				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	24 478	24 478				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	636 380	636 380				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 847 042	2 847 042				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	–	63 006 675	–	3 499 567	66 506 242	64 740 705	1 765 537	–	68 095 613
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 824 551	–	153 645	8 978 196	8 978 196	–	–	9 275 429
(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> –									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	7 617 327	–	–	–	7 617 327				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	6 723 332	–	3 625 485	10 348 817				
	Total – Dépense des recettes	7 617 327	6 723 332	–	3 625 485	17 966 144	7 617 327	–	10 348 817	4 911 342
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	193	–	–	4 306	4 499	193	–	4 306	449
	Total de l'organisme – Budgétaire	7 617 520	78 554 558	–	7 283 003	93 455 081	81 336 421	1 765 537	10 353 123	82 282 833
	Commissariat au lobbying									
1	Dépenses du programme	–	4 188 106	–	–	4 188 106				
1b	Dépenses du programme	–	–	556 217	–	556 217				

Virement du :										
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 500	3 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	33 082	33 082				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	155 645	155 645				
	Total – Crédit 1	–	4 188 106	556 217	192 227	4 936 550	4 273 500	663 050	–	4 431 312
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	434 840	40 736	(95 513)	380 063	380 063	–	–	457 066
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	4 622 946	596 953	96 714	5 316 613	4 653 563	663 050	–	4 888 378
Commissariat à l'intégrité du secteur public										
1	Dépenses du programme	–	5 118 271	–	–	5 118 271				
Virement du :										
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	23 493	23 493				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	205 150	205 150				
	Total – Crédit 1	–	5 118 271	–	228 643	5 346 914	4 927 403	419 511	–	4 892 975
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	547 052	–	(27 926)	519 126	519 126	–	–	498 599
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	110	110	110	–	–	84
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 665 323	–	200 827	5 866 150	5 446 639	419 511	–	5 391 658
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 617 520	7 111 004 780	2 640 825 584	3 201 483 415	12 960 931 299	11 159 366 928	1 791 211 248	10 353 123	3 323 342 605

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	291 906 650	284 269 807	7 636 843	–
Budget en capital	9 537 484	9 537 484	–	–
Subventions et contributions	591 422	591 422	–	–
Initiative de transformation des services administratifs	9 050 758	9 050 758	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	18 206 671	15 411 619	2 795 052	–
Fonds pour un gouvernement vert	255 385	247 220	8 165	–
Fonds centralisé pour un milieu de travail habilitant	1 428 383	1 428 383	–	–
Affectations bloquées				
Report	9 881 384	–	9 881 384	–
Transfert/réaffectation	2 778 969	–	2 778 969	–
Réduction	420 000	–	420 000	–
Autre	3 276 032	–	3 276 032	–
Revenus affectés aux dépenses	(18 131 868)	(16 871 018)	(1 260 850)	–
	329 201 270	303 665 675	25 535 595	–
Crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement				
Budget de fonctionnement	662 076 848	–	662 076 848	–
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales				
Budget de fonctionnement	112 427 592	–	112 427 592	–
Affectations bloquées				
Report	7 177 389	–	7 177 389	–
Transfert/réaffectation	1 963 574	–	1 963 574	–
	121 568 555	–	121 568 555	–
Crédit 20 – Assurances de la fonction publique				
Coûts de programme non discrétionnaire pour le crédit 20	3 871 949 235	3 749 796 564	122 152 671	–
Budget de fonctionnement	5 543 099	3 847 695	1 695 404	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	14 991	–	14 991	–
Autre	499 527	–	499 527	–
Revenus affectés aux dépenses	(829 862 971)	(829 862 971)	–	–
	3 048 143 881	2 923 781 288	124 362 593	–
Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	143 101 025	–	143 101 025	–
Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération				
Budget de fonctionnement	597 186 052	–	597 186 052	–
Crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital				
Budget en capital	114 532 482	–	114 532 482	–
Montants législatifs	7 840 483 342	7 840 483 342	–	–
	12 856 293 455	11 067 930 305	1 788 363 150	–

École de la fonction publique du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	66 506 242	64 740 705	1 765 537	–
Montants législatifs.....	26 948 839	16 595 716	–	10 353 123
	93 455 081	81 336 421	1 765 537	10 353 123

Commissariat au lobbying

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	4 721 550	4 273 500	448 050	–
Affectations bloquées				
Report.....	215 000	–	215 000	–
	4 936 550	4 273 500	663 050	–
Montants législatifs.....	380 063	380 063	–	–
	5 316 613	4 653 563	663 050	–

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	5 296 914	4 897 754	399 160	–
Subventions et contributions	50 000	29 649	20 351	–
	5 346 914	4 927 403	419 511	–
Montants législatifs.....	519 236	519 236	–	–
	5 866 150	5 446 639	419 511	–
Total du portefeuille ministériel.....	12 960 931 299	11 159 366 928	1 791 211 248	10 353 123

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Secrétariat du Conseil du Trésor												
Surveillance des dépenses.....	1 566 509 708	40 130 718	114 532 482	–	64 040	64 040	–	–	1 681 106 230	40 194 758	–	–
Employeur	11 786 571 972	11 647 061 761	–	–	501 458	262 373	839 599 971	837 621 740	10 947 473 459	10 809 702 394	–	–
Leadership administratif	108 029 222	111 375 217	9 697 398	–	475 382	475 382	–	–	118 202 002	111 850 599	–	–
Surveillance réglementaire.....	11 266 505	10 166 687	–	–	52 000	52 000	–	–	11 318 505	10 218 687	–	–
Services internes.....	106 588 127	105 076 116	–	–	–	–	8 394 868	9 112 249	98 193 259	95 963 867	–	–
Total partiel	13 578 965 534	11 913 810 499	124 229 880	–	1 092 880	853 795	847 994 839	846 733 989	12 856 293 455	11 067 930 305	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(847 994 839)	(846 733 989)	–	–	–	–	(847 994 839)	(846 733 989)	–	–	–	–
Total du secrétariat	12 730 970 695	11 067 076 510	124 229 880	–	1 092 880	853 795	–	–	12 856 293 455	11 067 930 305	–	–
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage commun dans la fonction publique	70 091 311	59 595 861	–	–	–	–	–	–	70 091 311	59 595 861	–	–
Services internes.....	23 363 770	21 740 560	–	–	–	–	–	–	23 363 770	21 740 560	–	–
Total de l'organisme	93 455 081	81 336 421	–	–	–	–	–	–	93 455 081	81 336 421	–	–
Commissariat au lobbying												
Réglementation du lobbying	3 590 659	3 142 858	–	–	–	–	–	–	3 590 659	3 142 858	–	–
Services internes.....	1 725 954	1 510 705	–	–	–	–	–	–	1 725 954	1 510 705	–	–
Total de l'organisme	5 316 613	4 653 563	–	–	–	–	–	–	5 316 613	4 653 563	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public.....	3 473 431	3 397 090	–	–	50 000	29 649	–	–	3 523 431	3 426 739	–	–
Services internes.....	2 342 719	2 019 900	–	–	–	–	–	–	2 342 719	2 019 900	–	–
Total de l'organisme	5 816 150	5 416 990	–	–	50 000	29 649	–	–	5 866 150	5 446 639	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	12 835 558 539	11 158 483 484	124 229 880	–	1 142 880	883 444	–	–	12 960 931 299	11 159 366 928	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Contributions									
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert.....	–	281 690	–	(26 308)	255 382	255 382	–	–	250 000
Fédération internationale des comptables.....	–	200 000	–	–	200 000	200 000	–	–	200 000
Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche.....	–	–	–	136 040	136 040	136 040	–	–	184 042
Total – Contributions.....	–	481 690	–	109 732	591 422	591 422	–	–	634 042
Autres paiements de transfert									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions.....	–	495 000	–	(328)	494 672	255 587	239 085	–	255 586
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes.....	–	5 000	–	328	5 328	5 328	–	–	5 253
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33).....	–	–	–	1 458	1 458	1 458	–	–	7 521
Total – Autres paiements de transfert.....	–	500 000	–	1 458	501 458	262 373	239 085	–	268 360
Total du secrétariat.....	–	981 690	–	111 190	1 092 880	853 795	239 085	–	902 402
Commissariat à l'intégrité du secteur public									
Contributions									
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	–	50 000	–	–	50 000	29 649	20 351	–	18 269
Total de l'organisme.....	–	50 000	–	–	50 000	29 649	20 351	–	18 269
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 031 690	–	111 190	1 142 880	883 444	259 436	–	920 671

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Employeur	839 599 971	837 621 740	741 440 417
Services internes.....	8 394 868	9 112 249	9 056 479
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	847 994 839	846 733 989	750 496 896

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de salaires et avantages sociaux	3 025 614	485 633
Recouvrements de biens et services	204 693	121 586
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	653 210	1 471 364
	3 883 517	2 078 583
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recouvrements d'accès à l'information.....	64 265	53 265
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Salaires et coûts de fonctionnement.....	7 758 769	6 007 199
Recouvrements dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes	829 862 971	735 433 218
Recouvrement des services de soutien internes	9 112 249	9 056 479
	846 798 254	750 550 161
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	13 210	13 425
Intérêts perçus sur les avances	7	9 138
Frais de stationnement	932 846	1 317 074
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Avantages sociaux	1 101 813	1 052 893
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Locaux.....	693 734	506 948
Divers	7 977	16 469
	2 749 587	2 915 947
Total du secrétariat.....	853 431 358	755 544 691
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	158,215	165,835
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	32 284
	158 215	198 119
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	10 348 817	7 617 327
Autres frais et droits.....	5	–
	10 348 822	7 617 327
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 306	193
Total de l'organisme	10 511 343	7 815 639

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariat au lobbying		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 879	2 437
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	38 795	1 039
Total de l'organisme	59 674	3 476
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 063	62 096
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	30 282	–
	50 345	62 096
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	110	–
Total de l'organisme	50 455	62 096
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 151 751	2 342 274
Ventes de biens et de services	857 147 076	758 167 488
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 416	193
Revenus divers	2 749 587	2 915 947
Total du portefeuille ministériel.....	864 052 830	763 425 902

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada 2021-2022

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport
et de la sécurité des transports**

**Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de
sécurité nationale et de renseignement**

Bureau du commissaire au renseignement

Commission de la fonction publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	224
Sommaire du portefeuille ministériel	227
Détail budgétaire par affectation	231
Responsabilités essentielles	232
Paievements de transfert	234
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	235
Revenus	235

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau du Conseil privé**Servir le premier ministre et son Cabinet**

Offrir des analyses, des avis et du soutien au premier ministre et aux ministres du portefeuille, y compris des conseils et des renseignements impartiaux provenant de toute la fonction publique à la suite de consultations et de collaboration avec des sources internationales et nationales des secteurs public et privé. Agir comme secrétariat du Cabinet et de ses comités, ce qui comprend la gestion du système décisionnel du Cabinet, la coordination des propositions de politiques des ministères au Cabinet, des services de calendrier et de soutien pour les rencontres du Cabinet et de ses comités, la progression du programme du gouvernement dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, et la prestation de services administratifs au Cabinet du premier ministre, aux ministres du portefeuille et aux commissions d'enquête. Assurer la direction et le renouvellement de la fonction publique afin de formuler des avis au gouvernement, de mettre en œuvre son programme et d'offrir des services et des résultats pour la population.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport**

L'unique objectif du Bureau de la sécurité des transports du Canada consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, maritime, ferroviaire et par pipeline. Il s'acquitte de son mandat en procédant à des enquêtes indépendantes sur les événements de transport choisis afin de déterminer les causes et les facteurs contributifs des événements, ainsi que les lacunes en matière de sécurité mises en évidence par de tels événements. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada formule ensuite des recommandations visant à réduire ou à éliminer les lacunes sur le plan de la sécurité et rend compte publiquement de ses enquêtes. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada assure ensuite le suivi auprès des parties intéressées pour s'assurer que les mesures de sécurité sont prises pour réduire les risques et améliorer la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement surveille les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de déterminer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. Il enquête sur les plaintes du public qui se rapportent aux activités du Service canadien du renseignement de sécurité, au Centre de la sécurité des télécommunications Canada ou aux activités de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale. Cet examen indépendant permet de renforcer le cadre de responsabilisation applicable aux activités de sécurité nationale et de renseignement qui sont réalisées par les institutions du gouvernement du Canada, en plus de préserver la confiance du public à cet égard.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire au renseignement

Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le Bureau du commissaire au renseignement est un organe de surveillance indépendant. Aux termes de la *Loi sur le commissaire au renseignement*, le commissaire au renseignement est chargé d'effectuer l'examen quasi judiciaire des conclusions sur lesquelles reposent certaines autorisations accordées ou modifiées et certaines déterminations effectuées au titre de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Dans chaque cas, le commissaire au renseignement, avec l'appui du Bureau du commissaire au renseignement, effectue une analyse approfondie des dossiers afin de déterminer si les conclusions auxquelles est parvenu le décideur sont raisonnables. Si le commissaire au renseignement juge qu'elles le sont, il doit approuver l'autorisation ou la détermination dans une décision écrite qui expose ses motifs.

Conformément au rôle de surveillance du commissaire au renseignement, une autorisation ou une détermination n'est valable qu'après approbation du commissaire au renseignement. Les activités décrites dans les autorisations ou les déterminations ne peuvent être menées par les organismes de renseignement sans l'approbation du commissaire au renseignement.

La *Loi sur le commissaire au renseignement* exige que la décision du commissaire au renseignement soit rendue dans les 30 jours suivant la date à laquelle celui-ci a reçu l'avis d'autorisation ou de détermination, ou dans tout autre délai qui peut être convenu par le commissaire au renseignement et le décideur. Dans le cas d'une autorisation accordée par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité pour l'interrogation d'un ensemble de données en situation d'urgence, le commissaire au renseignement doit rendre une décision dès que possible.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission de la fonction publique****Impartialité et embauche dans la fonction publique**

La Commission de la fonction publique promeut et maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite, qui contribue à obtenir des résultats pour toute la population canadienne. Grâce à des orientations stratégiques, la Commission de la fonction publique aide les ministères et les organismes à embaucher des personnes qualifiées provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la fonction publique, en contribuant à établir un effectif qui est le reflet de la diversité du Canada. Elle offre des programmes de recrutement et des services d'évaluation qui appuient les priorités de recrutement stratégique du gouvernement du Canada et le renouvellement de la fonction publique, en mettant à profit des outils modernes afin de réduire pour la population canadienne les obstacles à l'accès aux emplois de la fonction publique du Canada. La Commission de la fonction publique surveille les activités d'embauche à la fonction publique, en veillant à l'intégrité du processus d'embauche. Elle offre aux employés des orientations concernant leurs responsabilités et leurs droits légaux en matière d'activités politiques et elle rend des décisions sur les candidatures politiques; elle reconnaît aux employés leur droit de participer à des activités politiques tout en protégeant l'impartialité politique de la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du Conseil privé									
1	Dépenses du programme	–	172 348 874	–	–	172 348 874				
1a	Dépenses du programme	–	–	5 362 205	–	5 362 205				
1b	Dépenses du programme	–	–	10 787 927	–	10 787 927				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 965 092	1 965 092				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	979 807	979 807				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	6 048 373	6 048 373				
	Total – Crédit 1	–	172 348 874	16 150 132	8 993 272	197 492 278	184 049 746	13 442 532	–	182 977 615
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	19 709 932	804 215	(1 450 770)	19 063 377	19 063 377	–	–	18 843 847
(S)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	187 500	–	300	187 800	187 800	–	–	184 600
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada) (Les dépenses pour l'honorable Mark Holland).....	–	–	–	39 255	39 255	39 255	–	–	89 200
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada) (Les dépenses pour l'honorable Pablo Rodriguez)	–	90 500	–	(39 055)	51 445	51 445	–	–	–
(S)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada) (Les dépenses pour l'honorable Bill Blair).....	–	–	–	37 792	37 792	37 792	–	–	–
(S)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	90 500	–	(39 055)	51 445	51 445	–	–	89 200
(S)	Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	–	–	39 255	39 255	39 255	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 148	–	–	22 655	43 803	43 803	–	–	–
(S)	Représentant spécial pour les Prairies – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	–	–	51 445	51 445	51 445	–	–	19 662
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	89 200
	Total du ministère – Budgétaire.....	21 148	192 427 306	16 954 347	7 655 094	217 057 895	203 615 363	13 442 532	–	202 293 324

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes²								
1	Dépenses du programme	–	5 596 230	–	–	5 596 230			
	Reclassé sous Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(5 596 230)	(5 596 230)			
	Total – Crédit 1	–	5 596 230	–	(5 596 230)	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	434 248	–	(434 248)	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	6 030 478	–	(6 030 478)	–	–	–	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports								
1	Dépenses du programme	–	31 156 943	–	–	31 156 943			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	614 599	614 599			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	24 714	24 714			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	241 814	241 814			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 295 268	1 295 268			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	120 000	120 000			
	Total – Crédit 1	–	31 156 943	–	2 296 395	33 453 338	32 156 495	1 296 843	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 763 327	–	(22 790)	3 740 537	3 740 537	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 708	–	–	4 463	28 171	23 865	–	4 306
(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	16 020	16 020	16 020	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	23 708	34 920 270	–	2 294 088	37 238 066	35 936 917	1 296 843	4 306
	Commission des débats des chefs³								
1	Dépenses du programme	–	4,695,655	–	–	4 695 655			
	Reclassé sous Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(4 695 655)	(4 695 655)			
	Total – Crédit 1	–	4 695 655	–	(4 695 655)	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	139 370	–	(139 370)	–	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	4 835 025	–	(4 835 025)	–	–	–	–

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement										
1	Dépenses du programme	-	28 490 287	-	-	28 490 287				
1c	Dépenses du programme	-	-	1 200 000	-	1 200 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	1,500	1,500				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	34,826	34,826				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 124 352	1 124 352				
	Total – Crédit 1	-	28 490 287	1 200 000	1 160 678	30 850 965	16 113 433	14 737 532	-	11 289 189
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	1 704 632	-	(528 311)	1 176 321	1 176 321	-	-	962 186
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	30 194 919	1 200 000	632 367	32 027 286	17 289 754	14 737 532	-	12 251 375
Bureau du directeur général des élections ⁴										
1	Dépenses du programme	-	48 941 118	-	-	48 941 118				
	Reclassé sous Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	-	-	-	(48 941 118)	(48 941 118)				
	Total – Crédit 1	-	48 941 118	-	(48 941 118)	-	-	-	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	11 921 176	-	(11 921 176)	-	-	-	-	-
(S)	Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	-	109 150 110	-	(109 150 110)	-	-	-	-	-
(S)	Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	-	338 800	-	(338 800)	-	-	-	-	-
(S)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	-	2 515 000	-	(2 515 000)	-	-	-	-	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	172 866 204	-	(172 866 204)	-	-	-	-	-
Commissariat aux langues officielles ⁵										
1	Dépenses du programme	-	19 897 763	-	-	19 897 763				
	Reclassé sous Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	-	-	-	(19 897 763)	(19 897 763)				
	Total – Crédit 1	-	19 897 763	-	(19 897 763)	-	-	-	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	2 308 469	-	(2 308 469)	-	-	-	-	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	41	-	-	(41)	-	-	-	-	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	41	22 206 232	-	(22 206 273)	-	-	-	-	-
Bureau du commissaire au renseignement										
1	Dépenses du programme	-	2 368 788	-	-	2 368 788				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 500	1 500				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	98 740	98 740				
	Total – Crédit 1	-	2 368 788	-	100 240	2 469 028	1 913 744	555 284	-	2 024 234
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	164 587	-	(26 446)	138 141	138 141	-	-	141 613
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	2 533 375	-	73 794	2 607 169	2 051 885	555 284	-	2 165 847
Commission de la fonction publique										
1	Dépenses du programme	-	80 160 078	-	-	80 160 078				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	39 446	39 446				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	987 433	987 433				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	4 041 005	4 041 005				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	80 160 078	–	5 057 884	85 217 962	75 717 706	9 500 256	–	82 356 618
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 698 474	–	(1 367 276)	10 331 198	10 331 198	–	–	11 203 003
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	410	410	410	–	–	1 737
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	475	475	475	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	91 858 552	–	3 691 493	95 550 045	86 049 789	9 500 256	–	93 561 358
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	44 897	557 872 361	18 154 347	(191 591 144)	384 480 461	344 943 708	39 532 447	4 306	346 645 666

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

² Le décret C.P. 2021-0934 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, le Secrétariat était sous la responsabilité du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 2 416 176 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 4 285 564 \$.

³ Le décret C.P. 2021-0936 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, la Commission était sous la responsabilité du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 285 627 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 315 520 \$.

⁴ Le décret C.P. 2021-0941 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, le Bureau était sous la responsabilité du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 28 781 250 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 51 533 545 \$.

⁵ Le décret C.P. 2022-0027 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable du Commissariat aux langues officielles, à compter du 13 janvier 2022. Avant ce transfert, le Commissariat était sous la responsabilité du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 14 880 275 \$ ont été approuvées par le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 20 152 445 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du Conseil privé				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	181 740 104	178 455 694	3 284 410	–
Communications mobiles sécurisées	2 001 381	1 819 461	181 920	–
Enquête publique conjointe concernant la tragédie en Nouvelle-Écosse.....	16 150 132	10 729 417	5 420 715	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 565 487	–	3 565 487	–
Réduction	990 000	–	990 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(6 954 826)	(6 954 826)	–	–
	<i>197 492 278</i>	<i>184 049 746</i>	<i>13 442 532</i>	–
Montants législatifs.....	19 565 617	19 565 617	–	–
	217 057 895	203 615 363	13 442 532	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	33 453 338	32 156 495	1 296 843	–
Montants législatifs.....	3 784 728	3 780 422	–	4 306
	37 238 066	35 936 917	1 296 843	4 306
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	30 536 933	15 799 401	14 737 532	–
Projet de modernisation de la gestion de l'information et technologie de l'information.....	314 032	314 032	–	–
	<i>30 850 965</i>	<i>16 113 433</i>	<i>14 737 532</i>	–
Montants législatifs.....	1 176 321	1 176 321	–	–
	32 027 286	17 289 754	14 737 532	–
Bureau du commissaire au renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	2 469 028	1 913 744	555 284	–
Montants législatifs.....	138 141	138 141	–	–
	2 607 169	2 051 885	555 284	–
Commission de la fonction publique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	99 469 962	84 580 141	14 889 821	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(14 252 000)	(8 862 435)	(5 389 565)	–
	<i>85 217 962</i>	<i>75 717 706</i>	<i>9 500 256</i>	–
Montants législatifs.....	10 332 083	10 332 083	–	–
	95 550 045	86 049 789	9 500 256	–
Total du portefeuille ministériel.....	384 480 461	344 943 708	39 532 447	4 306

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du Conseil privé												
Servir le premier ministre et son												
Cabinet.....	105 522 978	96 121 756	–	–	3 346 466	1 396 927	759 496	737 833	108 109 948	96 780 850	–	–
Services internes.....	115 143 277	113 051 506	–	–	–	–	6 195 330	6 216 993	108 947 947	106 834 513	–	–
Total partiel.....	220 666 255	209 173 262	–	–	3 346 466	1 396 927	6 954 826	6 954 826	217 057 895	203 615 363	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(6 954 826)	(6 954 826)	–	–	–	–	(6 954 826)	(6 954 826)	–	–	–	–
Total du ministère.....	213 711 429	202 218 436	–	–	3 346 466	1 396 927	–	–	217 057 895	203 615 363	–	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques												
dans le réseau de transport.....	28 656 637	27 655 335	–	–	–	–	–	–	28 656 637	27 655 335	–	–
Services internes.....	8 581 429	8 281 582	–	–	–	–	–	–	8 581 429	8 281 582	–	–
Total de l'organisme.....	37 238 066	35 936 917	–	–	–	–	–	–	37 238 066	35 936 917	–	–
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement												
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes												
sur les plaintes.....	11 688 292	7 394 642	–	–	–	–	–	–	11 688 292	7 394 642	–	–
Services internes.....	20 338 994	9 895 112	–	–	–	–	–	–	20 338 994	9 895 112	–	–
Total de l'organisme.....	32 027 286	17 289 754	–	–	–	–	–	–	32 027 286	17 289 754	–	–
Bureau du commissaire au renseignement												
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles.....												
Services internes.....	2 011 794	1 547 470	–	–	–	–	–	–	2 011 794	1 547 470	–	–
Services internes.....	595 375	504 415	–	–	–	–	–	–	595 375	504 415	–	–
Total de l'organisme.....	2 607 169	2 051 885	–	–	–	–	–	–	2 607 169	2 051 885	–	–

Commission de la fonction publique

Impartialité et embauche dans la fonction publique	74 350 095	62 737 875	-	-	-	-	14 252 000	8 862 435	60 098 095	53 875 440	-	-
Services internes	35 451 950	32 174 349	-	-	-	-	-	-	35 451 950	32 174 349	-	-
Total partiel	109 802 045	94 912 224	-	-	-	-	14 252 000	8 862 435	95 550 045	86 049 789	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(8 862 435)	-	-	-	-	(14 252 000)	(8 862 435)	-	-	-	-
Total de l'organisme	95 550 045	86 049 789	-	-	-	-	-	-	95 550 045	86 049 789	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	381 133 995	343 546 781	-	-	3 346 466	1 396 927	-	-	384 480 461	344 943 708	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé									
Contributions									
Programme de contribution pour les commissions d'enquête.....	–	–	3 346 466	–	3 346 466	1 396 927	1 949 539	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	–	–	3 346 466	–	3 346 466	1 396 927	1 949 539	–	–¹

¹ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré au portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 099 538 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Servir le premier ministre et son Cabinet	759 496	737 833	551 383
Services internes			
Services de soutien interne	6 195 330	6 216 993	844 562
Total du ministère – Budgétaire	6 954 826	6 954 826	1 395 945
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impartialité et embauche dans la fonction publique	14 252 000	8 862 435	5 268 345
Total de l'organisme – Budgétaire	14 252 000	8 862 435	5 268 345
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	21 206 826	15 817 261	6 664 290

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du Conseil privé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Traitements	220 024	623 357
Trop-payés de salaire	19 336	120 015
Achat de biens et services	225 771	154 095
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 027 698	1 134 906
	2 492 829	2 032 373
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	673 200	486 750
Services de soutien interne	64 633	575 715
	737 833	1 062 465
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères	6 216 993	333 480
	6 954 826	1 395 945
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 655	21 148
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	58	63
Autres revenus divers		
Frais relatifs à l'accès à l'information	35	40
Divers	626	561
Revenus divers	1 000	–
	1 719	664
Total du ministère	9 472 029	3 450 130
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 074	58 711
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	17 068	28 059
Trop-payés de salaire	825	–
	34 967	86 770

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services			Revenus divers		
Autres frais et droits			Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle		
Programme d'accès à l'information – Frais	120	120	Régime d'avantages sociaux imputé sur les services		
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances</i>			d'évaluation, de counselling et produits	1 371 959	744 647
publiques – Remboursement par des provinces			Divers	3 080	10 000
pour diverses enquêtes	100	–			
	220	120	Total de l'organisme	1 375 039	754 647
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 463	23 709			
Revenus divers	15 800	13 093	Total de l'organisme	10 612 689	6 906 347
Total de l'organisme	55 450	123 692			
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en			Sommaire du portefeuille ministériel		
matière de sécurité nationale et de renseignement			Autres revenus		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 946 756	3 574 629
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Ventes de biens et de services	15 818 751	6 677 624
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 063	264 729 ¹	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	27 593	44 857
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	39 427	222 568 ¹	Revenus divers	1 392 558	768 404
Total de l'organisme	45 490	487 297	Total du portefeuille ministériel	20 185 658	11 065 514²
Bureau du commissaire au renseignement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	45 984			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	52 064			
Total de l'organisme	–	98 048			
Commission de la fonction publique					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	336 321	868 481			
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés					
d'autres ministères	37 149	1 660			
	373 470	870 141			
Ventes de biens et de services					
Services de nature non réglementaire					
Services d'évaluation, de counselling et produits	8 863 705	5 281 559			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	475	–			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.² Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, la Commission des débats des chefs, le Bureau du directeur général des élections et le Commissariat aux langues officielles ont été transférés au portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 669 511 \$.

Section 10

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

**Centre de la sécurité des
télécommunications**

**Comité externe d'examen des griefs
militaires**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	238
Sommaire du portefeuille ministériel	240
Détail budgétaire par affectation	244
Responsabilités essentielles	246
Paiements de transfert	247
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	249
Revenus	250

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Défense nationale**Forces prêtes au combat**

Déployer des forces prêtes au combat et pouvant réussir dans un environnement de sécurité imprévisible et complexe en exécutant des opérations simultanées liées à toutes les missions confiées officiellement.

Acquisition de capacités

Acquérir des capacités avancées pour conserver un avantage sur les adversaires potentiels et suivre le rythme d'avancées des Alliés, tout en tirant pleinement parti de l'innovation et de la technologie de la défense. Des accords d'approvisionnement rationalisés et flexibles garantissent que la Défense est équipée pour mener ses missions.

Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables

Élaborer et gérer des bases et une infrastructure modernes, opérationnelles et durables. Contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux en matière d'environnement.

Équipe de la Défense

Recruter, développer et appuyer une Équipe de la Défense souple et diversifiée dans un milieu de travail sain et exempt de comportements dommageables; appuyer les familles des militaires; et répondre aux besoins de tous les militaires partant à la retraite, y compris ceux qui sont malades ou blessés. Renforcer les collectivités canadiennes en investissant dans la jeunesse.

Concept de force de l'avenir

Élaborer et concevoir la force de l'avenir grâce à une compréhension approfondie de l'environnement opérationnel futur et des risques pour le Canada et ses intérêts en matière de sécurité. Renforcer la capacité de la Défense afin de cerner, de prévenir toute une gamme d'imprévus, de s'y adapter et d'y faire face par l'intermédiaire de réseaux d'innovation et de collaboration et grâce à la recherche de pointe.

Opérations

Détecter, dissuader et défendre contre les menaces ou les attaques visant le Canada. Aider les autorités civiles et les organismes d'application de la Loi, y compris la lutte contre le terrorisme, en appui à la sécurité nationale, à de catastrophes nationales ou à de grandes situations d'urgence; et mener des opérations de recherche et de sauvetage. Détecter, dissuader et défendre contre les menaces pesant sur l'Amérique du Nord, ou les attaques dirigées contre elle, de concert avec les États-Unis, notamment par l'intermédiaire du NORAD. Diriger et/ou contribuer aux forces de l'OTAN et aux efforts de coalitions visant à dissuader et de vaincre les adversaires, y compris des terroristes, afin d'appuyer la stabilité mondiale. Diriger et/ou contribuer aux opérations de paix internationales et des missions de stabilisation avec les Nations Unies, l'OTAN et d'autres partenaires multilatéraux. S'engager dans

le renforcement des capacités afin d'appuyer la sécurité de d'autres pays et les moyens dont ils disposent pour contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens à l'étranger. Aider les autorités civiles et des partenaires non gouvernementaux pour répondre en cas de catastrophes internationales et nationales ou de situations d'urgence de grande envergure.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Fournir et protéger l'information

Acquérir et utiliser de l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir du renseignement étranger en fonction des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Fournir des avis, des conseils et des services permettant de protéger les renseignements électroniques et les infrastructures essentielles d'information pour le gouvernement du Canada. Fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Comité externe d'examen des griefs militaires

Examen indépendant des griefs militaires

Les paragraphes 29.2 (1) et (2) de la *Loi sur la Défense nationale* prévoient que le Comité externe d'examen des griefs militaires examine tous les griefs qui lui sont renvoyés par l'autorité de dernière instance et rend des conclusions et recommandations par écrit à l'autorité de dernière instance et à l'officier ou au militaire du rang qui a soumis le grief.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Surveillance indépendante de la Police militaire

Promeut et assure les plus hautes normes de conduite de la Police militaire dans le cadre des fonctions policières, et dissuade toute ingérence dans les enquêtes de la Police militaire, grâce à des examens, des enquêtes et des audiences indépendants et impartiaux qui lui permet de formuler des conclusions et des recommandations solides en réponse aux plaintes déposées contre la Police militaire ou provenant de ses membres, et grâce à des activités de sensibilisation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	16 449 558 144	–	–	16 449 558 144				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	577 991 293	–	577 991 293				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	446 966 556	–	446 966 556				
	Virement du :									
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	140 000	140 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	940 219	940 219				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 318 498	3 318 498				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	30 434 904	30 434 904				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	821 808 557	821 808 557				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications).....	–	–	–	(2 250 014)	(2 250 014)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(617 066)	(617 066)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(3 000 000)	(3 000 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(2 854 464)	(2 854 464)				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants).....	–	–	–	(837 472)	(837 472)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(38 333)	(38 333)				
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique).....	–	–	–	(3 100 000)	(3 100 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(1 169 709)	(1 169 709)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(287 310)	(287 310)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(93 500)	(93 500)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	16 449 558 144	1 024 957 849	841 244 310	18 315 760 303	17 026 335 819	1 289 424 484	–	16 839 291 341
5	Dépenses en capital.....	–	5 695 650 677	–	–	5 695 650 677				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	2 462 813	–	2 462 813				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	81 994 269	–	81 994 269				
	Virement du :									
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	23 446 000	23 446 000				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	55 985	55 985				

Virement au :									
	crédit 1 (Énergie atomique du Canada, Limitée).....	–	–	–	(405 000)	(405 000)			
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	(87 000)	(87 000)			
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	–	–	–	(350 000)	(350 000)			
	crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	(1 060 000)	(1 060 000)			
	crédit 5 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	(2 654 867)	(2 654 867)			
	crédit 5 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	(812 000)	(812 000)			
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(584 796)	(584 796)			
	crédit 5 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(60 000)	(60 000)			
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(168 500)	(168 500)			
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(60 000)	(60 000)			
	Total – Crédit 5	–	5 695 650 677	84 457 082	17 259 822	5 797 367 581	4 641 317 354	1 156 050 227	– 4 953 763 025
10	Subventions et contributions	–	247 181 598	–	–	247 181 598			
10b	Subventions et contributions.....	–	–	63 900 000	–	63 900 000			
10c	Subventions et contributions.....	–	–	485 000	–	485 000			
	Virement du CT, crédit 5 ¹	–	–	–	32 446 569	32 446 569			
	Total – Crédit 10	–	247 181 598	64 385 000	32 446 569	344 013 167	313 285 109	30 728 058	– 263 295 574
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes.....	–	423 388 673	–	–	423 388 673			
15c	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes..	–	–	108 893 191	–	108 893 191			
	Total – Crédit 15	–	423 388 673	108 893 191	–	532 281 864	517 142 045	15 139 819	– 417 577 865
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	317 406 035	7 049 688	(16 944 119)	307 511 604	307 511 604	–	– 320 321 132
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	–	1 160 201 540	150 103 148	1 809 835	1 312 114 523	1 312 114 523	–	– 4 016 577 703
(S)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	– 89 200
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	–	1 400 000	–	(773 034)	626 966	626 966	–	– 789 862
(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	–	300 000	–	(164 724)	135 276	135 276	–	– 167 059
(S)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	–	28 000	–	(19 180)	8 820	8 820	–	– 26 265
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	442 696	–	–	19 230 353	19 673 049	1 951 409	–	17 721 640 15 110 723
(S)	Pertes d'opérations de change.....	–	–	–	5 625 336	5 625 336	5 625 336	–	– 28 088
	Total budgétaire	442 696	24 295 205 167	1 439 845 958	899 715 368	26 635 209 189	24 126 144 961	2 491 342 588	17 721 640 26 827 037 837
L11b	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net).....	71 978 244	–	–	–	71 978 244	(1 248 045)	–	73 226 289 (2 736 588)
	Total du ministère – Budgétaire	442 696	24 295 205 167	1 439 845 958	899 715 368	26 635 209 189	24 126 144 961	2 491 342 588	17 721 640 26 827 037 837
	Total du ministère – Non budgétaire	71 978 244	–	–	–	71 978 244	(1 248 045)	–	73 226 289 (2 736 588)

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Centre de la sécurité des télécommunications										
1	Dépenses du programme	–	668 829 446	–	–	668 829 446				
1a	Dépenses du programme	–	–	16 721 508	–	16 721 508				
1b	Dépenses du programme	–	–	45 893 523	–	45 893 523				
1c	Dépenses du programme	–	–	4 007 547	–	4 007 547				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 250 014	2 250 014				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	9 756 429	9 756 429				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	176 768	176 768				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	39 674 690	39 674 690				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	23 315 168	23 315 168				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(384 861)	(384 861)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(13 333)	(13 333)				
	Total – Crédit 1	–	668 829 446	66 622 578	74 774 875	810 226 899	747 691 004	62 535 895	–	733 787 856
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	45 728 901	4 000 967	3 562 466	53 292 334	53 292 334	–	–	45 885 813
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	10 300	–	–	65 425	75 725	–	10 300	65 425	6 563
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	415	415	415	–	–	365
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	6 953	6 953	6 953	–	–	4 946
	Total de l'organisme – Budgétaire	10 300	714 558 347	70 623 545	78 410 134	863 602 326	800 990 706	62 546 195	65 425	779 685 543
Comité externe d'examen des griefs militaires										
1	Dépenses du programme	–	6 358 442	–	–	6 358 442				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	6 000	6 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	43 751	43 751				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	303 682	303 682				
	Total – Crédit 1	–	6 358 442	–	353 433	6 711 875	6 282 615	429 260	–	6 392 704
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	626 642	–	115 804	742 446	742 446	–	–	802 516
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	6 985 084	–	469 237	7 454 321	7 025 061	429 260	–	7 195 220

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire										
1	Dépenses du programme	-	4 416 066	-	-	4 416 066				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	35 141	35 141				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	173 871	173 871				
	Total – Crédit 1	-	4 416 066	-	209 012	4 625 078	4 336 250	288 828	-	4 479 351
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	436 817	-	1 750	438 567	438 567	-	-	467 324
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	78	-	-	-	78	-	78	-	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	78	4 852 883	-	210 762	5 063 723	4 774 817	288 906	-	4 946 675
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	453 074	25 021 601 481	1 510 469 503	978 805 501	27 511 329 559	24 938 935 545	2 554 606 949	17 787 065	27 618 865 275
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	71 978 244	-	-	-	71 978 244	(1 248 045)	-	73 226 289	(2 736 588)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Défense nationale				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	18 138 272 726	17 302 983 314	835 289 412	–
Recours collectifs Heyder et Beattie.....	47 282 441	47 282 441	–	–
Solutions innovatrices Canada	9 402 196	9 402 196	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	385 288 626	–	385 288 626	–
Réduction	82 170 000	–	82 170 000	–
Autre	34 395 392	–	34 395 392	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(381 051 078)	(333 332 132)	(47 718 946)	–
	<i>18 315 760 303</i>	<i>17 026 335 819</i>	<i>1 289 424 484</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	4 641 317 354	4 641 317 354	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 156 050 227	–	1 156 050 227	–
	<i>5 797 367 581</i>	<i>4 641 317 354</i>	<i>1 156 050 227</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	332 556 901	313 285 109	19 271 792	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 456 266	–	11 456 266	–
	<i>344 013 167</i>	<i>313 285 109</i>	<i>30 728 058</i>	–
Crédit 15 – Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes				
Régime d'assurance-revenu militaire	532 281 864	517 142 045	15 139 819	–
Montants législatifs.....	1 645 786 274	1 628 064 634	–	17 721 640
	26 635 209 189	24 126 144 961	2 491 342 588	17 721 640
Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	671 088 105	646 662 972	24 425 133	–
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	116 135 302	116 135 302	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	37 150 136	–	37 150 136	–
Autre	1 993 052	–	1 993 052	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(16 139 696)	(15 107 270)	(1 032 426)	–
	<i>810 226 899</i>	<i>747 691 004</i>	<i>62 535 895</i>	–
Montants législatifs.....	53 375 427	53 299 702	10 300	65 425
	863 602 326	800 990 706	62 546 195	65 425

Comité externe d'examen des griefs militaires

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	6 506 759	6 282 615	224 144	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	205 116	–	205 116	–
	6 711 875	6 282 615	429 260	–
Montants législatifs.....	742 446	742 446	–	–
	7 454 321	7 025 061	429 260	–

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	4 562 774	4 336 250	226 524	–
Affectations bloquées				
Report.....	29 745	–	29 745	–
Transfert/réaffectation	32 559	–	32 559	–
	4 625 078	4 336 250	288 828	–
Montants législatifs.....	438 645	438 567	78	–
	5 063 723	4 774 817	288 906	–
Total du portefeuille ministériel.....	27 511 329 559	24 938 935 545	2 554 606 949	17 787 065

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Défense nationale												
Forces prêtes au combat.....	10 176 531 840	9 803 448 282	682 983 284	280 727 094	2 450 000	230 147	127 534 251	99 445 961	10 734 430 873	9 984 959 562	11 707 979	(1 156 509)
Acquisition de capacités	773 598 196	579 090 265	4 028 767 700	3 168 595 967	–	–	115 642	–	4 802 250 254	3 747 686 232	–	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables.....	3 555 501 770	3 143 817 776	757 056 673	934 395 310	32 978 160	31 370 365	173 761 031	164 302 805	4 171 775 572	3 945 280 646	43 366 745	(1 060 565)
Équipe de la Défense	3 959 048 150	3 682 532 905	24 518 068	18 991 197	2 996 062	2 980 074	65 179 931	55 633 408	3 921 382 349	3 648 870 768	4 177 226	1 530 898
Concept de force de l'avenir.....	565 234 812	533 291 755	223 364 493	195 976 260	32 293 190	20 809 908	372 992	344 881	820 519 503	749 733 042	–	–
Opérations	825 803 947	634 089 175	45 236 557	22 963 440	274 066 817	258 665 677	18 388	215 852	1 145 088 933	915 502 440	12 726 294	(473 466)
Services internes.....	1 018 389 742	1 127 833 410	35 440 806	19 668 086	–	–	14 068 843	13 389 225	1 039 761 705	1 134 112 271	–	(88 403)
Total partiel	20 874 108 457	19 504 103 568	5 797 367 581	4 641 317 354	344 784 229	314 056 171	381 051 078	333 332 132	26 635 209 189	24 126 144 961	71 978 244	(1 248 045)
Revenus affectés aux dépenses	(381 051 078)	(333 332 132)	–	–	–	–	(381 051 078)	(333 332 132)	–	–	–	–
Total du ministère.....	20 493 057 379	19 170 771 436	5 797 367 581	4 641 317 354	344 784 229	314 056 171	–	–	26 635 209 189	24 126 144 961	71 978 244	(1 248 045)
Centre de la sécurité des télécommunications												
Fournir et protéger l'information.....	879 742 022	816 097 976	–	–	–	–	16 139 696	15 107 270	863 602 326	800 990 706	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(16 139 696)	(15 107 270)	–	–	–	–	(16 139 696)	(15 107 270)	–	–	–	–
Total de l'organisme	863 602 326	800 990 706	–	–	–	–	–	–	863 602 326	800 990 706	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires												
Examen indépendant des griefs militaires	5 004 901	4 811 195	–	–	–	–	–	–	5 004 901	4 811 195	–	–
Services internes.....	2 449 420	2 213 866	–	–	–	–	–	–	2 449 420	2 213 866	–	–
Total de l'organisme	7 454 321	7 025 061	–	–	–	–	–	–	7 454 321	7 025 061	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Surveillance indépendante de la Police militaire.....	2 974 792	2 815 122	–	–	–	–	–	–	2 974 792	2 815 122	–	–
Services internes.....	2 088 931	1 959 695	–	–	–	–	–	–	2 088 931	1 959 695	–	–
Total de l'organisme	5 063 723	4 774 817	–	–	–	–	–	–	5 063 723	4 774 817	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	21 369 177 749	19 983 562 020	5 797 367 581	4 641 317 354	344 784 229	314 056 171	–	–	27 511 329 559	24 938 935 545	71 978 244	(1 248 045)

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale									
Subventions									
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité...	–	5 000 000	–	–	5 000 000	25 023	4 974 977	–	320 000
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	–	2 450 000	–	–	2 450 000	230 147	2 219 853	–	646 731
Programme de Subventions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité.....	–	1 903 443	–	–	1 903 443	1 876 427	27 016	–	2 045 961
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :									
Ligue navale du Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Armée du Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Air du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	–	28 000	–	(19 180)	8 820	8 820	–	–	26 265
Total – Subventions	–	10 881 443	–	(19 180)	10 862 263	3 640 417	7 221 846	–	4 538 957
Contributions									
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :									
Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	–	130 676 000	32 600 000	(12 874 332)	150 401 668	135 000 528	15 401 140	–	140 000 486
Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	–	26 538 408	31 300 000	10 622 868	68 461 276	68 461 276	–	–	60 178 023
Autres activités de l'OTAN.....	–	3 060 000	–	2 251 464	5 311 464	5 311 464	–	–	4 142 885
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations..	–	35 450 000	–	(2 956 840)	32 493 160	31 132 623	1 360 537	–	35 450 000
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité...	–	23 000 000	–	–	23 000 000	16 518 711	6 481 289	–	12 143 490
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	–	11 389 000	–	(6 546 591)	4 842 409	4 842 409	–	–	2 451 480
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	–	3 100 000	–	–	3 100 000	3 100 000	–	–	2 300 124
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité.....	–	2 250 000	–	–	2 250 000	2 250 000	–	–	1 500 000

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme de contributions à l'appui de divers centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle au Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	484 012	15 988	–	253 694
Programme de contributions des principes de Vancouver	–	225 000	–	–	225 000	225 000	–	–	225 000
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	–	139 747	–	–	139 747	139 747	–	–	137 700
Assainissement du site de l'aéroport Jack Garland de North Bay.....	–	–	485 000	–	485 000	237 742	247 258	–	–
Contributions à l'opération Ukraine.....	–	–	–	41 950 000	41 950 000	41 950 000	–	–	–
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	–	1 400 000	–	(773 034)	626 966	626 966	–	–	789 862
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	300 000	–	(164 724)	135 276	135 276	–	–	167 059
Total – Contributions	–	238 028 155	64 385 000	31 508 811	333 921 966	310 415 754	23 506 212	–	259 739 803
Total du portefeuille ministériel.....	–	248 909 598	64 385 000	31 489 631	344 784 229	314 056 171	30 728 058	–	264 278 760

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale				Non budgétaire (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Forces prêtes au combat				Forces prêtes au combat.....			
Recouvrements des membres	1 923 613	1 265 737	911 146	Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	62 470 287	62 470 287	40 749 577
Recouvrements des autres ministères	1 294 387	2 275 137	937 420	Équipe de la Défense	228 168 848	228 168 848	179 594 202
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	119 890 083	89 606 783	146 673 982	Opérations	20 344 912	20 344 912	19 536 226
Autres recouvrements.....	4 426 168	6 298 304	3 981 663	Total non budgétaire.....	67 128 585	67 128 585	64 728 380
	127 534 251	99 445 961	152 504 211	Total du ministère – Budgétaire.....	378 112 632	378 112 632	304 608 385
Acquisition de capacités				Total du ministère – Non budgétaire			
Recouvrements des membres	–	–	16 280		381 051 078	333 332 132	367 219 266
Autres recouvrements.....	115 642	–	51 118		378 112 632	378 112 632	304 608 385
	115 642	–	67 398	Centre de la sécurité des télécommunications			
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Recouvrements des membres	142 968 650	134 249 567	119 991 199	Fournir et protéger l'information			
Recouvrements des autres ministères	9 724 173	9 597 276	8 998 111	Total de l'organisme – Budgétaire			
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	185 111	901 669	737 099		16 139 696	15 107 270	13 688 939
Autres recouvrements.....	20 883 097	19 554 293	22 318 181	Total de l'organisme – Non budgétaire			
	173 761 031	164 302 805	152 044 590		397 190 774	348 439 402	380 908 205
Équipe de la Défense				Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			
Recouvrements des membres	10 768 410	7 108 582	2 651 808		378 112 632	378 112 632	304 608 385
Recouvrements des autres ministères	894 016	53 332	77 632				
Autres recouvrements.....	53 517 505	48 471 494	46 897 146				
	65 179 931	55 633 408	49 626 586				
Concept de force de l'avenir							
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	30 317	–				
Autres recouvrements.....	372 992	314 564	301 289				
	372 992	344 881	301 289				
Opérations							
Recouvrements des membres	217	41 155	–				
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	86 089	–				
Autres recouvrements.....	18 171	88 608	91 115				
	18 388	215 852	91 115				
Services internes							
Recouvrements des membres	12 290 000	12 217 555	12 077 854				
Recouvrements des autres ministères	30 000	48	188				
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	150 043	386 225	110 196				
Autres recouvrements.....	1 598 800	785 397	395 839				
	14 068 843	13 389 225	12 584 077				
Total budgétaire.....	381 051 078	333 332 132	367 219 266				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Défense nationale					
Autres revenus					
Revenus de placements ¹			Ventes de biens et de services		
Autres comptes			Autres frais et droits		
Intérêt sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	159 728	258 525	Autres frais et droits	16 587 994	15 643 552
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les			Autres frais et droits relatifs aux services de soutien internes...	650 678	633 738
fournisseurs/banques	2 680 003	1 325 164		17 238 672	16 277 290
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	647	1 096	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	65 425	10 300
	2 840 378	1 584 785	Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	99 980 529	78 260 007	Gain net de change	1 091	4 672
			Location et utilisation de biens publics	1 005 786	836 537
Ventes de biens et de services			Divers	2 233	3 579
Location et utilisation de biens publics	132 083 189	122 955 394		1 009 110	844 788
Services de nature réglementaire	10 915	8 590	Total de l'organisme	22 387 551	18 030 072
Services de nature non réglementaire.....	153 586 247	182 684 639			
Ventes de biens et de produits d'information	44 480 586	31 227 168	Comité externe d'examen des griefs militaires		
Autres frais et droits			Autres revenus		
Revenus reportés.....	(2 213 782)	(2 578 959)	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Revenus provenant d'amendes.....	507 109	388 905	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 450	3 811
Divers	1 828 995	770 517	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	3 714
	122 322	(1 419 537)	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs		
	330 283 259	335 456 254	transférés d'autres ministères	5 032	1 182
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 230 353	8 905 593	Total de l'organisme	23 482	8 707
Revenus divers					
Comprend les paiements reçus des Nations Unies	33 350 100	13 309 156	Commission d'examen des plaintes concernant la police		
Gain net de change	582 939	20 368 844	militaire		
	33 933 039	33 678 000	Autres revenus		
Total du ministère.....	486 267 558	457 884 639	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	–	5 695
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	78
Centre de la sécurité des télécommunications			Total de l'organisme	–	5 773
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Sommaire du portefeuille ministériel		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 803 303	616 467	Autres revenus		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	271 041	281 227	Revenus de placements.....	2 840 378	1 584 785
	4 074 344	897 694	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	104 078 355	79 172 103
			Ventes de biens et de services.....	347 521 931	351 733 544
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 295 778	8 915 971
			Revenus divers.....	34 942 149	34 522 788
			Total du portefeuille ministériel.....	508 678 591	475 929 191

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 11

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	252
Sommaire du portefeuille ministériel	254
Détail budgétaire par affectation	259
Responsabilités essentielles	261
Paievements de transfert	262
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	267
Revenus	267

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social**Régimes de pension et prestations**

Aider les Canadiens à conserver un revenu à la retraite et verser une aide financière aux survivants, aux personnes handicapées et à leur famille.

Apprentissage, développement des compétences et emploi

Aider les Canadiens à accéder aux études postsecondaires, à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour participer à un marché du travail en évolution et offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.

Développement social

Améliorer l'inclusion et les possibilités de participation des Canadiens dans leurs collectivités.

Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères

Fournir de l'information au public sur les programmes du gouvernement du Canada et du Ministère et offrir des services au nom d'autres ministères.

Conditions et relations de travail

Fait la promotion de conditions de travail sûres, saines, équitables et inclusives et de relations de travail fondées sur la coopération.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité**Normes d'accessibilité**

Élabore et révisé les normes d'accessibilité en établissant des comités techniques et en leur fournissant un soutien et des recherches. Promeut, appuie et mène des recherches pour éclairer l'élaboration des normes; partage des informations avec les organisations et le public sur les normes; fournit des produits et des services sur les normes et fournit les pratiques exemplaires utilisées pour cerner, éliminer et prévenir les obstacles à l'accessibilité. Les comités techniques reflètent la diversité et sont composés de personnes en situation de handicap, d'autochtones, de représentants d'industries qui devraient respecter les normes si elles étaient converties en règlement et d'autres experts.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a pour objet de faciliter l'accès à des renseignements fiables sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les travailleurs au Canada à être en sécurité au travail et d'appuyer les employeurs, les groupes syndicaux et les gouvernements dans leurs efforts visant à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. En tant qu'organisme national, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail fournit des renseignements impartiaux au moyen de divers produits et services bilingues gratuits ou payants, selon le cas. Les travailleurs et les employeurs au Canada ont accès à un service d'information personnalisé gratuit et confidentiel sur l'hygiène et la sécurité, dispensé par téléphone, par courriel, par télécopieur, par courrier postal ou en personne. De plus, une vaste gamme de ressources en ligne et de documents imprimés sont disponibles pour répondre aux besoins d'information sur la santé et la sécurité des travailleurs et des milieux de travail. Ces produits et services sont financés par le recouvrement des coûts, des contributions du gouvernement du Canada et des contributions financières d'autres intervenants. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail recueille, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail au profit de la population active du Canada. Cette information est utilisée pour les activités d'éducation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, la conformité aux exigences et divers usages personnels. Lorsque les produits ou services du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont fournis à des intervenants comme des particuliers, des groupes ou des organisations au Canada et à l'étranger et qu'ils comportent des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, ces produits ou services sont intégrés au programme de recouvrement des coûts, et des frais d'utilisation sont imposés. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail promeut et facilite la consultation et la collaboration entre les administrations fédérales, provinciales et territoriales, ainsi que la participation de travailleurs, d'employeurs et d'autres intervenants, pour l'établissement et le maintien de normes élevées et la mise en œuvre d'initiatives sur l'hygiène et la sécurité au travail adaptées au contexte canadien. L'échange des ressources conduit à l'élaboration coordonnée et mutuellement bénéfique de programmes, de produits et de services uniques. Les projets entrepris en collaboration sont habituellement soutenus par une combinaison d'appuis financiers et non financiers aux programmes provenant de partenaires et d'intervenants et assurent l'avancement d'initiatives relatives à la santé et à la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 076 920 565	–	–	1 076 920 565				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	184 125 967	–	184 125 967				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	4 359 801	–	4 359 801				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	46 667 084	–	46 667 084				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 113 992	2 113 992				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 773 062	8 773 062				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	37 274 782	37 274 782				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	11 456 675	11 456 675				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	(275 797)	(275 797)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(357 458)	(357 458)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(127 033)	(127 033)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(850 000)	(850 000)				
	Affectations réputées au crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	(12 297 505)	(12 297 505)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 076 920 565	235 152 852	45 560 718	1 357 634 135	1 232 609 394	125 024 741	–	919 087 621
5	Subventions et contributions.....	–	3 107 555 049	–	–	3 107 555 049				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	3 215 828 705	–	3 215 828 705				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	110 000 000	–	110 000 000				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	21 173 362	–	21 173 362				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	850 000	850 000				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	1 468 252	1 468 252				
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	52 476 583	52 476 583				
	Virement au :									
	crédit 10 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	(4 000 000)	(4 000 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(9 000 122)	(9 000 122)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(1 732 489)	(1 732 489)				
	Affectations réputées au crédit 10 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	(220 941 645)	(220 941 645)				
	Total – Crédit 5.....	–	3 107 555 049	3 347 002 067	(180 879 421)	6 273 677 695	4 793 596 083	1 480 081 612	–	3 037 668 779
10c	Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis.....	–	–	170 358 003	–	170 358 003	168 772 499	1 585 504	–	24 904

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	280 770 025	25 943 203	57 653 908	364 367 136	364 367 136	–	–	347 465 813
(S)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	5	2 005	2 005	–	–	2 000
(S)	Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	–	(94 724 299)	(94 724 299)	(94 724 299)	–	–	–
(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9) ...	–	47 067 389 917	(284 862 688)	(561 119 786)	46 221 407 443	46 221 407 443	–	–	44 382 661 808
(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	14 631 701 794	(437 278 770)	(189 588 658)	14 004 834 366	14 004 834 366	–	–	13 685 088 912
(S)	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	1 879 887 601	1 326 412 335	(51 768 796)	3 154 531 140	3 154 531 140	–	–	2 920 803 871
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	980 000 000	60 000 000	49 549 480	1 089 549 480	1 089 549 480	–	–	1 016 678 793
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	1 217 861 664	(28 560 290)	34 214 330	1 223 515 704	1 223 515 704	–	–	749 443 316
(S)	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	671 647 345	(79 197 892)	(63 540 629)	528 908 824	528 908 824	–	–	572 156 858
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	–	472 003 897	(13 614 728)	10 651 493	469 040 662	469 040 662	–	–	406 524 376
(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	–	216 736 696	(30 156 561)	(1 059 897)	185 520 238	185 520 238	–	–	139 813 480
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	–	223 508 892	–	2 456 484	225 965 376	225 932 000	33 376	–	180 137 649
(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	180 000 000	(37 000 000)	(695 843)	142 304 157	142 304 157	–	–	156 403 301

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>)	–	49 250 000	–	(37 561 535)	11 688 465	11 688 465	–	–	60 577 250
(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	31 444 511	–	2 678 008	34 122 519	34 122 519	–	–	15 162 821
(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	5 107 011	–	(4 318 173)	788 838	788 838	–	–	10 023 033
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	2 704 207	(373 896)	77 377	2 407 688	2 407 688	–	–	1 541 198
(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	–	40 000	–	3 659 991	3 699 991	3 699 991	–	–	(684 860)
(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	–	145 000	–	(145 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	45 599	–	(37 136)	8 463	8 463	–	–	74 873
(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(1 613 047)	–	200 936	(1 412 111)	(1 412 111)	–	–	(1 071 607)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	115 923	–	–	205 468	321 391	59 898	56 025	205 468	98 931
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	2 860 079	2 860 079	2 860 079	–	–	1 417 056
(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la <i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>	879 608	–	–	869 630	1 749 238	879 608	–	869 630	779 798
(S)	Paiement en vertu de l'article 24(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour le Programme des travailleurs étrangers temporaires au terme de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	–	–	–	(20 000)	(20 000)	(20 000)	–	–	2 777 000
(S)	Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	–	11 340 664	44 768 608	(22 694 971)	33 414 301	33 414 301	–	–	797 053 637
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	3 430 000 000	10 782 000 000	(997 986 872)	13 214 013 128	13 214 013 128	–	–	14 464 728 912
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	4 525 000 000	(1 539 000 000)	(644 449 338)	2 341 550 662	2 341 550 662	–	–	1 965 529 481

(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	2 380 000 000	(1 516 000 000)	162 424 743	1 026 424 743	1 026 424 743	–	–	419 837 386
(S)	Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	1 672 950 500	6 477 060	1 679 427 560	1 679 427 560	–	–	–
(S)	Paiement au gouvernement du Québec destiné à harmoniser le Régime québécois d'assurance parentale avec les mesures temporaires apportées à l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	130 300 000	–	130 300 000	130 300 000	–	–	–
(S)	Paiements aux provinces et aux territoires destinés à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	2 648 082 433	–	2 648 082 433	2 648 082 433	–	–	–
(S)	Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	–	–	2 436 480 000	(1 490 350 883)	946 129 117	946 129 117	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	76 385 232 626
	Total budgétaire	995 531	82 439 720 890	18 913 405 176	(3 961 400 927)	97 392 720 670	95 784 864 314	1 606 781 258	1 075 098	162 637 306 616
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Net)	–	937 193 814	(709 799 999)	5 368 653	232 762 468	232 762 468	–	–	1 392 981 394
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	19 997 229	(9 957 572)	(6 464 795)	3 574 862	3 574 862	–	–	9 455 382
(S)	(L) Avance émise aux commissions provinciales des accidents du travail en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	–	–	–	210 000	210 000	210 000	–	–	(500 000)
	Total non budgétaire	–	957 191 043	(719 757 571)	(886 142)	236 547 330	236 547 330	–	–	1 401 936 776
	Total du ministère – Budgétaire	995 531	82 439 720 890	18 913 405 176	(3 961 400 927)	97 392 720 670	95 784 864 314	1 606 781 258	1 075 098	162 637 306 616
	Total du ministère – Non budgétaire	–	957 191 043	(719 757 571)	(886 142)	236 547 330	236 547 330	–	–	1 401 936 776
	Société canadienne d'hypothèques et de logement ²									
1	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	3 259 488 472	–	–	3 259 488 472	–	–	–	–
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	–	1 799 881 898	–	1 799 881 898	–	–	–	–
	Reclassé sous Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(5 059 370 370)	(5 059 370 370)	–	–	–	–
	Total – Crédit 1	–	3 259 488 472	1 799 881 898	(5 059 370 370)	–	–	–	–	–
	Total budgétaire	–	3 259 488 472	1 799 881 898	(5 059 370 370)	–	–	–	–	–
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	–	3 209 467 541	–	(3 209 467 541)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 259 488 472	1 799 881 898	(5 059 370 370)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	–	3 209 467 541	–	(3 209 467 541)	–	–	–	–	–

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	10 736 821	–	–	10 736 821				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	456 080	456 080				
	Total – Crédit 1.....	–	10 736 821	–	456 080	11 192 901	7 344 635	3 848 266	–	8 867 425
5	Subventions et contributions.....	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 499 998	2	–	5 237 602
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	828 736	–	(172 755)	655 981	655 981	–	–	499 112
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	20 065 557	–	283 325	20 348 882	16 500 614	3 848 268	–	14 604 139
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail										
1	Dépenses du programme.....	–	5 942 874	–	–	5 942 874				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	586 651	–	586 651				
1c	Dépenses du programme.....	–	–	104 565	–	104 565				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	500	500				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	201 700	201 700				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	84 671	84 671				
	Total – Crédit 1.....	–	5 942 874	691 216	286 871	6 920 961	6 223 821	697 140	–	6 557 694
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	776 369	–	614 122	1 390 491	1 390 491	–	–	1 279 977
(S)	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)(g) de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	8 291 258	8 101 178	–	(1 550 814)	14 841 622	5 478 720	–	9 362 902	3 867 982
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	8 291 258	14 820 421	691 216	(649 821)	23 153 074	13 093 032	697 140	9 362 902	11 705 653
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	9 286 789	85 734 095 340	20 713 978 290	(9 021 137 793)	97 436 222 626	95 814 457 960	1 611 326 666	10 438 000	162 663 616 408
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	4 166 658 584	(719 757 571)	(3 210 353 683)	236 547 330	236 547 330	–	–	1 401 936 776

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

² Le décret C.P. 2021-0947 a nommé le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités à titre de ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, la Société était sous la responsabilité de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap et des dépenses non législatives d'environ 1 158 713 844 \$ ont été approuvées par la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 2 876 263 646 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	3 540 271 881	3 472 393 928	67 877 953	–
Initiatives publicitaires.....	3 800 000	3 787 110	12 890	–
Rémunération rétroactive.....	39 370 079	11 455 833	27 914 246	–
Modernisation du versement des prestations.....	320 891 784	189 456 827	131 434 957	–
Solutions innovatrices Canada.....	2 200 000	126 250	2 073 750	–
Prestation canadienne d'urgence – Administration et intégrité.....	115 079 915	107 389 150	7 690 765	–
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants – Administration et intégrité.....	14 139 482	13 131 216	1 008 266	–
Affectations bloquées				
Report.....	50 635 523	–	50 635 523	–
Transfert/réaffectation.....	1 653 461	–	1 653 461	–
Réduction.....	2 061 577	–	2 061 577	–
Autre.....	3 419 681	–	3 419 681	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 735 889 248)	(2 565 130 920)	(170 758 328)	–
	<i>1 357 634 135</i>	<i>1 232 609 394</i>	<i>125 024 741</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	5 558 896 268	4 693 614 247	865 282 021	–
Prestation canadienne d'urgence.....	153 730 157	52 170 624	101 559 533	–
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants.....	47 811 212	47 811 212	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	474 763 475	–	474 763 475	–
Transfert/réaffectation.....	36 476 583	–	36 476 583	–
Autre.....	2 000 000	–	2 000 000	–
	<i>6 273 677 695</i>	<i>4 793 596 083</i>	<i>1 480 081 612</i>	–
Crédit 10 – Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis				
Prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis.....	<i>170 358 003</i>	<i>168 772 499</i>	<i>1 585 504</i>	–
Montants législatifs.....	89 591 050 837	89 589 886 338	89 401	1 075 098
	97 392 720 670	95 784 864 314	1 606 781 258	1 075 098
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	11 192 901	7 344 635	3 848 266	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	8 500 000	8 499 998	2	–
Montants législatifs.....	655 981	655 981	–	–
	20 348 882	16 500 614	3 848 268	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	6 223 821	6 223 821	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	697 140	–	697 140	–
	6 920 961	6 223 821	697 140	–
Montants législatifs.....	16 232 113	6 869 211	–	9 362 902
	23 153 074	13 093 032	697 140	9 362 902
Total du portefeuille ministériel.....	97 436 222 626	95 814 457 960	1 611 326 666	10 438 000

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Emploi et du Développement social												
Régimes de pension et prestations	798 462 724	728 721 242	–	–	63 105 139 095	63 102 883 206	368 748 017	337 528 982	63 534 853 802	63 494 075 466	–	–
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 718 151 241	2 515 726 527	–	–	26 530 557 462	25 786 272 095	1 499 714 780	1 361 557 013	27 748 993 923	26 940 441 609	236 337 330	236 337 330
Développement social	79 945 817	70 741 620	–	–	5 125 954 202	4 392 644 092	–	–	5 205 900 019	4 463 385 712	–	–
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	284 950 141	283 787 168	–	–	–	–	–	–	284 950 141	283 787 168	–	–
Conditions et relations de travail	139 062 975	134 522 084	–	–	23 991 465	23 761 219	900 000	900 000	162 154 440	157 383 303	210 000	210 000
Services internes	1 322 394 796	1 310 935 981	–	–	–	–	866 526 451	865 144 925	455 868 345	445 791 056	–	–
Total partiel	5 342 967 694	5 044 434 622	–	–	94 785 642 224	93 305 560 612	2 735 889 248	2 565 130 920	97 392 720 670	95 784 864 314	236 547 330	236 547 330
Revenus affectés aux dépenses	(2 735 889 248)	(2 565 130 920)	–	–	–	–	(2 735 889 248)	(2 565 130 920)	–	–	–	–
Total du ministère	2 607 078 446	2 479 303 702	–	–	94 785 642 224	93 305 560 612	–	–	97 392 720 670	95 784 864 314	236 547 330	236 547 330
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité												
Normes d'accessibilité	5 655 842	2 902 544	–	–	8 500 000	8 499 998	–	–	14 155 842	11 402 542	–	–
Services internes	6 193 040	5 098 072	–	–	–	–	–	–	6 193 040	5 098 072	–	–
Total de l'organisme	11 848 882	8 000 616	–	–	8 500 000	8 499 998	–	–	20 348 882	16 500 614	–	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	14 245 466	8 613 556	–	–	–	–	–	–	14 245 466	8 613 556	–	–
Services internes	8 907 608	4 479 476	–	–	–	–	–	–	8 907 608	4 479 476	–	–
Total de l'organisme	23 153 074	13 093 032	–	–	–	–	–	–	23 153 074	13 093 032	–	–
Total du portefeuille ministériel	2 642 080 402	2 500 397 350	–	–	94 794 142 224	93 314 060 610	–	–	97 436 222 626	95 814 457 960	236 547 330	236 547 330

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Subventions									
Subventions aux apprentis.....	–	112 204 322	–	(23 623 322)	88 581 000	86 581 000	2 000 000	–	60 144 359
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés.....	–	61 340 000	–	(22 312)	61 317 688	61 317 688	–	–	61 183 246
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	–	23 728 540	79 364 250	(20 061 778)	83 031 012	82 631 012	400 000	–	13 776 694
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité.....	–	20 650 000	45 484 300	11 662 035	77 796 335	77 796 335	–	–	20 518 480
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes.....	–	14 800 000	12 125 400	(14 684 733)	12 240 667	–	12 240 667	–	–
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	–	10 000 000	–	(1 014 707)	8 985 293	361 260	8 624 033	–	388 980
Subvention Passeport pour ma réussite Canada.....	–	9 500 000	–	–	9 500 000	9 500 000	–	–	9 500 000
Programme de financement du travail.....	–	7 303 000	–	(500 000)	6 803 000	6 803 000	–	–	1 803 000
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance.....	–	5 235 327	4 700 000	(3 393 342)	6 541 985	6 541 985	–	–	2 194 534
Programme de financement des objectifs de développement durable.....	–	4 600 000	–	(4 318 540)	281 460	280 851	609	–	4 455 246
Subvention pour la formation et l'innovation en milieu syndical	–	2 300 000	–	(702 241)	1 597 759	1 397 547	200 212	–	2 197 271
Mesure de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada.....	–	1 100 000	–	–	1 100 000	1 100 000	–	–	1 100 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail.....	–	1 000 000	–	(1 000 000)	–	–	–	–	–
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche.....	–	100 000	–	438 000	538 000	538 000	–	–	959 500
Prestation canadienne d'urgence.....	–	–	190 206 740	–	190 206 740	52 170 624	138 036 116	–	9 729 500
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants.....	–	–	11 334 629	36 476 583	47 811 212	47 811 212	–	–	2 154 750
Programme de préparation à l'investissement.....	–	–	2 000 000	(227 112)	1 772 888	1 772 888	–	–	402 624
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche.....	–	–	–	550 000	550 000	272 500	277 500	–	–
Paielement unique pour les bénéficiaires du Supplément de revenu garanti ayant reçu des prestations de pandémie.....	–	–	–	16 000 000	16 000 000	13 744 111	2 255 889	–	–
(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	47 067 389 917	(284 862 688)	(561 119 786)	46 221 407 443	46 221 407 443	–	–	44 382 661 808
(S) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	14 631 701 794	(437 278 770)	(189 588 657)	14 004 834 367	14 004 834 367	–	–	13 685 088 912
(S) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants.....	–	1 879 887 601	1 326 412 335	(51 768 797)	3 154 531 139	3 154 531 139	–	–	2 920 803 871

(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	980 000 000	60 000 000	49 549 480	1 089 549 480	1 089 549 480	–	–	1 016 678 793
(S) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	671 647 345	(79 197 892)	(63 540 629)	528 908 824	528 908 824	–	–	572 156 858
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>).....	–	472 003 897	(13 614 728)	10 651 494	469 040 663	469 040 663	–	–	406 524 376
(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>).....	–	216 736 696	(30 156 561)	(1 059 897)	185 520 238	185 520 238	–	–	139 813 479
(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	180 000 000	(37 000 000)	(695 843)	142 304 157	142 304 157	–	–	156 403 301
(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>).....	–	49 250 000	–	(37 561 535)	11 688 465	11 688 465	–	–	60 577 250
(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)....	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	(55)
(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>).....	–	40 000	–	3 659 991	3 699 991	3 699 991	–	–	(684 859)
(S) Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	–	9 000 000	40 448 402	(22 744 802)	26 703 600	26 703 600	–	–	787 551 598
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	3 430 000 000	10 557 100 000	(970 237 890)	13 016 862 110	13 016 862 110	–	–	14 417 284 976
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	4 525 000 000	(1 621 310 000)	(615 608 794)	2 288 081 206	2 288 081 206	–	–	1 956 732 950
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	2 380 000 000	(1 580 630 000)	161 518 323	960 888 323	960 888 323	–	–	409 425 350
(S) Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	–	(94 724 299)	(94 724 299)	(94 724 299)	–	–	–
(S) Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation</i>									

aux besoins des sans-abris	–	211 796 539	292 042 756	(217 548 303)	286 290 992	286 290 992	–	–	182 117 906
Initiative de transformation de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.....	–	126 727 659	60 173 743	(4 672 057)	182 229 345	170 270 386	11 958 959	–	130 139 077
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	–	78 925 000	–	–	78 925 000	39 334 966	39 590 034	–	51 153 583
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	–	17 976 249	756 180 000	(330 166 526)	443 989 723	41 049 723	402 940 000	–	28 845 303
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	–	14 450 000	–	–	14 450 000	14 363 610	86 390	–	14 416 879
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes.....	–	3 209 000	61 376 876	14 902 500	79 488 376	19 882 185	59 606 191	–	17 751 792
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail.....	–	2 500 000	–	1 000 000	3 500 000	3 462 339	37 661	–	3 495 000
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés.....	–	1 800 000	–	11 300 000	13 100 000	13 100 000	–	–	12 753 000
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	–	–	130 988 918	227 112	131 216 030	13 472 696	117 743 334	–	23 890 098
Programme de financement du travail	–	–	1 900 000	100 000	2 000 000	1 807 415	192 585	–	394 827
Programme des travailleurs étrangers temporaires – Réseau de soutien des travailleurs migrants.....	–	–	5 916 693	2 639 985	8 556 678	8 556 678	–	–	–
Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité	–	–	–	1 057 874	1 057 874	1 057 874	–	–	3 223 036
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	–	–	–	2 579 599	2 579 599	2 579 599	–	–	1 090 567
Programme de financement des objectifs de développement durable.....	–	–	–	3 418 540	3 418 540	3 418 540	–	–	139 326
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	–	–	–	14 867 042	14 867 042	163 810	14 703 232	–	–
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ...	–	1 124 515 303	(20 896 598)	29 910 965	1 133 529 670	1 133 529 670	–	–	668 499 215

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	–	5 107 011	–	(4 318 173)	788 838	788 838	–	–	10 023 033
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	1 145 599	126 104	242 388	1 514 091	1 514 091	–	–	796 022
(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	45 599	–	(37 136)	8 463	8 463	–	–	74 873
(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(1 613 047)	–	200 936	(1 412 111)	(1 412 111)	–	–	(1 071 607)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 710 305 049
Total – Contributions	–	3 040 894 325	2 581 668 560	(870 458 972)	4 752 103 913	3 612 719 770	1 139 384 143	–	4 914 439 486
Autres paiements de transfert									
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	–	922 000 000	–	–	922 000 000	922 000 000	–	–	922 000 000
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.....	–	–	399 347 694	720 000 000	1 119 347 694	942 685 251	176 662 443	–	399 347 694
(S) Paiements aux provinces et aux territoires destinés à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	2 648 082 433	–	2 648 082 433	2 648 082 433	–	–	–
Total – Autres paiements de transfert	–	922 000 000	3 047 430 127	720 000 000	4 689 430 127	4 512 767 684	176 662 443	–	1 321 347 694
Total du ministère	–	80 729 417 764	18 077 474 604	(4 021 250 144)	94 785 642 224	93 305 560 612	1 480 081 612	–	160 650 309 030
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
Subventions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité.....	–	4 250 000	–	(1 942 003)	2 307 997	2 307 995	2	–	2 749 723
Contributions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité.....	–	4 250 000	–	1 942 003	6 192 003	6 192 003	–	–	2 487 879
Total de l'organisme	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 499 998	2	–	5 237 602
Total du portefeuille ministériel	–	80 737 917 764	18 077 474 604	(4 021 250 144)	94 794 142 224	93 314 060 610	1 480 081 614	–	160 655 546 632

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Régimes de pension et prestations			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	368 748 017	337 528 982	328 698 504
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	1 499 714 780	1 361 557 013	1 364 106 418
Conditions et relations de travail			
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	900 000	900 000	707 595
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	153 944 609	153 302 469	146 173 232
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	712 581 842	711 842 456	615 119 343
	866 526 451	865 144 925	761 292 575
Total budgétaire	2 735 889 248	2 565 130 920	2 454 805 092
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Remboursement de prêts en espèces	–	2 633 900 361	2 165 962 318
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 735 889 248	2 565 130 920	2 454 805 092
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	2 633 900 361	2 165 962 318

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires	53 297	55 610
Autres comptes		
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	790 000 000	3 895 000 000
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	12 228 409	169 458 638
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	108	1 415 824
Paiements reçus sur les prêts escomptés	1 154 435	1 113 691
	803 436 249	4 067 043 763
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	149 215 548	15 528 409
Recouvrement de trop-payés de salaire	60 964	58 676
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	9 908 951	10 675 077
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	119 723 920	945 994 651
	278 909 383	972 256 813 ²
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Travailleurs étrangers temporaires	80 609 324	49 951 000
Divers	117 736	80 095
	80 727 060	50 031 095
Services de nature non réglementaire		
Passeport	157 435 315	117 764 316
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	68 530 061	62 513 665
Programme canadien pour l'épargne-études	892 456	1 076 305
Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail	3 521 163	2 673 123
Divers	120 352	205 250
	230 499 347	184 232 659
Autres frais et droits		
Divers	104 705	4 660
	311 331 112	234 268 414
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Produits de la vente d'immobilisations	179 007	86 865
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	26 461	29 058
	205 468	115 923

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Intérêts sur comptes débiteurs.....	131 252	49 461	Autres revenus		
Gain sur devises étrangères.....	4 892	1 516	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Location des logements d'État.....	99 871	208 237	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	1 895	16 112
Recouvrement des frais d'administration			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	9 203	–
Assurance-emploi.....	2 255 181 756	2 153 529 945		11 098	16 112
Régime de pensions du Canada.....	539 702 754	523 460 605			
Recouvrement de coûts auprès d'autres ministères pour des services administratifs généraux			Ventes de biens et de services		
Passport.....	30 438 435	22 892 117	Ventes de biens et de produits d'information.....	6 976 998	6 442 648
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social.....	5 506 995	5 366 459	Autres frais et droits.....	(218 774)	98 054
Amendes en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi et du Code canadien du travail.....	502 436	99 426		6 758 224	6 540 702
Sanctions – Programme des travailleurs étrangers temporaires.....	2 845 440	341 750	Total de l'organisme.....	6 769 322	6 556 814
Compte de rentes – Surplus actuariel.....	8 462 456	882 798	Sommaire du portefeuille ministériel		
Compte d'assurance du service civil – Surplus actuariel.....	1 461	109 132	Autres revenus		
Frais légaux.....	355 795	179 847	Revenus de placements.....	803 436 249	4 067 043 763
Petits soldes des comptes créditeurs et soldes créditeurs non remboursables.....	15 115	35 686	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	278 948 479	972 357 483 ²
Revenus divers des retenues salariales – Frais de stationnement....	–	1 680	Ventes de biens et de services.....	318 089 336	240 809 116
Dons à l'État.....	1 000	–	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	205 468	115 923
Divers.....	140 419	221 672	Revenus divers.....	2 843 390 077	2 707 380 331
	2 843 390 077	2 707 380 331	Total du portefeuille ministériel.....	4 244 069 609	7 987 706 616³
Total du ministère.....	4 237 272 289	7 981 065 244			
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	919	–			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	27 079	84 558			
Total de l'organisme.....	27 998	84 558			

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.³ Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement été transférée au portefeuille ministériel des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 638 047 176 \$.

Section 12

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Agence Parcs Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	270
Sommaire du portefeuille ministériel	272
Détail budgétaire par affectation	274
Responsabilités essentielles	276
Paiements de transfert	277
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	280
Revenus	281

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Environnement**Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques**

Par une collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et des experts externes, le Ministère soutiendra et coordonnera la mise en œuvre du cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques; s'employer à réduire les émissions de gaz à effet de serre; mener la croissance propre; élaborer des instruments réglementaires; soutenir les entreprises et les Canadiens pour s'adapter et devenir plus résilients aux changements climatiques; et contribuer aux mesures prises sur le plan international pour les changements climatiques pour augmenter les avantages globaux.

Prévention et gestion de la pollution

Collaborer avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres entités afin de développer et de gérer des normes, lignes directrices et règlements liés à l'environnement, et d'autres mesures de gestion du risque, en vue de réduire les rejets et de surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et le sol; promouvoir les lois et les règlements environnementaux et veiller à leur application.

Préservation de la nature

Protéger et rétablir des espèces en péril et leurs habitats, assurer la conservation et la protection de populations saines d'oiseaux migrateurs; mobiliser les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et le public afin d'augmenter les aires protégées et contribuer aux activités de conservation et d'intendance; étendre et gérer les aires protégées du Ministère; et collaborer avec des partenaires du Canada et à l'international pour faire progresser la conservation de la biodiversité et du développement durable.

Prévisions des conditions météorologiques et environnementales

Surveiller les conditions météorologiques, l'eau, la qualité de l'air et les conditions climatiques, fournir à la population canadienne et aux secteurs ciblés des prévisions, de l'information et des avertissements au moyen d'un vaste éventail de modes de prestation de services, de réaliser des recherches, de concevoir et tenir à jour des modèles informatiques pour la prévision météorologique et d'autres conditions environnementales et de recueillir des données et en permettre l'échange avec d'autres services météorologiques nationaux et des organisations internationales.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Évaluation d'impact

L'Agence réalise des évaluations de grande qualité qui prennent en compte les effets sur l'environnement, la société, la santé et les genres afin d'appuyer le processus décisionnel du gouvernement. Les évaluations d'impact se fondent sur des données probantes et assurent la prise en compte des impacts positifs et négatifs ainsi que des impacts sur les groupes autochtones et sur leurs droits, afin de favoriser la durabilité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence Parcs Canada

Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada

Créer des parcs nationaux et des aires marines nationales de conservation; désigner des lieux, des personnes et des événements d'importance historique nationale; protéger et conserver le patrimoine naturel et culturel en se laissant guider par la science et le savoir autochtone; offrir des possibilités d'explorer le patrimoine naturel et culturel du Canada, d'en faire l'expérience et d'en profiter pleinement; assumer ces responsabilités avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les Autochtones et d'autres intervenants.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	874 087 203	–	–	874 087 203				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	30 901 784	–	30 901 784				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	43 299 537	–	43 299 537				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	26 548 073	–	26 548 073				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	1 058 507	1 058 507				
	crédit 5.....	–	–	–	200 269	200 269				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	835 603	835 603				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 238 934	8 238 934				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	27 111 238	27 111 238				
	Virement au:									
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact).....	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(28 333)	(28 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	874 087 203	100 749 394	36 416 218	1 011 252 815	940 437 924	70 814 891	–	913 485 581
5	Dépenses en capital.....	–	104 520 877	–	–	104 520 877				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	1 030 269	–	1 030 269				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	1 773 500	–	1 773 500				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	2 568 553	–	2 568 553				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	18 733 690	18 733 690				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(200 269)	(200 269)				
	Total – Crédit 5.....	–	104 520 877	5 372 322	18 533 421	128 426 620	93 639 294	34 787 326	–	75 643 015
10	Subventions et contributions.....	–	623 678 109	–	–	623 678 109				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	62 084 125	–	62 084 125				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	84 950 335	–	84 950 335				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	17 012 272	–	17 012 272				
	Virement du crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	350 000	350 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(2 500 000)	(2 500 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	623 678 109	164 046 732	(2 150 000)	785 574 841	577 281 682	208 293 159	–	548 478 199
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	96 770 731	15 295 751	(10 906 140)	101 160 342	101 160 342	–	–	102 530 290
(S)	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	141	141	141	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	440 653	–	–	972 150	1 412 803	278 582	162 071	972 150	116 135
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	106 444 168
	Total du ministère – Budgétaire.....	440 653	1 699 147 420	285 464 199	42 865 990	2 027 918 262	1 712 888 665	314 057 447	972 150	1 746 786 588

Agence canadienne d'évaluation d'impact									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	50 983 558	–	–	50 983 558			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	1 000 000	1 000 000			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	19 493	19 493			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	160 112	160 112			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 792 836	2 792 836			
	Virement au crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(5 000)	(5 000)			
	Total – Crédit 1	–	50 983 558	–	3 967 441	54 950 999	48 831 292	6 119 707	– 52 204 032
5	Subventions et contributions	–	22 172 274	–	–	22 172 274			
	Virement au crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)			
	Total – Crédit 5	–	22 172 274	–	(150 000)	22 022 274	17 015 295	5 006 979	– 18 438 377
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 887 105	–	267 044	6 154 149	6 154 149	–	– 6 241 080
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	79 042 937	–	4 084 485	83 127 422	72 000 736	11 126 686	– 76 883 489
Agence Parcs Canada									
1	Dépenses du programme	221 998 382	916 901 348	–	–	1 138 899 730			
1a	Dépenses du programme	–	–	42 409 329	–	42 409 329			
1b	Dépenses du programme	–	–	129 409 160	–	129 409 160			
1c	Dépenses du programme	–	–	12 710 269	–	12 710 269			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	660 410	660 410			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	724 257	724 257			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 016 616	4 016 616			
	Virement au :								
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	(255 000)	(255 000)			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)			
	crédit 5	–	–	–	(43 617 628)	(43 617 628)			
	Total – Crédit 1	221 998 382	916 901 348	184 528 758	(38 479 678)	1 284 948 810	966 594 261	318 354 549	– 1 108 942 361
5	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques.....	–	7 371 000	–	–	7 371 000			
	Virement du crédit 1	–	–	–	43 617 628	43 617 628			
	Total – Crédit 5	–	7 371 000	–	43 617 628	50 988 628	50 988 628	–	– 19 292 000
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	54 836 381	6 659 447	3 761 360	65 257 188	65 257 188	–	– 66 821 331
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	300 300	300 300	300 300	–	–
(S)	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	–	150 000 000	–	31 340 479	181 340 479	80 818 318	–	100 522 161 110 514 225
	Total de l'organisme – Budgétaire	221 998 382	1 129 108 729	191 188 205	40 540 089	1 582 835 405	1 163 958 695	318 354 549	100 522 161 1 305 569 917
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	222 439 035	2 907 299 086	476 652 404	87 490 564	3 693 881 089	2 948 848 096	643 538 682	101 494 311 3 129 239 994

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Environnement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 056 595 003	1 004 427 619	52 167 384	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	288 437	–	288 437	–
Affectations bloquées				
Report.....	20 335 288	–	20 335 288	–
Transfert/réaffectation.....	1 618 627	–	1 618 627	–
Réduction.....	6 490 000	–	6 490 000	–
Autre.....	1 684 571	–	1 684 571	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(75 759 111)	(63 989 695)	(11 769 416)	–
	<i>1 011 252 815</i>	<i>940 437 924</i>	<i>70 814 891</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	119 126 442	93 639 294	25 487 148	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 993 085	–	6 993 085	–
Autre.....	2 307 093	–	2 307 093	–
	<i>128 426 620</i>	<i>93 639 294</i>	<i>34 787 326</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	569 000 239	566 453 636	2 546 603	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 600 000	400 000	1 200 000	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	10 428 046	10 428 046	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	203 795 942	–	203 795 942	–
Autre.....	750 614	–	750 614	–
	<i>785 574 841</i>	<i>577 281 682</i>	<i>208 293 159</i>	–
Montants législatifs.....	102 663 986	101 529 765	162 071	972 150
	2 027 918 262	1 712 888 665	314 057 447	972 150
Agence canadienne d'évaluation d'impact				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	61 951 999	51 232 489	10 719 510	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 000 000	–	1 000 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 001 000)	(2 401 197)	(5 599 803)	–
	<i>54 950 999</i>	<i>48 831 292</i>	<i>6 119 707</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	22 022 274	17 015 295	5 006 979	–
Montants législatifs.....	6 154 149	6 154 149	–	–
	83 127 422	72 000 736	11 126 686	–

Agence Parcs Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	600 655 591	588 155 592	12 499 999	–
Budget en capital.....	387 744 236	299 214 456	88 529 780	–
Subventions et contributions	78 229 441	78 229 441	–	–
Initiatives de publicité.....	994 772	994 772	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	131 270 771	–	131 270 771	–
Transfert/réaffectation	11 398 771	–	11 398 771	–
Réduction	2 950 000	–	2 950 000	–
Autre	71 705 228	–	71 705 228	–
	<i>1 284 948 810</i>	<i>966 594 261</i>	<i>318 354 549</i>	–
Crédit 5 – Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
Autre autorisation.....	50 988 628	50 988 628	–	–
Montants législatifs.....	246 897 967	146 375 806	–	100 522 161
	1 582 835 405	1 163 958 695	318 354 549	100 522 161
Total du portefeuille ministériel.....	3 693 881 089	2 948 848 096	643 538 682	101 494 311

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Environnement												
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques.....	115 321 262	98 794 841	10 284 477	2 693 851	461 374 286	279 893 813	–	–	586 980 025	381 382 505	–	–
Prévention et gestion de la pollution ...	349 036 817	313 934 502	25 186 684	12 079 940	71 962 571	65 044 620	18 163 538	10 998 015	428 022 534	380 061 047	–	–
Préservation de la nature.....	209 689 636	185 684 998	8 916 112	7 214 882	242 720 821	223 769 849	3 829 662	3 005 831	457 496 907	413 663 898	–	–
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	256 253 839	249 266 201	77 422 423	65 838 059	9 517 163	8 573 400	52 705 150	48 945 793	290 488 275	274 731 867	–	–
Services internes.....	259 374 358	258 276 842	6 616 924	5 812 562	–	–	1 060 761	1 040 056	264 930 521	263 049 348	–	–
Total partiel	1 189 675 912	1 105 957 384	128 426 620	93 639 294	785 574 841	577 281 682	75 759 111	63 989 695	2 027 918 262	1 712 888 665	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(75 759 111)	(63 989 695)	–	–	–	–	(75 759 111)	(63 989 695)	–	–	–	–
Total du ministère.....	1 113 916 801	1 041 967 689	128 426 620	93 639 294	785 574 841	577 281 682	–	–	2 027 918 262	1 712 888 665	–	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact												
Évaluation d'impact	55 191 272	44 267 680	–	–	22 022 274	17 015 295	7 200 900	2 397 015	70 012 646	58 885 960	–	–
Services internes.....	13 914 876	13 118 958	–	–	–	–	800 100	4 182	13 114 776	13 114 776	–	–
Total partiel	69 106 148	57 386 638	–	–	22 022 274	17 015 295	8 001 000	2 401 197	83 127 422	72 000 736	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(2 401 197)	–	–	–	–	(8 001 000)	(2 401 197)	–	–	–	–
Total de l'organisme	61 105 148	54 985 441	–	–	22 022 274	17 015 295	–	–	83 127 422	72 000 736	–	–
Agence Parcs Canada												
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	839 663 348	603 887 954	492 909 178	345 450 299	107 246 097	78 154 441	–	–	1 439 818 623	1 027 492 694	–	–
Services internes.....	138 188 997	131 638 216	4 752 785	4 752 785	75 000	75 000	–	–	143 016 782	136 466 001	–	–
Total de l'organisme	977 852 345	735 526 170	497 661 963	350 203 084	107 321 097	78 229 441	–	–	1 582 835 405	1 163 958 695	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 152 874 294	1 832 479 300	626 088 583	443 842 378	914 918 212	672 526 418	–	–	3 693 881 089	2 948 848 096	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement									
Subventions									
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques.....	–	3 000 000	410 560	(5 727)	3 404 833	2 970 023	434 810	–	2 994 273
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	–	2 800 000	65 000	(15 088)	2 849 912	2 849 912	–	–	2 553 643
Subventions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone.....	–	2 500 000	–	–	2 500 000	–	2 500 000	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada.....	–	1 700 000	–	(100 000)	1 600 000	400 000	1 200 000	–	2 096 212
Subvention à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens.....	–	44 000	–	(17 000)	27 000	23 000	4 000	–	21 000
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques.....	–	–	6 175 000	–	6 175 000	6 175 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	19 310 835
Total – Subventions.....	–	10 044 000	6 650 560	(137 815)	16 556 745	12 417 935	4 138 810	–	26 975 963
Contributions									
Contributions au Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone.....	–	421 242 415	–	–	421 242 415	243 351 621	177 890 794	–	280 907 138
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature.....	–	101 573 097	–	74 675 259	176 248 356	163 288 963	12 959 393	–	166 613 783
Contributions à l'appui de la préservation de la nature.....	–	30 432 296	107 459 960	(78 977 289)	58 914 967	57 103 485	1 811 482	–	25 575 962
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution.....	–	29 477 591	5 223 666	51 904	34 753 161	26 521 747	8 231 414	–	24 049 566
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques.....	–	15 420 016	8 968 046	2 308 227	26 696 289	23 435 023	3 261 266	–	25 791 807
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale.....	–	3 460 777	–	(1 097 435)	2 363 342	2 363 342	–	–	6 595 320
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse.....	–	3 069 000	34 744 500	–	37 813 500	37 813 500	–	–	2 909 000
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation.....	–	3 060 400	–	67 000	3 127 400	3 127 400	–	–	2 783 255
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales.....	–	2 975 378	1 000 000	(1 563 734)	2 411 644	2 411 644	–	–	2 019 466
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale.....	–	2 167 785	–	2 837 921	5 005 706	5 005 706	–	–	2 626 085
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar) ..	–	206 140	–	(6 140)	200 000	200 000	–	–	193 000
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure.....	–	200 000	–	(99 579)	100 421	100 421	–	–	171 377

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	–	190 000	–	(190 000)	–	–	–	–	418 177
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	121 214	–	(15 213)	106 001	106 001	–	–	121 214
Contribution obligatoire au besoin international sur le bambou et le rotin	–	38 000	–	(3 106)	34 894	34 894	–	–	37 921
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	86 931 081
Total – Contributions	–	613 634 109	157 396 172	(2 012 185)	769 018 096	564 863 747	204 154 349	–	627 744 152
Total du ministère.....	–	623 678 109	164 046 732	(2 150 000)	785 574 841	577 281 682	208 293 159	–	654 720 115
Agence canadienne d'évaluation d'impact									
Subventions									
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	–	4 000 000	–	(150 000)	3 850 000	1 882 774	1 967 226	–	2 206 017
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante du soutien des capacités autochtones.....	–	17 807 274	–	–	17 807 274	14 787 021	3 020 253	–	433 510
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	–	365 000	–	–	365 000	345 500	19 500	–	295 500
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	15 503 350
Total – Contributions	–	18 172 274	–	–	18 172 274	15 132 521	3 039 753	–	16 232 360
Total de l'organisme	–	22 172 274	–	(150 000)	22 022 274	17 015 295	5 006 979	–	18 438 377

Agence Parcs Canada
Subventions

Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique.....	4 094 700	4 090 400	–	–	8 185 100	–	8 185 100	–	–
Tallurutiup Imanga fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits.....	–	3 100 000	–	–	3 100 000	3 100 000	–	–	2 400 000
Fonds de recherche des Inuits.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Subvention au Jardin international de la paix	–	22 700	–	–	22 700	22 700	–	–	22 700
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord d'établissement relatif à la réserve de parc national Thaidene Nene.....	–	–	1 750 000	–	1 750 000	1 750 000	–	–	–
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques.....	–	–	300 000	(104 000)	196 000	196 000	–	–	–
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni.....	7 000 000	–	–	–	7 000 000	–	7 000 000	–	3 000 000
Total – Subventions	11 094 700	8 213 100	2 050 000	(104 000)	21 253 800	6 068 700	15 185 100	–	6 422 700

Contributions

Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques.....	1 187 366	21 647 421	4 634 967	30 748 452	58 218 206	44 311 650	13 906 556	–	15 248 077
Soutien au Grand Sentier.....	–	7 500 000	–	–	7 500 000	7 500 000	–	–	7 500 000
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	377 387	1 000 000	–	(423 282)	954 105	954 105	–	–	967 759
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse.....	–	–	19 500 000	(105 014)	19 394 986	19 394 986	–	–	–
Total – Contributions	1 564 753	30 147 421	24 134 967	30 220 156	86 067 297	72 160 741	13 906 556	–	23 715 836
Total de l'organisme	12 659 453	38 360 521	26 184 967	30 116 156	107 321 097	78 229 441	29 091 656	–	30 138 536
Total du portefeuille ministériel.....	12 659 453	684 210 904	190 231 699	27 816 156	914 918 212	672 526 418	242 391 794	–	703 297 028

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement				Agence canadienne d'évaluation d'impact			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques				Évaluation d'impact	7 200 900	2 397 015	1 465 191
Revenus provenant de services réglementaires	–	–	200 000	Services internes			
				Formation, information et publications (Externe)	800 100	4 182	4 157
Prévention et gestion de la pollution				Total de l'organisme – Budgétaire	8 001 000	2 401 197	1 469 348
Locations et utilisation de biens publics	237 536	237 536	259 650	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	83 760 111	66 390 892	67 264 389
Produits de la vente de biens et de produits d'information ..	125 000	125 000	125 000				
Revenus provenant de services réglementaires	2 875 294	1 562 329	1 434 063				
Revenus provenant de services non réglementaires	14 679 116	8 826 558	10 968 477				
Services fournis aux autres ministères	55 800	55 800	–				
Divers	190 792	190 792	94 233				
	18 163 538	10 998 015	12 881 423				
Préservation de la nature							
Locations et utilisation de biens publics	2 407 973	2 407 973	882 229				
Revenus provenant de services réglementaires	909 446	85 615	1 338 228				
Revenus provenant de services non réglementaires	512 243	512 243	612 870				
	3 829 662	3 005 831	2 833 327				
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales							
Locations et utilisation de biens publics	4 158 757	4 158 757	4 103 883				
Produits de la vente de biens et de produits d'information ..	22 555 677	22 555 677	22 640 008				
Revenus provenant de services réglementaires	82	82	101				
Revenus provenant de services non réglementaires	24 686 895	20 932 120	20 922 328				
Recouvrement de coûts des ministères et organismes	4 582	–	–				
Divers	1 299 157	1 299 157	1 206 787				
	52 705 150	48 945 793	48 873 107				
Services internes							
Locations et utilisation de biens publics	178 338	178 338	295 954				
Revenus provenant de services réglementaires	134 328	134 328	139 347				
Revenus provenant de services non réglementaires	20 705	–	–				
Services fournis aux autres ministères	703 448	703 448	556 883				
Divers	23 942	23 942	15 000				
	1 060 761	1 040 056	1 007 184				
Total du ministère – Budgétaire	75 759 111	63 989 695	65 795 041				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Environnement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Services de gestion de l'information	194 765	141 816
Recouvrements de paiements de transfert	2 304 968	1 800 046	Divers	1 517 754	1 319 426
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 442 675	1 968 412		2 277 002	1 876 308
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	18 169 668	3 181 055		69 311 944	65 095 862
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	41 428	69 269	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
	21 958 739	7 018 782	Biens excédentaires d'État vendus.....	972 150	440 653
Ventes de biens et de services			Revenus divers		
Location et utilisation de biens publics			Intérêts provenant de comptes débiteurs échus.....	7 942	47 391
Baux de terrains	53 967	34 200	Redevance sur les émissions excédentaires.....	235 224 850	161 023 460
Location de machines et de matériel	28 429	6 895	Autres	7 387 783	7 649 798
Location de bâtiments résidentiels	357 073	291 585		242 620 575	168 720 649
Location de bâtiments non résidentiels.....	6 613 310	5 130 180	Total du ministère.....	334 863 408	241 275 946
Divers	1 115	880	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
	7 053 894	5 463 740	Autres revenus		
Services de nature réglementaire			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Immersion en mer	1 377 740	1 417 864	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	277 337	127 625
Permis de chasse d'oiseaux.....	1 449 386	1 421 370	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	226 215	937 193
Amendes diverses	521 792	1 911 526		503 552	1 064 818
	3 348 918	4 750 760	Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire			Services de nature non réglementaire.....	2 268 029	1 934 272
Ministère de la Défense nationale	1 839 420	2 701 857	Revenus divers		
NAV Canada.....	355 005	341 932	Gains sur les opérations de change.....	–	68
Surveillance des sables bitumineux	8 599 778	6 259 300	Revenus divers.....	653 372	137 786
Divers	3 420 241	2 969 434		653 372	137 854
	14 327 277	12 272 523	Total de l'organisme	3 424 953	3 136 944
Ventes de biens et de produits d'information			Agence Parcs Canada		
Garde côtière canadienne	4 998 788	4 875 177	Autres revenus		
Ministère de la Défense nationale	5 300 986	4 453 427	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements – Relevés hydrométriques	17 057 398	16 176 531	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 041 251	1 849 581
NAV Canada.....	11 106 325	11 654 601	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	931 750	847 732
Autres recouvrements relatifs à l'eau.....	1 592 907	1 278 689	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes.....	2 642	–
Divers	2 248 449	2 294 106		2 975 643	2 697 313
	42 304 853	40 732 531			
Autres frais et droits					
Services de technologie de l'information.....	525 257	356 332			
Services des biens immobiliers	39 226	58 734			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	–	72
Location et utilisation de biens publics	27 141 151	31 026 519
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	111 754 971	70 745 650
Revenus reportés	27 438 135	(17 535 128)
	139 193 106	53 210 522
Ventes de biens et de produits d'information	1 628 191	310 332
Autres frais et droits	7 431 053	2 401 057
	175 393 501	86 948 502
Revenus divers	79 963	500 964
Total de l'organisme	178 449 107	90 146 779
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 437 934	10 780 913
Ventes de biens et de services	246 973 474	153 978 636
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	972 150	440 653
Revenus divers	243 353 910	169 359 467
Total du portefeuille ministériel	516 737 468	334 559 669

Section 13

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Femmes, Égalité des genres et Jeunesse

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	284
Sommaire du portefeuille ministériel	285
Détail budgétaire par affectation	286
Responsabilités essentielles	287
Paiements de transfert	288
Revenus	289

Description des responsabilités essentielles**Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres****Faire avancer l'égalité des genres**

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait avancer l'égalité des genres pour les femmes, notamment l'égalité sociale, économique et politique en ce qui touche aux sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou expression de genre. Le Ministère favorise une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires dont la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, le lieu de résidence et le handicap. Le Ministère élabore et coordonne des politiques et des programmes et entreprend des recherches ainsi que des collectes et analyses de données ayant trait à ces politiques et programmes, et il renseigne le public par des activités de sensibilisation. Le Ministère fournit des conseils au gouvernement pour parvenir aux résultats et aux objectifs que s'est fixés le Canada en matière d'égalité des genres, y compris la promotion de la budgétisation sensible aux genres, et il contribue – par son expertise, sa contribution à la recherche et son financement d'initiatives communautaires – à l'avancement de l'égalité des genres auprès d'autres partenaires et parties prenantes. Le Ministère agit comme axe central de la mise en commun de l'expertise au Canada et avec ses partenaires sur la scène internationale, et il s'appuie sur ses connaissances pour orienter les priorités du Canada en matière d'égalité des genres.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	45 345 445	–	–	45 345 445				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	12 058 140	–	12 058 140				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 163 190	–	2 163 190				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	11 000	11 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	230 839	230 839				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 113 857	2 113 857				
	Virement au:									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(1 182 927)	(1 182 927)				
	crédit 5.....	–	–	–	(9 030 979)	(9 030 979)				
	Total – Crédit 1.....	–	45 345 445	14 221 330	(7 858 210)	51 708 565	48 245 922	3 462 643	–	46 322 399
5	Subventions et contributions.....	–	75 544 022	–	–	75 544 022				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	88 575 100	–	88 575 100				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	1 592 064	–	1 592 064				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	5 000 001	–	5 000 001				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	9 030 979	9 030 979				
	Total – Crédit 5.....	–	75 544 022	95 167 165	9 030 979	179 742 166	177 423 093	2 319 073	–	98 143 977
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	4 567 564	2 754 654	(2 429 267)	4 892 951	4 892 951	–	–	4 746 303
(S)	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	444	90 944	90 944	–	–	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	–	–	–	962	962	962	–	–	183
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	70 161 324
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	125 547 531	112 143 149	(1 255 092)	236 435 588	230 653 872	5 781 716	–	219 463 386

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	49 608 565	48 245 922	1 362 643	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 100 000	–	2 100 000	–
	51 708 565	48 245 922	3 462 643	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	177 423 093	177 423 093	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 319 073	–	2 319 073	–
	179 742 166	177 423 093	2 319 073	–
Montants législatifs.....	4 984 857	4 984 857	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	236 435 588	230 653 872	5 781 716	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres												
Faire avancer l'égalité des genres	35 264 042	33 110 233	–	–	179 742 166	177 423 093	–	–	215 006 208	210 533 326	–	–
Services internes	21 429 380	20 120 546	–	–	–	–	–	–	21 429 380	20 120 546	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	56 693 422	53 230 779	–	–	179 742 166	177 423 093	–	–	236 435 588	230 653 872	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	–	43 337 000	54 463 578	(88 687 693)	9 112 885	6 964 467	2 148 418	–	27 661 914
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale.....	–	10 491 035	14 625 000	(23 279 204)	1 836 831	1 836 831	–	–	6 010 598
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre.....	–	5 070 000	3 500 001	(8 459 714)	110 287	110 287	–	–	1 928 021
Total – Subventions	–	58 898 035	72 588 579	(120 426 611)	11 060 003	8 911 585	2 148 418	–	35 600 533
Contributions									
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	–	12 256 977	16 953 586	113 190 656	142 401 219	142 230 564	170 655	–	52 242 169
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale.....	–	2 959 010	4 125 000	9 299 740	16 383 750	16 383 750	–	–	6 603 468
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre.....	–	1 430 000	1 500 000	6 967 194	9 897 194	9 897 194	–	–	3 697 807
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	70 161 324
Total – Contributions	–	16 645 987	22 578 586	129 457 590	168 682 163	168 511 508	170 655	–	132 704 768
Total du portefeuille ministériel.....	–	75 544 022	95 167 165	9 030 979	179 742 166	177 423 093	2 319 073	–	168 305 301

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	349 466	313 642
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	24 383	29 044
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	917 222	10
	1 291 071	342 696
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	962	17
Total du portefeuille ministériel.....	1 292 033	342 713

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 14

Comptes publics du Canada 2021-2022

Finances

Ministère des Finances

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

Bureau du vérificateur général

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

Monnaie royale canadienne

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	292
Sommaire du portefeuille ministériel	296
Détail budgétaire par affectation	300
Responsabilités essentielles	302
Paiements de transfert	304
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	306
Revenus	306

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Finances**Politiques économique et budgétaire**

Élaborer le budget fédéral et l'Énoncé économique de l'automne, de même que fournir des analyses et des conseils au gouvernement du Canada sur la politique économique, budgétaire et sociale, les relations fédérales provinciales, y compris les paiements de transfert et d'impôt, le secteur financier, la politique fiscale, et les finances et les échanges internationaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société d'assurance-dépôts du Canada a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société d'assurance-dépôts du Canada doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des personnes qui effectuent des dépôts auprès de ses institutions membres, tout en s'efforçant de réduire le plus possible les pertes qu'elle est susceptible d'encourir. Elle a aussi pour mandat d'agir à titre d'autorité de règlement de ses institutions membres.

Agence de la consommation en matière financière du Canada**Littératie financière**

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada a pris l'engagement d'améliorer les connaissances, les compétences et la confiance des Canadiens à l'égard des questions financières. Elle offre du contenu en ligne, des outils et des programmes qui aident les Canadiens à prendre des décisions financières éclairées. Elle sensibilise en outre le public aux questions liées à la protection des consommateurs de produits et de services financiers. Au moyen d'activités de coordination et de collaboration menées avec des intervenants d'un bout à l'autre du pays, ce qui comprend les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des organisations des secteurs privés et sans but lucratif, l'Agence favorise chez les consommateurs une meilleure compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent, et encourage les intervenants à mettre en œuvre et à promouvoir des initiatives de littératie financière.

Surveillance des entités financières sous réglementation fédérale

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada réglemente les institutions financières fédérales du Canada telles que les banques, les sociétés de fiducie et de prêt, les coopératives de crédit fédérales, les organismes externes de traitement des plaintes et les exploitants de réseaux de cartes de paiement pour assurer la protection des droits des consommateurs. Elle s'emploie à veiller à ce que les Canadiens connaissent leurs droits et leurs responsabilités lorsqu'ils traitent avec des institutions financières. En tant qu'organisme de réglementation, l'Agence surveille l'application de mesures de protection des consommateurs de services financiers qui sont fondées sur des lois, des règlements, des codes de conduite volontaires et des engagements publics. Elle utilise un modèle de surveillance axé sur le risque pour assurer le respect des lois sur la protection des consommateurs. Pour réaliser ses activités de conformité, l'Agence s'appuie sur divers renseignements, notamment les plaintes des consommateurs, les examens sur place, les examens de la conformité, les résultats des recherches portant sur les tendances et les enjeux du marché, et l'information transmise par des homologues nationaux et internationaux du milieu de la réglementation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est responsable de veiller au respect de la partie 1 et de la partie 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et des règlements connexes (la Loi). Ce cadre juridique impose certaines obligations aux entités déclarantes, dont la mise en place d'un programme de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, le contrôle des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada exerce des activités d'habilitation et d'application de la loi pour s'assurer que les entités déclarantes actives au sein du système financier canadien respectent leurs obligations au titre de la Loi. Ces obligations constituent des mesures importantes qui contribuent à contrer les tendances et les comportements observés chez les criminels et les terroristes en vue de les empêcher d'infiltrer les voies légitimes de l'économie canadienne. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada.

Production et communication de renseignements financiers

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, produit des renseignements financiers exploitables, y compris des communications de cas, pour contribuer aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces pour la sécurité du Canada déployés par les services policiers, les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale et d'autres organismes partenaires, tout en protégeant les renseignements personnels qui lui sont confiés. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada produit également des renseignements financiers stratégiques à l'intention des décideurs et des responsables de l'élaboration des politiques fédéraux, des entités déclarantes partout au pays, de partenaires internationaux et d'autres parties concernées. Les renseignements stratégiques du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada fournissent un vaste point de vue analytique sur la nature et la portée du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes et sur les menaces que représentent ces enjeux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Bureau du vérificateur général****Audit législatif**

Nos rapports d'audit fournissent de l'information objective et factuelle et des conseils experts sur les programmes et les activités du gouvernement. Nos audits aident le Parlement dans ses travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement. Nos rapports d'audits sont aussi utilisés par les assemblées législatives, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit pour aider à surveiller les activités du gouvernement et tenir le gouvernement fédéral responsable de sa gestion des fonds publics. Les audits d'états financiers, vérifient si les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière du gouvernement et des sociétés d'État, conformément aux normes comptables applicables. Les audits de performance vérifient si les programmes gouvernementaux sont gérés de manière à accorder toute l'importance voulue à l'économie, à l'efficacité et aux effets sur l'environnement et peuvent mesurer leur efficacité. Les examens spéciaux visent à déterminer si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés, que sa gestion des ressources est économique et efficace, et que le déroulement de ses activités est efficace.

Bureau du surintendant des institutions financières**Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite**

Le Bureau du surintendant des institutions financières applique un cadre de réglementation visant à contrôler et à gérer les risques pour les institutions financières fédérales et les régimes de retraite privés et il évalue les faits nouveaux systémiques ou sectoriels qui peuvent nuire à leur situation financière. Il surveille également les institutions financières et les régimes de retraite pour déterminer s'ils sont en bonne santé financière et satisfont aux exigences de réglementation et de surveillance. Le Bureau avise sans délai les institutions financières et les administrateurs de régimes de retraite s'il y a des lacunes importantes, et prend des mesures correctives ou exige qu'elles soient prises rapidement. Il s'emploie à protéger les droits et les intérêts des déposants, des souscripteurs, des créanciers des institutions financières et des bénéficiaires des régimes de retraite, tout en tenant dûment compte de la nécessité de permettre aux institutions financières de faire face à la concurrence et de prendre des risques raisonnables.

Services actuariels aux organismes fédéraux

Le Bureau de l'actuaire en chef offre une gamme de services actuariels, ce qui comprend les évaluations actuarielles exigées par la loi et les vérifications des coûts futurs des programmes du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse, de l'Assurance-emploi et du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi que des régimes de pension et d'avantages sociaux couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les parlementaires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne gère l'écosystème des pièces de circulation du Canada pour soutenir les échanges et le commerce dans tout le pays. Pour ce faire, elle redistribue les pièces qui sont déjà en circulation, assure le flux efficace dans l'écosystème des pièces générées par les kiosques de recyclage et, seulement lorsque cela est nécessaire, approvisionne les stocks nationaux en produisant de nouvelles pièces avec un grand souci de qualité et de rentabilité. La Monnaie célèbre avec fierté l'histoire, la diversité et les valeurs du Canada en émettant de magnifiques pièces de circulation commémoratives et numismatiques chargées de sens. À titre de société d'État faisant preuve d'une gouvernance solide, la Monnaie apporte une contribution financière durable au Canada tout en étant une bonne entreprise citoyenne. Elle crée de la valeur pour ses clients au pays et à l'étranger en offrant des produits et services particulièrement pertinents et en assurant une excellente expérience client. La Monnaie fait constamment preuve d'excellence en matière de monnayage et de gestion des opérations, et tire profit des occasions qui se présentent dans les marchés et auprès de ses clients en mettant l'accent sur l'innovation, la productivité et l'agilité. Elle offre une variété d'activités, de formations, d'outils et de mesures d'appui pour permettre à ses employés de mettre en œuvre ses stratégies et ses objectifs d'entreprise. Les employés de la Monnaie sont fiers et mobilisés, et disposent des conditions nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes. La Monnaie fournit un milieu de travail positif et inclusif grâce à son engagement ferme envers la diversité, l'équité et l'inclusion ainsi qu'à son engagement à l'égard du travail d'équipe dans un milieu de travail sain et sécuritaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances										
1	Dépenses du programme	–	114 100 475	–	–	114 100 475				
1a	Dépenses du programme	–	–	394 442	–	394 442				
1b	Dépenses du programme	–	–	14 710 172	–	14 710 172				
1c	Dépenses du programme	–	–	8 430 083	–	8 430 083				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	17 940	17 940				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	828 500	828 500				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 051 107	5 051 107				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 306 210	1 306 210				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	–	114 100 475	23 534 697	7 195 424	144 830 596	128 778 407	16 052 189	–	3 304 039 520
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 942 149	1 635 737	(1 267 612)	13 310 274	13 310 274	–	–	13 841 721
(S)	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	–
(S)	Ministre d'État (Ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	(833)	1 167	1 167	–	–	2 000
(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	43 125 784 000	–	7 170 822	43 132 954 822	43 132 954 822	–	–	41 880 173 684
(S)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	20 910 789 000	–	–	20 910 789 000	20 910 789 000	–	–	20 572 844 000
(S)	Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>).....	–	15 824 892 341	1 948 107 659	92 672 922	17 865 672 922	17 865 672 922	–	–	15 095 811 768
(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	15 473 939 000	–	–	15 473 939 000	15 473 939 000	–	–	15 023 242 000
(S)	Autres frais d'intérêts	–	5 045 341 133	87 658 867	(10 689 012)	5 122 310 988	5 122 310 988	–	–	5 329 760 904
(S)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	4 379 878 578	–	–	4 379 878 578	4 379 878 578	–	–	4 180 225 221
(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) .	–	423 240 000	–	–	423 240 000	423 240 000	–	–	423 240 000

(S)	Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>).....	-	84 000 000	(2 000 000)	2 598 337	84 598 337	84 598 337	-	-	85 749 130
(S)	Paiements pour amélioration de la ventilation dans les écoles en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	-	-	100 000 000	(100 000 000)	-	-	-	-	-
(S)	Paiement au Fonds monétaire international pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	-	-	50 000 000	-	50 000 000	50 000 000	-	-	-
(S)	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	-	-	130 063 000	-	130 063 000	130 063 000	-	-	-
(S)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	-	53 132 349	-	-	53 132 349	53 132 349	-	-	37 894 693
(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives).....	-	42 639 121	-	221	42 639 342	42 639 342	-	-	42 639 121
(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	(4 676 879 000)	(293 558 000)	(162 337 000)	(5 132 774 000)	(5 132 774 000)	-	-	(4 569 544 000)
(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	(1 030 231 740)	(65 612 730)	(603 456 483)	(1 699 300 953)	(1 699 300 953)	-	-	(1 012 720 677)
(S)	Paiement de dettes comptabilisées antérieurement à titre de revenus.....	-	-	-	10 366 758	10 366 758	10 366 758	-	-	16 686 279
(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	73 855 365	73 855 365	73 855 365	-	-	473 305 040
(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i>	68 571 831	-	-	-	68 571 831	-	-	68 571 831	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	65	-	-	18 765	18 830	-	65	18 765	-
(S)	Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada.....	-	3 967 976 000	-	(3 757 025 543)	210 950 457	210 950 457	-	-	52 946 747
(S)	Paiements à la Corporation commerciale canadienne.....	-	-	13 000 000	-	13 000 000	13 000 000	-	-	4 000 000
(S)	Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (l'article 24.72 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	-	4 000 000 000	-	4 000 000 000	4 000 000 000	-	-	-
(S)	Paiements aux provinces et aux territoires pour le plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19 (paragraphe 197(1) – <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>).....	-	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000	-	-	-
(S)	Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia.....	-	-	-	100 555 856	100 555 856	100 555 856	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	16 706 090 724
	Total budgétaire.....	68 571 896	103 751 635 907	6 992 829 230	(4 340 341 813)	106 472 695 220	106 388 052 369	16 052 255	68 590 596	117 660 227 875
L10a	Autorisation d'établir le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Société financière internationale (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	-	-	1	(1)	-	-	-	-	-
L25b	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	-	-	1	(1)	-	-	-	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures – Achat d'actions initiales par le Canada en vertu de la <i>Loi sur l'accord concernant la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures</i>	–	49 000 000	–	(49 000 000)	–	–	–	–	
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la <i>Loi sur le Financement agricole Canada</i> (Brut)	–	–	–	18 210 000 000	18 210 000 000	–	–	13 607 000 000	
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> (Brut)	–	–	–	29 116 000 000	29 116 000 000	–	–	22 001 000 000	
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> (Brut)	–	–	–	13 701 128 000	13 701 128 000	–	–	9 644 808 000	
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1(1) de la <i>Loi sur l'Agence de consommation en matière financière du Canada</i> (Brut)	–	–	–	18 000 000	18 000 000	–	–	11 000 000	
(S)	(L) Paiement à la Société financière internationale pour l'achat d'actions (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	–	–	224 400 000	(3 556 988)	220 843 012	–	–	–	
(S)	(L) Aide financière à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	–	–	361 709 000	(1 055 308)	360 653 692	–	–	798 468 764	
(S)	(L) Paiement à la Corporation de financement d'urgence du Canada pour l'achat d'actions en vertu de l'alinéa 60.2(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> à l'appui du Crédit d'urgence pour les grands employeurs	–	–	2 670 000 000	–	2 670 000 000	–	–	420 000 000	
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	200 000 000	
	Total non budgétaire	–	49 000 000	3 256 109 002	60 991 515 702	64 296 624 704	–	–	46 682 276 764	
	Total du ministère – Budgétaire	68 571 896	103 751 635 907	6 992 829 230	(4 340 341 813)	106 472 695 220	106 388 052 369	16 052 255	68 590 596	117 660 227 875
	Total du ministère – Non budgétaire	–	49 000 000	3 256 109 002	60 991 515 702	64 296 624 704	–	–	46 682 276 764	
	Société d'assurance-dépôts du Canada									
(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1	24 000 000 000	–	–	6 000 000 000	30 000 000 000	–	30 000 000 000	–	
	Total de l'organisme – Non budgétaire	24 000 000 000	–	–	6 000 000 000	30 000 000 000	–	30 000 000 000	–	
	Agence de la consommation en matière financière du Canada									
(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	–	–	–	38 654 643	38 654 643	–	–	35 035 905	
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	3 694	3 694	–	–	92	
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	38 658 337	38 658 337	–	–	35 035 997	

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada										
I	Dépenses du programme.....	-	77 200 637	-	-	77 200 637				
Ib	Dépenses du programme.....	-	-	2 034 643	-	2 034 643				
Ic	Dépenses du programme.....	-	-	1 602 361	-	1 602 361				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	3 376	3 376				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	75 329	75 329				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 386 558	2 386 558				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	408 324	408 324				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	-	-	-	(163 100)	(163 100)				
	Total – Crédit 1.....	-	77 200 637	3 637 004	2 710 487	83 548 128	70 289 694	13 258 434	-	55 832 070
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	6 840 476	-	(101 895)	6 738 581	6 738 581	-	-	5 878 884
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	84 041 113	3 637 004	2 608 592	90 286 709	77 028 275	13 258 434	-	61 710 954
Bureau du vérificateur général										
I	Dépenses du programme.....	-	104 833 863	-	-	104 833 863				
Ic	Dépenses du programme.....	-	-	1 500 000	-	1 500 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	13 048	13 048				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	74 218	74 218				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	3 178 919	3 178 919				
	Total – Crédit 1.....	-	104 833 863	1 500 000	3 266 185	109 600 048	99 759 594	9 840 454	-	89 618 623
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	12 522 852	-	(911 919)	11 610 933	11 610 933	-	-	10 509 041
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	445	-	-	613	1 058	445	-	613	1 041
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	445	117 356 715	1 500 000	2 354 879	121 212 039	111 370 972	9 840 454	613	100 128 705
Bureau du surintendant des institutions financières										
I	Dépenses du programme.....	-	1 244 352	-	-	1 244 352	1 244 352	-	-	1 226 041
(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	59 096 427	199 506 410	-	17 538 430	276 141 267	206 383 753	-	69 757 514	198 401 362
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	-	-	-	311	311	311	-	-	-
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	59 096 427	200 750 762	-	17 538 741	277 385 930	207 628 416	-	69 757 514	199 627 403
Monnaie royale canadienne										
(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net).....	75 000 000	-	-	-	75 000 000	-	-	75 000 000	-
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	75 000 000	-	-	-	75 000 000	-	-	75 000 000	-
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	127 668 768	104 153 784 497	6 997 966 234	(4 279 181 264)	107 000 238 235	106 822 738 369	39 151 143	138 348 723	118 056 730 934
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	24 075 000 000	49 000 000	3 256 109 002	66 991 515 702	94 371 624 704	64 296 624 704	-	30 075 000 000	46 682 276 764

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Finances				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	122 472 511	115 110 004	7 362 507	–
Subventions et contributions	9 629 133	4 251 348	5 377 785	–
Initiatives de publicité	9 650 000	9 417 055	232 945	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 154 687	–	2 154 687	–
Transfert/réaffectation	424 265	–	424 265	–
Réduction	650 000	–	650 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(150 000)	–	(150 000)	–
	144 830 596	128 778 407	16 052 189	–
Crédit 5 – Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes				
Autre autorisation.....	1	–	1	–
Montants législatifs.....	106 327 864 623	106 259 273 962	65	68 590 596
	106 472 695 220	106 388 052 369	16 052 255	68 590 596
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Montants législatifs.....	38 658 337	38 658 337	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	62 011 684	61 100 212	911 472	–
Renforcer la sensibilisation à la conformité et les examens de la conformité.....	858 456	853 447	5 009	–
Élargir les projets de partenariat public-privé	394 731	394 240	491	–
Systèmes et services d'infrastructure essentielle de la GI-TI.....	6 613 182	5 672 352	940 830	–
Appuyer les installations pour le déménagement de l'administration centrale.....	688 105	688 105	–	–
Appuyer le déménagement de la GI-TI de l'administration centrale	180 594	180 594	–	–
Appuyer les installations pour l'entente avec Services publics et Approvisionnement Canada	1 400 744	1 400 744	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 400 515	–	11 400 515	–
Transfert/réaffectation	117	–	117	–
	83 548 128	70 289 694	13 258 434	–
Montants législatifs.....	6 738 581	6 738 581	–	–
	90 286 709	77 028 275	13 258 434	–
Bureau du vérificateur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	106 125 048	100 706 537	5 418 511	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 135 000	–	6 135 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 660 000)	(946 943)	(1 713 057)	–
	109 600 048	99 759 594	9 840 454	–
Montants législatifs.....	11 611 991	11 611 378	–	613
	121 212 039	111 370 972	9 840 454	613

Bureau du surintendant des institutions financières

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	1 244 352	1 244 352	–	–
Montants législatifs.....	276 141 578	206 384 064	–	69 757 514
	277 385 930	207 628 416	–	69 757 514
Total du portefeuille ministériel.....	107 000 238 235	106 822 738 369	39 151 143	138 348 723

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Finances												
Politiques économique et budgétaire...	23 547 588 289	23 470 655 714	–	–	82 874 746 127	82 869 368 342	–	–	106 422 334 416	106 340 024 056	64 296 624 704	64 296 624 704
Services internes.....	50 510 804	48 028 313	–	–	–	–	150 000	–	50 360 804	48 028 313	–	–
Total partiel.....	23 598 099 093	23 518 684 027	–	–	82 874 746 127	82 869 368 342	150 000	–	106 472 695 220	106 388 052 369	64 296 624 704	64 296 624 704
Revenus affectés aux dépenses.....	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Total du ministère.....	23 597 949 093	23 518 684 027	–	–	82 874 746 127	82 869 368 342	–	–	106 472 695 220	106 388 052 369	64 296 624 704	64 296 624 704
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30 000 000 000	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada												
Littératie financière.....	6 546 130	6 546 130	–	–	–	–	–	–	6 546 130	6 546 130	–	–
Surveillance des entités financières sous réglementation fédérale.....	7 595 602	7 595 602	–	–	–	–	–	–	7 595 602	7 595 602	–	–
Services internes.....	24 516 605	24 516 605	–	–	–	–	–	–	24 516 605	24 516 605	–	–
Total de l'organisme.....	38 658 337	38 658 337	–	–	–	–	–	–	38 658 337	38 658 337	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.....	29 956 352	25 359 149	–	–	–	–	–	–	29 956 352	25 359 149	–	–
Production et communication de renseignements financiers.....	22 268 161	20 558 417	–	–	–	–	–	–	22 268 161	20 558 417	–	–
Services internes.....	38 062 196	31 110 709	–	–	–	–	–	–	38 062 196	31 110 709	–	–
Total de l'organisme.....	90 286 709	77 028 275	–	–	–	–	–	–	90 286 709	77 028 275	–	–
Bureau du vérificateur général												
Audit législatif.....	123 872 039	112 317 915	–	–	–	–	2 660 000	946 943	121 212 039	111 370 972	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 660 000)	(946 943)	–	–	–	–	(2 660 000)	(946 943)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	121 212 039	111 370 972	–	–	–	–	–	–	121 212 039	111 370 972	–	–

**Bureau du surintendant des
institutions financières**

Réglementation et surveillance –

institutions financières et régimes de retraite	194 600 457	115 971 512	-	-	-	-	-	-	194 600 457	115 971 512	-	-
Services actuariels aux organismes fédéraux	7 644 437	8 054 564	-	-	-	-	-	-	7 644 437	8 054 564	-	-
Services internes	69 587 036	82 460 767	5 554 000	1 141 573	-	-	-	-	75 141 036	83 602 340	-	-
Total de l'organisme	271 831 930	206 486 843	5 554 000	1 141 573	-	-	-	-	277 385 930	207 628 416	-	-
Monnaie royale canadienne.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75 000 000	-
Total du portefeuille ministériel.....	24 119 938 108	23 952 228 454	5 554 000	1 141 573	82 874 746 127	82 869 368 342	-	-	107 000 238 235	106 822 738 369	94 371 624 704	64 296 624 704

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances									
Subventions									
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	12 650 000
Total – Subventions	–	–	–	–	–	–	–	–	12 650 000
Contributions									
Soutien à des initiatives stratégiques et de recherche.....	–	35 000	–	–	35 000	–	35 000	–	–
Programme d'aide financière aux participants autochtones.....	–	–	9 594 133	–	9 594 133	4 251 348	5 342 785	–	405 867
Total – Contributions	–	35 000	9 594 133	–	9 629 133	4 251 348	5 377 785	–	405 867
Autres paiements de transfert									
(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	43 125 784 000	–	7 170 822	43 132 954 822	43 132 954 822	–	–	41 880 173 684
(S) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	20 910 789 000	–	–	20 910 789 000	20 910 789 000	–	–	20 572 844 000
(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	15 473 939 000	–	–	15 473 939 000	15 473 939 000	–	–	15 023 242 000
(S) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	4 379 878 578	–	–	4 379 878 578	4 379 878 578	–	–	4 180 225 221
(S) Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	–	423 240 000	–	–	423 240 000	423 240 000	–	–	423 240 000
(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	–	53 132 349	–	–	53 132 349	53 132 349	–	–	37 894 693
(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles, de 1967 à 1982 et autres autorisations législatives).....	–	42 639 121	–	221	42 639 342	42 639 342	–	–	42 639 121
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	(1 030 231 740)	(65 612 730)	(603 456 483)	(1 699 300 953)	(1 699 300 953)	–	–	(1 012 720 677)
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	(4 676 879 000)	(293 558 000)	(162 337 000)	(5 132 774 000)	(5 132 774 000)	–	–	(4 569 544 000)
(S) Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (Article 24.72 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	–	4 000 000 000	–	4 000 000 000	4 000 000 000	–	–	–
(S) Paiements aux provinces et aux territoires pour le plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19 (paragraphe 197(2) – <i>Loi n°1 d'exécution du budget de 2021</i>).....	–	–	1 000 000 000	–	1 000 000 000	1 000 000 000	–	–	–

(S) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	–	–	130 063 000	–	130 063 000	130 063 000	–	–	–
(S) Paiements pour amélioration de la ventilation dans les écoles (<i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>).....	–	–	100 000 000	(100 000 000)	–	–	–	–	–
(S) Paiement au Fonds monétaire international pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	–	–	50 000 000	–	50 000 000	50 000 000	–	–	–
(S) Paiement effectué en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia.....	–	–	–	100 555 856	100 555 856	100 555 856	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	19 843 680 349
Total – Autres paiements de transfert	–	78 702 291 308	4 920 892 270	(758 066 584)	82 865 116 994	82 865 116 994	–	–	96 421 674 391
Total du portefeuille ministériel.....	–	78 702 326 308	4 930 486 403	(758 066 584)	82 874 746 127	82 869 368 342	5 377 785	–	96 434 730 258

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Finances			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Prestation de services de soutien internes à d'autres organisations conformément au paragraphe 29.1 (2) a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	150 000	–	–
Total du ministère – Budgétaire	150 000	–	–
Bureau du vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Audit législatif			
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs.....	660 000	59 210	97 245
Audits et enquêtes effectués en vertu de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	2 000 000	887 733	1 016 530
Total de l'organisme – Budgétaire	2 660 000	946 943	1 113 775
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 810 000	946 943	1 113 775

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Finances		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Banques à charte	13 908 061	9 827 226
Dépôts à court terme	211 011	302 289
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada ..	256 904 953	192 275 501
Encaisse détenue à titre de dépôts en garantie	486 093	11 641 615
	271 510 118	214 046 631
Comptes d'opérations de change		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le		
Compte du fonds des changes – Virement des bénéfices.....	709 321 002	2 541 234 586
Fonds monétaire international – Souscriptions – Virement des bénéfices.....	3 856 771	3 670 564
Fonds monétaire international – Prêts.....	130 606	248 274
	713 308 379	2 545 153 424
Prêts, placements et avances		
Banque du Canada – Virement des bénéfices	2 389 672 521	2 296 503 116
Corporation de développement des investissements du		
Canada – Dividendes	96 000 000	90 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	226 348 810	210 293 005
Financement agricole Canada.....	207 084 888	239 827 612
Banque de développement du Canada	91 820 057	92 369 834
Monnaie royale canadienne – Dividendes	78 900 000	20 000 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance	1 129 883	2 162 038
Association internationale de développement.....	910 000	–
Fonds renouvelable des Services optionnels.....	29 446	5 751
Agence de la consommation en matière financière du Canada	19 481	7 855
Fonds d'investissement de PPP Canada Inc.	–	2 981 269
	3 091 974 030	2 954 209 424
	4 076 792 527	5 713 409 479
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	438 931	211 194
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	1 120 068	698 973
	1 558 999	910 167

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services			Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres frais et droits			Autres revenus		
Accès à l'information	90	15	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 765	65	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	81 390	270 204
Revenus divers			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	839	61 317
Pièces de monnaie canadienne.....	141 318 224	100 847 352		82 229	331 521
Gain net de change	198 426 355	16 426 308	Revenus divers		
Revenus divers provenant de sociétés d'État.....	240 000 000	–	Intérêts et pénalités		
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus – Compte d'avance fixe en circulation – Chèques non réclamés	87 638 117	70 475 341	Intérêts sur les pénalités monétaires administratives.....	26 868	2 783
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	1 276 849	1 076 524	Pénalité monétaire administrative	2 047 524	249 651
Virement – Dette échue en circulation.....	528 404	74 677	Divers	161 753	28 639
Frais de garantie	147 387 360	167 852 861		2 236 145	281 073
Divers.....	280	600 151 ²	Total de l'organisme	2 318 374	612 594
Corporation de développement des investissements du Canada – Participation aux bénéfices nets.....	–	18 000 000 ²	Bureau du vérificateur général		
	816 575 589	375 353 214	Autres revenus		
Total du ministère	4 894 945 970	6 089 672 940	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Agence de la consommation en matière financière du Canada			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 967	52 670
Autres revenus			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	195 700	55 834
Ventes de biens et de services			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	16 276	16 453
Services de nature réglementaire	32 098 054	29 164 485		239 943	124 957
Autres frais et droits			Ventes de biens et de services		
Revenus provenant d'amendes	650 000	1 975 000	Autres frais et droits	855 967	764 222
	32 748 054	31 139 485	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	613	445
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 694	92	Revenus divers		
Revenus divers			Gain net de change	801	–
Gain net de change	53	27	Total de l'organisme	1 097 324	889 624
Total de l'organisme	32 751 801	31 139 604	Bureau du surintendant des institutions financières		
			Autres revenus		
			Ventes de biens et de services		
			Services de nature réglementaire	199 287 069	189 079 559
			Services de nature non réglementaire	11 954 511	10 934 741
			Ventes de biens et de produits d'information.....	5	–

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes.....	68 650	44 550
Services aux autres ministères.....	12 000	13 800
	<u>80 650</u>	<u>58 350</u>
	211 322 235	200 072 650
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	311	–
Revenus divers		
Gain net de change	3 334	3 565
Total de l'organisme	<u>211 325 880</u>	<u>200 076 215</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	4 076 792 527	5 713 409 479
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	1 881 171	1 366 645
Ventes de biens et de services	244 926 346	231 976 372
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 383	602
Revenus divers.....	<u>818 815 922</u>	<u>375 637 879</u>
Total du portefeuille ministériel.....	<u>5 142 439 349</u>	<u>6 322 390 977</u>

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 15

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Gouvernement numérique

Services partagés Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Sommaire du portefeuille ministériel	310

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
	Services partagés Canada ¹								
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 603 400 792	–	–	1 603 400 792			
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	90 882 513	–	90 882 513			
	Reclassé sous Services publics et Approvisionnement (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	(1 694 283 305)	(1 694 283 305)			
	Total – Crédit 1.....	–	1 603 400 792	90 882 513	(1 694 283 305)	–	–	–	–
5	Dépenses en capital.....	–	209 982 042	–	–	209 982 042			
5a	Dépenses en capital.....	–	–	66 145 833	–	66 145 833			
	Reclassé sous Services publics et Approvisionnement (crédit 5) aux fins de présentation.....	–	–	–	(276 127 875)	(276 127 875)			
	Total – Crédit 5.....	–	209 982 042	66 145 833	(276 127 875)	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	94 672 200	1 118 950	(95 791 150)	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	49	–	–	(49)	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	49	1 908 055 034	158 147 296	(2 066 202 379)	–	–	–	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Le décret C.P. 2021-0926 a nommé la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement à titre de ministre responsable de Services partagés Canada, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, Services partagés Canada était sous la responsabilité de la ministre du Gouvernement numérique et des dépenses non législatives d'environ 1 043 904 630 \$ ont été approuvées par la ministre du Gouvernement numérique. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 2 190 180 205 \$.

Section 16

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	312
Sommaire du portefeuille ministériel	314
Détail budgétaire par affectation	316
Responsabilités essentielles	318
Paievements de transfert	319
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	320
Revenus	320

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration**Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés**

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'admission et l'intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés qui souhaitent vivre en permanence au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Le Ministère sélectionne les demandeurs d'immigration économique afin de contribuer à l'économie canadienne, traite les demandes des membres de familles afin de réunir les familles, et traite les demandes de réfugiés et de personnes protégées afin d'offrir un refuge aux victimes de persécution. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les demandeurs répondent aux critères d'admissibilité avant leur entrée au Canada. Pour aider les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à la société canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada offre un éventail de services de soutien à l'établissement par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de services.

Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée des migrants qui souhaitent vivre temporairement au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les individus répondent aux critères d'admissibilité. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada traite les demandes de visa, d'autorisation de voyage électronique, et de permis de travail et d'études de la part des touristes, des voyageurs commerciaux, des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires, dont la présence et les dépenses au Canada sont bénéfiques à l'économie.

Citoyenneté et passeports

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada fait la promotion des droits et responsabilités liés à la citoyenneté canadienne, et délivre des documents sûrs et reconnus internationalement de citoyenneté canadienne et de voyage pour que les Canadiens puissent participer pleinement à la société civile et pour faciliter les passages aux frontières tout en contribuant à la sécurité internationale et nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié rend des décisions de qualité et règle en temps opportun des cas en ce qui concerne l'immigration, les demandes de protection de réfugié. Cela comprend la détermination des demandes d'asile et d'appels, les demandes d'annulation ou de perte de l'asile. Cela comprend également les prises de décisions relatives aux enquêtes et à la détention, aux appels sur certains cas d'immigration (par exemple: les demandes de parrainage, certaines mesures de renvoi, les demandes liées à la non-conformité de l'obligation de résidence).

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 276 918 158	–	–	1 276 918 158				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	24 500 000	–	24 500 000				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	161 807 300	–	161 807 300				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	118 830 700	–	118 830 700				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	797 895	797 895				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	391 914	391 914				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 518 315	7 518 315				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	40 973 656	40 973 656				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 060 000	1 060 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(1 568 949)	(1 568 949)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(28 333)	(28 333)				
	crédit 15.....	–	–	–	(2 765)	(2 765)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 276 918 158	305 138 000	49 141 733	1 631 197 891	1 289 129 883	342 068 008	–	1 035 081 680
5	Dépenses en capital.....	–	32 934 299	–	–	32 934 299				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	2 103 044	–	2 103 044				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	7 437 360	7 437 360				
	Total – Crédit 5.....	–	32 934 299	2 103 044	7 437 360	42 474 703	22 662 237	19 812 466	–	14 993 379
10	Subventions et contributions.....	–	1 690 568 408	–	–	1 690 568 408				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	170 226 858	–	170 226 858				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	52 410 000	–	52 410 000				
	Total – Crédit 10.....	–	1 690 568 408	222 636 858	–	1 913 205 266	1 771 143 168	142 062 098	–	1 699 198 193
15c	Renonciation à un prêt d'immigration.....	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	2 765	2 765				
	Total – Crédit 15.....	–	–	1	2 765	2 766	2 765	1	–	6 911
20c	Radiation des créances – prêts d'immigration.....	–	–	172 941	–	172 941	171 538	1 403	–	287 807
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	85 445 770	19 797 645	(4 802 695)	100 440 720	100 440 720	–	–	93 351 331
(S)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8)).....	864 673 826	167 385 285	–	(167 385 285)	864 673 826	251 457 202	–	613 216 624	307 079 052
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	8 109	–	–	24 008	32 117	28 762	–	3 355	42 207

(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	15 956 105	15 956 105	15 956 105	–	–	9 252 600
(S)	Montants adjugés par une cour.....	–	–	–	65 040	65 040	65 040	–	–	–
(S)	Remboursement de frais à l'égard de demande terminée	–	–	–	98 530	98 530	98 530	–	–	140 410
(S)	Remboursements de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs	–	–	–	26 630	26 630	26 630	–	–	49 280
	Total budgétaire.....	864 681 935	3 253 342 420	549 848 489	(99 435 609)	4 568 437 235	3 451 273 280	503 943 976	613 219 979	3 159 572 050
(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . Limite 126 600 000 \$ (Net).....	52 596 291	–	–	–	52 596 291	5 086 214	–	47 510 077	(11 405 611)
	Total du ministère – Budgétaire.....	864 681 935	3 253 342 420	549 848 489	(99 435 609)	4 568 437 235	3 451 273 280	503 943 976	613 219 979	3 159 572 050
	Total du ministère – Non budgétaire	52 596 291	–	–	–	52 596 291	5 086 214	–	47 510 077	(11 405 611)
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié									
1	Dépenses du programme	–	255 954 529	–	–	255 954 529				
1c	Dépenses du programme	–	–	1 608 006	–	1 608 006				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	70 300	70 300				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 442 388	1 442 388				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 972 136	10 972 136				
	Total – Crédit 1	–	255 954 529	1 608 006	12 484 824	270 047 359	238 296 893	31 750 466	–	219 871 701
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	26 769 523	349 253	(1 164 636)	25 954 140	25 954 140	–	–	24 887 045
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 026	1 026	1 026	–	–	243
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	282 724 052	1 957 259	11 321 214	296 002 525	264 252 059	31 750 466	–	244 758 989
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	864 681 935	3 536 066 472	551 805 748	(88 114 395)	4 864 439 760	3 715 525 339	535 694 442	613 219 979	3 404 331 039
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	52 596 291	–	–	–	52 596 291	5 086 214	–	47 510 077	(11 405 611)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 052 768 789	1 010 306 329	42 462 460	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 078 535	1 454 381	624 154	–
Programme fédéral de santé intérimaire.....	436 412 588	283 916 760	152 495 828	–
Initiatives publicitaires.....	1 500 000	1 498 879	1 121	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	89 561	58 640	30 921	–
Affectations bloquées				
Report.....	103 326 070	–	103 326 070	–
Transfert/réaffectation.....	11 253 854	–	11 253 854	–
Réduction.....	8 584 258	–	8 584 258	–
Autre.....	25 122 048	–	25 122 048	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(9 937 812)	(8 105 106)	(1 832 706)	–
	<i>1 631 197 891</i>	<i>1 289 129 883</i>	<i>342 068 008</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	31 157 178	22 662 237	8 494 941	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 317 525	–	11 317 525	–
	<i>42 474 703</i>	<i>22 662 237</i>	<i>19 812 466</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	1 817 802 890	1 768 619 395	49 183 495	–
Aide mondiale aux migrants irréguliers.....	3 000 000	1 273 773	1 726 227	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	1 250 000	1 250 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	91 152 376	–	91 152 376	–
	<i>1 913 205 266</i>	<i>1 771 143 168</i>	<i>142 062 098</i>	–
Crédit 15 – Remise de dette				
Prêts aux immigrants.....	2 766	2 765	1	–
Crédit 20 – Radiation de dettes				
Prêts aux immigrants.....	172 941	171 538	1 403	–
Montants législatifs.....	981 383 668	368 163 689	–	613 219 979
	<i>4 568 437 235</i>	<i>3 451 273 280</i>	<i>503 943 976</i>	<i>613 219 979</i>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	242 724 039	228 529 331	14 194 708	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1 293 320	1 159 585	133 735	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	9 133 877	8 607 977	525 900	–
Affectations bloquées				
Report.....	16 300 000	–	16 300 000	–
Transfert/réaffectation	76 123	–	76 123	–
Réduction	520 000	–	520 000	–
	<i>270 047 359</i>	<i>238 296 893</i>	<i>31 750 466</i>	–
Montants législatifs.....	25 955 166	25 955 166	–	–
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	296 002 525	264 252 059	31 750 466	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 864 439 760	3 715 525 339	535 694 442	613 219 979

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration												
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés.....	974 347 324	732 255 745	6 974 743	2 177 487	1 913 205 266	1 771 143 168	–	–	2 894 527 333	2 505 576 400	52 596 291	5 086 214
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	313 727 998	239 341 255	–	–	–	–	9 937 812	8 105 106	303 790 186	231 236 149	–	–
Citoyenneté et passeports.....	1 226 735 497	508 547 066	–	–	–	–	284 119 737	179 700 355	942 615 760	328 846 711	–	–
Services internes.....	392 003 996	365 129 270	35 499 960	20 484 750	–	–	–	–	427 503 956	385 614 020	–	–
Total partiel	2 906 814 815	1 845 273 336	42 474 703	22 662 237	1 913 205 266	1 771 143 168	294 057 549	187 805 461	4 568 437 235	3 451 273 280	52 596 291	5 086 214
Revenus affectés aux dépenses	(294 057 549)	(187 805 461)	–	–	–	–	(294 057 549)	(187 805 461)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 612 757 266	1 657 467 875	42 474 703	22 662 237	1 913 205 266	1 771 143 168	–	–	4 568 437 235	3 451 273 280	52 596 291	5 086 214
Commission de l'immigration et du statut de réfugié												
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	222 001 894	189 825 352	–	–	–	–	–	–	222 001 894	189 825 352	–	–
Services internes.....	74 000 631	74 426 707	–	–	–	–	–	–	74 000 631	74 426 707	–	–
Total de l'organisme	296 002 525	264 252 059	–	–	–	–	–	–	296 002 525	264 252 059	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 908 759 791	1 921 719 934	42 474 703	22 662 237	1 913 205 266	1 771 143 168	–	–	4 864 439 760	3 715 525 339	52 596 291	5 086 214

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Subventions									
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	–	650 270 000	46 760 000	–	697 030 000	697 030 000	–	–	650 270 000
Subvention pour le Programme d'établissement	–	40 000 000	–	(24 182 689)	15 817 311	15 817 311	–	–	14 433 955
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés.....	–	21 374 855	11 116 930	(28 000)	32 463 785	29 000 000	3 463 785	–	12 000 000
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	–	3 750 000	4 250 000	–	8 000 000	7 999 922	78	–	1 699 449
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	163 000 000
Total – Subventions	–	715 394 855	62 126 930	(24 210 689)	753 311 096	749 847 233	3 463 863	–	841 403 404
Contributions									
Programme d'établissement	–	845 645 490	37 400 872	(18 267 323)	864 779 039	832 413 887	32 365 152	–	786 481 494
Aide à la réinstallation	–	124 328 063	123 109 056	42 478 012	289 915 131	185 498 417	104 416 714	–	68 066 132
Aide mondiale aux migrants irréguliers.....	–	3 000 000	–	–	3 000 000	1 273 773	1 726 227	–	1 141 197
Organisation internationale pour les migrations	–	2 200 000	–	–	2 200 000	2 109 858	90 142	–	2 105 966
Total – Contributions	–	975 173 553	160 509 928	24 210 689	1 159 894 170	1 021 295 935	138 598 235	–	857 794 789
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 690 568 408	222 636 858	–	1 913 205 266	1 771 143 168	142 062 098	–	1 699 198 193

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires			
Expérience internationale Canada	9 937 812	8 105 106	–
Citoyenneté et passeports			
Frais de passeport.....	284 119 737	179 700 355	52 927 731
Total budgétaire.....	294 057 549	187 805 461	52 927 731
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés			
Remboursements de prêts en vertu de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	–	19 833 620	19 588 953
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	294 057 549	187 805 461	52 927 731
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	19 833 620	19 588 953

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de mauvaises créances.....	–	301
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 025 137	4 332 352
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	1 750 715	4 754 199
Services aux autres ministères		
Recouvrement de trop-payés de salaire	249 649	960 628
	7 025 501	10 047 480
Ventes de biens et services		
Droits et privilèges		
Droits de résidence permanente.....	155 423 751	36 139 122
Frais relatif à la conformité de l'employeur – Travailleurs étrangers exemptés	22 067 451	29 157 631
Permis de travail ouvert – Travailleurs étrangers exemptés	23 886 580	33 553 235
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté.....	17 179 800	4 467 400
Frais pour les services de passeport.....	179 466 238	52 703 407
Revenus reportés	(36 780 007)	93 255 580 ¹
	361 243 813	249 276 375
Services de nature réglementaire		
Frais pour les services de citoyenneté		
Attribution et preuve (Changement au statut de citoyenneté).....	97 532 115	25 732 800
Document relatif au statut de citoyenneté.....	3 436 200	1 471 800
Expérience internationale Canada		
Revenus non disponibles	264 440	–
Revenus disponibles	8 105 106	–
Catégorie du regroupement familial (incluant parrainage).....	74 027 207	21 771 845
Travailleurs qualifiés.....	113 875 303	5 140 181
Catégorie des gens d'affaires	4 507 250	478 760
Autres catégories.....	134 105 739	62 318 526
Catégorie des titulaires de permis.....	9 100	6 500
Carte de résident permanent	15 808 960	8 320 320
Visa de résident temporaire		
Entrée multiple	84 270 145	35 220 643
Maximum par famille	969 170	127 000
Permis de travail		
Permis de travail	70 535 479	78 824 003
Groupe d'artistes	23 240	4 560
Permis d'études.....	109 086 477	70 873 415

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Attestation et remplacement d'un document d'immigration –			Sommaire du portefeuille ministériel		
Sauf carte de résident permanent	307 740	298 710	Autres revenus		
Permis de séjour temporaire	479 355	169 405	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 642 650	11 429 224
Rétablissement du statut de résident temporaire	7 667 170	10 447 540	Ventes de biens et de services	1 348 241 505	857 014 630
Réadaptation			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 034	39 792
Criminalité	337 515	333 800	Revenus divers	1 050 419	904 165
Grande criminalité	341 000	278 400	Total du portefeuille ministériel	1 358 959 608	869 387 811
Autorisation de retour au Canada en vertu de la L52 (1)	243 060	192 800			
Document de voyage	1 055 850	345 335			
Biométrie	91 435 260	51 163 463			
Revenus reportés	168 326 101	233 987 435 ¹			
	986 748 982	607 507 241			
Ventes de biens et de produits d'information					
Données statistiques sur l'immigration	12 400	6 500			
Autres frais et droits					
Autres frais et droits	3 777	1 074			
Divers	232 533	223 440			
	236 310	224 514			
	1 348 241 505	857 014 630			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 008	39 549			
Revenus divers					
Accès à l'information	881 855	536 215			
Intérêts et pénalités	52 298	32 627			
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	2 170	–			
Frais de justice	24 046	27 177			
Amendes	28 011	–			
Divers	61 500	307 493			
	1 049 880	903 512			
Total du ministère	1 356 340 894	868 005 171			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	571 138	848 604			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 046 011	533 140			
	2 617 149	1 381 744			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 026	243			
Revenus divers	539	653			
Total de l'organisme	2 618 714	1 382 640			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 17

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Innovation, Sciences et Industrie

Ministère de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Agence canadienne de développement économique du Nord

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Commission du droit d'auteur

**Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest
canadien**

**Agence fédérale de développement économique pour le Sud
de l'Ontario**

Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Conseil de recherches en sciences humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	324
Sommaire du portefeuille ministériel	329
Détail budgétaire par affectation	339
Responsabilités essentielles	343
Paievements de transfert	346
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	353
Revenus	353

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Industrie**Entreprises, investissement et croissance**

Appuyer la croissance des petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes pour les aider à devenir des entreprises compétitives à impact élevé sur la scène internationale; assurer un marché équitable et concurrentiel; promouvoir des conditions favorables à la concurrence en ce qui a trait aux prix et aux choix de produits, y compris dans le secteur des télécommunications; simplifier les programmes gouvernementaux, promouvoir les efforts visant à réduire les démarches administratives pour les entreprises, mettre en place des conditions favorables à une innovation axée sur le marché et promouvoir une croissance et une économie dont tout le monde peut profiter; réduire les obstacles aux mouvements des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre; assurer la croissance du secteur du tourisme au Canada.

Sciences, technologie, recherche et commercialisation

Appuyer et faciliter les investissements pilotés par les entreprises et les collaborations stratégiques visant le développement et la commercialisation de technologies de pointe; entretenir et renforcer l'excellence du Canada en matière de recherche, notamment par le soutien à la recherche scientifique fondamentale, à l'expérimentation et à l'exploration pour apporter une réponse aux défis mondiaux.

Personnes, compétences et collectivités

Appuyer la création, le transfert et la diffusion des connaissances pour que les Canadiens, y compris les personnes appartenant à des groupes sous-représentés : soient dotés des compétences et des outils nécessaires pour prendre part à une économie de l'innovation en forte croissance; promeuvent une culture de l'innovation, où ils ont la motivation nécessaire pour s'attaquer aux défis locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux; profitent de la croissance de la classe moyenne dans toutes les collectivités; bénéficient d'un accès accru à des services Internet à large bande et mobiles, y compris dans les régions rurales et éloignées; soient des consommateurs protégés et bien informés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de promotion économique du Canada atlantique**Développement économique au Canada atlantique**

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de

soutien aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Développement économique dans les territoires

Travailler dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et paliers du gouvernement.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leur études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du tourisme

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada. Promouvoir le Canada comme destination touristique de choix. Favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada. Fournir des renseignements sur le tourisme au Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Description des responsabilités essentielles – suite**Commission du droit d'auteur****Tarifs et licences liés au droit d'auteur**

La Commission du droit d'auteur du Canada établit les tarifs qui fixent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque le droit d'auteur est administré collectivement par une société de gestion. La Commission délivre également des licences qui établissent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable. En publiant en temps opportun des tarifs et des licences justes et équitables, la Commission encourage le développement et l'adoption de nouvelles technologies et stimule l'innovation dans l'économie canadienne. Son travail sert aussi à renforcer la confiance à l'égard des processus liés aux tarifs et aux licences au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**Développement économique de l'Ouest canadien**

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada promeut la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario**Développement économique dans le Sud de l'Ontario**

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario travaille à renforcer la capacité du Sud de l'Ontario en matière d'innovation, de développement économique et de croissance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Science et innovation

Faire croître et favoriser la prospérité du Canada comme suit : entreprendre, appuyer et promouvoir la recherche-développement axée sur l'innovation; faire progresser la science fondamentale et l'excellence du Canada dans le domaine de la recherche à l'échelle mondiale; permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés de la recherche d'accéder à l'infrastructure, aux services et à l'information scientifiques et technologiques; et appuyer la main-d'œuvre qualifiée et les capacités du Canada dans les domaines des sciences et de l'innovation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, favorise et appuie la recherche et la formation de chercheurs en sciences naturelles et en génie au moyen de subventions et de bourses afin de développer le talent, de stimuler les découvertes et d'appuyer l'innovation en vue de retombées économiques et sociales pour les Canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines

Financement de la recherche et formation en sciences humaines

Par l'entremise de subventions et de bourses d'études et de recherche, le Conseil de recherches en sciences humaines s'emploie à promouvoir et à appuyer la recherche et la formation en recherche dans le domaine des sciences humaines afin de cultiver le talent, de produire des connaissances et d'établir des liens en vue de retombées économiques, culturelles et sociales pour les Canadiens.

Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche

Au nom du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et des Instituts de recherche en santé du Canada, et en son propre nom, le Conseil de recherches en sciences humaines fournit un soutien financier à des universités, à des collèges, à des hôpitaux et à des instituts de recherche affiliés afin de rembourser une partie des coûts indirects associés à la recherche financée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin

Conseil canadien des normes

Gérer le système national de normes du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur ainsi que de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Renseignements statistiques

Statistique Canada produit des renseignements statistiques objectifs de grande qualité pour l'ensemble du Canada. Les renseignements statistiques produits portent sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques, environnementales et générales de la population et sur l'état de celle-ci.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	508 586 590	–	–	508 586 590				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	49 581 439	–	49 581 439				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	15 857 193	–	15 857 193				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 511 087	–	1 511 087				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	3 000 000	3 000 000				
	crédit 1 (Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.).....	–	–	–	140 000	140 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 260 594	2 260 594				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 483 618	6 483 618				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	25 710 041	25 710 041				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(1 822 435)	(1 822 435)				
	crédit 1 (Conseil canadien des normes).....	–	–	–	(380 250)	(380 250)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(1 676 500)	(1 676 500)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(58 333)	(58 333)				
	crédit 5.....	–	–	–	(5 484 553)	(5 484 553)				
	Affectations réputées au crédit 1 (Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario).....	–	–	–	(8 386 863)	(8 386 863)				
	Total – Crédit 1.....	–	508 586 590	66 949 719	19 785 319	595 321 628	564 606 696	30 714 932	–	501 015 509
5	Dépenses en capital.....	–	49 814 000	–	–	49 814 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	5 484 553	5 484 553				
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada).....	–	–	–	27 266	27 266				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	208 585	208 585				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	584 796	584 796				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	5 382	5 382				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	381 849	381 849				
	Total – Crédit 5.....	–	49 814 000	–	6 692 431	56 506 431	16 594 785	39 911 646	–	9 103 002
10	Subventions et contributions.....	–	2 884 172 389	–	–	2 884 172 389				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	991 866 966	–	991 866 966				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	18 331 345	–	18 331 345				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	112 064 514	–	112 064 514				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	750 000	750 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	1 000 000	1 000 000				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	3 373 759	3 373 759				

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	(15 425 000)	(15 425 000)				
	Affectations réputées au crédit 5 (Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario)	–	–	–	(70 251 166)	(70 251 166)				
	Total – Crédit 10	–	2 884 172 389	1 122 262 825	(80 552 407)	3 925 882 807	2 321 941 169	1 603 941 638	–	2 136 396 422
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	62 340 075	9 350 789	(5 814 917)	65 875 947	65 875 947	–	–	63 807 327
(S)	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 599
(S)	Ministre du Développement économique rural – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	–	–	39 254	39 254	39 254	–	–	–
(S)	Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	–	–	39 255	39 255	39 255	–	–	–
(S)	Ministre du Développement économique et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	(37 592)	52 908	52 908	–	–	89 200
(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	–	152 760 288	–	(70 613 679)	82 146 609	82 146 609	–	–	86 108 346
(S)	Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>)	–	44 881 000	–	(19 031 968)	25 849 032	25 849 032	–	–	21 562 650
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>)	100 581 019	31 375 500	–	(31 375 500)	100 581 019	17 128 598	–	83 452 421	14 186 051
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	80 849	–	–	80 979	161 828	86 809	–	75 019	165 860
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	411 982	411 982	411 982	–	–	514 105
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	20 139 442
	Total budgétaire	100 661 868	3 734 110 842	1 198 563 333	(180 376 643)	4 852 959 400	3 094 863 744	1 674 568 216	83 527 440	2 853 177 513
(S)	(L) Paiements au titre des placements dans des sociétés d'État entreprises	–	–	–	435 000 000	435 000 000	435 000 000	–	–	7 503 000 000
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	500 000	–	–	500 000	–	500 000	–	–

L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits.</i>								
	Limite 1 950 000 \$ (Net)	1 950 000	–	–	–	1 950 000	–	–	1 950 000
	Total non budgétaire	1 950 000	800 000	–	435 000 000	437 750 000	435 000 000	800 000	1 950 000
	Total du ministère – Budgétaire	100 661 868	3 734 110 842	1 198 563 333	(180 376 643)	4 852 959 400	3 094 863 744	1 674 568 216	83 527 440
	Total du ministère – Non budgétaire	1 950 000	800 000	–	435 000 000	437 750 000	435 000 000	800 000	1 950 000
	Agence de promotion économique du Canada atlantique								
1	Dépenses de fonctionnement	–	70 111 122	–	–	70 111 122			
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	793 805	–	793 805			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	700 238	–	700 238			
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 186 799	–	1 186 799			
	Virement du :								
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	40 381	40 381			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	642 094	642 094			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 944 748	2 944 748			
	Total – Crédit 1	–	70 111 122	2 680 842	3 627 223	76 419 187	70 687 244	5 731 943	–
5	Subventions et contributions	–	268 439 605	–	–	268 439 605			
5a	Subventions et contributions	–	–	61 532 000	–	61 532 000			
5b	Subventions et contributions	–	–	16 555 000	–	16 555 000			
5c	Subventions et contributions	–	–	24 309 509	–	24 309 509			
	Virement du crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	3 100 000	3 100 000			
	Total – Crédit 5	–	268 439 605	102 396 509	3 100 000	373 936 114	363 964 211	9 971 903	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	8 286 337	577 368	(24 947)	8 838 758	8 838 758	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	16 484	–	–	25 646	42 130	–	16 484	25 646
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	54 253 414
	Total de l'organisme – Budgétaire	16 484	346 837 064	105 654 719	6 727 922	459 236 189	443 490 213	15 720 330	25 646
	Agence canadienne de développement économique du Nord								
1	Dépenses de fonctionnement	–	20 168 756	–	–	20 168 756			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	38 070	–	38 070			
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	259 576	–	259 576			
	Virement du :								
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 000	2 000			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	72 880	72 880			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	820 122	820 122			
	Total – Crédit 1	–	20 168 756	297 646	895 002	21 361 404	20 018 430	1 342 974	–
5	Subventions et contributions	–	57 419 626	–	–	57 419 626			
5a	Subventions et contributions	–	–	4 625 000	–	4 625 000			
5b	Subventions et contributions	–	–	2 393 407	–	2 393 407			
5c	Subventions et contributions	–	–	4 325 000	–	4 325 000			
	Total – Crédit 5	–	57 419 626	11 343 407	–	68 763 033	66 516 573	2 246 460	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	1 962 319	59 091	(184 899)	1 836 511	1 836 511	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	15	–	–	–	15	–	15	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	4 999 951
	Total de l'organisme – Budgétaire	15	79 550 701	11 700 144	710 103	91 960 963	88 371 514	3 589 449	–

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence spatiale canadienne										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	225 489 428	–	–	225 489 428				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 000 000	1 000 000				
	crédit 10.....	–	–	–	7 000 000	7 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	24 500	24 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	762 021	762 021				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 889 733	5 889 733				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	225 489 428	–	14 617 921	240 107 349	225 675 396	14 431 953	–	191 468 491
5	Dépenses en capital.....	–	72 425 400	–	–	72 425 400				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	73 806 728	–	73 806 728				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	31 017 685	31 017 685				
	Virement au :									
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(208 585)	(208 585)				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(23 446 000)	(23 446 000)				
	crédit 5 (Ministère des Transports).....	–	–	–	(114 346)	(114 346)				
	Total – Crédit 5.....	–	72 425 400	73 806 728	7 248 754	153 480 882	44 745 858	108 735 024	–	47 804 489
10	Subventions et contributions	–	94 630 000	–	–	94 630 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	(7 000 000)	(7 000 000)				
	crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(740 950)	(740 950)				
	Total – Crédit 10.....	–	94 630 000	–	(7 740 950)	86 889 050	86 833 743	55 307	–	80 239 450
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 085 844	–	(233 948)	10 851 896	10 851 896	–	–	10 897 223
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du sous-paragraphe 5 (3)h de la <i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i>									
	Montant non dépensé au début de l'exercice.....	–	–	–	–	–				
	Montant reçu au cours de l'exercice.....	–	–	–	156 566	156 566				
	Total – Dépense des recettes	–	–	–	156 566	156 566	–	–	156 566	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 527	–	–	15 236	64 763	1 256	48 271	15 236	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	49 527	403 630 672	73 806 728	14 063 579	491 550 506	368 108 149	123 270 555	171 802	330 409 653
Commission canadienne du tourisme										
1	Paiements à la Commission	–	96 159 703	–	–	96 159 703				
1b	Paiements à la Commission.....	–	–	25 000 000	–	25 000 000				
	Total – Crédit 1.....	–	96 159 703	25 000 000	–	121 159 703	121 159 703	–	–	95 665 913
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	96 159 703	25 000 000	–	121 159 703	121 159 703	–	–	95 665 913

Commission du droit d'auteur										
1	Dépenses du programme.....	-	3 881 666	-	-	3 881 666				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	18 287	18 287				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	150 965	150 965				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	1 234	1 234				
	Total – Crédit 1.....	-	3 881 666	-	170 486	4 052 152	3 297 681	754 471	-	3 489 970
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	398 141	-	(45 150)	352 991	352 991	-	-	412 418
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	4 279 807	-	125 336	4 405 143	3 650 672	754 471	-	3 902 388
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	43 991 768	-	-	43 991 768				
1a	Dépenses de fonctionnement	-	-	3 780 000	-	3 780 000				
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	1	-	1				
1c	Dépenses de fonctionnement	-	-	3 387 656	-	3 387 656				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence de développement économique du Pacifique Canada).....	-	-	-	4 114 346	4 114 346				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	6 500	6 500				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	374 439	374 439				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 113 711	2 113 711				
	Affectations réputées au crédit 1 (Agence de développement économique du Pacifique Canada).....	-	-	-	(4 114 346)	(4 114 346)				
	Total – Crédit 1.....	-	43 991 768	7 167 657	2 494 650	53 654 075	45 963 645	7 690 430	-	47 239 007
5	Subventions et contributions	-	295 109 880	-	-	295 109 880				
5a	Subventions et contributions.....	-	-	224 614 000	-	224 614 000				
5c	Subventions et contributions.....	-	-	58 127 961	-	58 127 961				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	-	-	-	1 675 000	1 675 000				
	crédit 10 (Ministère de l'Industrie).....	-	-	-	15 425 000	15 425 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	-	-	-	(1 500 000)	(1 500 000)				
	Affectations réputées au crédit 5 (Agence de développement économique du Pacifique Canada).....	-	-	-	(113 537 255)	(113 537 255)				
	Total – Crédit 5.....	-	295 109 880	282 741 961	(97 937 255)	479 914 586	380 798 549	99 116 037	-	382 482 600
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	4 684 680	1 330 508	(927 888)	5 087 300	5 087 300	-	-	5 381 397
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	-	-	-	1 110	1 110	1 110	-	-	-
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	-	-	-	3 316	3 316	3 316	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	472 394 942
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	343 786 328	291 240 126	(96 366 067)	538 660 387	431 853 920	106 806 467	-	907 497 946

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec²										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	41 078 212	–	–	41 078 212				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	848 000	–	848 000				
	Reclassé sous Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	(41 926 212)	(41 926 212)				
	Total – Crédit 1.....	–	41 078 212	848 000	(41 926 212)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions.....	–	320 401 782	–	–	320 401 782				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	70 700 000	–	70 700 000				
	Reclassé sous Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (crédit 5) aux fins de présentation.....	–	–	–	(391 101 782)	(391 101 782)				
	Total – Crédit 5.....	–	320 401 782	70 700 000	(391 101 782)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	5 001 834	216 000	(5 217 834)	–				
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	259	–	–	(259)	–				
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	259	366 481 828	71 764 000	(438 246 087)	–	–	–	–	–²
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	31 349 200	–	–	31 349 200				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 799 695	–	2 799 695				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	4 814 426	–	4 814 426				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1	–	1				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	6 500	6 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	216 915	216 915				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 407 298	1 407 298				
	Total – Crédit 1.....	–	31 349 200	7 614 122	1 630 713	40 594 035	38 868 660	1 725 375	–	33 652 330
5	Subventions et contributions.....	–	222 082 852	–	–	222 082 852				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	102 375 000	–	102 375 000				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	57 504 127	–	57 504 127				
	Total – Crédit 5.....	–	222 082 852	159 879 127	–	381 961 979	356 644 871	25 317 108	–	417 473 725
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	3 711 383	1 480 806	(591 106)	4 601 083	4 601 083	–	–	4 100 587
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	20 513	–	–	30 913	51 426	–	20 513	30 913	–
(S)	Ministre d'État – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	–	–	866	866	866	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	237 519 853
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	20 513	257 143 435	168 974 055	1 071 386	427 209 389	400 115 480	27 062 996	30 913	692 746 495

Conseil national de recherches du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	493 340 197	-	-	493 340 197				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	980 600	-	980 600				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	9 723 550	-	9 723 550				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	4 365 891	-	4 365 891				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	-	-	-	1 000 000	1 000 000				
	crédit 10.....	-	-	-	4 400 000	4 400 000				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	351 821	351 821				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	3 816 912	3 816 912				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	17 770 911	17 770 911				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	-	-	-	(40 000)	(40 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	-	-	-	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5.....	-	-	-	(9 881 862)	(9 881 862)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	-	-	-	(112 000)	(112 000)				
	Total – Crédit 1.....	-	493 340 197	15 070 041	17 297 449	525 707 687	506 241 585	19 466 102	-	494 058 198
5	Dépenses en capital.....	-	50 585 000	-	-	50 585 000				
5a	Dépenses en capital.....	-	-	21 252 867	-	21 252 867				
5c	Dépenses en capital.....	-	-	25 606 069	-	25 606 069				
	Virement du :									
	crédit 1.....	-	-	-	9 881 862	9 881 862				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	-	-	-	168 500	168 500				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	29 633 835	29 633 835				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	-	-	-	(5 382)	(5 382)				
	Total – Crédit 5.....	-	50 585 000	46 858 936	39 678 815	137 122 751	110 269 115	26 853 636	-	103 335 651
10	Subventions et contributions.....	-	540 863 673	-	-	540 863 673				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	107 000 000	-	107 000 000				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	103 500 000	-	103 500 000				
10c	Subventions et contributions.....	-	-	7 010 201	-	7 010 201				
	Virement du :									
	crédit 10 (Agence spatiale canadienne).....	-	-	-	740 950	740 950				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	-	-	-	250 000	250 000				
	Virement au crédit 1.....	-	-	-	(4 400 000)	(4 400 000)				
	Total – Crédit 10.....	-	540 863 673	217 510 201	(3 409 050)	754 964 824	590 805 854	164 158 970	-	572 201 082
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	65 598 177	2 422 979	(2 176 192)	65 844 964	65 844 964	-	-	65 976 712
(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)									
	Montant non dépensé au début de l'exercice.....	117 785 369	-	-	-	117 785 369				
	Montant reçu au cours de l'exercice.....	-	182 000 000	-	(10 524 514)	171 475 486				
	Total – Dépense des recettes.....	117 785 369	182 000 000	-	(10 524 514)	289 260 855	163 061 922	-	126 198 933	137 483 495
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	35 959	-	-	233 855	269 814	35 959	-	233 855	397 937
(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	49 916	49 916	49 916	-	-	168 275
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	275 033 963
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	117 821 328	1 332 387 047	281 862 157	41 150 279	1 773 220 811	1 436 309 315	210 478 708	126 432 788	1 648 655 313

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	52 827 530	–	–	52 827 530				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 167 747	–	1 167 747				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	415 617	–	415 617				
	Virement du :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	1 459 919	1 459 919				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	636 375	636 375				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	5 000	5 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	4 409	4 409				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 087 649	7 087 649				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 704 934	2 704 934				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	734 117	734 117				
	Virement au :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(300 232)	(300 232)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(34 973)	(34 973)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	52 827 530	1 583 364	12 272 198	66 683 092	63 610 425	3 072 667	–	55 332 505
5	Subventions	–	1 321 627 413	–	–	1 321 627 413				
5b	Subventions	–	–	22 000 000	–	22 000 000				
5c	Subventions	–	–	11 242 067	–	11 242 067				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 169 709	1 169 709				
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	5 000	5 000				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	750 000	750 000				
	crédit 5 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	150 000	150 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	500 000	500 000				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	150 000	150 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(140 000)	(140 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(2 477 698)	(2 477 698)				
	Total – Crédit 5	–	1 321 627 413	33 242 067	(192 989)	1 354 676 491	1 341 785 484	12 891 007	–	1 311 770 862
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 677 646	264 132	1 728 520	7 670 298	7 670 298	–	–	6 384 147
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	136	–	–	38 198	38 334	33 734	–	4 600	–
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le</i> <i>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	–	178 779	–	(3 800)	174 979	174 979	–	–	129 927
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	114 857 813
	Total de l'organisme – Budgétaire	136	1 380 311 368	35 089 563	13 842 127	1 429 243 194	1 413 274 920	15 963 674	4 600	1 488 475 254

	Conseil de recherches en sciences humaines								
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	33 994 870	–	–	33 994 870			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	3 645 484	–	3 645 484			
	Virement du :								
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	10 000	10 000			
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	10 000	10 000			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	34 973	34 973			
	crédit 5	–	–	–	757 981	757 981			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	8 500	8 500			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	55 407	55 407			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 556 135	1 556 135			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	3 206 049	3 206 049			
	Virement au :								
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(275 000)	(275 000)			
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(40 000)	(40 000)			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(636 375)	(636 375)			
	Total – Crédit 1	–	33 994 870	3 645 484	4 687 670	42 328 024	40 972 861	1 355 163	– 35 391 177
5	Subventions	–	967 688 573	–	–	967 688 573			
5b	Subventions.....	–	–	1 920 000	–	1 920 000			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	150 000	150 000			
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	287 310	287 310			
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	835 000	835 000			
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	590 000	590 000			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	2 477 698	2 477 698			
	Virement au :								
	crédit 1	–	–	–	(757 981)	(757 981)			
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(940 219)	(940 219)			
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)			
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(122 758)	(122 758)			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(500 000)	(500 000)			
	Total – Crédit 5	–	967 688 573	1 920 000	1 019 050	970 627 623	970 617 959	9 664	– 1 022 533 351
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 672 021	630 798	377 330	4 680 149	4 680 149	–	4 066 187
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	–	94 976	–	7 790	102 766	102 766	–	76 306
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	16 903	16 903	16 903	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	357 051 586
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 005 450 440	6 196 282	6 108 743	1 017 755 465	1 016 390 638	1 364 827	– 1 419 118 607
	Conseil canadien des normes								
1	Paiements au Conseil	–	15 046 000	–	–	15 046 000			
1c	Paiements au Conseil.....	–	–	1 708 850	–	1 708 850			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	380 250	380 250			
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	1 526 150	1 526 150			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	226 000	226 000			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	384 371	384 371			
	Total – Crédit 1	–	15 046 000	1 708 850	2 516 771	19 271 621	19 271 621	–	18 575 862
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	15 046 000	1 708 850	2 516 771	19 271 621	19 271 621	–	18 575 862

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Statistique Canada										
1	Dépenses du programme.....	–	721 223 424	–	–	721 223 424				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	39 789 768	–	39 789 768				
1c	Dépenses du programme.....	–	–	22 242 293	–	22 242 293				
Virement du :										
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	517 000	517 000				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	3 175 000	3 175 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	1 676 500	1 676 500				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	5 212 377	5 212 377				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile).....	–	–	–	969 339	969 339				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	7 110 251	7 110 251				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	5 540 179	5 540 179				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	9 978 871	9 978 871				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	31 413 741	31 413 741				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	5 195 046	5 195 046				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	721 223 424	62 032 061	70 779 971	854 035 456	792 669 655	61 365 801	–	537 787 444
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	81 107 268	10 530 171	(942 229)	90 695 210	90 695 210	–	–	83 522 745
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	–	–	18 310	18 310	18 310	–	–	8 679
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	802 330 692	72 562 232	69 856 052	944 748 976	883 383 175	61 365 801	–	621 318 868
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	218 570 130	10 167 505 927	2 344 122 189	(558 816 499)	12 171 381 747	9 720 243 064	2 240 945 494	210 193 189	10 755 808 712²
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	1 950 000	800 000	–	435 000 000	437 750 000	435 000 000	800 000	1 950 000	7 503 000 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

² Conformément à l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, la ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie et des dépenses non législatives d'environ 151 298 008 \$ ont été approuvées par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 518 958 790 \$.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Industrie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	705 315 683	672 547 256	32 768 427	–
Solutions innovatrices Canada	1 120 155	1 120 155	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 416 546	–	6 416 546	–
Réduction	2 593 327	–	2 593 327	–
Autre	759 726	–	759 726	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(120 883 809)	(109 060 715)	(11 823 094)	–
	595 321 628	564 606 696	30 714 932	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	21 191 867	16 594 785	4 597 082	–
Affectations bloquées				
Report.....	35 258 950	–	35 258 950	–
Transfert/réaffectation	55 614	–	55 614	–
	56 506 431	16 594 785	39 911 646	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 104 120 432	2 321 541 169	782 579 263	–
Solutions innovatrices Canada	400 000	400 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	821 362 375	–	821 362 375	–
	3 925 882 807	2 321 941 169	1 603 941 638	–
Montants législatifs.....	275 248 534	191 721 094	–	83 527 440
	4 852 959 400	3 094 863 744	1 674 568 216	83 527 440
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	73 023 650	70 687 244	2 336 406	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 906 224	–	1 906 224	–
Transfert/réaffectation	839 313	–	839 313	–
Réduction	650 000	–	650 000	–
	76 419 187	70 687 244	5 731 943	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	366 386 210	363 964 211	2 421 999	–
Affectations bloquées				
Report.....	7 549 904	–	7 549 904	–
	373 936 114	363 964 211	9 971 903	–
Montants législatifs.....	8 880 888	8 838 758	16 484	25 646
	459 236 189	443 490 213	15 720 330	25 646

Détail budgétaire par affectation – suite

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne de développement économique du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	21 188 019	20 018 430	1 169 589	–
Affectations bloquées				
Report.....	173 385	–	173 385	–
	<u>21 361 404</u>	<u>20 018 430</u>	<u>1 342 974</u>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	68 763 033	66 516 573	2 246 460	–
Montants législatifs.....	1 836 526	1 836 511	15	–
	<u>91 960 963</u>	<u>88 371 514</u>	<u>3 589 449</u>	–
Agence spatiale canadienne				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	235 284 860	225 675 396	9 609 464	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	–	1 300 000	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 719 324	–	1 719 324	–
Transfert/réaffectation	883 165	–	883 165	–
Réduction	920 000	–	920 000	–
	<u>240 107 349</u>	<u>225 675 396</u>	<u>14 431 953</u>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	133 079 882	44 745 858	88 334 024	–
Affectations bloquées				
Report.....	20 401 000	–	20 401 000	–
	<u>153 480 882</u>	<u>44 745 858</u>	<u>108 735 024</u>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	86 889 050	86 833 743	55 307	–
Montants législatifs.....	11 073 225	10 853 152	48 271	171 802
	<u>491 550 506</u>	<u>368 108 149</u>	<u>123 270 555</u>	<u>171 802</u>
Commission canadienne du tourisme				
Crédit 1 – Paiements à la Commission				
Paiements à la Société d'État	121 159 703	121 159 703	–	–
Commission du droit d'auteur				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	4 052 152	3 297 681	754 471	–
Montants législatifs.....	352 991	352 991	–	–
	<u>4 405 143</u>	<u>3 650 672</u>	<u>754 471</u>	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	61 654 075	47 347 943	14 306 132	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 000 000)	(1 384 298)	(6 615 702)	–
	<u>53 654 075</u>	<u>45 963 645</u>	<u>7 690 430</u>	–

Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	479 914 586	380 798 549	99 116 037	–
Montants législatifs.....	5 091 726	5 091 726	–	–
	538 660 387	431 853 920	106 806 467	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	39 968 693	38 868 660	1 100 033	–
Affectations bloquées				
Report.....	625 342	–	625 342	–
	40 594 035	38 868 660	1 725 375	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	358 598 941	356 644 871	1 954 070	–
Affectations bloquées				
Report.....	23 363 038	–	23 363 038	–
	381 961 979	356 644 871	25 317 108	–
Montants législatifs.....	4 653 375	4 601 949	20 513	30 913
	427 209 389	400 115 480	27 062 996	30 913
Conseil national de recherches du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	520 027 687	503 296 347	16 731 340	–
Solutions innovatrices Canada	4 400 000	2 945 238	1 454 762	–
Affectations bloquées				
Réduction	1 280 000	–	1 280 000	–
	525 707 687	506 241 585	19 466 102	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	137 122 751	110 269 115	26 853 636	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	708 864 824	589 717 954	119 146 870	–
Solutions innovatrices Canada	1 100 000	1 087 900	12 100	–
Affectations bloquées				
Report.....	45 000 000	–	45 000 000	–
	754 964 824	590 805 854	164 158 970	–
Montants législatifs.....	355 425 549	228 992 761	–	126 432 788
	1 773 220 811	1 436 309 315	210 478 708	126 432 788
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	65 443 215	63 610 425	1 832 790	–
Affectations bloquées				
Report.....	699 877	–	699 877	–
Réduction	540 000	–	540 000	–
	66 683 092	63 610 425	3 072 667	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions.....	1 343 434 424	1 341 785 484	1 648 940	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 242 067	–	11 242 067	–
	1 354 676 491	1 341 785 484	12 891 007	–
Montants législatifs.....	7 883 611	7 879 011	–	4 600
	1 429 243 194	1 413 274 920	15 963 674	4 600

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Conseil de recherches en sciences humaines				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	41 954 087	40 972 861	981 226	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	373 937	–	373 937	–
	42 328 024	40 972 861	1 355 163	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions.....	970 627 623	970 617 959	9 664	–
Montants législatifs.....	4 799 818	4 799 818	–	–
	1 017 755 465	1 016 390 638	1 364 827	–
Conseil canadien des normes				
Crédit 1 – Paiements versés au Conseil				
Paiements à la Société d'État	19 271 621	19 271 621	–	–
Statistique Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	956 725 225	920 235 853	36 489 372	–
Règlement des Opérations des enquêtes statistiques.....	17 575	17 575	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	9 979 378	–	9 979 378	–
Transfert/réaffectation	3 047	–	3 047	–
Réduction	2 380 000	–	2 380 000	–
Autre	12 514 004	–	12 514 004	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(127 583 773)	(127 583 773)	–	–
	854 035 456	792 669 655	61 365 801	–
Montants législatifs.....	90 713 520	90 713 520	–	–
	944 748 976	883 383 175	61 365 801	–
Total du portefeuille ministériel.....	12 171 381 747	9 720 243 064	2 240 945 494	210 193 189

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Industrie												
Entreprises, investissement et croissance.....	744 067 446	662 095 380	55 272 598	15 978 988	2 362 634 218	1 294 568 804	251 470 358	264 409 644	2 910 503 904	1 708 233 528	437 750 000	435 000 000
Sciences, technologie, recherche et commercialisation.....	14 556 056	14 556 056	–	–	814 519 933	558 383 630	–	–	829 075 989	572 939 686	–	–
Personnes, compétences et collectivités.....	34 288 954	33 054 319	–	–	856 746 797	577 006 876	–	–	891 035 751	610 061 195	–	–
Services internes.....	256 687 923	228 942 931	1 233 833	615 797	–	–	35 578 000	25 929 393	222 343 756	203 629 335	–	–
Total partiel.....	1 049 600 379	938 648 686	56 506 431	16 594 785	4 033 900 948	2 429 959 310	287 048 358	290 339 037	4 852 959 400	3 094 863 744	437 750 000	435 000 000
Revenus affectés aux dépenses.....	(287 048 358)	(290 339 037)	–	–	–	–	(287 048 358)	(290 339 037)	–	–	–	–
Total du ministère.....	762 552 021	648 309 649	56 506 431	16 594 785	4 033 900 948	2 429 959 310	–	–	4 852 959 400	3 094 863 744	437 750 000	435 000 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique												
Développement économique au Canada atlantique.....	55 375 265	50 301 916	–	–	373 936 114	363 964 211	–	–	429 311 379	414 266 127	–	–
Services internes.....	29 924 810	29 224 086	–	–	–	–	–	–	29 924 810	29 224 086	–	–
Total de l'organisme.....	85 300 075	79 526 002	–	–	373 936 114	363 964 211	–	–	459 236 189	443 490 213	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement économique dans les territoires.....	16 280 310	13 775 630	–	–	68 763 033	66 516 573	–	–	85 043 343	80 292 203	–	–
Services internes.....	6 917 620	8 079 311	–	–	–	–	–	–	6 917 620	8 079 311	–	–
Total de l'organisme.....	23 197 930	21 854 941	–	–	68 763 033	66 516 573	–	–	91 960 963	88 371 514	–	–
Agence spatiale canadienne												
La présence du Canada dans l'espace..	196 449 906	178 244 370	149 268 813	42 864 938	86 889 050	86 833 743	–	–	432 607 769	307 943 051	–	–
Services internes.....	54 730 668	58 284 178	4 212 069	1 880 920	–	–	–	–	58 942 737	60 165 098	–	–
Total de l'organisme.....	251 180 574	236 528 548	153 480 882	44 745 858	86 889 050	86 833 743	–	–	491 550 506	368 108 149	–	–
Commission canadienne du tourisme.....												
121 159 703	121 159 703	–	–	–	–	–	–	–	121 159 703	121 159 703	–	–
Commission du droit d'auteur												
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 524 114	2 922 185	–	–	–	–	–	–	3 524 114	2 922 185	–	–
Services internes.....	881 029	728 487	–	–	–	–	–	–	881 029	728 487	–	–
Total de l'organisme.....	4 405 143	3 650 672	–	–	–	–	–	–	4 405 143	3 650 672	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien												
Développement économique de l'Ouest canadien												
	41 421 721	37 307 494	–	–	479 914 586	380 798 549	–	–	521 336 307	418 106 043	–	–
Services internes	25 324 080	15 132 175	–	–	–	–	8 000 000	1 384 298	17 324 080	13 747 877	–	–
Total partiel	66 745 801	52 439 669	–	–	479 914 586	380 798 549	8 000 000	1 384 298	538 660 387	431 853 920	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 000 000)	(1 384 298)	–	–	–	–	(8 000 000)	(1 384 298)	–	–	–	–
Total de l'organisme	58 745 801	51 055 371	–	–	479 914 586	380 798 549	–	–	538 660 387	431 853 920	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement économique dans le Sud de l'Ontario												
	31 257 430	29 532 929	–	–	381 961 979	356 644 871	–	–	413 219 409	386 177 800	–	–
Services internes	13 989 980	13 937 680	–	–	–	–	–	–	13 989 980	13 937 680	–	–
Total de l'organisme	45 247 410	43 470 609	–	–	381 961 979	356 644 871	–	–	427 209 389	400 115 480	–	–
Conseil national de recherches du Canada												
Science et innovation	731 877 253	586 217 069	127 122 751	108 665 896	754 964 824	590 805 854	–	–	1 613 964 828	1 285 688 819	–	–
Services internes	149 255 983	149 017 277	10 000 000	1 603 219	–	–	–	–	159 255 983	150 620 496	–	–
Total de l'organisme	881 133 236	735 234 346	137 122 751	110 269 115	754 964 824	590 805 854	–	–	1 773 220 811	1 436 309 315	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie												
	44 089 630	44 802 946	–	–	1 354 676 491	1 341 785 484	–	–	1 398 766 121	1 386 588 430	–	–
Services internes	30 477 073	26 686 490	–	–	–	–	–	–	30 477 073	26 686 490	–	–
Total de l'organisme	74 566 703	71 489 436	–	–	1 354 676 491	1 341 785 484	–	–	1 429 243 194	1 413 274 920	–	–

**Conseil de recherches en sciences
humaines**

Financement de la recherche et formation en sciences humaines	25 931 851	24 689 909	-	-	543 799 752	543 790 088	-	-	569 731 603	568 479 997	-	-
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	474 964	2 590 143	-	-	426 827 871	426 827 871	-	-	427 302 835	429 418 014	-	-
Services internes	20 721 027	18 492 627	-	-	-	-	-	-	20 721 027	18 492 627	-	-
Total de l'organisme	47 127 842	45 772 679	-	-	970 627 623	970 617 959	-	-	1 017 755 465	1 016 390 638	-	-
Conseil canadien des normes	19 271 621	19 271 621	-	-	-	-	-	-	19 271 621	19 271 621	-	-
Statistique Canada												
Renseignements statistiques.....	972 123 133	920 977 524	-	-	-	-	127 583 773	127 583 773	844 539 360	793 393 751	-	-
Services internes	100 209 616	89 989 424	-	-	-	-	-	-	100 209 616	89 989 424	-	-
Total partiel	1 072 332 749	1 010 966 948	-	-	-	-	127 583 773	127 583 773	944 748 976	883 383 175	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(127 583 773)	(127 583 773)	-	-	-	-	(127 583 773)	(127 583 773)	-	-	-	-
Total de l'organisme	944 748 976	883 383 175	-	-	-	-	-	-	944 748 976	883 383 175	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	3 318 637 035	2 960 706 752	347 110 064	171 609 758	8 505 634 648	6 587 926 554	-	-	12 171 381 747	9 720 243 064	437 750 000	435 000 000

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie									
Subventions									
Subvention à l'Union internationale des télécommunications									
Genève (Suisse).....	–	4 808 000	–	–	4 808 000	4 808 000	–	–	5 008 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	–	630 000	–	–	630 000	447 911	182 089	–	610 991
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	400 000	–	–	400 000	400 000	–	–	985 000
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	–	375 000	–	–	375 000	375 000	–	–	375 000
Subvention dans le cadre du Programme de cliniques juridiques en matière de propriété intellectuelle.....	–	200 000	–	–	200 000	156 200	43 800	–	176 300
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	–	140 000	–	–	140 000	111 000	29 000	–	111 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone ..	–	125 000	–	–	125 000	116 665	8 335	–	115 000
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 2.....	–	–	5 000 000	–	5 000 000	15 000	4 985 000	–	–
Total – Subventions	–	6 678 000	5 000 000	–	11 678 000	6 429 776	5 248 224	–	7 381 291
Contributions									
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	–	950 674 009	428 001 513	(18 023 423)	1 360 652 099	625 384 331	735 267 768	–	581 443 572
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	–	493 470 000	500 000	–	493 970 000	339 050 000	154 920 000	–	324 000 000
Contributions au titre de l'Initiative des supergrappes d'innovation ..	–	353 565 225	41 000 000	–	394 565 225	228 235 499	166 329 726	–	232 749 527
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle.....	–	280 947 895	263 000 000	(35 884 985)	508 062 910	302 466 744	205 596 166	–	–
Contributions en vertu du programme Brancher pour innover.....	–	153 880 662	–	35 884 985	189 765 647	140 189 101	49 576 546	–	106 700 962
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	–	130 249 570	26 502 893	–	156 752 463	100 175 408	56 577 055	–	174 193 201
Contributions sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique.....	–	110 895 748	–	(8 470 000)	102 425 748	25 617 073	76 808 675	–	17 955 148
Contributions à Mitacs Inc.	–	81 500 000	90 000 000	–	171 500 000	103 380 038	68 119 962	–	119 000 000
Contributions à Génome Canada	–	60 410 000	–	1 000 000	61 410 000	61 410 000	–	–	95 440 000
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	–	40 798 000	–	(32 764 845)	8 033 155	8 033 155	–	–	29 171 701
Contributions à CANARIE Inc.....	–	37 970 000	–	7 770 000	45 740 000	28 700 000	17 040 000	–	30 200 000
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	20 781 760	16 060 000	(27 576 823)	9 264 937	9 264 937	–	–	58 476 769
Contributions en vertu du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile	–	19 125 838	–	(1 378 237)	17 747 601	17 747 601	–	–	20 188 813
Contributions au Centre pour la recherche et le développement des médicaments.....	–	16 000 000	–	–	16 000 000	16 000 000	–	–	16 000 000
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	–	14 290 834	–	(4 054 616)	10 236 218	10 236 218	–	–	28 029 428
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	–	10 427 450	50 550 000	3 373 759	64 351 209	64 218 441	132 768	–	36 086 415

Contributions en vertu du Programme de démonstration de technologies.....	–	10 198 000	–	7 561 202	17 759 202	17 759 202	–	–	22 021 291
Contributions à l'Institut Perimeter pour la physique théorique	–	10 000 000	–	–	10 000 000	10 000 000	–	–	10 000 000
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière de littérature numérique	–	8 947 085	–	(228 407)	8 718 678	7 840 799	877 879	–	6 728 296
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	8 360 008	23 900 000	(9 225 170)	23 034 838	23 034 838	–	–	39 860 008
Contributions à Futurpreneur Canada.....	–	7 675 000	–	–	7 675 000	7 675 000	–	–	27 775 000
Contributions au Réseau de cellules souches.....	–	6 000 000	–	–	6 000 000	6 000 000	–	–	6 000 000
Contributions pour le programme de développement de la technologie accessible	–	5 713 743	1 164 514	(104 076)	6 774 181	6 761 117	13 064	–	5 877 517
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées.....	–	5 500 000	3 400 000	–	8 900 000	8 900 000	–	–	6 999 904
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur.....	–	5 333 856	2 191 055	–	7 524 911	6 861 558	663 353	–	7 665 963
Contributions à l'Université de Waterloo aux fins de l'Institut de l'informatique quantique	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions à Parlons sciences	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	–	4 663 157	–	57 483	4 720 640	4 675 532	45 108	–	4 958 804
Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques.....	–	4 261 025	–	3 370 891	7 631 916	6 808 988	822 928	–	8 373 547
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles.....	–	3 537 085	4 862 970	–	8 400 055	7 341 932	1 058 123	–	4 945 107
Contributions au Conseil des académies canadiennes.....	–	3 000 000	–	1 450 000	4 450 000	4 075 000	375 000	–	3 300 000
Contributions à l'Université de Victoria aux fins d'un centre national pour le droit autochtone	–	2 300 000	–	–	2 300 000	280 216	2 019 784	–	314 613
Contributions en vertu du programme de soutien aux femmes entrepreneures	–	2 000 000	800 000	–	2 800 000	2 800 000	–	–	3 750 187
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	–	1 690 000	–	–	1 690 000	1 689 800	200	–	1 677 178
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	–	1 528 439	–	275 000	1 803 439	1 803 397	42	–	2 428 439
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts.....	–	1 000 000	20 000 000	–	21 000 000	20 191 345	808 655	–	–
Contributions en vertu de l'initiative de développement économique	–	800 000	–	(634 328)	165 672	165 672	–	–	667 303
Contributions en vertu de l'Initiative Achetons local.....	–	–	33 000 000	–	33 000 000	32 419 449	580 551	–	–
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cybersécurité	–	–	19 118 535	–	19 118 535	–	19 118 535	–	–
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	–	–	15 000 000	–	15 000 000	4 119 818	10 880 182	–	27 908 236
Contributions en vertu du Fonds d'infrastructures vertes pour les établissements postsecondaires	–	–	12 289 345	(750 000)	11 539 345	10 747 933	791 412	–	–
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.....	–	–	11 700 000	–	11 700 000	–	11 700 000	–	–
Contributions à adMare BioInnovations	–	–	10 300 000	–	10 300 000	10 300 000	–	–	–
Contributions au Programme pilote de brevets collectifs.....	–	–	10 000 000	–	10 000 000	10 000 000	–	–	20 000 000
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive	–	–	9 680 000	–	9 680 000	1 181 255	8 498 745	–	–
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	–	–	7 000 000	–	7 000 000	5 700 657	1 299 343	–	–
Contributions en vertu du Fonds d'aide à la petite entreprise Soutenons l'achat local.....	–	–	5 000 000	–	5 000 000	4 820 792	179 208	–	7 000 000

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions en vertu du Fonds d'aide au tourisme	–	–	3 000 000	–	3 000 000	–	3 000 000	–	–
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 1	–	–	3 000 000	–	3 000 000	1 149 364	1 850 636	–	–
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	–	–	2 700 000	–	2 700 000	–	2 700 000	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat	–	–	2 500 000	(2 300 000)	200 000	200 000	–	–	–
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 2	–	–	1 042 000	–	1 042 000	–	1 042 000	–	–
Contributions dans le cadre du Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile	–	–	–	99 183	99 183	99 183	–	–	1 349 091
(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	–	152 760 288	–	(70 613 679)	82 146 609	82 146 609	–	–	86 108 346
(S) ICRA Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>)	–	44 881 000	–	(19 031 968)	25 849 032	25 849 032	–	–	21 562 650
(S) Contributions en vertu du programme Partenariat Technologique Canada	–	–	–	22 500	22 500	22 500	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	49 918 553
Total – Contributions	–	3 075 135 677	1 117 262 825	(170 175 554)	4 022 222 948	2 423 529 534	1 598 693 414	–	2 256 825 569
Total du ministère	–	3 081 813 677	1 122 262 825	(170 175 554)	4 033 900 948	2 429 959 310	1 603 941 638	–	2 264 206 860
Agence de promotion économique du Canada atlantique									
Subventions									
Subventions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	1 750 000	250 000	–	2 000 000	178 012	1 821 988	–	343 916
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	–	1 500 000	–	–	1 500 000	240 189	1 259 811	–	437 272
Total – Subventions	–	3 250 000	250 000	–	3 500 000	418 201	3 081 799	–	781 188
Contributions									
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	139 003 660	63 406 165	3 100 000	205 509 825	254 487 286	(48 977 461)	–	304 340 844
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	–	40 851 262	12 764 307	–	53 615 569	39 842 568	13 773 001	–	33 217 223
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	–	40 000 000	–	–	40 000 000	14 446 516	25 553 484	–	20 437 738
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	–	32 092 683	7 976 037	–	40 068 720	27 146 061	12 922 659	–	42 725 572

Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	12 642 000	18 000 000	–	30 642 000	27 058 199	3 583 801	–	94 325 024
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	–	600 000	–	–	600 000	565 380	34 620	–	370 851
Total – Contributions	–	265 189 605	102 146 509	3 100 000	370 436 114	363 546 010	6 890 104	–	495 417 252
Total de l'organisme	–	268 439 605	102 396 509	3 100 000	373 936 114	363 964 211	9 971 903	–	496 198 440
Agence canadienne de développement économique du Nord									
Subventions									
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani.....	–	6 434 000	–	–	6 434 000	6 434 000	–	–	1 066 000
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	–	1 000 000	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	168 168	–	–	168 168	–	168 168	–	–
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	–	–	1 000 000	–	1 000 000	56 825	943 175	–	20 362 366
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 499 951
Total – Subventions	–	7 602 168	1 000 000	–	8 602 168	6 490 825	2 111 343	–	23 928 317
Contributions									
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	–	31 737 000	8 718 407	–	40 455 407	40 204 220	251 187	–	35 701 789
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones à l'économie du Nord	–	10 800 000	–	–	10 800 000	10 728 988	71 012	–	10 434 007
Contributions pour faire progresser l'éducation de base des adultes dans les territoires.....	–	4 537 297	–	–	4 537 297	4 537 297	–	–	4 537 297
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	2 743 161	1 625 000	–	4 368 161	4 555 243	(187 082)	–	2 368 869
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 500 000
Total – Contributions	–	49 817 458	10 343 407	–	60 160 865	60 025 748	135 117	–	55 541 962
Total de l'organisme	–	57 419 626	11 343 407	–	68 763 033	66 516 573	2 246 460	–	79 470 279
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	–	11 824 000	–	(862 469)	10 961 531	10 961 530	1	–	9 638 684
Contributions									
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	–	53 807 000	–	(3 599 503)	50 207 497	50 152 192	55 305	–	50 810 467
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	–	28 999 000	–	(3 278 978)	25 720 022	25 720 021	1	–	19 790 299
Total – Contributions	–	82 806 000	–	(6 878 481)	75 927 519	75 872 213	55 306	–	70 600 766
Total de l'organisme	–	94 630 000	–	(7 740 950)	86 889 050	86 833 743	55 307	–	80 239 450

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
Subventions									
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	–	5 750 000	3 189 949	(8 939 949)	–	–	–	–	–
Programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	2 212 358	(2 212 358)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	5 750 000	5 402 307	(11 152 307)	–	–	–	–	–
Contributions									
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	130 316 777	44 174 746	(40 849 287)	133 642 236	120 774 875	12 867 361	–	130 242 298
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	126 986 781	183 164 908	(40 587 209)	269 564 480	220 315 484	49 248 996	–	216 406 603
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	28 156 322	45 000 000	(5 380 952)	67 775 370	32 978 791	34 796 579	–	26 058 699
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs	–	3 900 000	5 000 000	32 500	8 932 500	6 729 399	2 203 101	–	9 775 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	472 394 942
Total – Contributions	–	289 359 880	277 339 654	(86 784 948)	479 914 586	380 798 549	99 116 037	–	854 877 542
Total de l'organisme	–	295 109 880	282 741 961	(97 937 255)	479 914 586	380 798 549	99 116 037	–	854 877 542
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ¹									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	2 062 500	–	(2 062 500)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	1 562 500	–	(1 562 500)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	3 625 000	–	(3 625 000)	–	–	–	–	–
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	199 085 840	61 700 000	(260 785 840)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	84 193 768	–	(84 193 768)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	33 497 174	9 000 000	(42 497 174)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	–	316 776 782	70 700 000	(387 476 782)	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	–	320 401 782	70 700 000	(391 101 782)	–	–	–	–	–¹

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Subventions									
Subventions en vertu du Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario.....	-	-	3 597 349	(3 597 349)	-	-	-	-	-
Subventions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	-	-	1 485 120	(1 485 120)	-	-	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	712 500
Total – Subventions	-	-	5 082 469	(5 082 469)	-	-	-	-	712 500
Contributions									
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	-	152 675 067	107 963 794	(33 425 886)	227 212 975	211 624 932	15 588 043	-	306 654 518
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario.....	-	58 121 793	46 832 864	38 508 355	143 463 012	133 733 947	9 729 065	-	69 117 453
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	-	11 285 992	-	-	11 285 992	11 285 992	-	-	40 989 254
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	237 519 853
Total – Contributions	-	222 082 852	154 796 658	5 082 469	381 961 979	356 644 871	25 317 108	-	654 281 078
Total de l'organisme	-	222 082 852	159 879 127	-	381 961 979	356 644 871	25 317 108	-	654 993 578
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	-	24 000 000	4 445 201	(1 384 959)	27 060 242	24 159 401	2 900 841	-	18 359 497
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	-	14 600 000	6 000 000	(4 400 000)	16 200 000	9 697 295	6 502 705	-	10 024 930
Affiliations internationales	-	560 000	5 368	-	565 368	564 958	410	-	608 896
Total – Subventions	-	39 160 000	10 450 569	(5 784 959)	43 825 610	34 421 654	9 403 956	-	28 993 323
Contributions									
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises.....	-	360 714 000	144 494 632	(13 633 118)	491 575 514	370 211 099	121 364 415	-	298 924 538
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules) .	-	60 748 372	-	1 476 628	62 225 000	62 225 000	-	-	59 443 659
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux.....	-	53 126 691	-	4 871 874	57 998 565	27 537 242	30 461 323	-	25 495 440
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	-	13 800 000	2 565 000	9 634 921	25 999 921	24 651 202	1 348 719	-	18 976 656
Contributions en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	-	7 655 610	-	75 809	7 731 419	7 731 419	-	-	9 542 593
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétence jeunesse	-	5 000 000	60 000 000	-	65 000 000	63 419 443	1 580 557	-	10 215 731
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures.....	-	659 000	-	(50 205)	608 795	608 795	-	-	650 198
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	387 785 709
Total – Contributions	-	501 703 673	207 059 632	2 375 909	711 139 214	556 384 200	154 755 014	-	811 034 524
Total de l'organisme	-	540 863 673	217 510 201	(3 409 050)	754 964 824	590 805 854	164 158 970	-	840 027 847

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
Subventions et bourses.....	-	993 879 765	11 242 067	2 644 709	1 007 766 541	996 521 377	11 245 164	-	1 092 554 609
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	-	137 135 497	-	-	137 135 497	137 135 497	-	-	137 135 497
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	-	75 565 023	22 000 000	(2 837 698)	94 727 325	94 727 325	-	-	73 454 656
Bourses d'études supérieures du Canada.....	-	50 455 000	-	-	50 455 000	50 413 322	41 678	-	48 545 749
Réseaux de centres d'excellence.....	-	25 706 128	-	-	25 706 128	25 706 128	-	-	27 899 844
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	-	12 950 000	-	-	12 950 000	11 549 999	1 400 001	-	14 000 000
Chaires de recherche Canada 150.....	-	9 450 000	-	-	9 450 000	9 275 000	175 000	-	9 450 000
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	-	8 350 000	-	-	8 350 000	8 320 836	29 164	-	8 973 340
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	-	5 409 000	-	-	5 409 000	5 409 000	-	-	10 651 980
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	-	2 727 000	-	-	2 727 000	2 727 000	-	-	2 763 000
Total de l'organisme.....	-	1 321 627 413	33 242 067	(192 989)	1 354 676 491	1 341 785 484	12 891 007	-	1 425 428 675
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Fonds de soutien à la recherche.....	-	427 638 090	-	(810 219)	426 827 871	426 827 871	-	-	414 254 894
Subventions et bourses.....	-	339 125 547	1 920 000	(248 429)	340 797 118	340 797 085	33	-	359 509 196
Bourses d'études supérieures du Canada.....	-	80 008 500	-	-	80 008 500	80 007 539	961	-	77 382 865
Fonds Nouvelles frontières en recherche.....	-	72 999 184	-	-	72 999 184	72 999 184	-	-	42 180 582
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	-	18 455 544	-	-	18 455 544	18 455 544	-	-	18 455 544
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	-	8 300 000	-	-	8 300 000	8 295 830	4 170	-	9 133 346
Réseaux de centres d'excellence.....	-	7 154 819	-	-	7 154 819	7 154 819	-	-	7 757 016
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	-	5 170 889	-	2 077 698	7 248 587	7 248 587	-	-	6 543 482
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	-	2 800 000	-	-	2 800 000	2 800 000	-	-	2 800 000
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	-	2 357 000	-	-	2 357 000	2 357 000	-	-	2 654 005
Chaires de recherche Canada 150.....	-	2 100 000	-	-	2 100 000	2 100 000	-	-	2 100 000
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	-	977 000	-	-	977 000	977 000	-	-	1 363 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et sécurité.....	-	602 000	-	-	602 000	597 500	4 500	-	602 500
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	434 458 507
Total de l'organisme.....	-	967 688 573	1 920 000	1 019 050	970 627 623	970 617 959	9 664	-	1 379 194 937
Total du portefeuille ministériel.....	-	7 170 077 081	2 001 996 097	(666 438 530)	8 505 634 648	6 587 926 554	1 917 708 094	-	8 074 637 608¹

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée au portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 411 402 225 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Entreprises, investissement et croissance			
Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable	166 164 549	181 278 322	170 133 766
Centre de recherches sur les communications	12 519 000	6 951 562	7 886 898
Bureau du surintendant des faillites Canada	46 846 809	48 130 137	48 075 792
Corporations Canada	10 820 000	12 439 669	10 384 667
Bureau de la concurrence	15 120 000	15 609 954	11 104 104
	251 470 358	264 409 644	247 585 227
Services internes	35 578 000	25 929 393	26 045 850
Total du ministère – Budgétaire	287 048 358	290 339 037	273 631 077
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	8 000 000	1 384 298	–
Total de l'organisme – Budgétaire	8 000 000	1 384 298	–
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Renseignements statistiques	127 583 773	127 583 773	123 989 068
Total de l'organisme – Budgétaire	127 583 773	127 583 773	123 989 068
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	422 632 131	419 307 108	397 620 145

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Industrie		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Banque de développement du Canada – Dividendes	735 000 000	–
Intérêts sur les prêts à recevoir	8 323 671	17 027 683
	743 323 671	17 027 683
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 343 064	2 040 624
Recouvrements de paiements de transfert	1 938 393	12 243 748
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	40 666 721	12 710 437
	43 948 178	26 994 809
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	156 665 892	144 436 983
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur – Revenus reportés	24 624 543	25 107 292
Redevances	1 500 703	1 440 039
Droits de permis	84 246 029	272 237 883
Droits de permis – Revenus reportés	9 159 485 596	209 131 855
	9 426 522 763	652 354 052
Services de nature réglementaire		
Droits d'inspection	58 889	58 001
Autres services	72 856 492	66 659 547
Autres services – Revenus reportés	1 722 000	692 771
	74 637 381	67 410 319
Services de nature non réglementaire	2 656 717	2 343 805
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de produits d'information	366 154	350 778
Autres frais et droits		
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>		
Services aux autres ministères	77 193 562	68 954 502
Divers	25 929 393	26 045 850
	6 933 535	7 899 138
	110 056 490	102 899 490
	9 614 239 505	825 358 444
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	80 979	80 849

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	15
Amendes – <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois).....	4 961 615	32 889 749	Revenus divers	15 318	3
Prêts	36 996 702	9 079 267	Total de l'organisme	6 380 214	4 521 865
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	40 944 433	38 235 444	Agence spatiale canadienne		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	1 657 580	374 334	Autres revenus		
Divers	40 912 180	33 692 552	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	125 472 510	114 271 346	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	71 676	300 184
Total du ministère.....	10 527 064 843	983 733 131	Avances comptables	120 511	225 452
Agence de promotion économique du Canada atlantique			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	905 325	1 184 595
Autres revenus				1 097 512	1 710 231
Revenus de placements			Vente de biens et de services		
Prêts, placements et avances			Droits et privilèges		
Dividendes sur investissements	4 876	4 678	Revenus de redevances.....	26 776	42 812
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Services de nature non réglementaire		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 911 197	8 222 054	Revenus tirés de services d'essais fournis par le		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	63 750	52 843	Laboratoire David Florida.....	582 514	418 767
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	41 819	–		609 290	461 579
	19 016 766	8 274 897	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	15 236	49 527
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 646	16 484	Revenus divers		
Revenus divers			Intérêts et pénalités	790	1 523
Gain sur les réévaluations de change en fin d'exercice.....	353	2	Gain net de change	45 012	9 443
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	71 362 445	18 840 502	Dons à l'État disponibles pour être dépensés en vertu du		
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	145 000	91 191	paragraphe 5(3)h) de la <i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i> ..	156 566	–
Produit de la vente d'investissement de portefeuille.....	2 341	2 347	Divers	706 680	703 995
Divers	2 189	529		909 048	714 961
	71 512 328	18 934 571	Total de l'organisme	2 631 086	2 936 298
Total de l'organisme	90 559 616	27 230 630	Commission du droit d'auteur		
Agence canadienne de développement du Nord			Autres revenus		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 464	2 956
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 106 305	1 264 833	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 549	–
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 002 997	3 208 115	Total de l'organisme	15 013	2 956
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu ..	255 594	48 899			
	6 364 896	4 521 847 ¹			

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			Conseil national de recherches du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	320 802	52 627	Remboursement pour marchandises et services non fournis		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 004 695	754 310	et divers autres remboursements	2 221 196	2 664 725
Recouvrement de salaire payé en trop, montant transféré			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 456 160	320 867
d'autres ministères	1 223	–	Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé			publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu .	2 513	1 259 289
publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	7 562 096	–		3 679 869	4 244 881 ¹
	9 888 816	806 937 ¹			
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	1 384 298	–	Droits et privilèges		
			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil</i>		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 110	–	<i>national de recherches</i>	5 343 805	6 808 736
			Location et utilisation de biens publics		
Revenus divers			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil</i>		
Intérêt sur contributions remboursables	172 977	162 684	<i>national de recherches</i>	6 286 385	4 583 735
Contributions remboursables	16 727 070	8 912 916	Services de nature non réglementaire		
Contributions à remboursement conditionnel	20 563	318 866	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil</i>		
Divers	116	15	<i>national de recherches</i>	149 184 780	132 290 578
	16 920 726	9 394 481	Revenus reportés	5 726 710	(2 130 876)
Total de l'organisme	28 194 950	10 201 418		154 911 490	130 159 702
			Ventes de biens et de produits d'information		
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil</i>		
Autres revenus			<i>national de recherches</i>	3 405 487	3 371 090
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus reportés	–	(2 007)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	232 283	102 727		3 405 487	3 369 083
Contributions	–	10 000	Autres frais et droits		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 643 508	345 841	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil</i>		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé			<i>national de recherches</i>	4 434 108	5 349 943
publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	3 574 821	422 515		174 381 275	150 271 199
	5 450 612	881 083 ¹	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	233 855	35 959
Ventes de biens et de services			Revenus divers		
Autres frais et droits	5	–	Intérêts et pénalités	39 736	61 787
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30 913	20 513	Total de l'organisme	178 334 735	154 613 826
Revenus divers					
Prêts	70 839 396	24 271 149			
Intérêts	172 575	171 863			
	71 011 971	24 443 012			
Total de l'organisme	76 493 501	25 344 608			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Statistique Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 786	30 738	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 048 645	1 452 515
Remboursement de subventions et de bourses d'études.....	4 129 691	2 404 334	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 993 286	173 757
Remboursement de trop payés de salaire	62 847	28 311		3 041 931	1 626 272
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	111 567	179 818	Ventes de biens et de services		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	2 870 228	426 353	Ventes de biens et de produits d'information.....	150 045 221	140 726 709
	7 179 119	3 069 554 ¹	Autres frais et droits.....	(25)	(259)
Ventes de biens et de services				150 045 196	140 726 450
Autres frais et droits			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	18 310	8 679
Autres frais et droits – SharePoint.....	174 984	129 932	Revenus divers		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	38 198	136	Intérêts et pénalités	1 766	6 742
Revenus divers			Divers	–	100
Divers.....	2 101	203		1 766	6 842
Total de l'organisme	7 394 402	3 199 825	Total de l'organisme	153 107 203	142 368 243
Conseil de recherches en sciences humaines			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus de placements.....	743 328 547	17 032 361
Recouvrements – Dépenses de fonctionnement	320	5 488	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	164 797 922	54 241 353 ¹
Recouvrements – Paiements de transfert.....	1 602 472	1 549 048	Ventes de biens et de services.....	9 940 937 319	1 117 023 910
Remboursement de trop payés de salaire	14 404	18 416	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	461 150	212 162
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	81 562	132 427	Revenus divers.....	285 896 175	167 829 480
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	63 416 452	402 507	Total du portefeuille ministériel.....	11 135 421 113	1 356 339 266²
	65 115 210	2 107 886 ¹			
Ventes de biens et de services					
Autres frais et droits	102 766	76 306			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 903	–			
Revenus divers					
Divers.....	10 671	2 274			
Total de l'organisme	65 245 550	2 186 466			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.² Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée au portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de \$38 389 130 \$.

Section 18

Comptes publics du Canada 2021-2022

Justice

Ministère de la Justice

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Commission canadienne des droits de la personne

Service administratif des tribunaux judiciaires

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Bureau du directeur des poursuites pénales

**Commissariats à l'information et à la protection
de la vie privée du Canada**

Registraire de la Cour suprême du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	358
Sommaire du portefeuille ministériel	361
Détail budgétaire par affectation	365
Responsabilités essentielles	368
Paiements de transfert	370
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	372
Revenus	373

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Justice**Support au système de justice**

Le Ministère joue un rôle essentiel afin d'assurer un système de justice canadien juste, pertinent et accessible. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre une vaste gamme d'intervenants, dont le Parlement, le pouvoir judiciaire, les ministères et organismes fédéraux, les partenaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, un large éventail d'organisations et d'intervenants non gouvernementaux et, en fin de compte, tous les Canadiens.

Services juridiques

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada fournit des services juridiques au gouvernement fédéral et à ses ministères et organismes. Le Ministre est responsable de s'assurer que l'administration des affaires publiques est effectuée en vertu de la loi. Le Ministre est également responsable de l'examen de tous les projets de loi du gouvernement et de tous les règlements du gouvernement pour en assurer la conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, le procureur général est responsable de la formulation de conseils pour les administrateurs généraux sur toutes les questions de droit et de la direction de tous les procès pour les ministères et organismes fédéraux qui sont en lien avec tous les sujets portant sur des matières de compétence fédérale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs**Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres**

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne

Plaintes

Fournir à la population Canadienne un mécanisme permettant de déposer et résoudre des plaintes en vertu de la *Loi canadienne des droits de la personne*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* et de représenter l'intérêt public dans les dossiers juridiques pour faire progresser les droits de la personne au Canada.

Conformité proactive

Veiller à ce que les entités réglementées se conforment aux exigences de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et rendre imputables celles qui ne les respectent pas.

Mobilisation et promotion des intérêts

Offrir une voix nationale fiable pour l'égalité au Canada en sensibilisant le public aux enjeux liés aux droits de la personne; en engageant la société civile, les gouvernements, les employeurs et le public afin d'influencer le changement à l'égard des droits de la personne; en surveillant la mise en œuvre du gouvernement du Canada quant à ses obligations en vertu de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Services administratifs pour les tribunaux fédéraux

Fournir au moment opportun et efficacement des services judiciaires, des services du greffe, des services de sécurité et des services électroniques à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt; coordonner la prestation de services entre les quatre cours; préserver l'indépendance des cours en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Soutien administratif aux juges de nomination fédérale

Fournir des services et un soutien à la magistrature fédérale de manière à contribuer à l'indépendance de la magistrature et à promouvoir la confiance des Canadiens et Canadiennes dans notre système judiciaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Bureau du directeur des poursuites pénales****Services de poursuite**

Le Bureau du directeur des poursuites pénales poursuit les infractions criminelles et les infractions réglementaires prévues aux lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et équitable. De même, il fournit des conseils juridiques en matière de poursuites aux organismes d'enquête.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**Protection du droit à la vie privée**

Assurer la protection du droit à la vie privée des Canadiens; faire respecter les obligations en matière de protection de la vie privée des organisations du gouvernement fédéral et du secteur privé; conseiller le Parlement sur les implications potentielles sur la vie privée des lois et des programmes proposés; promouvoir une meilleure compréhension des obligations découlant de la législation fédérale sur la protection de la vie privée.

Transparence gouvernementale

La commissaire à l'information représente le premier niveau d'examen indépendant des décisions du gouvernement en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information relevant des institutions fédérales. La *Loi sur l'accès à l'information* exige que la commissaire enquête sur toutes les plaintes qu'elle reçoit. Le deuxième niveau d'examen indépendant est exercé par la Cour fédérale.

Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée

Voir le texte d'introduction.

Services internes – Commissariat à l'information

Voir le texte d'introduction.

Registraire de la Cour suprême du Canada**L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada**

Fournir les services et l'appui nécessaires au tribunal d'appel de dernier ressort du Canada pour traiter, entendre et trancher des causes. Appuyer les communications et la sensibilisation auprès des intéressés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	268 088 730	–	–	268 088 730				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	7 680 344	–	7 680 344				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	153 606	153 606				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 899 513	4 899 513				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	27 423 358	27 423 358				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(18 333)	(18 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	268 088 730	7 680 344	32 458 144	308 227 218	292 054 845	16 172 373	–	299 754 096
5	Subventions et contributions.....	–	443 047 687	–	–	443 047 687				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	103 062 091	–	103 062 091				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	443 047 687	103 062 091	(500 000)	545 609 778	529 544 281	16 065 497	–	447 525 686
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	83 243 396	1 190 689	1 292 208	85 726 293	85 726 293	–	–	85 435 552
(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	1 234	–	–	963	2 197	1 234	–	963	32 369
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	250	250	250	–	–	16 242
	Total du ministère – Budgétaire.....	1 234	794 470 313	111 933 124	33 251 765	939 656 436	907 417 603	32 237 870	963	832 853 145
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs										
1	Dépenses du programme.....	–	63 306 778	–	–	63 306 778				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	31 300	31 300				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	360 061	360 061				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 963 564	3 963 564				
	Total – Crédit 1.....	–	63 306 778	–	4 354 925	67 661 703	62 225 829	5 435 874	–	58 202 056
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	11 274 095	–	(1 229 234)	10 044 861	10 044 861	–	–	9 947 533
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	15	–	–	1 214	1 229	–	15	1 214	–
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	15	74 580 873	–	3 126 905	77 707 793	72 270 690	5 435 889	1 214	68 149 589

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Commission canadienne des droits de la personne										
1	Dépenses du programme	–	33 417 767	–	–	33 417 767				
1c	Dépenses du programme.....	–	–	1 337 647	–	1 337 647				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	16 500	16 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	212 106	212 106				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 214 091	1 214 091				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	200 000	200 000				
	Total – Crédit 1	–	33 417 767	1 337 647	1 642 697	36 398 111	31 955 241	4 442 870	–	27 629 936
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	3 854 519	–	(22 910)	3 831 609	3 831 609	–	–	3 369 223
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	37 272 286	1 337 647	1 619 787	40 229 720	35 786 850	4 442 870	–	30 999 159
Service administratif des tribunaux judiciaires										
1	Dépenses du programme	–	85 620 753	–	–	85 620 753				
1b	Dépenses du programme.....	–	–	1 812 625	–	1 812 625				
1c	Dépenses du programme.....	–	–	11 025 746	–	11 025 746				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	72 333	72 333				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	650 415	650 415				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 681 029	2 681 029				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	661 094	661 094				
	Total – Crédit 1	–	85 620 753	12 838 371	4 064 871	102 523 995	91 601 562	10 922 433	–	95 358 494
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	8 235 290	863 801	(343 397)	8 755 694	8 755 694	–	–	9 341 124
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	10 135	–	–	307	10 442	10 135	–	307	3 376
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	5 125	5 125	5 125	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	10 135	93 856 043	13 702 172	3 726 906	111 295 256	100 372 516	10 922 433	307	104 702 994
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale										
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement.....	–	10 302 302	–	–	10 302 302				
1c	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 000 000	–	1 000 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 500	1 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	110 962	110 962				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	436 452	436 452				
	Total – Crédit 1	–	10 302 302	1 000 000	548 914	11 851 216	10 499 476	1 351 740	–	10 122 935

5	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement ..	–	2 111 709	–	–	2 111 709				
5c	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	–	–	2 000 000	–	2 000 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	5 740	5 740				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	103 982	103 982				
	Total – Crédit 5	–	2 111 709	2 000 000	109 722	4 221 431	2 820 453	1 400 978	–	2 563 557
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 014 638	–	(49 561)	965 077	965 077	–	–	956 416
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjointes et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjointes des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	–	669 442 081	–	(12 944 153)	656 497 928	656 497 928	–	–	613 473 724
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	682 870 730	3 000 000	(12 335 078)	673 535 652	670 782 934	2 752 718	–	627 116 632
	Bureau du directeur des poursuites pénales									
1	Dépenses du programme	–	183 742 895	–	–	183 742 895				
1c	Dépenses du programme	–	–	5 265 517	–	5 265 517				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	25 027	25 027				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	983 837	983 837				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	9 655 610	9 655 610				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(212 900)	(212 900)				
	Total – Crédit 1	–	183 742 895	5 265 517	10 451 574	199 459 986	182 504 427	16 955 559	–	173 519 503
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	19 588 132	507 962	(1 220 288)	18 875 806	18 875 806	–	–	18 953 002
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	10 948	10 948	–	–	10 948	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	203 331 027	5 773 479	9 242 234	218 346 740	201 380 233	16 955 559	10 948	192 472 505
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	–	14 940 085	–	–	14 940 085				
1b	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	–	–	876 292	–	876 292				
1c	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	–	–	458 624	–	458 624				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	84 886	84 886				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	470 844	470 844				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	87 703	87 703				
	Total – Crédit 1	–	14 940 085	1 334 916	645 933	16 920 934	16 150 614	770 320	–	14 504 595
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	–	27 062 351	–	–	27 062 351				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	12 649	12 649				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	238 930	238 930				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 047 027	1 047 027				
	Total – Crédit 5	–	27 062 351	–	1 298 606	28 360 957	27 581 381	779 576	–	28 500 006
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 052 505	–	(150 263)	4 902 242	4 902 242	–	–	4 939 623
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 629	–	–	7 309	8 938	8 198	–	740	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	1 629	47 054 941	1 334 916	1 801 585	50 193 071	48 642 435	1 549 896	740	47 944 224

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Registraire de la Cour suprême du Canada										
1	Dépenses du programme	–	26 997 385	–	–	26 997 385				
1a	Dépenses du programme	–	–	439 139	–	439 139				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	10 276	10 276				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	293 483	293 483				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 243 620	1 243 620				
	Total – Crédit 1	–	26 997 385	439 139	1 547 379	28 983 903	27 676 600	1 307 303	–	28 013 515
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 006 100	35 439	(3 646)	3 037 893	3 037 893	–	–	3 135 588
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	–	9 157 676	–	(478 443)	8 679 233	8 679 233	–	–	8 082 236
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	30	30	–	–	30	77
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	775
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	39 161 161	474 578	1 065 320	40 701 059	39 393 726	1 307 303	30	39 232 191
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	13 013	1 972 597 374	137 555 916	41 499 424	2 151 665 727	2 076 046 987	75 604 538	14 202	1 943 470 439

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Justice				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	697 452 907	684 633 600	12 819 307	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 420 160	689 666	1 730 494	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	12 572	–	12 572	–
Réduction.....	1 610 000	–	1 610 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(393 268 421)	(393 268 421)	–	–
	<i>308 227 218</i>	<i>292 054 845</i>	<i>16 172 373</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	545 209 778	529 483 326	15 726 452	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	400 000	60 955	339 045	–
	<i>545 609 778</i>	<i>529 544 281</i>	<i>16 065 497</i>	–
Montants législatifs.....	85 819 440	85 818 477	–	963
	939 656 436	907 417 603	32 237 870	963
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	103 622 168	87 406 224	16 215 944	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat).....	120 000	120 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 215 423	–	2 215 423	–
Réduction.....	520 000	–	520 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(38 815 888)	(25 300 395)	(13 515 493)	–
	<i>67 661 703</i>	<i>62 225 829</i>	<i>5 435 874</i>	–
Montants législatifs.....	10 046 090	10 044 861	15	1 214
	77 707 793	72 270 690	5 435 889	1 214
Commission canadienne des droits de la personne				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	34 944 070	33 773 882	1 170 188	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 534 041	–	3 534 041	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 080 000)	(1 818 641)	(261 359)	–
	<i>36 398 111</i>	<i>31 955 241</i>	<i>4 442 870</i>	–
Montants législatifs.....	3 831 609	3 831 609	–	–
	40 229 720	35 786 850	4 442 870	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	90 152 654	86 419 915	3 732 739	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	3 857 956	3 857 223	733	–
Système de gestion des cours et du greffe	1 324 424	1 324 424	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 277 476	–	6 277 476	–
Transfert/réaffectation	304 176	–	304 176	–
Autre	607 309	–	607 309	–
	102 523 995	91 601 562	10 922 433	–
Montants législatifs.....	8 771 261	8 770 954	–	307
	111 295 256	100 372 516	10 922 433	307
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale				
Crédit 1 – Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	11 966 952	10 539 676	1 427 276	–
Affectations bloquées				
Autre	159 264	–	159 264	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 000)	(40 200)	(234 800)	–
	11 851 216	10 499 476	1 351 740	–
Crédit 5 – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	3 585 372	2 820 453	764 919	–
Affectations bloquées				
Autre	636 059	–	636 059	–
	4 221 431	2 820 453	1 400 978	–
Montants législatifs.....	657 463 005	657 463 005	–	–
	673 535 652	670 782 934	2 752 718	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	215 122 044	196 722 167	18 399 877	–
Coûts liés au recouvrement des amendes.....	4 000 000	1 121 992	2 878 008	–
Affectations bloquées				
Report.....	857 365	–	857 365	–
Transfert/réaffectation	636 423	–	636 423	–
Réduction	730 000	–	730 000	–
Autre	856 154	–	856 154	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(22 742 000)	(15 339 732)	(7 402 268)	–
	199 459 986	182 504 427	16 955 559	–
Montants législatifs.....	18 886 754	18 875 806	–	10 948
	218 346 740	201 380 233	16 955 559	10 948

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Crédit 1 – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	16 920 934	16 150 614	770 320	–
Crédit 5 – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	27 935 968	27 267 863	668 105	–
Subventions et contributions	500 000	493 251	6 749	–
Affectations bloquées				
Report.....	124 989	–	124 989	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(200 000)	(179 733)	(20 267)	–
	28 360 957	27 581 381	779 576	–
Montants législatifs.....	4 911 180	4 910 440	–	740
	50 193 071	48 642 435	1 549 896	740

Registraire de la Cour suprême du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	28 597 114	27 676 600	920 514	–
Affectations bloquées				
Report.....	200 000	–	200 000	–
Transfert/réaffectation	186 789	–	186 789	–
	28 983 903	27 676 600	1 307 303	–
Montants législatifs.....	11 717 156	11 717 126	–	30
	40 701 059	39 393 726	1 307 303	30
Total du portefeuille ministériel.....	2 151 665 727	2 076 046 987	75 604 538	14 202

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Justice												
Support au système de justice	55 760 543	52 925 214	–	–	545 609 778	529 544 281	–	–	601 370 321	582 469 495	–	–
Services juridiques.....	568 343 973	561 140 691	–	–	–	–	338 972 434	338 972 434	229 371 539	222 168 257	–	–
Services internes.....	163 210 563	157 075 838	–	–	–	–	54 295 987	54 295 987	108 914 576	102 779 851	–	–
Total partiel	787 315 079	771 141 743	–	–	545 609 778	529 544 281	393 268 421	393 268 421	939 656 436	907 417 603	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(393 268 421)	(393 268 421)	–	–	–	–	(393 268 421)	(393 268 421)	–	–	–	–
Total du ministère.....	394 046 658	377 873 322	–	–	545 609 778	529 544 281	–	–	939 656 436	907 417 603	–	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs												
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs												
fédéraux et leurs membres.....	91 507 064	75 090 668	–	–	–	–	35 570 040	23 267 003	55 937 024	51 823 665	–	–
Services internes.....	25 016 617	22 480 417	–	–	–	–	3 245 848	2 033 392	21 770 769	20 447 025	–	–
Total partiel	116 523 681	97 571 085	–	–	–	–	38 815 888	25 300 395	77 707 793	72 270 690	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(38 815 888)	(25 300 395)	–	–	–	–	(38 815 888)	(25 300 395)	–	–	–	–
Total de l'organisme	77 707 793	72 270 690	–	–	–	–	–	–	77 707 793	72 270 690	–	–
Commission canadienne des droits de la personne												
Plaintes	12 752 646	12 613 875	–	–	–	–	–	–	12 752 646	12 613 875	–	–
Conformité proactive.....	8 767 386	7 143 054	–	–	–	–	–	–	8 767 386	7 143 054	–	–
Mobilisation et promotion des intérêts	7 079 841	5 281 355	–	–	–	–	–	–	7 079 841	5 281 355	–	–
Services internes.....	13 709 847	12 567 207	–	–	–	–	2 080 000	1 818 641	11 629 847	10 748 566	–	–
Total partiel	42 309 720	37 605 491	–	–	–	–	2 080 000	1 818 641	40 229 720	35 786 850	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 080 000)	(1 818 641)	–	–	–	–	(2 080 000)	(1 818 641)	–	–	–	–
Total de l'organisme	40 229 720	35 786 850	–	–	–	–	–	–	40 229 720	35 786 850	–	–
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	83 755 908	67 891 005	–	–	–	–	–	–	83 755 908	67 891 005	–	–
Services internes.....	27 539 348	32 481 511	–	–	–	–	–	–	27 539 348	32 481 511	–	–
Total de l'organisme	111 295 256	100 372 516	–	–	–	–	–	–	111 295 256	100 372 516	–	–

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Soutien administratif aux juges de

nomination fédérale.....	673 083 852	670 096 334	-	-	-	-	275 000	40 200	672 808 852	670 056 134	-	-
Services internes.....	726 800	726 800	-	-	-	-	-	-	726 800	726 800	-	-
Total partiel.....	673 810 652	670 823 134	-	-	-	-	275 000	40 200	673 535 652	670 782 934	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 000)	(40 200)	-	-	-	-	(275 000)	(40 200)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	673 535 652	670 782 934	-	-	-	-	-	-	673 535 652	670 782 934	-	-

Bureau du directeur des poursuites pénales

Services de poursuite.....	205 577 594	181 390 706	-	-	-	-	22 542 000	15 246 699	183 035 594	166 144 007	-	-
Services internes.....	35 511 146	35 329 259	-	-	-	-	200 000	93 033	35 311 146	35 236 226	-	-
Total partiel.....	241 088 740	216 719 965	-	-	-	-	22 742 000	15 339 732	218 346 740	201 380 233	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(22 742 000)	(15 339 732)	-	-	-	-	(22 742 000)	(15 339 732)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	218 346 740	201 380 233	-	-	-	-	-	-	218 346 740	201 380 233	-	-

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Protection du droit à la vie privée.....	22 644 435	22 078 487	-	-	500 000	493 251	-	-	23 144 435	22 571 738	-	-
Transparence gouvernementale.....	12 132 540	11 631 748	-	-	-	-	-	-	12 132 540	11 631 748	-	-
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée.....	8 580 001	8 352 376	-	-	-	-	200 000	179 733	8 380 001	8 172 643	-	-
Services internes – Commissariat à l'information.....	6 536 095	6 266 306	-	-	-	-	-	-	6 536 095	6 266 306	-	-
Total partiel.....	49 893 071	48 328 917	-	-	500 000	493 251	200 000	179 733	50 193 071	48 642 435	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(200 000)	(179 733)	-	-	-	-	(200 000)	(179 733)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	49 693 071	48 149 184	-	-	500 000	493 251	-	-	50 193 071	48 642 435	-	-

Registraire de la Cour suprême du Canada

L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du

Canada.....	27 894 376	27 115 592	-	-	-	-	-	-	27 894 376	27 115 592	-	-
Services internes.....	12 806 683	12 278 134	-	-	-	-	-	-	12 806 683	12 278 134	-	-
Total de l'organisme.....	40 701 059	39 393 726	-	-	-	-	-	-	40 701 059	39 393 726	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	1 605 555 949	1 546 009 455	-	-	546 109 778	530 037 532	-	-	2 151 665 727	2 076 046 987	-	-

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice									
Subventions									
Subventions provenant du Fonds d'aide aux victimes.....	–	3 450 000	–	(22 976)	3 427 024	3 427 024	–	–	3 450 000
Subvention à l'appui du programme juridique de partenariat et d'innovation.....	–	3 089 288	567 655	(225 000)	3 431 943	3 216 943	215 000	–	2 913 497
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	–	600 000	–	–	600 000	596 337	3 663	–	434 173
Subventions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes.....	–	79 655	–	(2 805)	76 850	40 800	36 050	–	79 460
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone.....	–	50 000	3 000 000	–	3 050 000	3 050 000	–	–	50 000
Total – Subventions	–	7 268 943	3 567 655	(250 781)	10 585 817	10 331 104	254 713	–	6 927 130
Contributions									
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes.....	–	141 692 415	43 280 579	–	184 972 994	184 972 994	–	–	141 692 415
Contributions pour l'aide juridique en matière pénale.....	–	136 827 507	9 500 000	–	146 327 507	146 327 507	–	–	138 727 507
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés.....	–	28 210 000	26 790 000	–	55 000 000	52 156 386	2 843 614	–	48 527 293
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes.....	–	21 953 000	4 000 000	187 640	26 140 640	24 935 929	1 204 711	–	22 091 213
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale.....	–	18 375 000	2 000 000	–	20 375 000	17 073 435	3 301 565	–	15 870 366
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone.....	–	12 650 000	6 301 512	–	18 951 512	17 994 583	956 929	–	13 183 912
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	–	12 092 845	–	–	12 092 845	10 819 391	1 273 454	–	8 674 958
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation.....	–	11 048 000	–	–	11 048 000	11 048 000	–	–	11 048 000
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation.....	–	9 407 943	3 782 345	1 849 579	15 039 867	12 964 672	2 075 195	–	7 538 036
Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la Loi sur les contraventions.....	–	9 094 900	–	(2 636 900)	6 458 000	4 579 471	1 878 529	–	4 809 227
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....	–	7 961 363	2 700 000	(328 620)	10 332 743	10 278 998	53 745	–	7 718 671
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et de l'information juridique).....	–	7 586 593	500 000	328 620	8 415 213	8 415 213	–	–	7 686 593
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail.....	–	5 717 557	–	–	5 717 557	5 230 482	487 075	–	4 299 253
Contributions à l'appui du Fonds de justice pour les jeunes.....	–	4 425 345	–	102 805	4 528 150	4 528 150	–	–	3 534 126

Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	–	3 746 000	–	2 136 900	5 882 900	5 882 900	–	–	3 746 000
Contributions visant la composante relative au service d'un avocat rémunéré par l'État du Programme d'aide juridique	–	3 600 276	–	(2 037 629)	1 562 647	616 027	946 620	–	904 269
Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	–	550 000	–	–	550 000	–	550 000	–	–
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé.....	–	315 000	–	376	315 376	315 376	–	–	310 581
Contributions versées en vertu du Programme des avocats spéciaux	–	250 000	–	–	250 000	35 259	214 741	–	18 523
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).....	–	190 000	–	(33 925)	156 075	131 469	24 606	–	135 132
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	–	85 000	–	33 925	118 925	118 925	–	–	82 481
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	–	–	640 000	148 010	788 010	788 010	–	–	–
Total – Contributions	–	435 778 744	99 494 436	(249 219)	535 023 961	519 213 177	15 810 784	–	440 598 556
Total du ministère.....	–	443 047 687	103 062 091	(500 000)	545 609 778	529 544 281	16 065 497	–	447 525 686
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	–	500 000	–	–	500 000	493 251	6 749	–	494 211
Total de l'organisme	–	500 000	–	–	500 000	493 251	6 749	–	494 211
Total du portefeuille ministériel.....	–	443 547 687	103 062 091	(500 000)	546 109 778	530 037 532	16 072 246	–	448 019 897

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Justice				Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques.....	338 972 434	338 972 434	308 699 672	Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée.....	200 000	179 733	226 633
Services internes.....	54 295 987	54 295 987	51 397 370	Total de l'organisme – Budgétaire	200 000	179 733	226 633
Total du ministère – Budgétaire	393 268 421	393 268 421	360 097 042	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	457 381 309	435 947 122	401 304 353
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres							
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	19 787 901	13 183 123	12 620 775				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi.....	15 782 139	10 083 880	10 496 688				
	35 570 040	23 267 003	23 117 463				
Services internes							
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	1 758 018	1 098 238	1 194 307				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi.....	1 487 830	935 154	1 005 049				
	3 245 848	2 033 392	2 199 356				
Total de l'organisme – Budgétaire	38 815 888	25 300 395	25 316 819				
Commission canadienne des droits de la personne							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services internes							
Services de soutien interne.....	2 080 000	1 818 641	1 635 951				
Total de l'organisme – Budgétaire	2 080 000	1 818 641	1 635 951				
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale.....	275 000	40 200	40 200				
Total de l'organisme – Budgétaire	275 000	40 200	40 200				
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services de poursuite.....	22 542 000	15 246 699	13 883 607				
Services internes.....	200 000	93 033	104 101				
Total de l'organisme – Budgétaire	22 742 000	15 339 732	13 987 708				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Justice					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrement des frais d'administration		
Autres ministères du gouvernement	38 758	41 184	Assurance-emploi	13 631 562	13 990 014
Divers	1 970 222	2 474 179	<i>Régimes de pension du Canada</i>	17 540 228	16 798 006
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	12 071 991	4 218 573	Divers	24	32
	14 080 971	6 733 936		31 171 814	30 788 052
Ventes de biens et de services			Total de l'organisme	31 544 535	30 934 670
Services de nature réglementaire			Commission canadienne des droits de la personne		
Enregistrement de divorces	670 089	574 280	Autres revenus		
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	6 550 124	6 792 787	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	7 220 213	7 367 067	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	91 601	48 144
Services de nature non réglementaire			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	63 652	13 678
Crédit net/Revenus des services juridiques	22 310 008	28 654 129		155 253	61 822
Autres frais et droits			Ventes de biens et de services		
Revenus reportés	423 467 652	377 779 723	Autres frais et droits		
	452 997 873	413 800 919	Services de soutien internes	1 818 641	1 635 951
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	963	1 234	Revenus divers	307 248	311 524
Revenus divers			Total de l'organisme	2 281 142	2 009 297
Amendes et confiscations	382 755	667 099	Service administratif des tribunaux judiciaires		
Location de résidences et services publics	38 864	23 840	Autres revenus		
Facturation de sociétés d'État	80 948	80 914	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits d'autres montants adjugés par une cour	739 876	39 795	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	116 835	123 953
Divers	10	35	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	554 839	141 056
	1 242 453	811 683		671 674	265 009
Total du ministère	468 322 260	421 347 772	Ventes de biens et de services		
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs			Services de nature réglementaire		
Autres revenus			Droits de dépôt	1 450 135	896 696
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Dépenses de la Cour	57 131	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	157 675	90 734		1 507 266	896 696
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	211 492	55 869	Ventes de biens et de produits d'information		
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	2 340	–	Ventes de photocopies et d'enregistrements audio	6 366	14 035
	371 507	146 603		1 513 632	910 731
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 214	15	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	307	10 135

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Ventes de biens et de services		
Amendes de la Cour	51 000	–	Autres frais et droits		
Recouvrement des frais d'administration – Assurance-emploi	837 797	1 011 671	Recette sur le crédit		
	888 797	1 011 671	Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien		
Total de l'organisme	3 074 410	2 197 546	internes	179 733	226 633
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 309	1 629
Autres revenus			Revenus divers	15	63
Ventes de biens et de services			Total de l'organisme	348 656	441 019
Services de nature non réglementaire	40 200	40 200	Registraire de la Cour suprême du Canada		
Revenus divers			Autres revenus		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
publique – Juges	19 072 680	17 748 420	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	47 685	68 802
Total de l'organisme	19 112 880	17 788 620	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	12 469	5 650
Bureau du directeur des poursuites pénales			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
Autres revenus			d'autres ministères	634	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs				60 788	74 452
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 577 903	318 081	Ventes de biens et de services		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	137 834	348 588	Location et utilisation de biens publics	–	24 342
	1 715 737	666 669	Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de services			Vente de motifs de jugement	700	120
Services de nature non réglementaire			Ventes de Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada	–	7 350
Charge de revenus affectés au crédit	16 915 530	15 340 354	Revenus reportés	700	7 350
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 948	–		1 400	14 820
Revenus divers			Autres frais et droits		
Amendes et confiscations	56 363 912	56 508 771	Photocopies	2 930	4 647
Location de résidences et services publics	703 472	579 360	Frais d'enregistrement	46 910	8 400
Facturation de société d'État	20 410	53 854	Divers	21 371	13 295
Produits d'autres montants adjugés par une cour	–	83 470	Revenus reportés	(700)	(7 350)
Divers	5	–		70 511	18 992
	57 087 799	57 225 455		71 911	58 154
Total de l'organisme	75 730 014	73 232 478	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie			Revenus divers		
privée du Canada			Contributions des juges pour des rentes	93 194	122 928
Autres revenus			Total de l'organisme	225 923	255 534
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	143 628	186 042			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	17 971	26 652			
	161 599	212 694			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 217 529	8 161 185
Ventes de biens et de services.....	473 537 520	432 012 942
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	20 771	13 013
Revenus divers	109 864 000	108 019 796
Total du portefeuille ministériel.....	600 639 820	548 206 936

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 19

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Parlement

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

**Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts
et à l'éthique**

Bureau du directeur parlementaire du budget

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Service de protection parlementaire

**Secrétariat du Comité des parlementaires sur
la sécurité nationale et le renseignement**

Sénat

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	378
Sommaire du portefeuille ministériel	382
Détail budgétaire par affectation	384
Responsabilités essentielles	386
Paiements de transfert	388
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	389
Revenus	389

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Chambre des communes**Députés et agents supérieurs de la Chambre**

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités, et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, et étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent aux comités permanents et aux comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie des projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et des politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations dans le cadre d'échanges parlementaires. Finalement, en caucus, les députés élaborent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers en collaboration avec les autres députés de leur parti, et dirigent le travail du bureau de recherche de leur parti. Les agents supérieurs de la Chambre sont des députés élus ou nommés à des postes au sein du caucus national d'un parti reconnu qui assument des fonctions parlementaires supplémentaires.

Administration de la Chambre

Les employés de l'Administration de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature. De plus, ils sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution, assurant la continuité d'une législature à l'autre, l'accès aux archives parlementaires et la stabilité de l'infrastructure à l'appui des députés dans le processus démocratique. Ils offrent des conseils et du soutien dans une vaste gamme de domaines tels que : les services procéduraux, législatifs et juridiques; la gestion et les technologies de l'information; la gestion des immeubles; la sécurité; les services de restauration; les finances; les ressources humaines; et la santé et sécurité au travail. Les employés de l'Administration de la Chambre des communes s'efforcent de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant de leur circonscription, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement**Services d'information aux parlementaires**

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

La commissaire donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés. La commissaire reçoit et examine les rapports confidentiels et diffuse des renseignements au public. Elle peut mener une enquête pour déterminer si un député a contrevenu ou non au Code ou elle peut procéder à un examen pour déterminer si un titulaire ou un ex-titulaire de charge publique a contrevenu ou non à la Loi. La commissaire a également pour mission de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. Cette activité de programme profite aux Canadiens en réduisant au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou des députés et leurs fonctions officielles, en prévoyant les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public, et en démontrant au public que les titulaires de charge publique et les députés sont tenus de respecter des normes qui placent l'intérêt public au-dessus de leurs intérêts privés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur parlementaire du budget

Analyse financière et économique

Le directeur parlementaire du budget fournit, de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement. Le directeur parlementaire du budget fournit au Parlement, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne, et, à la demande de tout comité ou parlementaire, d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement. De plus, le directeur parlementaire du budget est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. De plus amples renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget se trouvent dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation. Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité; préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Description des responsabilités essentielles – fin**Service de protection parlementaire****Sécurité physique**

Le Service de protection parlementaire est responsable de la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline parlementaire. Ceci inclut la sécurité physique de la Cité parlementaire, des parlementaires, de leur personnel et des invités du Parlement, ainsi que tout visiteur de la Colline parlementaire et/ou de la Cité parlementaire, y compris les biens qui y sont situés ou les événements qui s'y déroulent.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement**Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement**

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de veiller à l'examen des activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sénat**Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs**

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite et allocations de retraite; frais de déplacement et de télécommunication; rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les deux autres activités de programme du Sénat. Le programme Soutien administratif fournit des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, des biens et services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à ce programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité institutionnelle; services d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports; amélioration de la gouvernance au moyen notamment de vérifications internes et d'une gestion stratégique.

Chambre, comités et associations

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs qui font partie des comités permanents, spéciaux ou mixtes, ainsi qu'aux associations parlementaires, c'est-à-dire les produits liés à la procédure, aux mesures législatives et à l'information, tels que les décisions du Président, la rédaction des mesures législatives, les publications officielles et la télédiffusion; les services administratifs tels que les budgets et la logistique des réunions. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes: salaires du greffier du Sénat et aux secteurs législatifs; Légiste et conseiller parlementaire; journaux, comptes rendus des débats et les publications; comités, associations et échanges parlementaires; télédiffusion; communications; programme des pages du Sénat.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes										
1	Dépenses du programme	–	383 501 862	–	–	383 501 862				
1a	Dépenses du programme	–	–	17 721 742	–	17 721 742				
	Total – Crédit 1	–	383 501 862	17 721 742	–	401 223 604	363 734 409	37 489 195	–	350 016 757
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	43 524 434	–	(2 804 893)	40 719 541	40 719 541	–	–	40 465 143
(S)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	–	116 660 893	–	(11 019 914)	105 640 979	105 640 979	–	–	219 628 461
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	543 687 189	17 721 742	(13 824 807)	547 584 124	510 094 929	37 489 195	–	610 110 361
Bibliothèque du Parlement										
1	Dépenses du programme	–	48 660 916	–	–	48 660 916	45 069 415	3 591 501	–	43 407 851
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	5 785 869	–	(664 338)	5 121 531	5 121 531	–	–	5 067 491
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	54 446 785	–	(664 338)	53 782 447	50 190 946	3 591 501	–	48 475 342
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique										
1	Dépenses du programme	–	6 852 883	–	–	6 852 883	6 567 669	285 214	–	6 305 443
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	817 227	–	(46 692)	770 535	770 535	–	–	755 637
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	7 670 110	–	(46 692)	7 623 418	7 338 204	285 214	–	7 061 080
Bureau du directeur parlementaire du budget										
1	Dépenses du programme	–	6 520 482	–	–	6 520 482	5 494 267	1 026 215	–	5 476 840
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	725 714	–	(129 763)	595 951	595 951	–	–	619 259
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	7 246 196	–	(129 763)	7 116 433	6 090 218	1 026 215	–	6 096 099
Bureau du conseiller sénatorial en éthique										
1	Dépenses du programme	–	1 231 278	–	–	1 231 278	802 217	429 061	–	854 870
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	121 623	–	(25 685)	95 938	95 938	–	–	106 907
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 352 901	–	(25 685)	1 327 216	898 155	429 061	–	961 777

Service de protection parlementaire										
1	Dépenses du programme	–	80 666 584	–	–	80 666 584	77 910 546	2 756 038	–	66 377 420
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	10 086 423	–	(1 374 653)	8 711 770	8 711 770	–	–	7 409 158
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	90 753 007	–	(1 374 653)	89 378 354	86 622 316	2 756 038	–	73 786 578
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement										
1	Dépenses du programme	–	3 409 991	–	–	3 409 991				
	Virement du:									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 953	4 953				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	166 554	166 554				
	Total – Crédit 1	–	3 409 991	–	171 507	3 581 498	2 530 086	1 051 412	–	2 249 180
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	238 048	–	(70 132)	167 916	167 916	–	–	182 065
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 648 039	–	101 375	3 749 414	2 698 002	1 051 412	–	2 431 245
Sénat										
1	Dépenses du programme	–	79 080 673	–	–	79 080 673	66 282 797	12 797 876	–	68 856 272
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	9 215 811	–	(1 248 118)	7 967 693	7 967 693	–	–	7 858 018
(S)	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5).....	–	27 267 254	–	(5 155 450)	22 111 804	22 111 804	–	–	40 485 214
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	115 563 738	–	(6 403 568)	109 160 170	96 362 294	12 797 876	–	117 199 504
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	824 367 965	17 721 742	(22 368 131)	819 721 576	760 295 064	59 426 512	–	866 121 986

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Chambre des communes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	426 615 042	389 340 217	37 274 825	–
Subventions et contributions.....	1 283 627	1 069 257	214 370	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(26 675 065)	(26 675 065)	–	–
	<i>401 223 604</i>	<i>363 734 409</i>	<i>37 489 195</i>	–
Montants législatifs.....	146 360 520	146 360 520	–	–
	547 584 124	510 094 929	37 489 195	–
Bibliothèque du Parlement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	49 660 916	45 147 655	4 513 261	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 000 000)	(78 240)	(921 760)	–
	<i>48 660 916</i>	<i>45 069 415</i>	<i>3 591 501</i>	–
Montants législatifs.....	5 121 531	5 121 531	–	–
	53 782 447	50 190 946	3 591 501	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	6 852 883	6 567 669	285 214	–
Montants législatifs.....	770 535	770 535	–	–
	7 623 418	7 338 204	285 214	–
Bureau du directeur parlementaire du budget				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	6 520 482	5 494 267	1 026 215	–
Montants législatifs.....	595 951	595 951	–	–
	7 116 433	6 090 218	1 026 215	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	1 231 278	802 217	429 061	–
Montants législatifs.....	95 938	95 938	–	–
	1 327 216	898 155	429 061	–
Service de protection parlementaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	82 166 584	78 907 584	3 259 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 500 000)	(997 038)	(502 962)	–
	<i>80 666 584</i>	<i>77 910 546</i>	<i>2 756 038</i>	–
Montants législatifs.....	8 711 770	8 711 770	–	–
	89 378 354	86 622 316	2 756 038	–

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	3 511 679	2 530 086	981 593	–
Affectations bloquées				
Report.....	69 819	–	69 819	–
	3 581 498	2 530 086	1 051 412	–
Montants législatifs.....	167 916	167 916	–	–
	3 749 414	2 698 002	1 051 412	–

Sénat

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	78 513 640	65 833 117	12 680 523	–
Subventions et contributions	567 033	449 680	117 353	–
	79 080 673	66 282 797	12 797 876	–
Montants législatifs.....	30 079 497	30 079 497	–	–
	109 160 170	96 362 294	12 797 876	–
Total du portefeuille ministériel.....	819 721 576	760 295 064	59 426 512	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre.....	314 968 842	288 152 776	–	–	1 235 010	1 031 016	609 381	609 381	315 594 471	288 574 411	–	–
Administration de la Chambre.....	258 006 720	247 547 961	–	–	48 617	38 241	26 065 684	26 065 684	231 989 653	221 520 518	–	–
Total partiel.....	572 975 562	535 700 737	–	–	1 283 627	1 069 257	26 675 065	26 675 065	547 584 124	510 094 929	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(26 675 065)	(26 675 065)	–	–	–	–	(26 675 065)	(26 675 065)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	546 300 497	509 025 672	–	–	1 283 627	1 069 257	–	–	547 584 124	510 094 929	–	–
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux parlementaires.....	42 609 763	37 163 558	–	–	–	–	1 000 000	78 240	41 609 763	37 085 318	–	–
Services internes.....	12 172 684	13 105 628	–	–	–	–	–	–	12 172 684	13 105 628	–	–
Total partiel.....	54 782 447	50 269 186	–	–	–	–	1 000 000	78 240	53 782 447	50 190 946	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 000 000)	(78 240)	–	–	–	–	(1 000 000)	(78 240)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	53 782 447	50 190 946	–	–	–	–	–	–	53 782 447	50 190 946	–	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêt et à l'éthique												
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés.....	5 306 520	4 698 506	–	–	–	–	–	–	5 306 520	4 698 506	–	–
Services internes.....	2 316 898	2 639 698	–	–	–	–	–	–	2 316 898	2 639 698	–	–
Total de l'organisme.....	7 623 418	7 338 204	–	–	–	–	–	–	7 623 418	7 338 204	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget												
Analyse financière et économique.....	7 116 433	6 090 218	–	–	–	–	–	–	7 116 433	6 090 218	–	–
Total de l'organisme.....	7 116 433	6 090 218	–	–	–	–	–	–	7 116 433	6 090 218	–	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique												
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts.....	1 327 216	898 155	–	–	–	–	–	–	1 327 216	898 155	–	–
Total de l'organisme.....	1 327 216	898 155	–	–	–	–	–	–	1 327 216	898 155	–	–

Service de protection parlementaire												
Sécurité physique.....	90 878 354	87 619 354	-	-	-	-	1 500 000	997 038	89 378 354	86 622 316	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(1 500 000)	(997 038)	-	-	-	-	(1 500 000)	(997 038)	-	-	-	-
Total de l'organisme	89 378 354	86 622 316	-	-	-	-	-	-	89 378 354	86 622 316	-	-
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement												
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement												
	2 860 615	1 836 281	-	-	-	-	-	-	2 860 615	1 836 281	-	-
Services internes.....	888 799	861 721	-	-	-	-	-	-	888 799	861 721	-	-
Total de l'organisme	3 749 414	2 698 002	-	-	-	-	-	-	3 749 414	2 698 002	-	-
Sénat												
Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs.....												
	56 192 889	47 719 362	-	-	40 000	25 977	-	-	56 232 889	47 745 339	-	-
Soutien administratif.....	31 827 514	30 919 524	-	-	5 000	-	-	-	31 832 514	30 919 524	-	-
Chambre, comités et associations.....	20 532 734	17 247 751	-	-	562 033	449 680	-	-	21 094 767	17 697 431	-	-
Total de l'organisme	108 553 137	95 886 637	-	-	607 033	475 657	-	-	109 160 170	96 362 294	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	817 830 916	758 750 150	-	-	1 890 660	1 544 914	-	-	819 721 576	760 295 064	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes									
Contributions									
Paiements aux associations parlementaires et de procédure.....	–	1 283 627	–	–	1 283 627	1 069 257	214 370	–	1 132 361
Total de l'organisme	–	1 283 627	–	–	1 283 627	1 069 257	214 370	–	1 132 361
Sénat									
Subventions									
(S) Versements venant du Trésor pour les pensions des veuves d'anciens membres	–	40 000	–	–	40 000	25 977	14 023	–	25 630
Contributions									
Contributions aux associations parlementaires et groupe(s) parlementaires	–	567 033	–	–	567 033	449 680	117 353	–	486 732
Total de l'organisme	–	607 033	–	–	607 033	475 657	131 376	–	512 362
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 890 660	–	–	1 890 660	1 544 914	345 746	–	1 644 723

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	30 100	30 100	7 560
Droits d'affiliation à des associations parlementaires.....	28 300	28 300	29 350
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	97 585	97 585	117 427
Autres recouvrements.....	453 396	453 396	392 768
	609 381	609 381	547 105
Administration de la Chambre			
Produits de la vente de biens	160 598	160 598	108 465
Produits des Services de restauration.....	1 131 267	1 131 267	596 965
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	24 600 889	24 600 889	23 698 616
Autres recouvrements.....	172 930	172 930	164 589
	26 065 684	26 065 684	24 568 635
Total de l'organisme – Budgétaire	26 675 065	26 675 065	25 115 740
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires.....	1 000 000	78 240	44 441
Total de l'organisme – Budgétaire	1 000 000	78 240	44 441
Service de protection parlementaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité physique			
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	1 500 000	997 038	477 463
Total de l'organisme – Budgétaire	1 500 000	997 038	477 463
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	29 175 065	27 750 343	25 637 644

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Chambre des communes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	792 665	581 380
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	214 878	153 269
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	6 533	2 877
	1 014 076	737 526
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire.....	19 215 845	18 002 469
Ventes de biens et de produits d'information.....	7 218 401	6 960 869
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau.....	30 980	29 950
Divers	19 141	6 427
	50 121	36 377
	26 484 367	24 999 715
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	229 509	116 025
Revenus divers		
Divers	22 246	–
Total de l'organisme	27 750 198	25 853 266
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 218	44 325
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 920	14 664
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	200
	22 138	59 189
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information.....	78 301	37 505
Total de l'organisme	100 439	96 694
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	809	4 478
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	4 387
	809	8 865
Revenus divers		
Revenus provenant de pénalités	4 550	2 100
Total de l'organisme	5 359	10 965

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du directeur parlementaire du budget			Sénat		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 451	2 278	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	601 801	112 806
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 104	13 391	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	274 145	44 566
Total de l'organisme	9 555	15 669	Total de l'organisme	875 946	157 372
Bureau du conseiller sénatorial en éthique			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 339	23 347
Autres revenus			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Dons à l'État	1 590	795
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 055	2 675	Divers	38 055	662
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	–	9 942	Total de l'organisme	39 645	795
Total de l'organisme	14 055	12 617	Total de l'organisme	920 930	182 176
Service de protection parlementaire			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 355 111	1 447 350
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	358 983	63 704	Ventes de biens et de services	27 559 706	25 514 683
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	25 592	367 943	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	239 131	139 372
Total de l'organisme	384 575	431 647	Revenus divers	66 441	10 520
Ventes de biens et de services			Total du portefeuille ministériel	30 220 389	27 111 925
Services de nature non réglementaire	961 431	454 970			
Ventes de biens et de produits d'information	26 487	22 493			
Autres frais et droits					
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	9 120	–			
Total de l'organisme	987 918	477 463			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 283	–			
Revenus divers					
Autres revenus divers	–	6,963			
Total de l'organisme	1 385 896	916 073			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Achat de biens et services	4 678	5 188			
Traitements	2 625	951			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent					
Achat de biens et services	3 027	18 326			
Traitements	23 627	–			
Total de l'organisme	33 957	24 465			

Section 20

Comptes publics du Canada 2021-2022

Patrimoine canadien

Ministère du Patrimoine canadien
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Musée canadien des droits de la personne
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée canadien de la nature
Fondation canadienne des relations raciales
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bibliothèque et Archives du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Téléfilm Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	392
Sommaire du portefeuille ministériel	398
Détail budgétaire par affectation	404
Responsabilités essentielles	407
Paievements de transfert	410
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	413
Revenus	413

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Patrimoine canadien**Créativité, arts et culture**

Veiller à ce qu'un large éventail de contenu artistique et culturel canadien soit accessible au pays et à l'étranger. Offrir aux Canadiens des occasions de s'engager et de participer à la vie créative du Canada, en créant un sentiment d'appartenance et d'inclusion. Contribuer au succès des activités qui favorisent la créativité, les possibilités d'innovation, de croissance et d'emploi dans le secteur culturel et pour l'économie créative du Canada. Appuyer les politiques et les mesures législatives et réglementaires; gérer des programmes de financement supportant la création, la formation professionnelle, l'infrastructure culturelle et la diffusion des arts; le développement des affaires et d'initiatives de commercialisation; et l'établissement de partenariats au Canada et à l'étranger.

Langues officielles

Appuyer la promotion des deux langues officielles dans la société canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en collaborant avec des organismes bénévoles et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Favorise une approche concertée pour assurer la participation de l'ensemble des institutions fédérales à la mise en œuvre des engagements de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que la coordination d'initiatives horizontales.

Sport

Favorise et améliore la participation sportive au Canada, depuis l'introduction au sport jusqu'aux plus hauts échelons grâce aux paiements de transfert et au leadership en matière de politiques. Veille à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes sportifs de qualité dans un environnement sécuritaire et accueillant, sans discrimination liée à la race, au sexe ou aux limitations physiques. Favoriser le développement d'athlètes de haut niveau, d'entraîneurs, d'officiels, de dirigeants et d'organisations au sein du système sportif canadien. Aide les collectivités canadiennes à accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales.

Diversité et inclusion

Visé à célébrer la diversité, l'identité et le patrimoine multiculturels du Canada, favoriser le développement de collectivités résilientes et renforcer les droits des Canadiens, afin d'encourager la diversité et l'inclusion. Appuyer la législation sur le multiculturalisme. Promouvoir et appuyer l'application à l'échelle nationale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les droits constitutionnels et quasi constitutionnels au Canada. Travailler en collaboration avec une multitude d'organisations gouvernementales et non gouvernementales à l'appui de l'exécution de programmes et de la prestation de services portant sur la diversité et l'inclusion. Appuyer l'engagement, la participation et l'inclusion des jeunes Canadiens dans leur collectivité et dans le cadre d'activités d'échange. Revitaliser, préserver et promouvoir les langues et les cultures autochtones et célébrer les réalisations et renforcer les communautés autochtones au moyen d'investissements dans diverses initiatives.

Patrimoine et célébrations

Donner l'occasion aux Canadiens de participer aux célébrations et aux commémorations d'intérêt national, à des festivals locaux et à des activités liées au patrimoine. Investir dans le développement de matériel didactique et d'activités d'apprentissage qui offrent aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension de l'histoire du Canada. Faciliter l'accès au patrimoine et aider les établissements du patrimoine à préserver et à présenter des collections patrimoniales à tous les Canadiens. Offrir des projets, des programmes et des services, et des subventions, des contributions et d'incitations fiscales; mener des recherches; fournir des informations et des compétences qui font autorité; et appuyer la mise en application d'une législation en matière de patrimoine.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Société Radio-Canada

Renseigner, éclairer et divertir; contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Musée canadien des droits de la personne

Explorer le thème des droits de la personne en mettant un accent particulier sur le Canada en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Musée canadien de l'histoire

D'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures.

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Description des responsabilités essentielles – suite**Musée canadien de la nature**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Fondation canadienne des relations raciales

Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Réglementer et surveiller le système de communication**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est un tribunal administratif. Il est chargé de réglementer et de superviser le système de communication du Canada dans l'intérêt du public. Établi pour développer, mettre en œuvre et appliquer des politiques réglementaires concernant le système de communication canadien, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'acquitte d'un large éventail de fonctions, y compris l'établissement de règles et l'élaboration de politiques, mais il a aussi les pouvoirs quasi-judiciaires d'un tribunal supérieur en ce qui touche la production et l'examen des preuves, de même que l'application de ses décisions. En tant que tribunal administratif, il fonctionne en toute indépendance du gouvernement fédéral. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes élabore des politiques réglementaires pour le système de communication du Canada; approuve les fusions, les acquisitions et les changements de propriété des entreprises de radiodiffusion; approuve les tarifs et les ententes concernant certains services de télécommunication; attribue, renouvelle et modifie les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion et des entreprises de programmation; règle les différends liés à la concurrence. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes intervient précisément dans des situations où le libre jeu du marché ne permet pas à lui seul d'atteindre les objectifs stratégiques de son mandat législatif.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada**Acquérir et préserver le patrimoine documentaire**

Bibliothèque et Archives du Canada acquiert du patrimoine documentaire ayant une valeur historique et le préserve pour les générations actuelles et futures, en vertu du mandat que lui confère la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. Sa collection se compose de ressources en divers formats conservés sur une gamme de supports. Bibliothèque et Archives du Canada prodigue des conseils au gouvernement du Canada et à ses institutions sur la gestion des renseignements et veille au transfert des documents à valeur historique dans sa collection. Au moyen du dépôt légal, tous les documents soumis par des éditeurs canadiens ainsi que des échantillons de contenu Internet sont intégrés à sa collection. D'autres documents d'importance nationale sont acquis afin de documenter la société canadienne. Bibliothèque et Archives du Canada utilise des techniques et une infrastructure de

pointe pour restaurer la collection et assurer des conditions optimales de préservation à long terme. Bibliothèque et Archives du Canada développe aussi sa capacité et son expertise afin d'assurer l'accessibilité des documents numériques.

Donner accès au patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada rend accessible sa collection, tout en respectant les obligations légales, juridiques et contractuelles. Au moyen de technologies de pointe, Bibliothèque et Archives du Canada permet aux Canadiens d'accéder à sa collection et de la consulter pour qu'ils puissent approfondir leur connaissance du patrimoine documentaire du Canada. Bibliothèque et Archives du Canada rend le contenu numérique accessible par son site Web et les médias sociaux afin d'améliorer l'accès à sa collection. Il offre des services en ligne et en personne à ses quatre points de service. Au moyen de stratégies novatrices comme la production participative (Co-Lab), et le Numéri-Lab, enrichit le contenu numérique de sa collection. En outre, Bibliothèque et Archives du Canada favorise l'accès au patrimoine canadien en créant des expositions, afin de permettre au public de découvrir sa collection dans des lieux culturels situés à l'échelle du pays. Au moyen de son Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire, Bibliothèque et Archives du Canada appuie les organismes de mémoire en augmentant leur capacité de préserver leurs collections et de les rendre accessibles.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Exploiter et administrer le Centre national des Arts, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

Office national du film

Programmation et production audiovisuelles

L'Office national du film a le mandat de créer des œuvres audiovisuelles pertinentes et innovatrices qui font connaître le Canada et ses diverses perspectives au peuple canadien et au reste du monde. L'Office national du film travaille avec des cinéastes, des créateurs et des créatrices provenant de toutes les régions du pays pour produire des documentaires, des animations, des œuvres interactives et immersives d'exception enracinés dans les expériences et les réalités canadiennes. L'Office national du film se doit d'être un milieu propice à l'innovation technologique et cinématographique, et ce, sur la scène tant nationale qu'internationale. L'Office national du film se donne l'objectif de refléter les points de vue et les expériences de communautés qui sont systématiquement sous-représentées dans le paysage médiatique, et d'innover dans la création de nouvelles formes et approches pour raconter des histoires.

Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires

L'Office national du film travaille pour que les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays aient accès à ses œuvres sous diverses formes. Comprendre les auditoires et leurs habitudes de consommation, rendre les contenus accessibles sur une variété de plateformes et porter les productions de l'Office national du film à leur attention fait ainsi intrinsèquement partie du mandat de l'institution. L'Office national du film est riche d'une collection qui compte au-delà de 13 000 titres et qui constitue un pilier central du patrimoine culturel du Canada. La *Loi sur le cinéma* confère à l'Office national du film le mandat de conserver cette collection afin d'assurer sa pérennité et son accessibilité à la population du Canada et sur l'échelle internationale, aujourd'hui et à l'avenir.

Description des responsabilités essentielles – fin**Services internes**

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Téléfilm Canada**Financement à la production de contenus canadiens**

Téléfilm soutient le développement et la production de longs métrages canadiens par l'entremise de programmes de financement. Nos programmes financent et appuient, entre autres, les projets de sociétés de production canadiennes ayant du succès sur les plans commercial, culturel et industriel (incluant celles comprenant des talents émergents), les projets de coproductions internationales, la diversité sous toutes ses formes (incluant, entre autres, la parité hommes-femmes dans les postes clés de création, genre de films, tailles des budgets, régions, points de vue, Autochtones) et les projets innovateurs. Le financement octroyé permet aux sociétés canadiennes de produire des contenus au Canada et renforce l'écosystème culturel canadien. De plus, Téléfilm évalue et recommande au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus à titre de coproductions audiovisuelles régies par les traités de coproduction officielle.

Promotion des talents et des contenus canadiens

Téléfilm fait rayonner la culture canadienne, fidélise les auditoires, favorise la découverte et la notoriété des talents et permet la commercialisation des contenus canadiens au Canada et à l'étranger par l'entremise de programmes de financement et d'activités promotionnelles. Au Canada, Téléfilm soutient financièrement la mise en marché de longs métrages ainsi que les festivals de films et autres événements et activités promotionnels mettant en valeur l'identité canadienne et la diversité, en terme de talents et de contenus. À l'international, Téléfilm appuie les sociétés canadiennes dans la commercialisation et l'exportation de leurs contenus, principalement par la mise en œuvre de centres d'affaires canadiens, de campagnes de promotion et de séances de visionnement et de réseautage. Téléfilm soutient aussi financièrement la présence aux festivals, marchés et événements internationaux des talents canadiens et la mise en marché de longs métrages canadiens dans les territoires étrangers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Conservation

Assurer la conservation et la protection des biens naturels, culturels et patrimoniaux du parc des Champs-de-Bataille en aménageant, en entretenant et en remettant en bon état le territoire et les infrastructures. Assurer un accès sécuritaire au parc.

Promotion du patrimoine

Faire connaître l'histoire et faire découvrir le patrimoine et les richesses du parc des Champs-de-Bataille en organisant, par le biais du centre d'accueil du Musée des plaines d'Abraham, des expositions, des activités pédagogiques et récréatives, et des visites guidées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	210 280 706	–	–	210 280 706				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	4 892 194	–	4 892 194				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	17 332 562	–	17 332 562				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	7 517 890	–	7 517 890				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	300 000	300 000				
	crédit 1 (Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres).....	–	–	–	1 182 927	1 182 927				
	crédit 5.....	–	–	–	11 012 085	11 012 085				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	160 032	160 032				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 801 164	1 801 164				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	8 410 894	8 410 894				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada).....	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 1 (Fondation canadienne des relations raciales).....	–	–	–	(6 180 000)	(6 180 000)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(517 000)	(517 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(33 333)	(33 333)				
	crédit 5.....	–	–	–	(162 529)	(162 529)				
	crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	(1 675 000)	(1 675 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	210 280 706	29 742 646	14 089 240	254 112 592	235 891 268	18 221 324	–	216 160 906
5	Subventions et contributions.....	–	1 298 495 542	–	–	1 298 495 542				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	349 843 845	–	349 843 845				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	160 150 040	–	160 150 040				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	216 296 252	–	216 296 252				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	162 529	162 529				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	310 000	310 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	200 000	200 000				
	Virement au :									
	crédit 1.....	–	–	–	(11 012 085)	(11 012 085)				
	crédit 1 (Conseils des Arts du Canada).....	–	–	–	(29 627 000)	(29 627 000)				
	crédit 1 (Téléfilm Canada).....	–	–	–	(21 000 000)	(21 000 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(590 000)	(590 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(7 991 433)	(7 991 433)				
	Total – Crédit 5.....	–	1 298 495 542	726 290 137	(69 347 989)	1 955 437 690	1 741 121 909	214 315 781	–	1 295 750 508

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	25 696 069	2 440 051	(1 633 093)	26 503 027	26 503 027	–	–	26 302 812
(S)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	1 663	92 163	92 163	–	–	89 200
(S)	Ministre d'État (Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	(861)	1 139	1 139	–	–	2 000
(S)	Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	–	–	39 255	39 255	39 255	–	–	–
(S)	Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	–	–	866	866	866	–	–	–
(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>)	–	1 196 000	–	420 001	1 616 001	1 616 001	–	–	1 546 402
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	–	637 000	–	373 318	1 010 318	1 010 318	–	–	1 021 472
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>) ..	–	182 000	–	37 874	219 874	219 874	–	–	223 746
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 955	–	–	44 387	58 342	38 359	–	19 983	14 812
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	420 430 389
	Total du ministère – Budgétaire.....	13 955	1 536 579 817	758 472 834	(55 975 339)	2 239 091 267	2 006 534 179	232 537 105	19 983	1 961 542 247
Conseil des Arts du Canada										
1	Paiements au Conseil.....	–	364 062 080	–	–	364 062 080				
1a	Paiements au Conseil.....	–	–	116 500 000	–	116 500 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	29 627 000	29 627 000				
	Total – Crédit 1	–	364 062 080	116 500 000	29 827 000	510 389 080	510 389 080	–	–	365 831 145
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	62 800 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	364 062 080	116 500 000	29 827 000	510 389 080	510 389 080	–	–	428 631 145
Société Radio-Canada										
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	1 118 694 241	–	–	1 118 694 241				
1c	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	–	–	21 000 000	–	21 000 000				
	Total – Crédit 1	–	1 118 694 241	21 000 000	–	1 139 694 241	1 139 694 241	–	–	1 291 402 479
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement.....	–	4 000 000	–	–	4 000 000	4 000 000	–	–	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	–	106 729 000	–	–	106 729 000	106 729 000	–	–	71 513 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 229 423 241	21 000 000	–	1 250 423 241	1 250 423 241	–	–	1 366 915 479
Musée canadien des droits de la personne										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	25 436 716	–	–	25 436 716				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	3 900 000	–	3 900 000				
	Total – Crédit 1	–	25 436 716	3 900 000	–	29 336 716	29 336 716	–	–	26 980 802
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 206 586
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	25 436 716	3 900 000	–	29 336 716	29 336 716	–	–	29 187 388

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Musée canadien de l'histoire										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	72 768 111	–	–	72 768 111				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	11 812 000	–	11 812 000				
	Virement du CT, crédit 30 ¹	–	–	–	120 295	120 295				
	Total – Crédit 1	–	72 768 111	11 812 000	120 295	84 700 406	84 700 406	–	–	77 269 696
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	4 256 563
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	72 768 111	11 812 000	120 295	84 700 406	84 700 406	–	–	81 526 259
Musée canadien de l'immigration du Quai 21										
1	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	8 111 694	–	–	8 111 694				
1b	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	1 435 000	–	1 435 000				
	Total – Crédit 1	–	8 111 694	1 435 000	–	9 546 694	9 546 694	–	–	8 556 693
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 049 575
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	8 111 694	1 435 000	–	9 546 694	9 546 694	–	–	10 606 268
Musée canadien de la nature										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	27 687 206	–	–	27 687 206				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	8 000 000	–	8 000 000				
	Virement du CT, crédit 30 ¹	–	–	–	99 363	99 363				
	Total – Crédit 1	–	27 687 206	8 000 000	99 363	35 786 569	35 681 183	105 386	–	28 975 764
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 927 263
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	27 687 206	8 000 000	99 363	35 786 569	35 681 183	105 386	–	34 903 027
Fondation canadienne des relations raciales										
1b	Paiement à la Fondation	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	6 180 000	6 180 000				
	Total – Crédit 1	–	–	1	6 180 000	6 180 001	6 180 001	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	1	6 180 000	6 180 001	6 180 001	–	–	–

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes										
1	Dépenses du programme	–	6 310 750	–	–	6 310 750				
1a	Dépenses du programme	–	–	3 164 228	–	3 164 228				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	19 910	19 910				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	420 536	420 536				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 167 735	3 167 735				
	Total – Crédit 1	–	6 310 750	3 164 228	3 608 181	13 083 159	6 142 914	6 940 245	–	31 390 085
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 908 211	564 146	(636 190)	7 836 167	7 836 167	–	–	7 945 025
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	14 218 961	3 728 374	2 971 991	20 919 326	13 979 081	6 940 245	–	39 335 110
Bibliothèque et Archives du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement	–	100 773 897	–	–	100 773 897				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	4 634 638	–	4 634 638				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	48 358	48 358				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 298 344	1 298 344				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 062 823	4 062 823				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(27 266)	(27 266)				
	Total – Crédit 1	–	100 773 897	4 634 638	5 382 259	110 790 794	106 306 184	4 484 610	–	107 453 275
5	Dépenses en capital	–	30 837 471	–	–	30 837 471				
5a	Dépenses en capital	–	–	7 391 171	–	7 391 171				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	2 612 515	2 612 515				
	Total – Crédit 5	–	30 837 471	7 391 171	2 612 515	40 841 157	14 773 239	26 067 918	–	10 450 060
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 750 446	317 936	(1 346 471)	10 721 911	10 721 911	–	–	12 473 019
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 938	–	–	16 514	18 452	1 938	–	16 514	2 852
	Total de l'organisme – Budgétaire	1 938	143 361 814	12 343 745	6 664 817	162 372 314	131 803 272	30 552 528	16 514	130 379 206
Société du Centre national des Arts										
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	37 854 709	–	–	37 854 709				
1a	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	–	1 365 700	–	1 365 700				
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	–	20 700 000	–	20 700 000				
	Total – Crédit 1	–	37 854 709	22 065 700	–	59 920 409	59 920 409	–	–	41 038 129
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	18 200 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	37 854 709	22 065 700	–	59 920 409	59 920 409	–	–	59 238 129
Office national du film										
1	Dépenses du programme	–	65 581 512	–	–	65 581 512				
1b	Dépenses du programme	–	–	5 087 000	–	5 087 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	4 846	4 846				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	411 237	411 237				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 789 420	1 789 420				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(24 020)	(24 020)				
	Total – Crédit 1	–	65 581 512	5 087 000	2 181 483	72 849 995	69 247 110	3 602 885	–	71 466 546
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	9 825 079	–	–	1 678 000	11 503 079	89 589	–	11 413 490	283 376
	Total de l'organisme – Budgétaire	9 825 079	65 581 512	5 087 000	3 859 483	84 353 074	69 336 699	3 602 885	11 413 490	71 749 922

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Musée des beaux-arts du Canada										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	37 756 671	–	–	37 756 671				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	–	6 200 000	–	6 200 000				
	Virement du CT, crédit 30 ¹	–	–	–	45 670	45 670				
	Total – Crédit 1.....	–	37 756 671	6 200 000	45 670	44 002 341	44 002 341	–	–	41 681 928
5	Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes.....	–	8 000 000	–	–	8 000 000	8 000 000	–	–	8 000 000
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	4 808 711
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	45 756 671	6 200 000	45 670	52 002 341	52 002 341	–	–	54 490 639
Musée national des sciences et de la technologie										
1	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	28 514 196	–	–	28 514 196				
1b	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	–	14 603 000	–	14 603 000				
	Virement du CT, crédit 30 ¹	–	–	–	55 987	55 987				
	Total – Crédit 1.....	–	28 514 196	14 603 000	55 987	43 173 183	43 173 183	–	–	33 205 991
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	5 338 974
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	28 514 196	14 603 000	55 987	43 173 183	43 173 183	–	–	38 544 965
Téléfilm Canada										
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	102 908 479	–	–	102 908 479				
1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	–	149 000 000	–	149 000 000				
1b	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	–	22 447 122	–	22 447 122				
	Virement du : crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	21 000 000	21 000 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	100	100				
	Total – Crédit 1.....	–	102 908 479	171 447 122	21 000 100	295 355 701	151 228 599	144 127 102	–	102 307 749
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	30 000 492
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	102 908 479	171 447 122	21 000 100	295 355 701	151 228 599	144 127 102	–	132 308 241

Commission des champs de bataille nationaux										
1	Dépenses du programme	–	6 622 665	–	–	6 622 665				
1b	Dépenses du programme	–	–	5 228 347	–	5 228 347				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	326 962	326 962				
	Total – Crédit 1	–	6 622 665	5 228 347	326 962	12 177 974	10 852 211	1 325 763	–	6 552 597
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	354 054	871 653	(599 458)	626 249	626 249	–	–	464 737
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	2 000 000	–	(276 929)	1 723 071	1 723 071	–	–	1 286 499
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 112 328
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	8 976 719	6 100 000	(549 425)	14 527 294	13 201 531	1 325 763	–	9 416 161
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 840 972	3 711 241 926	1 162 694 776	14 299 942	4 898 077 616	4 467 436 615	419 191 014	11 449 987	4 448 774 186

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Patrimoine canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	251 417 120	242 739 635	8 677 485	–
Coûts liés à la sûreté et à la sécurité des célébrations de la fête du Canada.....	2 200 000	–	2 200 000	–
Affectations bloquées				
Report.....	7 699 161	–	7 699 161	–
Réduction.....	1 020 000	–	1 020 000	–
Autre.....	433 875	–	433 875	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 657 564)	(6 848 367)	(1 809 197)	–
	254 112 592	235 891 268	18 221 324	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	1 744 455 387	1 741 121 909	3 333 478	–
Affectations bloquées				
Report.....	209 194 306	–	209 194 306	–
Transfert/réaffectation.....	1 787 997	–	1 787 997	–
	1 955 437 690	1 741 121 909	214 315 781	–
Montants législatifs.....	29 540 985	29 521 002	–	19 983
	2 239 091 267	2 006 534 179	232 537 105	19 983
Conseil des Arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Conseil				
Paiements à la Société d'État.....	510 389 080	510 389 080	–	–
Société Radio-Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État.....	1 139 694 241	1 139 694 241	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Société pour le fonds de roulement				
Paiements à la Société d'État.....	4 000 000	4 000 000	–	–
Crédit 10 – Paiements à la Société pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	106 729 000	106 729 000	–	–
	1 250 423 241	1 250 423 241	–	–
Musée canadien des droits de la personne				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	29 336 716	29 336 716	–	–
Musée canadien de l'histoire				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	82 200 406	82 200 406	–	–
Budget en capital.....	2 500 000	2 500 000	–	–
	84 700 406	84 700 406	–	–

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	9 546 694	9 546 694	–	–
-------------------------------------	-----------	-----------	---	---

Musée canadien de la nature

Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	35 681 183	35 681 183	–	–
Affectations bloquées				
Réduction	105 386	–	105 386	–
	35 786 569	35 681 183	105 386	–

Fondation canadienne des relations raciales

Crédit 1 – Paiement à la Fondation

Paiements à la Fondation	6 180 001	6 180 001	–	–
--------------------------------	-----------	-----------	---	---

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	68 596 231	65 510 839	3 085 392	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 768 229	–	4 768 229	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(60 281 301)	(59 367 925)	(913 376)	–
	13 083 159	6 142 914	6 940 245	–
Montants législatifs.....	7 836 167	7 836 167	–	–
	20 919 326	13 979 081	6 940 245	–

Bibliothèque et Archives du Canada

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement.....	109 393 525	106 418 002	2 975 523	–
Subventions et contributions	2 215 448	2 215 448	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 181 821	–	4 181 821	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(5 000 000)	(2 327 266)	(2 672 734)	–
	110 790 794	106 306 184	4 484 610	–

Crédit 5 – Dépenses en capital

Budget en capital.....	18 400 959	14 773 239	3 627 720	–
Affectations bloquées				
Report.....	22 440 198	–	22 440 198	–
	40 841 157	14 773 239	26 067 918	–
Montants législatifs.....	10 740 363	10 723 849	–	16 514
	162 372 314	131 803 272	30 552 528	16 514

Société du Centre national des Arts

Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement

Paiements à la Société d'État	58 554 709	58 554 709	–	–
Modernisation de l'infrastructure numérique du Centre national des Arts.....	1 365 700	1 365 700	–	–
	59 920 409	59 920 409	–	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Office national du film				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	71 473 981	67 133 263	4 340 718	–
Régime d'avantages sociaux des employés.....	8 150 460	8 150 460	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	1 678 000	–	1 678 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 452 446)	(6 036 613)	(2 415 833)	–
Montants législatifs.....	11 503 079	89 589	–	11 413 490
	84 353 074	69 336 699	3 602 885	11 413 490
Musée des beaux-arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	43 002 341	43 002 341	–	–
Budget en capital.....	1 000 000	1 000 000	–	–
	44 002 341	44 002 341	–	–
Crédit 5 – Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes				
Paiements à la Société d'État.....	8 000 000	8 000 000	–	–
	52 002 341	52 002 341	–	–
Musée national des sciences et de la technologie				
Crédit 1 – Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	35 373 183	35 373 183	–	–
Budget en capital.....	7 800 000	7 800 000	–	–
	43 173 183	43 173 183	–	–
Téléfilm Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>				
Paiements à la Société d'État.....	146 355 701	145 501 953	853 748	–
Fonds d'indemnisation à court terme pour productions audiovisuelles canadiennes.....	149 000 000	5 726 646	143 273 354	–
	295 355 701	151 228 599	144 127 102	–
Commission des champs de bataille nationaux				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	11 070 674	10 852 211	218 463	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 107 300	–	1 107 300	–
	12 177 974	10 852 211	1 325 763	–
Montants législatifs.....	2 349 320	2 349 320	–	–
	14 527 294	13 201 531	1 325 763	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 898 077 616	4 467 436 615	419 191 014	11 449 987

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Patrimoine canadien												
Créativité, arts et culture.....	63 034 069	58 671 674	–	–	747 046 254	733 262 327	5 787 819	5 787 819	804 292 504	786 146 182	–	–
Langues officielles.....	25 948 558	20 859 217	–	–	575 136 284	470 713 964	–	–	601 084 842	491 573 181	–	–
Sport.....	14 552 556	13 378 515	–	–	329 097 393	272 484 773	–	–	343 649 949	285 863 288	–	–
Diversité et inclusion.....	29 894 775	27 429 004	–	–	179 822 965	144 717 409	–	–	209 717 740	172 146 413	–	–
Patrimoine et célébrations.....	58 500 967	49 799 398	–	–	123 776 989	121 173 628	1 045 000	745 925	181 232 956	170 227 101	–	–
Services internes.....	99 150 024	100 892 637	–	–	1 787 997	–	1 824 745	314 623	99 113 276	100 578 014	–	–
Total partiel.....	291 080 949	271 030 445	–	–	1 956 667 882	1 742 352 101	8 657 564	6 848 367	2 239 091 267	2 006 534 179	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 657 564)	(6 848 367)	–	–	–	–	(8 657 564)	(6 848 367)	–	–	–	–
Total du ministère.....	282 423 385	264 182 078	–	–	1 956 667 882	1 742 352 101	–	–	2 239 091 267	2 006 534 179	–	–
Conseil des Arts du Canada.....	510 389 080	510 389 080	–	–	–	–	–	–	510 389 080	510 389 080	–	–
Société Radio-Canada.....	1 143 694 241	1 143 694 241	106 729 000	106 729 000	–	–	–	–	1 250 423 241	1 250 423 241	–	–
Musée canadien des droits de la personne.....	29 336 716	29 336 716	–	–	–	–	–	–	29 336 716	29 336 716	–	–
Musée canadien de l'histoire.....	84 700 406	84 700 406	–	–	–	–	–	–	84 700 406	84 700 406	–	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	9 546 694	9 546 694	–	–	–	–	–	–	9 546 694	9 546 694	–	–
Musée canadien de la nature.....	35 786 569	35 681 183	–	–	–	–	–	–	35 786 569	35 681 183	–	–
Fondation canadienne des relations raciales.....	6 180 001	6 180 001	–	–	–	–	–	–	6 180 001	6 180 001	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et surveiller le système de communication.....	61 774 909	55 639 810	–	–	–	–	45 676 860	44 935 036	16 098 049	10 704 774	–	–
Services internes.....	19 425 718	17 707 196	–	–	–	–	14 604 441	14 432 889	4 821 277	3 274 307	–	–
Total partiel.....	81 200 627	73 347 006	–	–	–	–	60 281 301	59 367 925	20 919 326	13 979 081	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(60 281 301)	(59 367 925)	–	–	–	–	(60 281 301)	(59 367 925)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	20 919 326	13 979 081	–	–	–	–	–	–	20 919 326	13 979 081	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bibliothèque et Archives du Canada												
Acquérir et préserver le patrimoine												
documentaire.....	63 434 737	60 000 004	13 525 275	7 009 279	–	–	470 000	455 697	76 490 012	66 553 586	–	–
Donner accès au patrimoine												
documentaire.....	25 759 427	22 069 251	27 315 882	7 763 960	2 215 448	2 215 448	4 355 000	1 711 793	50 935 757	30 336 866	–	–
Services internes.....	35 121 545	35 072 596	–	–	–	–	175 000	159 776	34 946 545	34 912 820	–	–
Total partiel.....	124 315 709	117 141 851	40 841 157	14 773 239	2 215 448	2 215 448	5 000 000	2 327 266	162 372 314	131 803 272	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(5 000 000)	(2 327 266)	–	–	–	–	(5 000 000)	(2 327 266)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	119 315 709	114 814 585	40 841 157	14 773 239	2 215 448	2 215 448	–	–	162 372 314	131 803 272	–	–
Société du Centre national des Arts.	59 920 409	59 920 409	–	–	–	–	–	–	59 920 409	59 920 409	–	–
Office national du film												
Programmation et production												
audiovisuelles.....	46 686 438	39 359 655	–	–	–	–	1 425 000	2 647 053	45 261 438	36 712 602	–	–
Accessibilité des œuvres et interaction												
avec les auditoires.....	33 747 920	24 738 928	–	–	–	–	6 977 446	3 347 153	26 770 474	21 391 775	–	–
Services internes.....	12 371 162	11 274 729	–	–	–	–	50 000	42 407	12 321 162	11 232 322	–	–
Total partiel.....	92 805 520	75 373 312	–	–	–	–	8 452 446	6 036 613	84 353 074	69 336 699	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 452 446)	(6 036 613)	–	–	–	–	(8 452 446)	(6 036 613)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	84 353 074	69 336 699	–	–	–	–	–	–	84 353 074	69 336 699	–	–
Musée des beaux-arts du Canada	44 002 341	52 002 341	8 000 000	–	–	–	–	–	52 002 341	52 002 341	–	–
Musée national des sciences et de la technologie.....	43 173 183	43 173 183	–	–	–	–	–	–	43 173 183	43 173 183	–	–
Téléfilm Canada												
Financement à la production de												
contenus canadiens.....	236 566 866	91 206 088	–	–	–	–	–	–	236 566 866	91 206 088	–	–
Promotion des talents et des contenus												
canadiens.....	45 820 523	45 428 516	–	–	–	–	–	–	45 820 523	45 428 516	–	–
Services internes.....	12 968 312	14 593 995	–	–	–	–	–	–	12 968 312	14 593 995	–	–
Total de l'organisme.....	295 355 701	151 228 599	–	–	–	–	–	–	295 355 701	151 228 599	–	–

**Commission des champs de bataille
nationaux**

Conservation.....	3 487 354	2 671 223	-	-	-	-	-	-	-	3 487 354	2 671 223	-	-
Promotion du patrimoine	1 423 820	1 565 576	-	-	-	-	-	-	-	1 423 820	1 565 576	-	-
Services internes	9 616 120	8 964 732	-	-	-	-	-	-	-	9 616 120	8 964 732	-	-
Total de l'organisme	14 527 294	13 201 531	-	-	-	-	-	-	-	14 527 294	13 201 531	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 783 624 129	2 601 366 827	155 570 157	121 502 239	1 958 883 330	1 744 567 549	-	-	-	4 898 077 616	4 467 436 615	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien									
Subventions									
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	72 775 054	–	31 360 312	104 135 366	104 126 890	8 476	–	71 288 438
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	–	60 742 973	6 000 000	(41 105 961)	25 637 012	18 074 687	7 562 325	–	17 732 426
Subventions au Fonds du livre du Canada	–	38 500 000	–	(2 963 018)	35 536 982	34 210 212	1 326 770	–	33 607 202
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones.....	–	33 750 000	14 400 000	(44 909 000)	3 241 000	2 035 155	1 205 845	–	509 443
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	–	33 000 000	–	(479 385)	32 520 615	31 938 847	581 768	–	31 086 969
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	31 750 000	26 767 204	(264 869)	58 252 335	58 202 334	50 001	–	19 691 925
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	20 000 000	–	–	20 000 000	20 000 000	–	–	20 000 000
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	17 555 000	11 471 641	(902 206)	28 124 435	28 100 590	23 845	–	13 086 190
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.....	–	15 194 842	–	(13 725 000)	1 469 842	1 449 535	20 307	–	1 581 214
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	8 000 000	10 000 000	(12 345 501)	5 654 499	5 592 946	61 553	–	11 399 555
Subvention à TV5 Monde	–	8 000 000	–	(956 774)	7 043 226	7 043 225	1	–	7 761 295
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	7 000 000	12 000 000	(5 056 662)	13 943 338	13 323 422	619 916	–	4 292 694
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	7 000 000	9 705 000	(81 848)	16 623 152	5 441 564	11 181 588	–	3 430 234
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées.....	–	4 663 680	3 000 000	33 106 532	40 770 212	38 338 351	2 431 861	–	1 877 698
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	1 150 060	–	(1 150 060)	–	–	–	–	–
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
Québec.....	–	147 372	–	–	147 372	147 372	–	–	147 372
Ontario.....	–	105 627	–	–	105 627	105 627	–	–	105 627
Colombie-Britannique.....	–	97 814	–	–	97 814	97 814	–	–	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador.....	–	77 590	–	–	77 590	77 590	–	–	77 590
Alberta.....	–	75 940	–	–	75 940	75 940	–	–	75 940
Manitoba.....	–	73 762	–	–	73 762	73 762	–	–	73 762
Saskatchewan.....	–	73 758	–	–	73 758	73 758	–	–	73 758
Nouvelle-Écosse	–	64 199	–	–	64 199	64 199	–	–	64 199
Nouveau-Brunswick	–	62 947	–	–	62 947	62 947	–	–	62 947
Île-du-Prince-Édouard.....	–	57 071	–	–	57 071	57 071	–	–	57 071
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	–	100 000	–	(32 490)	67 510	67 510	–	–	30 000
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.....	–	100 000	–	(66 000)	34 000	34 000	–	–	61 575

(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	-	637 000	-	373 318	1 010 318	1 010 318	-	-	1 021 472
(S) Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	-	182 000	-	37 874	219 874	219 874	-	-	223 746
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	114 763 956
Total – Subventions	-	360 936 689	93 343 845	(59 160 738)	395 119 796	370 045 540	25 074 256	-	354 282 112

Contributions

Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	-	243 091 079	86 531 016	46 370 961	375 993 056	315 796 990	60 196 066	-	294 998 230
Contributions au Programme de soutien au sport	-	179 697 679	46 657 271	31 306 541	257 661 491	212 819 735	44 841 756	-	180 267 706
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada.....	-	134 146 077	49 697 000	12 807 762	196 650 839	196 650 839	-	-	160 511 077
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.....	-	113 623 289	48 325 553	10 087 532	172 036 374	135 392 752	36 643 622	-	121 909 928
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones.....	-	54 121 221	22 632 516	42 217 567	118 971 304	103 038 153	15 933 151	-	52 975 750
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels..	-	47 168 717	9 243 683	18 206 525	74 618 925	68 221 136	6 397 789	-	45 490 751
Contributions au Fonds de la musique du Canada	-	26 799 231	74 600 000	-	101 399 231	101 399 231	-	-	36 649 231
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	-	22 779 440	-	2 575 850	25 355 290	25 352 350	2 940	-	22 779 000
Contributions au Programme d'accueil	-	21 565 247	4 350 040	13 000 000	38 915 287	27 726 191	11 189 096	-	11 893 663
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	-	18 086 359	-	(10 501 171)	7 585 188	7 585 187	1	-	5 113 800
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées.....	-	11 076 284	13 000 000	1 457 975	25 534 259	25 531 115	3 144	-	12 363 561
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	-	10 000 000	-	5 000 000	15 000 000	15 000 000	-	-	10 000 000
Contributions pour le Programme d'action et de lutte contre le racisme	-	7 971 712	-	11 180 503	19 152 215	17 028 348	2 123 867	-	5 093 268
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada.....	-	7 000 000	-	1 500 000	8 500 000	8 500 000	-	-	7 500 000
Contribution au Harbourfront Centre	-	6 500 000	-	15 000 000	21 500 000	18 500 000	3 000 000	-	5 000 000
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	-	6 083 659	11 000 000	(11 101 205)	5 982 454	1 325 140	4 657 314	-	6 816 455
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	-	4 979 734	-	-	4 979 734	4 979 734	-	-	4 979 734
Contributions à TV5.....	-	4 960 900	-	1 169 490	6 130 390	5 173 616	956 774	-	4 960 900
Contributions au Fonds du livre du Canada.....	-	4 666 301	1 909 213	9 013 372	15 588 886	14 170 252	1 418 634	-	7 899 561
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	-	2 787 330	-	2 797 285	5 584 615	5 581 642	2 973	-	4 338 345
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	-	2 499 544	-	1 770 949	4 270 493	4 270 493	-	-	3 769 692
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	-	2 494 367	1 500 000	3 321 522	7 315 889	7 235 904	79 985	-	10 668 571
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique.....	-	2 082 263	-	(9 940)	2 072 323	2 072 323	-	-	2 438 683
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	-	1 972 205	-	2 644 792	4 616 997	4 616 622	375	-	3 461 899
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.....	-	1 353 023	-	1 786 385	3 139 408	3 139 408	-	-	3 787 110
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts.....	-	727 742	500 000	18 203 891	19 431 633	19 429 383	2 250	-	19 251 329
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	-	100 000	-	8 626 808	8 726 808	8 726 807	1	-	12 512 842

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	–	44 450	–	2 550	47 000	43 210	3 790	–	46 484
Contributions à l'appui des services internes	–	–	250 000 000	(248 212 003)	1 787 997	–	1 787 997	–	–
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone ..	–	–	13 000 000	–	13 000 000	13 000 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	305 666 433
Total – Contributions	–	938 377 853	632 946 292	(9 776 059)	1 561 548 086	1 372 306 561	189 241 525	–	1 363 144 003
Total du ministère.....	–	1 299 314 542	726 290 137	(68 936 797)	1 956 667 882	1 742 352 101	214 315 781	–	1 717 426 115
Bibliothèque et Archives du Canada									
Contributions									
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire ..	–	1 500 000	–	(4 117)	1 495 883	1 495 883	–	–	1 500 000
Patrimoine documentaire autochtone – l'initiative Écoutez pour entendre nos voix.....	–	–	–	719 565	719 565	719 565	–	–	1 107 233
Total de l'organisme	–	1 500 000	–	715 448	2 215 448	2 215 448	–	–	2 607 233
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 300 814 542	726 290 137	(68 221 349)	1 958 883 330	1 744 567 549	214 315 781	–	1 720 033 348

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Créativité, arts et culture	5 787 819	5 787 819	4 985 238
Patrimoine et célébrations	1 045 000	745 925	712 168
Services internes	1 824 745	314 623	2 374 444
Total du ministère – Budgétaire	8 657 564	6 848 367	8 071 850
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementer et surveiller le système de communication			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées.....	45 676 860	44 935 036	25 589 927
Services internes			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées.....	14 604 441	14 432 889	7 452 282
Total de l'organisme – Budgétaire	60 281 301	59 367 925	33 042 209
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire.....	470 000	455 697	311 117
Donner accès au patrimoine documentaire.....	4 355 000	1 711 793	1 553 408
Services internes.....	175 000	159 776	87 059
Total de l'organisme – Budgétaire	5 000 000	2 327 266	1 951 584
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programmation et production audiovisuelles	1 425 000	2 647 053	1 269 854
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires.....	6 977 446	3 347 153	2 387 903
Services internes	50 000	42 407	42 807
Total de l'organisme – Budgétaire	8 452 446	6 036 613	3 700 564
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	82 391 311	74 580 171	46 766 207

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 061 564	3 133 117
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	4 610 520	3 278 614
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	319 240	140 596
	5 991 324	6 552 327¹
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	10 014	1 999
Services de nature non réglementaire	5 788 071	4 985 193
Ventes de biens et de produits d'information.....	12 434	8 822
Autres frais et droits.....	1 028 777	3 033 599
	6 839 296	8 029 613
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	44 387	22 967
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	55 402	57 141
Produits des loteries fédérales/provinciales.....	80 810 050	77 740 704
Divers	83 525	127 362
	80 948 977	77 925 207
Total du ministère.....	93 823 984	92 530 114
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	176 808	360 830
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	77 314	96 879
	254 122	457 709
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges.....	119 641 709	82 329 672
Services de nature réglementaire		
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I	33 871 567	–
Droits de télécommunication	38 270 849	36 721 714
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	3 300 000	3 300 000
	75 442 416	40 021 714
	195 084 125	122 351 386

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Commission des champs de bataille nationaux		
Intérêts et pénalités	58 711	61 911	Autres revenus		
Autres revenus divers	845 354	528 525	Ventes de biens et de services		
	904 065	590 436	Autres frais et droits		
Total de l'organisme	196 242 312	123 399 531	Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 723 071	1 286 499
			Total de l'organisme	1 723 071	1 286 499
Bibliothèque et Archives du Canada			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 428 748	7 384 408 ¹
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	167 497	263 821	Ventes de biens et de services	212 651 947	137 811 208
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	13 462	56 450	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	60 901	24 905
	180 959	320 271	Revenus divers.....	81 904 271	78 548 587
Ventes de biens et de services			Total du portefeuille ministériel.....	301 045 867	223 769 108
Ventes de biens et de produits d'information	151 699	75 050			
Autres frais et droits					
Autres revenus générés par les services de reproduction	2 737 441	2 366 953			
	2 889 140	2 442 003			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 514	1 938			
Revenus divers	51 229	32 944			
Total de l'organisme	3 137 842	2 797 156			
Office national du film					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	2 343	54 101			
Ventes de biens et de services					
Droits et privilèges	1 090 174	1 188 935			
Services de nature non réglementaire.....	3 297	22 493			
Ventes de biens et de produits d'information					
Ventes de biens et de produits d'information	4 896 959	2 501 626			
Revenus reportés.....	79 702	(28 857)			
	4 976 661	2 472 769			
Autres frais et droits					
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice.....	46 183	17 510			
	6 116 315	3 701 707			
Total de l'organisme	6 118 658	3 755 808			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 21

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	416
Sommaire du portefeuille ministériel	417
Détail budgétaire par affectation	419
Responsabilités essentielles	420
Paievements de transfert	421
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	423
Revenus	423

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Pêches et des Océans

Pêches

Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

Opérations maritimes et intervention

Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

Écosystèmes aquatiques

Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

Navigation maritime

Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Acheter, transformer et distribuer du poisson pêché légalement au Manitoba, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 885 591 877	-	-	1 885 591 877				
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	99 129 718	-	99 129 718				
1c	Dépenses de fonctionnement	-	-	94 813 788	-	94 813 788				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	894 625	894 625				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	11 438 403	11 438 403				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	73 893 868	73 893 868				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	-	-	-	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	-	1 885 591 877	193 943 506	86 218 563	2 165 753 946	2 059 763 936	105 990 010	-	1 960 997 640
5	Dépenses en capital.....	-	1 155 699 577	-	-	1 155 699 577				
5b	Dépenses en capital	-	-	5 057 500	-	5 057 500				
5c	Dépenses en capital	-	-	122 287 458	-	122 287 458				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	2 654 867	2 654 867				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	181 524 079	181 524 079				
	Total – Crédit 5	-	1 155 699 577	127 344 958	184 178 946	1 467 223 481	835 175 814	632 047 667	-	773 359 286
10	Subventions et contributions	-	1 173 395 129	-	-	1 173 395 129				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	102 873 528	-	102 873 528				
10c	Subventions et contributions.....	-	-	24 946 993	-	24 946 993				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	-	-	-	(5 000)	(5 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	-	-	-	(100 000)	(100 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	-	-	-	(14 511 963)	(14 511 963)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	(130 000)	(130 000)				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	-	-	-	(5 700 000)	(5 700 000)				
	Total – Crédit 10.....	-	1 173 395 129	127 820 521	(20 446 963)	1 280 768 687	681 289 122	599 479 565	-	291 858 397
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	168 289 784	14 176 387	(3 439 768)	179 026 403	179 026 403	-	-	173 592 986
(S)	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	90 500	-	(10 130)	80 370	80 370	-	-	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 205 348	-	-	2 260 601	3 465 949	1 147 376	57 972	2 260 601	3 155 682
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	2 384 500	2 384 500	2 384 500	-	-	134
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	143 934 056
	Total du ministère – Budgétaire.....	1 205 348	4 383 066 867	463 285 372	251 145 749	5 098 703 336	3 758 867 521	1 337 575 214	2 260 601	3 346 987 381

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 \$ (Net).....	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 205 348	4 383 066 867	463 285 372	251 145 749	5 098 703 336	3 758 867 521	1 337 575 214	2 260 601	3 346 987 381
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Pêches et des Océans				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 149 937 468	2 091 084 008	58 853 460	–
Pêcheurs autonomes touchés par la COVID-19	8 641 474	8 638 999	2 475	–
Solutions innovatrices Canada	1 500 000	981 308	518 692	–
Affectations bloquées				
Report.....	5 591 446	–	5 591 446	–
Transfert/réaffectation	9 648 698	–	9 648 698	–
Réduction	11 390 000	–	11 390 000	–
Autre	19 985 239	–	19 985 239	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(40 940 379)	(40 940 379)	–	–
	2 165 753 946	2 059 763 936	105 990 010	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	1 022 627 504	835 175 814	187 451 690	–
Affectations bloquées				
Report.....	423 337 563	–	423 337 563	–
Autre	21 258 414	–	21 258 414	–
	1 467 223 481	835 175 814	632 047 667	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	775 322 926	681 289 122	94 033 804	–
Affectations bloquées				
Report.....	325 995 772	–	325 995 772	–
Autre	179 449 989	–	179 449 989	–
	1 280 768 687	681 289 122	599 479 565	–
Montants législatifs.....	184 957 222	182 638 649	57 972	2 260 601
Total du portefeuille ministériel.....	5 098 703 336	3 758 867 521	1 337 575 214	2 260 601

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Pêches et des Océans												
Pêches.....	610 107 705	597 392 498	177 229 457	84 822 645	1 084 522 891	563 456 375	–	–	1 871 860 053	1 245 671 518	–	–
Opérations maritimes et intervention..	685 321 471	682 281 180	940 284 811	576 252 084	47 722 915	18 364 193	–	–	1 673 329 197	1 276 897 457	–	–
Écosystèmes aquatiques.....	300 755 086	256 493 152	7 211 160	3 753 707	148 022 881	98 968 554	–	–	455 989 127	359 215 413	–	–
Navigation maritime	276 123 119	263 857 797	162 982 651	100 429 552	–	–	40 940 379	40 940 379	398 165 391	323 346 970	–	–
Services internes.....	519 344 166	483 318 337	179 515 402	69 917 826	500 000	500 000	–	–	699 359 568	553 736 163	–	–
Total partiel	2 391 651 547	2 283 342 964	1 467 223 481	835 175 814	1 280 768 687	681 289 122	40 940 379	40 940 379	5 098 703 336	3 758 867 521	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(40 940 379)	(40 940 379)	–	–	–	–	(40 940 379)	(40 940 379)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 350 711 168	2 242 402 585	1 467 223 481	835 175 814	1 280 768 687	681 289 122	–	–	5 098 703 336	3 758 867 521	–	–
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 000 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 350 711 168	2 242 402 585	1 467 223 481	835 175 814	1 280 768 687	681 289 122	–	–	5 098 703 336	3 758 867 521	50 000 000	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans									
Subventions									
Subventions pour soutenir les pêcheurs autonomes touchés par la pandémie de COVID-19 au Canada.....	-	126 300 000	-	-	126 300 000	32 835 382	93 464 618	-	-
Subventions en appui aux accords de réconciliation avec les Autochtones.....	-	5 815 120	-	-	5 815 120	-	5 815 120	-	-
Subventions pour la participation des Autochtones à la consultation liée aux décisions en matière de poisson et d'habitat du poisson	-	3 330 000	1 600 000	-	4 930 000	768 099	4 161 901	-	712 913
Subventions à l'appui de la disposition des ports pour petits bateaux	-	500 000	2 050 000	-	2 550 000	40 000	2 510 000	-	759 300
Subventions pour l'aliénation des phares excédentaires	-	500 000	-	(27 500)	472 500	472 500	-	-	500 000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	-	295 500	-	-	295 500	123 000	172 500	-	120 058
Subventions pour la gestion des océans pour appuyer les groupes autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de conservation et de gestion des océans	-	100 000	-	-	100 000	-	100 000	-	-
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	-	-	525 000	-	525 000	-	525 000	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	130 974 540
Total – Subventions	-	136 840 620	4 175 000	(27 500)	140 988 120	34 238 981	106 749 139	-	133 066 811
Contributions									
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones.....	-	604 357 315	12 834 032	(17 236 493)	599 954 854	302 981 299	296 973 555	-	7 770 257
Contributions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques.....	-	137 577 507	26 346 199	(8 064 055)	155 859 651	67 971 494	87 888 157	-	-
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions autochtones	-	103 464 037	5 474 129	7 586 918	116 525 084	108 604 815	7 920 269	-	-
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche.....	-	97 939 367	21 511 912	64 889	119 516 168	63 041 952	56 474 216	-	-
Contributions à l'appui du cadre de gestion de programme intégrée de la Garde côtière canadienne	-	45 069 815	2 750 000	-	47 819 815	18 573 230	29 246 585	-	-
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	-	33 173 597	8 700 000	(5 250 017)	36 623 580	35 955 892	667 688	-	-
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	-	4 127 354	44 429 249	(21 167 321)	27 389 282	24 034 518	3 354 764	-	-
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	-	3 766 000	375 000	80 080	4 221 080	3 902 715	318 365	-	-
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	-	2 696 217	-	-	2 696 217	2 223 371	472 846	-	935 824

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	–	2 000 000	575 000	–	2 575 000	1 890 415	684 585	–	2 040 025
Contributions pour la gestion des océans pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de conservation et de gestion des océans.....	–	1 130 000	–	23 518 012	24 648 012	16 335 249	8 312 763	–	–
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	–	962 000	650 000	–	1 612 000	1 195 367	416 633	–	–
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	–	291 300	–	–	291 300	291 300	–	–	283 100
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale de T Buck Suzuki	–	–	–	21 024	21 024	21 024	–	–	–
Contribution pour l'aliénation des phares excédentaires	–	–	–	27 500	27 500	27 500	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	277 167 364
Total – Contributions	–	1 036 554 509	123 645 521	(20 419 463)	1 139 780 567	647 050 141	492 730 426	–	288 196 570
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 173 395 129	127 820 521	(20 446 963)	1 280 768 687	681 289 122	599 479 565	–	421 263 381

Détails des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Opérations maritimes et intervention			
Collège de la Garde côtière canadienne.....	–	–	2 600
Navigation maritime			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent....	4 764 409	4 764 409	6 347 556
Droits des services maritimes.....	29 705 478	29 705 478	29 387 572
Droits des services de déglçage.....	6 470 492	6 470 492	5 148 954
	40 940 379	40 940 379	40 884 082
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	40 940 379	40 940 379	40 886 682

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	8 871 896	8 204 974
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	10 042 098	3 906 359
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu..	4 797 735	490 548
	23 711 729	12 601 881 ¹
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Permis.....	30 405 556	35 552 545 ¹
Permis de transfert de technologie.....	1 756 420	1 532 800
Enregistrements des bateaux et des pêcheurs.....	5 607 517	3 654 251
Ports pour petits bateaux		
Baux, droits d'amarrage et droits de quaiage.....	1 220 217	900 323
Permis.....	6 219	12 260
	38 995 929	41 652 179
Location et utilisation de biens publics.....	523 375	429 379 ¹
Services de nature non réglementaire		
Divers.....	399 600	199 800 ¹
Revenus disponibles pour être dépensés – Revenus tirés d'une activité de crédit net – Facture		
Services de déglçage.....	4 742 361	5 090 500
Droits des services maritimes.....	30 138 773	28 604 202
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge.....	6 696 815	6 456 331
Divers.....	–	82 782
	41 977 549	40 433 615 ¹
Ventes de biens et de produits d'information		
Produits des ventes de publications.....	507 162	181 756
Autres frais et droits		
Services/Frais en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.....	130	795 ¹
	82 004 145	82 697 724
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	2 260 601	1 497 518
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change.....	17 157	88 403
Produit de l'aliénation des biens immobiliers.....	319 755	–
Saisies et confiscations.....	145 682	214 270

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Amendes.....	45 533	4 921 942
Activités d'intervention en lien à la pollution par les hydrocarbures	660 022	707 921
Gain net de change	–	237 411
Divers.....	748 380	356 095
	1 936 529	6 526 042
Total du portefeuille ministériel.....	109 913 004	103 323 165

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 22

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

**Ministère des Relations Couronne-Autochtones
et des Affaires du Nord**

**Station canadienne de recherche dans
l'Extrême-Arctique**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	426
Sommaire du portefeuille ministériel	428
Détail budgétaire par affectation	431
Responsabilités essentielles	432
Paiements de transfert	433
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	436
Revenus	436

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord**Relations Couronne-Autochtones**

Aider les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements autochtones à mener à bien la réconciliation et à faire progresser l'autodétermination en renforçant les relations Couronne-Autochtones fondées sur le respect, la coopération, le partenariat, l'affirmation et la mise en œuvre des droits autochtones ainsi que la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les activités comprennent la négociation et la mise en œuvre des traités, des ententes sur l'autonomie gouvernementale et des revendications particulières, la consultation et la mobilisation sur des enjeux d'importance pour les peuples autochtones, la prestation de cadres législatifs et institutionnels pour l'exercice de la compétence des Premières Nations sur l'imposition locale et la gestion des terres et financière, ainsi que la résolution des griefs historiques.

Affaires du Nord

Appuyer les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements de l'Arctique et du Nord canadiens dans la poursuite d'un Nord solide, inclusif, vibrant, prospère et autosuffisant, soit la vision du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada. Cela inclut la coordination fédérale, le leadership scientifique, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la prestation efficace des programmes fédéraux et les relations territoriales.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique**Science et savoir polaires**

Savoir polaire Canada est l'agence des sciences polaires du Canada qui mène ses activités à partir du campus de calibre mondial de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay, au Nunavut. Savoir polaire Canada effectue des recherches polaires multidisciplinaires et les publie. Grâce à notre programme de subventions et de contributions, nous aidons financièrement des partenaires externes tels que le milieu universitaire, des communautés nordiques et des organisations qui effectuent des recherches et qui ont des projets connexes. Savoir polaire Canada vise à inclure dans la mesure du possible le savoir autochtone et local, et à accroître la coordination et la collaboration nationale et internationale en matière de recherche en tirant parti des ressources avec nos partenaires. Au moyen d'ateliers, de conférences, des médias sociaux et autres outils, Savoir polaire Canada favorise et promeut l'échange de connaissances avec les communautés de chercheurs en sciences polaires et de décideurs politiques ainsi qu'avec le grand public. Au travers de ses activités principales, Savoir polaire Canada vise à aider financièrement et à former la prochaine génération de professionnels de la recherche polaire, avec un accent particulier mis sur la jeunesse du Nord.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 634 265 848	–	–	1 634 265 848				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	866 638 152	–	866 638 152				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	225 576 139	–	225 576 139				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	74 940 260	–	74 940 260				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	332 780	332 780				
	crédit 10.....	–	–	–	3 000 000	3 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	782 741	782 741				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 495 410	1 495 410				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	17 450 820	17 450 820				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	110 800	110 800				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(12 701 296)	(12 701 296)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(38 333)	(38 333)				
	crédit 25.....	–	–	–	(515 306)	(515 306)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 634 265 848	1 167 154 551	9 917 616	2 811 338 015	1 873 249 356	938 088 659	–	1 386 741 067
5	Dépenses en capital.....	–	268 287	–	–	268 287				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	1 553 000	–	1 553 000				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	123 129	123 129				
	Total – Crédit 5.....	–	268 287	1 553 000	123 129	1 944 416	1 422 055	522 361	–	2 423 122
10	Subventions et contributions.....	–	3 032 868 793	–	–	3 032 868 793				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	136 347 028	–	136 347 028				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	785 122 985	–	785 122 985				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	199 506 629	–	199 506 629				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	183 750	183 750				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	93 500	93 500				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	7 991 433	7 991 433				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	9 000 122	9 000 122				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	14 511 963	14 511 963				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	46 396 986	46 396 986				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	278 400	278 400				
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	3 000 000	3 000 000				
	Virement au :									
	crédit 1.....	–	–	–	(3 000 000)	(3 000 000)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(200 000)	(200 000)				

	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	(8 064 792)	(8 064 792)				
	crédit 10 (Ministère des Transports)	-	-	-	(235 000)	(235 000)				
	Total – Crédit 10	-	3 032 868 793	1 120 976 642	69 956 362	4 223 801 797	2 923 086 145	1 300 715 652	-	3 838 444 460
25a	Remise de dette	-	-	1	-	1				
	Virement du crédit 1	-	-	-	515 306	515 306				
	Total – Crédit 25	-	-	1	515 306	515 307	505 411	9 896	-	-
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	23 042 197	2 398 794	1 064 904	26 505 895	26 505 895	-	-	27 481 131
(S)	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	-	90 500	-	200	90 700	90 700	-	-	89 200
(S)	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	-	90 500	-	200	90 700	90 700	-	-	89 200
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	-	4 125 988	-	937 967	5 063 955	5 063 955	-	-	20 569 162
(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	-	1 865 718	-	(1 865 718)	-	-	-	-	-
(S)	Montants adjugés par une cour	-	-	-	1 550 000	1 550 000	1 550 000	-	-	41 000
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	-	-	-	572 928	572 928	572 928	-	-	243 195
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 580	-	-	-	25 580	5 832	19 748	-	20 496
(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	-	15 000	-	(15 000)	-	-	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	114 900 000
	Total budgétaire	25 580	4 696 632 831	2 292 082 988	82 757 894	7 071 499 293	4 832 142 977	2 239 356 316	-	5 391 042 033
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	-	25 903 000	-	-	25 903 000	12 510 719	13 392 281	-	18 572 316
L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	305 503	-	-	-	305 503	-	-	305 503	-
L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860	-	-	-	6 550 860	-	-	6 550 860	-
L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>). Limite 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000	-	-	-	5 000 000	-	-	5 000 000	-
	Total non budgétaire	11 856 363	25 903 000	-	-	37 759 363	12 510 719	13 392 281	11 856 363	18 572 316
	Total du ministère – Budgétaire	25 580	4 696 632 831	2 292 082 988	82 757 894	7 071 499 293	4 832 142 977	2 239 356 316	-	5 391 042 033
	Total du ministère – Non budgétaire	11 856 363	25 903 000	-	-	37 759 363	12 510 719	13 392 281	11 856 363	18 572 316

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique								
1	Dépenses du programme	–	29 761 017	–	–	29 761 017			
	Virement du :								
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 000	3 000			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 082 882	1 082 882			
	Total – Crédit 1	–	29 761 017	–	1 085 882	30 846 899	26 135 762	4 711 137	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 723 994	–	(524 458)	1 199 536	1 199 536	–	–
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique								
	Montant non dépensé au début de l'exercice	293 063	–	–	–	293 063			
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	732 099	–	(455 630)	276 469			
	Total – Dépense des recettes	293 063	732 099	–	(455 630)	569 532	–	–	569 532
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	293 063	32 217 110	–	105 794	32 615 967	27 335 298	4 711 137	569 532
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	318 643	4 728 849 941	2 292 082 988	82 863 688	7 104 115 260	4 859 478 275	2 244 067 453	569 532
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	12 510 719	13 392 281	11 856 363
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	12 510 719	13 392 281	11 856 363

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	341 977 868	327 835 820	14 142 048	–
Affectation des règlements.....	5 000 000	307 875	4 692 125	–
Réaménagement des effectifs.....	1 737 833	912 137	825 696	–
Entente ayant trait à la rafle des années 1960.....	6 654 958	6 654 958	–	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens.....	8 232 277	8 078 586	153 691	–
Entente de règlement litige à l'enfance.....	1 362 870 650	1 362 870 650	–	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord.....	133 614 798	133 614 798	–	–
Règlement litige Gottfriedson.....	63 927 963	63 927 963	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	912 225 323	–	912 225 323	–
Transfert/réaffectation.....	4 523 046	–	4 523 046	–
Réduction.....	3 640 000	–	3 640 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(33 066 701)	(30 953 431)	(2 113 270)	–
	<i>2 811 338 015</i>	<i>1 873 249 356</i>	<i>938 088 659</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	1 825 226	1 422 055	403 171	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	119 190	–	119 190	–
	<i>1 944 416</i>	<i>1 422 055</i>	<i>522 361</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	2 848 184 347	2 848 144 347	40 000	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord.....	74 941 798	74 941 798	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 169 295	–	1 169 295	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 299 506 357	–	1 299 506 357	–
	<i>4 223 801 797</i>	<i>2 923 086 145</i>	<i>1 300 715 652</i>	–
Crédit 25 – Remise de la dette				
Radiation de dettes de la Petite Nation Stoney Nakoda.....	515 307	505 411	9 896	–
Montants législatifs.....	33 899 758	33 880 010	19 748	–
	<i>7 071 499 293</i>	<i>4 832 142 977</i>	<i>2 239 356 316</i>	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	20 050 899	19 411 037	639 862	–
Subventions et contributions.....	7 796 000	6 724 725	1 071 275	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 000 000	–	3 000 000	–
	<i>30 846 899</i>	<i>26 135 762</i>	<i>4 711 137</i>	–
Montants législatifs.....	1 769 068	1 199 536	–	569 532
	<i>32 615 967</i>	<i>27 335 298</i>	<i>4 711 137</i>	<i>569 532</i>
Total du portefeuille ministériel.....	7 104 115 260	4 859 478 275	2 244 067 453	569 532

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord												
Relations Couronne-Autochtones	2 418 445 701	1 541 957 188	–	–	3 742 358 354	2 479 620 096	–	–	6 160 804 055	4 021 577 284	37 759 363	12 510 719
Affaires du Nord.....	241 364 450	195 355 802	1 581 716	1 422 055	486 507 398	448 530 004	–	–	729 453 564	645 307 861	–	–
Services internes.....	213 945 675	196 211 263	362 700	–	–	–	33 066 701	30 953 431	181 241 674	165 257 832	–	–
Total partiel	2 873 755 826	1 933 524 253	1 944 416	1 422 055	4 228 865 752	2 928 150 100	33 066 701	30 953 431	7 071 499 293	4 832 142 977	37 759 363	12 510 719
Revenus affectés aux dépenses	(33 066 701)	(30 953 431)	–	–	–	–	(33 066 701)	(30 953 431)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 840 689 125	1 902 570 822	1 944 416	1 422 055	4 228 865 752	2 928 150 100	–	–	7 071 499 293	4 832 142 977	37 759 363	12 510 719
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique												
Science et savoir polaires.....	8 309 186	7 086 186	–	–	7 796 000	6 724 725	–	–	16 105 186	13 810 911	–	–
Services internes.....	16 510 781	13 524 387	–	–	–	–	–	–	16 510 781	13 524 387	–	–
Total de l'organisme	24 819 967	20 610 573	–	–	7 796 000	6 724 725	–	–	32 615 967	27 335 298	–	–
Total du portefeuille ministériel	2 865 509 092	1 923 181 395	1 944 416	1 422 055	4 236 661 752	2 934 874 825	–	–	7 104 115 260	4 859 478 275	37 759 363	12 510 719

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Subventions									
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	-	1 175 343 635	412 182 935	(1 787 327)	1 585 739 243	386 908 348	1 198 830 895	-	1 738 084 279
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	-	770 580 349	343 861 458	51 858 033	1 166 299 840	1 166 299 840	-	-	842 052 678
Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales	-	98 173 878	-	(4 038 627)	94 135 251	94 135 251	-	-	94 135 251
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	-	60 025 000	-	-	60 025 000	60 025 000	-	-	58 848 000
Subvention pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	-	21 450 036	50 000 000	(11)	71 450 025	71 104 224	345 801	-	20 885 566
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels	-	8 000 000	-	-	8 000 000	8 000 000	-	-	8 000 000
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	-	1 015 358	-	(56 587)	958 771	958 771	-	-	972 385
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	-	779 530	389 765	-	1 169 295	-	1 169 295	-	-
Subventions aux Premières Nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la compétence des Premières Nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique</i>	-	600 000	1 189 888	(257 688)	1 532 200	1 532 200	-	-	392 155
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière et statistique des Premières Nations</i>	-	500 000	500 000	(500 000)	500 000	500 000	-	-	500 000
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	-	-	30 000 000	-	30 000 000	30 000 000	-	-	-
Subvention à l'Association inuite du Qikiqtani pour établir le Fonds spécial Saimaqtatgiingniq	-	-	25 000 000	-	25 000 000	25 000 000	-	-	-
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	-	-	2 693 904	-	2 693 904	2 693 904	-	-	-

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	937 967	5 063 955	5 063 955	–	–	20 569 162
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	89 900 000
Total – Subventions	–	2 140 593 774	865 817 950	46 155 760	3 052 567 484	1 852 221 493	1 200 345 991	–	2 874 339 476
Contributions									
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	–	471 210 819	1 284 777	(10 769 050)	461 726 546	456 226 546	5 500 000	–	447 898 063
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	–	126 486 336	26 137 332	10 365 183	162 988 851	125 349 062	37 639 789	–	140 015 688
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	–	108 072 989	30 299 975	(1 211 837)	137 161 127	137 127 828	33 299	–	117 487 312
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	–	47 011 832	69 415 791	(52 999 359)	63 428 264	61 925 414	1 502 850	–	45 336 099
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	34 300 468	69 320 611	12 393 356	116 014 435	80 282 517	35 731 918	–	44 223 043
Contributions servant à la prestation de services publics dans le cadre des programmes de Soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	–	32 072 997	32 914 084	11 284 451	76 271 532	76 271 532	–	–	51 730 303
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	–	24 777 716	2 000 000	4 931 159	31 708 875	31 708 875	–	–	31 450 097
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	21 919 000	(1 700 000)	(8 538 436)	11 680 564	11 923 728	(243 164)	–	42 315 093
Contributions pour appuyer l'initiative de reconstruction des nations autochtones	–	20 000 000	–	(7 091 948)	12 908 052	12 908 052	–	–	19 076 295
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	–	8 155 341	3 000 000	5 334 727	16 490 068	16 285 100	204 968	–	80 951 196
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	–	2 393 509	–	488 797	2 882 306	2 882 306	–	–	2 770 957
Contributions visant à soutenir la création et la revitalisation d'espaces culturels dans les communautés autochtones	–	–	20 000 000	8 350 588	28 350 588	8 350 588	20 000 000	–	–

Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queer, en questionnement, intersexes, androgynes et asexuelles+ autochtones disparues et assassinées.....	-	-	2 486 122	1 100 938	3 587 060	3 587 059	1	-	-
Contributions pour appuyer le logement des Métis.....	-	-	-	51 100 000	51 100 000	51 100 000	-	-	51 250 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	25 070 000
Total – Contributions	-	896 401 007	255 158 692	24 738 569	1 176 298 268	1 075 928 607	100 369 661	-	1 099 574 146
Total du Ministère	-	3 036 994 781	1 120 976 642	70 894 329	4 228 865 752	2 928 150 100	1 300 715 652	-	3 973 913 622
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
Subventions									
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	-	1 356 734	-	-	1 356 734	1 355 814	920	-	1 290 000
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires.....	-	399 266	-	-	399 266	399 266	-	-	336 571
Total – Subventions	-	1 756 000	-	-	1 756 000	1 755 080	920	-	1 626 571
Contributions									
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	-	6 040 000	-	-	6 040 000	4 969 645	1 070 355	-	2 536 293
Total de l'organisme	-	7 796 000	-	-	7 796 000	6 724 725	1 071 275	-	4 162 864
Total du portefeuille ministériel.....	-	3 044 790 781	1 120 976 642	70 894 329	4 236 661 752	2 934 874 825	1 301 786 927	-	3 978 076 486

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services internes fournis à d'autres ministères.....	33 066 701	30 953 431	31 392 012
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	33 066 701	30 953 431	31 392 012

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Fonds de prêts aux Inuit	3 930	38 111
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de paiements de transfert	345 857	141 037
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien.....	1 172 368	2 264 352
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paievements de transfert	4 684 869	173 244
Fonctionnement et entretien	364 020	7 907 085
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	16	–
	6 567 130	10 485 718
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Exploitation minière du Canada		
Droits de permis	95 550	60 454
Autres revenus provenant de droits et redevances		
Redevances – Carrières.....	530 662	661 342
	626 212	721 796
Services de nature non réglementaire.....	4 740	8 199
Autres frais et droits		
Services internes fournis à d'autres ministères.....	30 953 431	31 392 012
	31 584 383	32 122 007
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	25 580
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	35 319	33 463
Location et utilisation de biens publics	1 459 310	2 072 689
Ventes de biens et de produits d'information.....	447	55 947
Divers	7 161 633	6 310 324
	8 656 709	8 472 423
Total du ministère.....	46 812 152	51 143 839

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	163 515	103 196
Remboursement de paiements de transfert.....	24 840	25 024
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	104 946	32 098
	<hr/>	<hr/>
	293 301	160 318
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	276 469	293 063
Revenus divers		
Revenus de location.....	–	1 833
	<hr/>	<hr/>
Total de l'organisme	569 770	455 214
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	3 930	38 111
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	6 860 431	10 646 036
Ventes de biens et de services.....	31 860 852	32 415 070
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	25 580
Revenus divers	8 656 709	8 474 256
	<hr/>	<hr/>
Total du portefeuille ministériel.....	47 381 922	51 599 053

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 23

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada, Limitée

Régie canadienne de l'énergie

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Administration du pipe-line du Nord

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	440
Sommaire du portefeuille ministériel	443
Détail budgétaire par affectation	446
Responsabilités essentielles	448
Paiements de transfert	450
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	454
Revenus	454

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Ressources naturelles**Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles**

Diriger la transformation vers une économie à faible carbone en améliorant le rendement environnemental des secteurs canadiens des ressources naturelles avec l'innovation ainsi qu'une valorisation et une utilisation durables.

Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

Renforcer et promouvoir l'accès aux marchés, l'intégration et la compétitivité des secteurs canadiens des ressources naturelles à l'appui de la création d'emplois et de la croissance économique. Inclut également les paiements législatifs pour le pétrole extracôtier.

Science des ressources naturelles et atténuation des risques

Diriger des travaux de science fondamentale et partager le savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles du Canada, réduisant les répercussions des changements climatiques et atténuant les risques posés par les désastres naturels et les explosifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada, Limitée**Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs**

Énergie atomique du Canada, Limitée gère les responsabilités en matière de déclassement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs à ses sites et à d'autres sites pour lesquels le gouvernement du Canada a accepté la responsabilité. L'objectif est de réduire de façon sûre et efficace les responsabilités en matière de gestion des déchets radioactifs, en décontaminant et en déclassant les infrastructures qui ne sont plus nécessaires, en assainissant les sites et en entreposant et éliminant les déchets radioactifs de manière à protéger le public, les travailleurs et l'environnement.

Laboratoires nucléaires

Énergie atomique du Canada, Limitée facilite les travaux en science et technologie nucléaires dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la science des matériaux, de la santé, de la préparation aux situations d'urgence, de la sûreté et de l'environnement. L'objectif est de tirer profit des Laboratoires de Chalk River, le plus grand complexe scientifique et technologique du Canada, afin de fournir des produits et services en science et technologie nucléaires au gouvernement du Canada et à des tiers.

Régie canadienne de l'énergie

Surveillance de la sécurité et de l'environnement

Fixer des attentes réglementaires pour les sociétés réglementées par l'Office national de l'énergie et veiller à l'exécution tout le long du cycle de vie des activités liées à l'énergie – de la construction à l'exploitation, puis à la cessation d'exploitation. Les activités concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, des droits et tarifs, des exportations et des importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Processus décisionnel

Rendre des décisions ou formuler des recommandations à l'intention du gouverneur en conseil à l'égard de demandes, ce qui comprend la réalisation d'évaluations environnementales, au moyen de processus justes, transparents, rapides et accessibles. Les demandes concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, des droits et tarifs, des exportations et des importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Mobilisation

Mener des activités de mobilisation nationales et régionales auprès des peuples autochtones et des parties prenantes par la forme d'un dialogue ouvert, des questions, d'un partage de points de vue et d'une collaboration. Ces activités portent sur l'ensemble des décisions et des actions qui ont trait au mandat conféré par la loi.

Information sur l'énergie

Recueillir, surveiller, analyser et publier des renseignements sur les marchés et la demande d'énergie, les sources d'énergie, la sécurité et la sûreté des pipelines et des lignes internationales de transport d'électricité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission canadienne de sûreté nucléaire****Réglementation nucléaire**

La Commission réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des personnes, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire. La Commission tient à jour un cadre de réglementation, réalise des activités de délivrance de permis (y compris des examens de la protection de l'environnement), vérifie la conformité et fait appliquer la loi. La Commission s'est engagée à établir et à préserver la confiance du public et des Autochtones au moyen de processus de réglementation transparents, ouverts et inclusifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord**Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska**

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	694 982 982	–	–	694 982 982				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	22 540 739	–	22 540 739				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	30 074 019	–	30 074 019				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	46 224 383	–	46 224 383				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	1 822 435	1 822 435				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	2 854 464	2 854 464				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	6 131 259	6 131 259				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 715 663	4 715 663				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	27 040 074	27 040 074				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(424 295)	(424 295)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	(1 058 507)	(1 058 507)				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants).....	–	–	–	(722 500)	(722 500)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	(660 410)	(660 410)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(5 212 377)	(5 212 377)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5.....	–	–	–	(7 500 000)	(7 500 000)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(6 070 000)	(6 070 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	694 982 982	98 839 141	20 507 473	814 329 596	645 384 245	168 945 351	–	610 014 093
5	Dépenses en capital.....	–	13 629 040	–	–	13 629 040				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	700 000	–	700 000				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	10 938 534	–	10 938 534				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	150 000	–	150 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	7 500 000	7 500 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	60 000	60 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	1 400 894	1 400 894				
	Total – Crédit 5.....	–	13 629 040	11 788 534	8 960 894	34 378 468	20 564 097	13 814 371	–	12 558 619
10	Subventions et contributions.....	–	1 254 135 315	–	–	1 254 135 315				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	326 935 035	–	326 935 035				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	28 493 653	–	28 493 653				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	96 742 105	–	96 742 105				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	6 070 000	6 070 000				
	crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	5 700 000	5 700 000				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	2 500 000	2 500 000				
	crédit 10 (Ministère des Transports)	–	–	–	250 000	250 000				
	Virement au crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	1 254 135 315	452 170 793	15 870 000	1 722 176 108	848 056 583	874 119 525	–	472 196 692
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	60 422 325	5 545 185	(5 241 317)	60 726 193	60 726 193	–	–	61 823 487
(S)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	–	199 334 997	–	238 811 369	438 146 366	438 146 366	–	–	211 837 167
(S)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse.....	–	–	–	105 999 556	105 999 556	105 999 556	–	–	16 964 221
(S)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	–	11 677 000	–	(11 528 479)	148 521	148 521	–	–	722 583
(S)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>).....	–	3 932 500	–	(2 642 897)	1 289 603	1 289 603	–	–	(46 055)
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	7 789 409	–	–	–	7 789 409	183 742	–	7 605 667	(1 616 411)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	85 843	–	–	133 321	219 164	162 509	–	56 655	64 252
(S)	Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019</i> [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	897 139	(437 828)	459 311	459 311	–	–	2 702 861
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	14 522 803
	Total du ministère – Budgétaire.....	7 875 252	2 238 204 659	569 240 792	370 432 292	3 185 752 995	2 121 211 426	1 056 879 247	7 662 322	1 401 833 512
	Énergie atomique du Canada, Limitée									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 188 799 417	–	–	1 188 799 417				
1c	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	39 100 000	–	39 100 000				

	Virement du crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	-	-	-	405 000	405 000				
	Total – Crédit 1	-	1 188 799 417	39 100 000	405 000	1 228 304 417	1 008 769 322	219 535 095	-	935 540 678
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	5 200 000
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	1 188 799 417	39 100 000	405 000	1 228 304 417	1 008 769 322	219 535 095	-	940 740 678
	Régie canadienne de l'énergie									
	Dépenses du programme	-	97 322 173	-	-	97 322 173				
1b	Dépenses du programme.....	-	-	1	-	1				
1c	Dépenses du programme.....	-	-	200 000	-	200 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	6 837	6 837				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	524 111	524 111				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 890 857	2 890 857				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	338 029	338 029				
	Total – Crédit 1	-	97 322 173	200 001	3 759 834	101 282 008	98 366 011	2 915 997	-	88 342 824
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	10 771 018	-	232 324	11 003 342	11 003 342	-	-	10 248 179
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	209	-	-	-	209	-	209	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 241 925
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	209	108 093 191	200 001	3 992 158	112 285 559	109 369 353	2 916 206	-	99 832 928
	Commission canadienne de sûreté nucléaire									
1	Dépenses du programme	-	41 081 316	-	-	41 081 316				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	-	-	-	14 806	14 806				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	-	-	-	87 000	87 000				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	238 777	238 777				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	262 114	262 114				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 754 829	1 754 829				
	Total – Crédit 1	-	41 081 316	-	2 357 526	43 438 842	35 111 799	8 327 043	-	34 910 780
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	4 416 994	-	8 962 330	13 379 324	13 379 324	-	-	13 648 457
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	5 870 868	98 250 551	-	(4 754 311)	99 367 108	94 980 845	-	4 386 263	90 967 784
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	19 167	-	-	69 000	88 167	68 330	-	19 837	-
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	5 890 035	143 748 861	-	6 634 545	156 273 441	143 540 298	8 327 043	4 406 100	139 527 021
	Administration du pipe-line du Nord									
1	Dépenses du programme	-	540 000	-	-	540 000	248 085	291 915	-	228 027
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	31 820	-	(24 213)	7 607	7 607	-	-	8 142
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	571 820	-	(24 213)	547 607	255 692	291 915	-	236 169
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	13 765 496	3 679 417 948	608 540 793	381 439 782	4 683 164 019	3 383 146 091	1 287 949 506	12 068 422	2 582 170 308

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Ressources naturelles				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	730 766 671	658 125 051	72 641 620	–
Commission d'établissement de soldats – Manitoba	29 548	29 547	1	–
Commission de la frontière internationale	2 118 804	1 619 645	499 159	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre résineux	1 752 787	1 561 069	191 718	–
Solutions innovatrices Canada	918 383	918 383	–	–
ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	1 584 916	174 958	1 409 958	–
Programme de reconnaissance des travailleurs atomiques	465 226	245 108	220 118	–
Affectations bloquées				
Report.....	99 967 912	–	99 967 912	–
Transfert/réaffectation	2 594 097	–	2 594 097	–
Réduction	3 250 000	–	3 250 000	–
Autre	2 298 773	–	2 298 773	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(31 417 521)	(17 289 516)	(14 128 005)	–
	<i>814 329 596</i>	<i>645 384 245</i>	<i>168 945 351</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	27 593 253	20 449 155	7 144 098	–
Commission de la frontière internationale – Section canadienne	114 942	114 942	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 628 290	–	6 628 290	–
Transfert/réaffectation	41 983	–	41 983	–
	<i>34 378 468</i>	<i>20 564 097</i>	<i>13 814 371</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 018 442 468	834 063 575	184 378 893	–
Solutions innovatrices Canada	2 000 000	2 000 000	–	–
ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	11 993 008	11 993 008	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	689 740 632	–	689 740 632	–
	<i>1 722 176 108</i>	<i>848 056 583</i>	<i>874 119 525</i>	–
Montants législatifs.....	614 868 823	607 206 501	–	7 662 322
	3 185 752 995	2 121 211 426	1 056 879 247	7 662 322
Énergie atomique du Canada, Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	1 074 077 775	896 014 194	178 063 581	–
Budget en capital.....	142 305 000	112 755 128	29 549 872	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 921 642	–	11 921 642	–
	1 228 304 417	1 008 769 322	219 535 095	–

Régie canadienne de l'énergie

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	97 984 485	97 176 481	808 004	–
Subventions et contributions	2 364 068	1 042 825	1 321 243	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	343 455	146 705	196 750	–
Affectations bloquées				
Réduction	590 000	–	590 000	–
	<i>101 282 008</i>	<i>98 366 011</i>	<i>2 915 997</i>	–
Montants législatifs.....	11 003 551	11 003 342	209	–
	112 285 559	109 369 353	2 916 206	–

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	40 523 375	32 196 332	8 327 043	–
Subventions et contributions	2 915 467	2 915 467	–	–
	<i>43 438 842</i>	<i>35 111 799</i>	<i>8 327 043</i>	–
Montants législatifs.....	112 834 599	108 428 499	–	4 406 100
	156 273 441	143 540 298	8 327 043	4 406 100

Administration du pipe-line du Nord

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	540 000	248 085	291 915	–
Montants législatifs.....	7 607	7 607	–	–
	547 607	255 692	291 915	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 683 164 019	3 383 146 091	1 287 949 506	12 068 422

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire												Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice		
Ministère des Ressources naturelles														
Valorisation novatrice et durable														
des ressources naturelles	423 109 277	289 584 348	9 850 655	9 014 835	1 359 796 329	547 837 280	23 859 308	13 267 679	1 768 896 953	833 168 784	–	–	–	–
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	79 158 060	68 961 194	213 203	175 735	779 380 500	732 942 290	307 200	19 291	858 444 563	802 059 928	–	–	–	–
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	228 609 387	214 224 943	20 365 934	10 283 244	129 042 636	113 320 370	12 543 303	11 055 517	365 474 654	326 773 040	–	–	–	–
Services internes	189 139 268	158 270 510	3 948 676	1 090 283	–	–	151 119	151 119	192 936 825	159 209 674	–	–	–	–
Total partiel	920 015 992	731 040 995	34 378 468	20 564 097	2 268 219 465	1 394 099 940	36 860 930	24 493 606	3 185 752 995	2 121 211 426	–	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(36 860 930)	(24 493 606)	–	–	–	–	(36 860 930)	(24 493 606)	–	–	–	–	–	–
Total du ministère.....	883 155 062	706 547 389	34 378 468	20 564 097	2 268 219 465	1 394 099 940	–	–	3 185 752 995	2 121 211 426	–	–	–	–
Énergie atomique du Canada, Limitée														
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs.....	808 337 042	747 720 000	–	–	–	–	–	–	808 337 042	747 720 000	–	–	–	–
Laboratoires nucléaires.....	266 416 435	261 049 322	153 550 940	–	–	–	–	–	419 967 375	261 049 322	–	–	–	–
Total de l'organisme	1 074 753 477	1 008 769 322	153 550 940	–	–	–	–	–	1 228 304 417	1 008 769 322	–	–	–	–
Régie canadienne de l'énergie														
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	25 770 209	24 544 585	–	–	–	–	–	–	25 770 209	24 544 585	–	–	–	–
Processus décisionnel	17 894 732	16 680 022	–	–	2 364 068	1 042 825	–	–	20 258 800	17 722 847	–	–	–	–
Mobilisation	11 089 417	8 732 565	–	–	–	–	–	–	11 089 417	8 732 565	–	–	–	–
Information sur l'énergie.....	8 208 531	8 716 482	–	–	–	–	–	–	8 208 531	8 716 482	–	–	–	–
Services internes.....	46 958 602	49 652 874	–	–	–	–	–	–	46 958 602	49 652 874	–	–	–	–
Total de l'organisme	109 921 491	108 326 528	–	–	2 364 068	1 042 825	–	–	112 285 559	109 369 353	–	–	–	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire														
Réglementation nucléaire	104 809 846	93 682 639	–	–	2 915 467	2 915 467	–	–	107 725 313	96 598 106	–	–	–	–
Services internes.....	48 548 128	46 942 192	–	–	–	–	–	–	48 548 128	46 942 192	–	–	–	–
Total de l'organisme	153 357 974	140 624 831	–	–	2 915 467	2 915 467	–	–	156 273 441	143 540 298	–	–	–	–

**Administration du pipe-line
du Nord**

Surveiller et réglementer la
planification et la construction de
la partie canadienne du projet de
gazoduc de la route de l'Alaska

	547 607	255 692	-	-	-	-	-	-	-	547 607	255 692	-	-
Total de l'organisme	547 607	255 692	-	-	-	-	-	-	-	547 607	255 692	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 221 735 611	1 964 523 762	187 929 408	20 564 097	2 273 499 000	1 398 058 232	-	-	4 683 164 019	3 383 146 091	-	-	

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles									
Subventions									
Subventions à l'appui de rénovations maisons	–	210 000 000	–	–	210 000 000	53 610 498	156 389 502	–	–
Subventions pour appuyer les défis des technologies propres.....	–	22 959 734	2 806 590	–	25 766 324	21 400 000	4 366 324	–	2 972 737
Subventions à l'appui de la sensibilisation et l'engagement, l'efficacité énergétique et l'innovation énergétique.....	–	3 563 333	1 000 000	–	4 563 333	4 124 215	439 118	–	3 023 110
Subventions à l'appui de solutions innovatrices Canada	–	1 980 000	303 250	70 000	2 353 250	2 000 000	353 250	–	1 746 750
Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	1 800 000	(1 000 000)	–	800 000	–	800 000	–	–
Subventions à l'appui de la géoscience	–	1 245 000	–	–	1 245 000	1 200 062	44 938	–	15 000
Subventions à l'appui de l'Amélioration de la diversité dans la main-d'œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d'innovation forestière	–	150 000	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	–	12 600 000	–	12 600 000	12 166 000	434 000	–	–
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	–	–	1 000 000	–	1 000 000	1 000 000	–	–	–
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes	–	–	500 000	–	500 000	312 000	188 000	–	–
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification.....	–	–	200 000	–	200 000	100 000	100 000	–	–
Total — Subventions	–	241 698 067	3 109 840	(80 000)	244 727 907	82 334 775	162 393 132	–	7 757 597
Contributions									
Contributions à l'appui du Fonds de réduction des émissions	–	559 855 905	121 500 536	–	681 356 441	127 146 617	554 209 824	–	28 583 574
Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	55 861 965	11 010 735	–	66 872 700	33 593 405	33 279 295	–	29 968 132
Déploiements des nouvelles énergies renouvelables.....	–	39 328 138	–	–	39 328 138	21 600 290	17 727 848	–	35 212 974
Contribution à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière.....	–	39 300 000	17 406 600	–	56 706 600	47 449 263	9 257 337	–	20 693 994
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro.....	–	34 100 000	17 168 812	–	51 268 812	27 470 228	23 798 584	–	15 858 038
Programme d'innovation énergétique	–	31 942 312	1 600 000	900 000	34 442 312	41 332 565	(6 890 253)	–	37 010 356
Programme d'innovation sur la croissance propre dans les secteurs des ressources naturelles	–	28 226 626	–	–	28 226 626	26 666 338	1 560 288	–	35 917 996
Programme de réseaux électriques intelligents	–	24 087 345	–	–	24 087 345	17 041 921	7 045 424	–	20 285 540
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie.....	–	24 813 000	–	–	24 813 000	23 059 584	1 753 416	–	29 816 699

Infrastructures pour les véhicules électriques et les carburants de remplacement.....	-	23 970 000	-	-	23 970 000	20 748 447	3 221 553	-	18 986 864
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette – Phase II	-	23 000 000	6 000 000	-	29 000 000	28 796 255	203 745	-	8 207 583
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique.....	-	20 170 214	-	(500 000)	19 670 214	13 167 971	6 502 243	-	14 890 346
Contribution à l'appui de la gestion du dendroctone du pin ponderosa en Alberta	-	18 960 000	6 833 045	-	25 793 045	11 936 189	13 856 856	-	8 333 911
Contributions pour appuyer le développement des marchés	-	17 850 000	-	-	17 850 000	14 997 306	2 852 694	-	14 507 289
Programme de construction verte en bois	-	15 719 000	-	-	15 719 000	9 635 754	6 083 246	-	9 291 043
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	-	13 996 697	3 970 000	-	17 966 697	9 204 656	8 762 041	-	10 260 044
Contributions à l'appui des mesures d'accommodement pour le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	-	13 500 000	2 472 567	14 200 000	30 172 567	23 676 244	6 496 323	-	10 716 052
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones.....	-	6 000 000	-	-	6 000 000	4 860 388	1 139 612	-	6 244 792
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques.....	-	5 103 390	-	-	5 103 390	4 984 508	118 882	-	5 110 872
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones.....	-	4 333 000	-	-	4 333 000	1 469 732	2 863 268	-	4 423 104
Contributions à l'appui des alertes sismiques précoces	-	4 000 000	-	-	4 000 000	3 210 143	789 857	-	-
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière.....	-	2 368 000	-	-	2 368 000	2 368 000	-	-	2 368 000
Contributions à l'appui de résilience aux feux de forêt.....	-	2 050 000	-	-	2 050 000	2 387 421	(337 421)	-	1 186 861
Contributions pour les défis des technologies propres	-	908 288	743 078	-	1 651 366	7 497 411	(5 846 045)	-	17 886 445
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétence jeunesse	-	558 000	42 917 647	-	43 475 647	41 531 267	1 944 380	-	1 817 715
Contributions à l'appui du Fonds d'aide financière aux participants pour les consultations auprès des Autochtones.....	-	537 583	-	-	537 583	1 775 434	(1 237 851)	-	2 063 165
Programme GéoConnexions.....	-	500 000	-	-	500 000	500 000	-	-	492 270
Contribution en appui à la cybersécurité et à la protection de l'infrastructure énergétique essentielle	-	409 785	-	-	409 785	523 032	(113 247)	-	768 337
Contributions à l'appui de la phase de nettoyage de l'installation minière d'uranium de Gunnar.....	-	398 000	-	-	398 000	-	398 000	-	-
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones aux dialogues.....	-	300 000	-	-	300 000	683 895	(383 895)	-	359 675
Contributions à l'appui de la recherche	-	290 000	2 959 893	250 000	3 499 893	3 185 544	314 349	-	4 508 390
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification.....	-	-	74 648 040	-	74 648 040	100 081 596	(25 433 556)	-	-
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	-	-	61 500 000	600 000	62 100 000	860 000	61 240 000	-	-
Contributions pour accroître les forêts canadiennes.....	-	-	59 000 000	-	59 000 000	58 835 415	164 585	-	-
Contributions à l'appui de projets de pré-développement d'interconnexions stratégiques	-	-	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000	-	-
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	-	-	30 000	-	30 000	-	30 000	-	-
Contributions à l'appui de rénovations maisons	-	-	-	500 000	500 000	19 866 989	(19 366 989)	-	-

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	–	199 334 997	–	238 811 369	438 146 366	438 146 366	–	–	211 837 167
(S) Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôticières (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	–	11 677 000	–	(11 528 479)	148 521	148 521	–	–	722 583
(S) Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôticières (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôticières</i>)	–	3 932 500	–	(2 642 897)	1 289 603	1 289 603	–	–	(46 055)
(S) Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019</i> [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	897 139	(437 828)	459 311	459 311	–	–	2 702 861
(S) Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	105 999 556	105 999 556	105 999 556	–	–	16 964 221
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	83 191 837
Total – Contributions	–	1 227 381 745	435 658 092	346 151 721	2 009 191 558	1 298 187 165	711 004 393	–	711 142 675
Total du ministère.....	–	1 469 079 812	438 767 932	346 071 721	2 253 919 465	1 380 521 940	873 397 525	–	718 900 272
Régie canadienne de l'énergie									
Subventions									
Programme d'aide financière aux participants									
Subventions aux participants est d'encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de l'Office national de l'énergie	–	750 000	100 001	–	850 001	228 000	622 001	–	20 000
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants									
Contribution pour encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de l'Office national de l'énergie	–	1 614 067	(100 000)	–	1 514 067	814 825	699 242	–	1 272 692
Total de l'organisme	–	2 364 067	1	–	2 364 068	1 042 825	1 321 243	–	1 292 692
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	–	75 000	–	(12 000)	63 000	63 000	–	–	75 000

Contributions									
Programme d'aide financière aux participants	-	925 000	-	117 518	1 042 518	1 042 518	-	-	1 109 148
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties.....	-	770 000	-	1 039 949	1 809 949	1 809 949	-	-	1 919 336
Total – Contributions	-	1 695 000	-	1 157 467	2 852 467	2 852 467	-	-	3 028 484
Total de l'organisme	-	1 770 000	-	1 145 467	2 915 467	2 915 467	-	-	3 103 484
Total du portefeuille ministériel.....	-	1 473 213 879	453 067 933	347 217 188	2 273 499 000	1 398 058 232	875 440 768	-	723 296 448

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles			
Vente de biens et de services.....	23 661 708	13 184 414	12 093 765
Revenus divers.....	197 600	83 265	94 421
	23 859 308	13 267 679	12 188 186
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale			
Vente de biens et de services.....	20 000	19 291	9 960
Revenus divers.....	287 200	–	–
	307 200	19 291	9 960
Science des ressources naturelles et atténuation des risques			
Vente de biens et de services.....	9 699 894	9 649 830	8 782 527
Revenus divers.....	2 843 409	1 405 687	1 328 819
	12 543 303	11 055 517	10 111 346
Services internes			
Vente de biens et de services.....	151 119	151 119	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	36 860 930	24 493 606	22 309 492

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	1 447 807	2 135 230
Recouvrements de paiements de transfert	902 659	593 745
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	10 678 607	8 462 688
	13 029 073	11 191 663
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	326 492 387	172 058 786
Licences et permis.....	1 645 735	1 674 837
	328 138 122	173 733 623
Location et utilisation de biens publics	1 131 810	1 054 973
Services de nature réglementaire	1 752 177	1 306 712
Services de nature non réglementaire.....	17 665 959	16 124 018
Ventes de biens et de produits d'information		
Graphiques, cartes et plans.....	1 074 356	549 669
Ventes d'autres produits	963 698	540 928
	2 038 054	1 090 597
Autres frais et droits		
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	151 118	122 378
Divers	220 123 090	2 418 777
	220 274 208	2 541 155
	571 000 330	195 851 078
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	133 321	85 843
Revenus divers		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	30 137	(69 042)
Frais pour garanties de prêts	14 423 974	14 500 000
	14 454 111	14 430 958
Total du ministère.....	598 616 835	221 559 542

Revenus – fin

(in dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Régie canadienne de l'énergie			Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	41 524	138 824	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	88 ¹
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	110 156	31 591			
	151 680	170 415			
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	250	250	Droits et privilèges.....	27 594	27 594
Services de nature réglementaire	121 268 812	123 787 144	Services de nature réglementaire	255 692	238 539
Autres frais et droits				283 286	266 133
Autres frais et droits	100 000	120 000			
Revenus reportés	14 752	50			
	114 752	120 050			
	121 383 814	123 907 194			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	209	Total de l'organisme	283 286	266 221¹
Revenus divers					
Autres revenus divers	32 302	8 772	Sommaire du portefeuille ministériel		
Total de l'organisme	121 567 796	124 086 840	Autres revenus		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 853 729	11 806 115
			Ventes de biens et de services.....	808 241 667	434 110 723
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	202 321	105 219
			Revenus divers	14 519 515	14 442 380
			Total du portefeuille ministériel.....	836 932 234	460 464 437
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	491 912	264 574			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	181 064	179 375			
	672 976	443 949			
Ventes de biens et de services					
Services de nature réglementaire					
Revenus reportés	54 464	80 652			
Recouvrement de frais	115 634 775	114 005 416			
	115 689 239	114 086 068			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	69 000	19 167			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	33 071	(450)			
Autres revenus divers	31	3 100			
	33 102	2 650			
Total de l'organisme	116 464 317	114 551 834			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 24

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Revenu national

Agence du revenu du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	458
Sommaire du portefeuille ministériel	459
Détail budgétaire par affectation	461
Responsabilités essentielles	462
Paievements de transfert	463
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	464
Revenus	464

Description des responsabilités essentielles**Agence du revenu du Canada****Impôt**

S'assurer que le système fiscal d'autocotisation du Canada est maintenu en fournissant aux contribuables le soutien et les renseignements nécessaires pour comprendre et pour respecter leurs obligations fiscales, et prendre des mesures d'observation et d'exécution au besoin pour maintenir l'intégrité du système, en offrant des moyens de recours lorsque les contribuables pourraient être en désaccord avec une cotisation ou une décision.

Prestations

S'assurer que les Canadiens obtiennent le soutien et les renseignements dont ils ont besoin pour obtenir l'appui et les renseignements nécessaires pour savoir quelles sont les prestations auxquels ils pourraient avoir droit, pour qu'ils reçoivent leurs paiements de prestations en temps opportun, et qu'ils aient des moyens de recours lorsqu'ils sont en désaccord avec une décision sur leur admissibilité aux prestations.

Ombudsman des contribuables

Les Canadiens ont accès à un examen crédible et indépendant des plaintes liées au service au sujet de l'Agence du revenu du Canada.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	474 968 134	3 674 646 582	–	–	4 149 614 716				
1a	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	248 046 301	–	248 046 301				
1c	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	212 792 082	–	212 792 082				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	106 500	106 500				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	11 746 504	11 746 504				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	30 900 170	30 900 170				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 744 813	3 744 813				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	60 206 632	60 206 632				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	474 968 134	3 674 646 582	460 838 383	106 696 286	4 717 149 385	4 038 060 959	8 714 638	670 373 788	3 904 606 162
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	12 649 740	72 928 583	–	–	85 578 323				
5a	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	4 313 497	–	4 313 497				
5c	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	23 882 117	–	23 882 117				
	Total – Crédit 5	12 649 740	72 928 583	28 195 614	–	113 773 937	70 185 516	–	43 588 421	76 464 375
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	484 808 699	85 527 294	27 337 256	597 673 249	597 673 249	–	–	585 801 011
(S)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Montants adjugés par une cour – Cour canadienne de l'impôt	–	–	–	12 222 013	12 222 013	12 222 013	–	–	4 377 507
(S)	Montants adjugés par la Cour suprême du Canada	–	–	–	8 682	8 682	8 682	–	–	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 418	1 418	1 418	–	–	–
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	4 413	4 413	4 413	–	–	–
(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	–	373 000 000	–	(582 724)	372 417 276	372 417 276	–	–	381 821 812

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	–	279 322 693	–	304 881 824	584 204 517	584 204 517	–	–	348 161 271
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	62 658	62 658	62 658	–	–	92 874
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	5 856 000 000	–	(2 094 059 032)	3 761 940 968	3 761 940 968	–	–	4 546 974 222
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	25 000 000	–	27 422 245	52 422 245	52 422 245	–	–	18 451 056
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	117 158 449
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	487 617 874	10 765 797 057	574 561 291	(1 616 004 761)	10 211 971 461	9 489 294 614	8 714 638	713 962 209	9 983 997 939

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence du revenu du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget de fonctionnement.....	4 661 442 666	4 003 342 556	–	658 100 110
Subventions et contributions	2 693 181	936 610	–	1 756 571
Enveloppe de l'aide internationale	1 299 879	1 299 879	–	–
Initiatives publicitaires	8 206 106	8 206 106	–	–
Fiducies non-résidentes et biens d'un fonds de placement non-résident.....	18 799 271	16 119 904	–	2 679 367
Locaux et services de biens immobiliers	309 620 242	309 620 242	–	–
Paiements au Québec pour l'administration de la TPS	149 891 822	142 054 082	–	7 837 740
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	234 638	–	234 638	–
Réduction	8 480 000	–	8 480 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(443 518 420)	(443 518 420)	–	–
	4 717 149 385	4 038 060 959	8 714 638	670 373 788
Crédit 5 – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget en capital.....	111 348 221	67 759 800	–	43 588 421
Enveloppe de l'aide internationale	2 425 716	2 425 716	–	–
	113 773 937	70 185 516	–	43 588 421
Montants législatifs.....	5 381 048 139	5 381 048 139	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	10 211 971 461	9 489 294 614	8 714 638	713 962 209

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence du revenu du Canada												
Impôt	4 653 260 270	4 243 090 956	91 628 810	62 346 570	2 693 181	936 610	355 738 635	355 738 635	4 391 843 626	3 950 635 501	-	-
Prestations	241 946 188	217 252 555	28 000	19 577	4 186 780 489	4 186 780 489	928 906	928 906	4 427 825 771	4 403 123 715	-	-
Ombudsman des contribuables	4 610 789	4 049 529	-	-	-	-	-	-	4 610 789	4 049 529	-	-
Services internes	1 452 425 027	1 210 517 379	22 117 127	7 819 369	-	-	86 850 879	86 850 879	1 387 691 275	1 131 485 869	-	-
Total partiel	6 352 242 274	5 674 910 419	113 773 937	70 185 516	4 189 473 670	4 187 717 099	443 518 420	443 518 420	10 211 971 461	9 489 294 614	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(443 518 420)	(443 518 420)	-	-	-	-	(443 518 420)	(443 518 420)	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	5 908 723 854	5 231 391 999	113 773 937	70 185 516	4 189 473 670	4 187 717 099	-	-	10 211 971 461	9 489 294 614	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada									
Autres paiements de transfert									
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	–	2 693 181	–	–	2 693 181	936 610	–	1 756 571	–
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	5 856 000 000	–	(2 094 059 032)	3 761 940 968	3 761 940 968	–	–	4 546 974 222
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>).....	–	373 000 000	–	(582 724)	372 417 276	372 417 276	–	–	381 821 812
(S) Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	25 000 000	–	27 422 245	52 422 245	52 422 245	–	–	18 451 056
Total du portefeuille ministériel.....	–	6 256 693 181	–	(2 067 219 511)	4 189 473 670	4 187 717 099	–	1 756 571	4 947 247 090

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impôt	355 738 635	355 738 635	384 389 791
Prestations	928 906	928 906	1 061 982
Services internes	86 850 879	86 850 879	88 736 974
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	443 518 420	443 518 420	474 188 747

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence du revenu du Canada		
Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu		
Particuliers	169 640 667 240	145 687 228 764
Sociétés		
Sociétés	76 457 846 892	51 641 060 291
Subvention salariale d'urgence du Canada	(22 290 562 456)	(80 166 052 598)
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	(3 701 803 810)	(4 045 047 336)
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	(1 067 802 270)	–
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – industrie)	(1 502 972 755)	–
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – confinement)	(146 558 333)	–
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – industrie)	(510 815 194)	–
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – confinement)	(53 385 224)	–
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (salaire)	(135 622 584)	–
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (loyer)	(390 053 499)	–
	46 658 270 767	(32 570 039 643)
Non-résidents	10 788 887 783	8 106 937 244
	227 087 825 790	121 224 126 365
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	26 655 872 474	23 287 681 851
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(2 924 160 723)	(3 152 913 992)
Crédit aux particuliers	(5 073 094 348)	(10 417 969 000)
	18 658 617 403	9 716 798 859
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	4 064 881 369	3 696 423 842
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel		
Essence d'aviation et carboréacteur	87 947 417	56 357 499
Combustible diesel	1 180 009 930	1 115 517 793
	1 267 957 347	1 171 875 292

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Droits d'accise			Ventes de biens et de produits d'information		
Spiritueux.....	920 217 787	900 611 796	Publications, cartes géographiques et marines de l'État.....	92 552	79 060
Bière.....	589 405 051	609 289 310	Autres frais et droits		
Spiritueux rafraîchissants.....	89 771 052	83 700 283	Frais d'administration pour titres non payés.....	225	510
Vin.....	311 015 175	328 457 737	Régime d'avantages sociaux des employés – Recouvrements		
Cigarettes.....	1 763 686 952	1 845 043 209	de coûts non disponibles pour être dépensés.....	89 432 023	36 712 880
Cigares.....	6 053 570	5 023 963	Divers.....	12 241	15 155
Tabac manufacturé.....	50 398 097	57 063 049		89 444 489	36 728 545
Produits du cannabis.....	160 243 306	108 903 363		1 115 988 306	858 332 512
	3 890 790 990	3 938 092 710	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	62 658	92 874
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre.....	8	–	Revenus divers		
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien.....	412 743 007	10 786 431	Intérêts et pénalités		
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication			Impôt sur le revenu des particuliers.....	3 021 564 777	1 660 840 760
Climatiseurs pour automobiles.....	129 576 698	136 853 400	Impôt sur le revenu des sociétés.....	1 660 400 928	1 339 088 270
Primes d'assurance.....	17 779 731	13 268 004	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente		
Écoprélèvement.....	6 649 973	3 976 914	harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane		
	154 006 402	154 098 318	et autres droits pour la sécurité des passagers		
Total des revenus fiscaux.....	255 536 822 316	139 912 201 817	du transport aérien.....	983 105 954	760 955 694
Autres revenus				5 665 071 659	3 760 884 724
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Intérêts payés sur les remboursements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	5 953 285	7 348 303	Impôt sur le revenu des particuliers.....	(119 464 331)	(116 049 919)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	1 269 708	3 332 416	Impôt sur le revenu des sociétés.....	(347 830 017)	(133 370 464)
	7 222 993	10 680 719	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente		
Ventes de biens et de services			harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation		
Droits et privilèges.....	225 000	225 000	et taxe d'accise.....	(61 869 696)	(57 598 387)
Services de nature réglementaire				(529 164 044)	(307 018 770)
Frais de perception d'assurance-emploi et du <i>Régime</i>			Dons à l'État.....	215 215	190 369
<i>de pensions du Canada</i>	443 518 420	474 188 747	Autres revenus divers		
Frais d'entente anticipée en matière de prix.....	1 716 989	1 819 707	Gain net de change.....	6 810	2 861
Divers.....	–	380	Amendes imposées par le tribunal.....	2 599 937	2 749 504
Revenus reportés.....	(152 467)	(230 462)	Redevance sur les combustibles.....	6 105 962 627	4 218 576 418
	445 082 942	475 778 372	Recouvrement d'avantages sociaux des employés.....	59 806 007	93 868 226
Services de nature non réglementaire			Autres.....	2 015 785	1 580 202
Frais administratifs des programmes provinciaux.....	117 318 020	94 796 671		6 170 391 166	4 316 777 211
Autres ministères du gouvernement – Recouvrements				11 306 513 996	7 770 833 534
de coûts.....	463 585 864	250 390 633	Total des autres revenus.....	12 429 787 953	8 639 939 639
Divers.....	239 439	334 231	Total du portefeuille ministériel.....	267 966 610 269	148 552 141 456
	581 143 323	345 521 535			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 25

Comptes publics du Canada 2021-2022

Santé

Ministère de la Santé

Agence canadienne d'inspection des aliments

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	468
Sommaire du portefeuille ministériel	470
Détail budgétaire par affectation	475
Responsabilités essentielles	478
Paiements de transfert	480
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	483
Revenus	483

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Santé**Systèmes de soins de santé**

Santé Canada joue un rôle de chef de file à l'échelle nationale pour ce qui est d'appuyer et de promouvoir des systèmes de soins de santé flexibles et durables, qui assurent aux Canadiens l'accès à des services de soins de santé adéquats et efficaces.

Protection et promotion de la santé

Santé Canada collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'évaluation, à la gestion et à la communication des risques et des avantages pour la santé et la sécurité associés aux produits de santé et de communication, aux aliments, aux produits chimiques, aux pesticides, aux facteurs environnementaux, au tabac et aux produits de vapotage, au cannabis, et aux substances contrôlées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'inspection des aliments**Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains**

Protéger les Canadiens en préservant le système alimentaire canadien et les ressources animales et végétales sur lesquels nous nous fions et en soutenant l'économie canadienne par le commerce de biens canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada**Financement de la recherche et de la formation en santé**

Les Instituts de recherche en santé du Canada sont l'organisme chargé d'investir dans la recherche en santé. En finançant l'excellence en recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada appuient la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé des Canadiens, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de

renforcer le système de santé au Canada. Pour ce faire, ils fournissent des subventions qui financent la recherche en santé ainsi que la formation et le soutien professionnel de la génération actuelle de chercheurs et de la suivante.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Réglementer les prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés réglemente les prix des médicaments brevetés en établissant les prix plafonds non excessifs et en prenant des mesures d'application de la loi devant le Conseil en cas de non-conformité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Prévention et contrôle des maladies infectieuses

Protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les maladies infectieuses en prévoyant, en détectant, en évaluant et en traitant les éclosions et les nouvelles menaces; contribuer à la prévention, au contrôle et à la réduction de la propagation des maladies infectieuses chez les Canadiens et les Canadiennes.

Sécurité sanitaire

Se préparer aux événements de santé publique et aux urgences et les traiter; aborder les risques pour la santé et la sécurité associés à l'utilisation d'agents pathogènes et de toxines; aborder les risques en santé publique associés aux voyages.

Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques

Promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes de tous âges en effectuant des activités de surveillance et de recherche en santé publique en appuyant les projets communautaires qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités en matière de santé ainsi qu'aux facteurs de risque ou de protection qui sont essentiels à la promotion d'une meilleure santé et à la prévention des maladies chroniques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 141 052 704	–	–	1 141 052 704				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	154 556 730	–	154 556 730				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	83 400 181	–	83 400 181				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	3 724 376 371	–	3 724 376 371				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	600 000	600 000				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	520 625	520 625				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	200 000	200 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	19 850 642	19 850 642				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	9 042 954	9 042 954				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	47 820 153	47 820 153				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	10 898 914	10 898 914				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(245 000 000)	(245 000 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(3 175 000)	(3 175 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(94 300)	(94 300)				
	crédit 10 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(750 000)	(750 000)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(257 604)	(257 604)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 141 052 704	3 962 333 282	(160 351 949)	4 943 034 037	1 748 040 957	3 194 993 080	–	911 711 901
5	Dépenses en capital.....	–	17 505 187	–	–	17 505 187				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	424 000	–	424 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	812 000	812 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	2 343 231	2 343 231				
	Total – Crédit 5.....	–	17 505 187	424 000	3 155 231	21 084 418	16 665 249	4 419 169	–	18 964 138
10	Subventions et contributions.....	–	2 538 934 868	–	–	2 538 934 868				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	835 471 874	–	835 471 874				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	96 517 786	–	96 517 786				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	9 934 194	–	9 934 194				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(20 321 000)	(20 321 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(75 000)	(75 000)				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(2 179 000)	(2 179 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(2 526 995)	(2 526 995)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(467 119)	(467 119)				
	Total – Crédit 10.....	–	2 538 934 868	941 923 854	(25 569 114)	3 455 289 608	3 250 849 610	204 439 998	–	1 890 155 714

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	113 752 508	18 277 839	(3 986 740)	128 043 607	128 043 607	–	–	121 770 044
(S)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	90 500	–	37 992	128 492	128 492	–	–	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	82 483	–	–	215 223	297 706	88 808	–	208 898	123 163
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	265 000	265 000	265 000	–	–	–
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	–	–	–	6 923	6 923	6 923	–	–	15 128
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la Loi sur le ministère de la Santé.....	–	51 462 891	–	138 356 329	189 819 220	189 819 220	–	–	123 202 980
(S)	Paiements relatifs à des tests de la COVID-19.....	–	–	–	710 876 835	710 876 835	710 876 835	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	50 620 675
	Total du ministère – Budgétaire.....	82 483	3 862 798 658	4 922 958 975	663 005 730	9 448 845 846	6 044 784 701	3 403 852 247	208 898	3 116 652 943
	Agence canadienne d'inspection des aliments									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	608 899 997	–	–	608 899 997				
1a	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	–	28 574 835	–	28 574 835				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	–	17 623 704	–	17 623 704				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	80 777	80 777				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 531 846	1 531 846				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 290 979	6 290 979				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	17 354 066	17 354 066				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	(600 000)	(600 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(58 333)	(58 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	608 899 997	46 198 539	24 599 335	679 697 871	672 493 842	7 204 029	–	671 065 891
5	Dépenses en capital.....	–	29 762 978	–	–	29 762 978				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	83 314	–	83 314				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	1 060 000	1 060 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	2 934 044	2 934 044				
	Total – Crédit 5.....	–	29 762 978	83 314	3 994 044	33 840 336	23 874 546	9 965 790	–	22 383 733
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	81 539 424	8 863 891	(10 526 773)	79 876 542	79 876 542	–	–	75 881 687
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 30 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	47 814 310	53 000 000	–	8 344 943	109 159 253	44 186 355	–	64 972 898	29 669 629
(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux et autorisés en vertu de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments (L.C. (1997) ch. 6).....	–	12 500 000	–	(8 683 636)	3 816 364	3 816 364	–	–	10 346 580
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	27 751	–	–	103 728	131 479	102 400	–	29 079	204 932
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	98 763	98 763	98 763	–	–	11 158
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	–	–	–	22	22	22	–	–	9
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	47 842 061	785 702 399	55 145 744	17 930 426	906 620 630	824 448 834	17 169 819	65 001 977	809 563 619

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Instituts de recherche en santé du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	62 871 989	–	–	62 871 989				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 766 625	–	2 766 625				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	488 824	–	488 824				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	300 232	300 232				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	275 000	275 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 125	2 125				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	88 635	88 635				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 896 565	2 896 565				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(1 459 919)	(1 459 919)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	62 871 989	3 255 449	2 092 638	68 220 076	61 439 597	6 780 479	–	56 644 229
5	Subventions	–	1 183 828 164	–	–	1 183 828 164				
5a	Subventions	–	–	111 040 000	–	111 040 000				
5b	Subventions	–	–	15 000 000	–	15 000 000				
5c	Subventions	–	–	5 925 287	–	5 925 287				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	94 300	94 300				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 5 (Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie).	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	122 758	122 758				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	75 000	75 000				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	7 692 657	7 692 657				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(5 600 000)	(5 600 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(750 000)	(750 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(835 000)	(835 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 183 828 164	131 965 287	1 224 715	1 317 018 166	1 315 234 184	1 783 982	–	1 235 880 411
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 206 377	590 128	(171 022)	7 625 483	7 625 483	–	–	7 307 938
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	203 628 982
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 253 906 530	135 810 864	3 146 331	1 392 863 725	1 384 299 264	8 564 461	–	1 503 461 560

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés										
1	Dépenses du programme.....	–	17 580 493	–	–	17 580 493				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	112 409	112 409				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	445 644	445 644				
	Total – Crédit 1.....	–	17 580 493	–	560 553	18 141 046	11 180 049	6 960 997	–	14 038 491
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	1 311 829	–	(152 469)	1 159 360	1 159 360	–	–	1 220 530
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	233	–	–	–	233	–	233	–	62
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	233	18 892 322	–	408 084	19 300 639	12 339 409	6 961 230	–	15 259 083
Agence de la santé publique du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	8 219 228 533	–	–	8 219 228 533				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	3 924 415 611	–	3 924 415 611				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 963 251 274	–	2 963 251 274				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	245 000 000	245 000 000				
	crédit 5 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	16 375 000	16 375 000				
	crédit 10.....	–	–	–	12 962 723	12 962 723				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	20 321 000	20 321 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	111 133	111 133				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 133 345	2 133 345				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	17 097 172	17 097 172				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 416 907	1 416 907				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(8 545 545)	(8 545 545)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(447 240)	(447 240)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(77 100)	(77 100)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(38 333)	(38 333)				
	crédit 5.....	–	–	–	(4 500 000)	(4 500 000)				
	crédit 5 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(3 831 455)	(3 831 455)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(24 065 068)	(24 065 068)				
	crédit 10 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(1 000 000)	(1 000 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	8 219 228 533	6 887 666 885	272 687 539	15 379 582 957	8 093 113 853	7 286 469 104	–	2 906 861 284
5	Dépenses en capital.....	–	26 200 000	–	–	26 200 000				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	74 900 167	–	74 900 167				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	4 500 000	4 500 000				
	crédit 5 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	4 965 475	4 965 475				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	60 000	60 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	2 179 000	2 179 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	5 160 260	5 160 260				
	Total – Crédit 5.....	–	26 200 000	74 900 167	16 864 735	117 964 902	17 377 726	100 587 176	–	36 179 995

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	426 771 816	–	–	426 771 816				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	393 891 997	–	393 891 997				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	57 150 105	–	57 150 105				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	24 065 068	24 065 068				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	257 604	257 604				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	467 119	467 119				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(12 962 723)	(12 962 723)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(7 692 657)	(7 692 657)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(278 400)	(278 400)				
	Total – Crédit 10.....	–	426 771 816	451 042 102	3 856 011	881 669 929	529 172 022	352 497 907	–	322 488 959
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	65 447 183	4 027 497	(13 857 711)	55 616 969	55 616 969	–	–	39 298 130
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	23 973	–	–	114 144	138 117	26 541	–	111 576	–
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	–	13 412 742	–	(3 287 355)	10 125 387	10 125 387	–	–	9 905 036
(S)	Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	–	300 000 000	(300 000 000)	–	–	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 443 026 228
	Total de l'organisme – Budgétaire	23 973	8 751 060 274	7 717 636 651	(23 622 637)	16 445 098 261	8 705 432 498	7 739 554 187	111 576	8 757 759 632
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	47 948 750	14 672 360 183	12 831 552 234	660 867 934	28 212 729 101	16 971 304 706	11 176 101 944	65 322 451	14 202 696 837

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Santé				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 042 240 834	1 958 708 523	83 532 311	–
Solutions innovatrices Canada	300 000	–	300 000	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 107 800 769	–	3 107 800 769	–
Réduction	3 160 000	–	3 160 000	–
Autre	200 000	–	200 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(210 667 566)	(210 667 566)	–	–
	<i>4 943 034 037</i>	<i>1 748 040 957</i>	<i>3 194 993 080</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	21 084 418	16 665 249	4 419 169	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 225 551 978	3 196 431 517	29 120 461	–
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	52 500 000	52 453 123	46 877	–
Solutions innovatrices Canada	2 000 000	1 964 970	35 030	–
Affectations bloquées				
Report.....	175 237 630	–	175 237 630	–
	<i>3 455 289 608</i>	<i>3 250 849 610</i>	<i>204 439 998</i>	–
Montants législatifs.....	1 029 437 783	1 029 228 885	–	208 898
	9 448 845 846	6 044 784 701	3 403 852 247	208 898
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement.....	675 197 218	671 057 356	4 139 862	–
Subventions et contributions	820 653	820 653	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	615 833	684 167	–
Affectations bloquées				
Réduction	2 380 000	–	2 380 000	–
	<i>679 697 871</i>	<i>672 493 842</i>	<i>7 204 029</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	33 840 336	23 874 546	9 965 790	–
Montants législatifs.....	193 082 423	128 080 446	–	65 001 977
	906 620 630	824 448 834	17 169 819	65 001 977
Instituts de recherche en santé du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	66 650 200	61 439 597	5 210 603	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	529 876	–	529 876	–
Réduction	1 040 000	–	1 040 000	–
	<i>68 220 076</i>	<i>61 439 597</i>	<i>6 780 479</i>	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Subventions				
Subventions.....	1 310 025 509	1 308 241 527	1 783 982	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19.....	6 992 657	6 992 657	–	–
	<i>1 317 018 166</i>	<i>1 315 234 184</i>	<i>1 783 982</i>	–
Montants législatifs.....	7 625 483	7 625 483	–	–
	1 392 863 725	1 384 299 264	8 564 461	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	11 934 559	10 534 496	1 400 063	–
Audiences d'intérêt public.....	6 202 571	645 553	5 557 018	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	3 916	–	3 916	–
	<i>18 141 046</i>	<i>11 180 049</i>	<i>6 960 997</i>	–
Montants législatifs.....	1 159 593	1 159 360	233	–
	19 300 639	12 339 409	6 961 230	–
Agence de la santé publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	11 939 666 261	6 922 771 686	5 016 894 575	–
Écllosion de la maladie à virus Ebola.....	1 682 778	613 623	1 069 155	–
Initiatives publicitaires.....	25 500 000	25 500 000	–	–
Medicom.....	37 200 000	32 949 736	4 250 264	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 100 000	502 281	597 719	–
Approvisionnement de masques N95 de marque 3M.....	25 679 250	23 041 039	2 638 211	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19.....	5 044 402	2 948 261	2 096 141	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence.....	238 646 229	118 734 652	119 911 577	–
Laboratoire national de microbiologie - Laboratoire pour contre-mesures médicales.....	23 450 408	4 274 004	19 176 404	–
Mesures de quarantaine à la frontière.....	962 517 247	962 517 247	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 091 352 500	–	2 091 352 500	–
Transfert/réaffectation.....	374 686	–	374 686	–
Réduction.....	1 200 000	–	1 200 000	–
Autre.....	26 907 872	–	26 907 872	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(738 676)	(738 676)	–	–
	<i>15 379 582 957</i>	<i>8 093 113 853</i>	<i>7 286 469 104</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	39 230 902	13 988 084	25 242 818	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19.....	750 000	307 255	442 745	–
Laboratoire national de microbiologie - Laboratoire pour contre-mesures médicales.....	4 500 000	107 514	4 392 486	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence.....	4 500 000	2 974 873	1 525 127	–
Affectations bloquées				
Report.....	68 984 000	–	68 984 000	–
	<i>117 964 902</i>	<i>17 377 726</i>	<i>100 587 176</i>	–

Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	526 389 039	383 708 546	142 680 493	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	190 003 748	84 745 868	105 257 880	–
Mesures de quarantaine à la frontière	84 337 980	60 717 608	23 620 372	–
Affectations bloquées				
Report	80 939 162	–	80 939 162	–
	881 669 929	529 172 022	352 497 907	–
Montants législatifs	65 880 473	65 768 897	–	111 576
	16 445 098 261	8 705 432 498	7 739 554 187	111 576
Total du portefeuille ministériel	28 212 729 101	16 971 304 706	11 176 101 944	65 322 451

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Santé												
Systèmes de soins de santé	4 624 878 309	1 592 587 293	–	–	3 282 105 060	3 151 713 275	–	–	7 906 983 369	4 744 300 568	–	–
Protection et promotion de la santé	989 575 250	865 602 724	12 692 646	11 320 921	173 184 548	99 136 335	188 809 957	188 809 957	986 642 487	787 250 023	–	–
Services internes	568 685 827	529 747 391	8 391 772	5 344 328	–	–	21 857 609	21 857 609	555 219 990	513 234 110	–	–
Total partiel	6 183 139 386	2 987 937 408	21 084 418	16 665 249	3 455 289 608	3 250 849 610	210 667 566	210 667 566	9 448 845 846	6 044 784 701	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(210 667 566)	(210 667 566)	–	–	–	–	(210 667 566)	(210 667 566)	–	–	–	–
Total du ministère.....	5 972 471 820	2 777 269 842	21 084 418	16 665 249	3 455 289 608	3 250 849 610	–	–	9 448 845 846	6 044 784 701	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains.....	675 168 860	630 349 212	25 891 908	19 098 449	5 349 543	4 799 543	–	–	706 410 311	654 247 204	–	–
Services internes.....	192 124 417	165 288 059	7 948 428	4 776 097	137 474	137 474	–	–	200 210 319	170 201 630	–	–
Total de l'organisme	867 293 277	795 637 271	33 840 336	23 874 546	5 487 017	4 937 017	–	–	906 620 630	824 448 834	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financement de la recherche et de la formation en santé.....	41 293 197	33 537 565	–	–	1 317 018 166	1 315 234 184	–	–	1 358 311 363	1 348 771 749	–	–
Services internes.....	34 552 362	35 527 515	–	–	–	–	–	–	34 552 362	35 527 515	–	–
Total de l'organisme	75 845 559	69 065 080	–	–	1 317 018 166	1 315 234 184	–	–	1 392 863 725	1 384 299 264	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Réglementer les prix des médicaments brevetés.....	15 178 357	8 999 721	–	–	–	–	–	–	15 178 357	8 999 721	–	–
Services internes.....	4 122 282	3 339 688	–	–	–	–	–	–	4 122 282	3 339 688	–	–
Total de l'organisme	19 300 639	12 339 409	–	–	–	–	–	–	19 300 639	12 339 409	–	–

**Agence de la santé publique du
Canada**

Prévention et contrôle des maladies												
infectieuses	12 715 621 542	6 528 415 942	109 573 735	14 110 221	572 117 589	321 016 970	-	-	13 397 312 866	6 863 543 133	-	-
Sécurité sanitaire	2 365 414 733	1 346 306 413	7 316 167	3 267 505	2 091 604	1 894 262	738 676	738 676	2 374 083 828	1 350 729 504	-	-
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	93 401 614	81 758 026	-	-	307 460 736	206 260 790	-	-	400 862 350	288 018 816	-	-
Services internes	271 764 217	203 141 045	1 075 000	-	-	-	-	-	272 839 217	203 141 045	-	-
Total partiel	15 446 202 106	8 159 621 426	117 964 902	17 377 726	881 669 929	529 172 022	738 676	738 676	16 445 098 261	8 705 432 498	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(738 676)	(738 676)	-	-	-	-	(738 676)	(738 676)	-	-	-	-
Total de l'organisme	15 445 463 430	8 158 882 750	117 964 902	17 377 726	881 669 929	529 172 022	-	-	16 445 098 261	8 705 432 498	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	22 380 374 725	11 813 194 352	172 889 656	57 917 521	5 659 464 720	5 100 192 833	-	-	28 212 729 101	16 971 304 706	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé									
Subventions									
Solutions innovatrices Canada	–	1 400 000	600 000	–	2 000 000	1 964 970	35 030	–	–
Subventions pour appuyer l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire	–	125 000	–	–	125 000	15 000	110 000	–	5 000
Subventions pour appuyer la sensibilisation et l'éducation du public sur le cannabis	–	100 000	–	(80 000)	20 000	16 807	3 193	–	–
Subventions à l'appui de la Stratégie canadienne sur le tabac	–	100 000	–	(85 000)	15 000	10 280	4 720	–	–
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	–	–	27 000 000	–	27 000 000	27 000 000	–	–	27 000 000
Total – Subventions	–	1 725 000	27 600 000	(165 000)	29 160 000	29 007 057	152 943	–	27 005 000
Contributions									
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	–	115 226 457	54 727 256	1 743 005	171 696 718	97 662 938	74 033 780	–	74 569 386
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	–	101 373 979	–	–	101 373 979	101 373 979	–	–	99 593 979
Contribution à Inforoute Santé du Canada	–	85 554 000	42 500 000	–	128 054 000	91 242 085	36 811 915	–	84 380 788
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	–	52 500 000	–	–	52 500 000	52 453 123	46 877	–	50 943 947
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	–	46 987 703	17 554 724	(1 612 830)	62 929 597	26 787 112	36 142 485	–	33 618 129
Programme de contribution pour les langues officielles en santé	–	37 475 000	–	1 310 000	38 785 000	38 785 000	–	–	37 374 999
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	–	29 058 769	1 220 000	–	30 278 769	29 058 769	1 220 000	–	26 058 769
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	–	26 300 000	4 650 000	–	30 950 000	28 400 000	2 550 000	–	31 300 000
Programme du fonds canadien de recherche sur le cerveau	–	20 000 000	–	–	20 000 000	11 616 271	8 383 729	–	10 851 675
Programme de contributions aux survivants de la thalidomide	–	12 503 960	–	–	12 503 960	11 747 776	756 184	–	10 073 011
Programme d'organes, de tissus et de sang	–	8 780 000	–	–	8 780 000	8 780 000	–	–	10 046 381
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	–	1 200 000	–	2 830	1 202 830	1 202 830	–	–	1 736 227
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	–	250 000	–	–	250 000	243 480	6 520	–	237 477
Programme de paiements de transfert des Accords sur la relance sécuritaire liés à la COVID-19	–	–	205 547 024	(12 025 566)	193 521 458	152 741 563	40 779 895	–	31 124 100 ¹
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	–	–	14 250 000	–	14 250 000	14 250 000	–	–	14 250 000
Programme de lutte contre le racisme et la discrimination dans les systèmes de santé du Canada	–	–	3 300 000	–	3 300 000	–	3 300 000	–	–
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	–	–	2 900 000	–	2 900 000	2 900 000	–	–	–
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	–	–	167 119	(167 119)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	–	537 209 868	346 816 123	(10 749 680)	873 276 311	669 244 926	204 031 385	–	516 158 868¹

Autres paiements de transfert

Initiative d'amélioration des soins à domicile et communautaires et des services de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie du Canada et initiative des services de soins virtuels	-	2 000 000 000	567 507 731	(14 654 434)	2 552 853 297	2 552 597 627	255 670	-	1 346 991 846 ¹
Total du ministère.....	-	2 538 934 868	941 923 854	(25 569 114)	3 455 289 608	3 250 849 610	204 439 998	-	1 890 155 714

Agence canadienne d'inspection des aliments**Subventions**

Subventions au programme Solutions innovatrices Canada.....	-	750 000	100 000	-	850 000	300 000	550 000	-	299 646
---	---	---------	---------	---	---------	---------	---------	---	---------

Contributions

Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral.....	-	600 000	-	220 653	820 653	820 653	-	-	294 019
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	-	12 500 000	-	(8 683 636)	3 816 364	3 816 364	-	-	10 346 580

Total – Contributions	-	13 100 000	-	(8 462 983)	4 637 017	4 637 017	-	-	10 640 599
------------------------------------	----------	-------------------	----------	--------------------	------------------	------------------	----------	----------	-------------------

Total de l'organisme	-	13 850 000	100 000	(8 462 983)	5 487 017	4 937 017	550 000	-	10 940 245
-----------------------------------	----------	-------------------	----------------	--------------------	------------------	------------------	----------------	----------	-------------------

Instituts de recherche en santé du Canada**Subventions**

Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel.....	-	1 051 340 888	131 965 287	(212 085)	1 183 094 090	1 182 821 346	272 744	-	1 102 655 980
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	-	43 803 272	-	-	43 803 272	43 803 272	-	-	43 803 272
Bourses d'études supérieures du Canada.....	-	28 635 000	-	-	28 635 000	28 582 495	52 505	-	26 818 458
Réseaux de centres d'excellence.....	-	17 702 449	-	-	17 702 449	17 702 049	400	-	19 207 540
Subventions d'appui aux instituts	-	14 139 600	-	1 076 800	15 216 400	15 216 400	-	-	14 518 100
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	-	8 350 000	-	-	8 350 000	8 291 667	58 333	-	8 349 998
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	-	7 206 000	-	-	7 206 000	7 206 000	-	-	6 981 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	-	6 650 000	-	-	6 650 000	5 250 000	1 400 000	-	5 947 343
Chaires de recherche Canada 150.....	-	2 700 000	-	-	2 700 000	2 700 000	-	-	2 700 000
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	-	2 432 376	-	-	2 432 376	2 432 376	-	-	3 692 367
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	-	868 579	-	360 000	1 228 579	1 228 579	-	-	1 206 353
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	203 628 982

Total de l'organisme	-	1 183 828 164	131 965 287	1 224 715	1 317 018 166	1 315 234 184	1 783 982	-	1 439 509 393
-----------------------------------	----------	----------------------	--------------------	------------------	----------------------	----------------------	------------------	----------	----------------------

Agence de la santé publique du Canada**Subventions**

Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	-	100 983 060	200 814 048	(19 955 380)	281 841 728	110 406 202	171 435 526	-	45 876 512
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle ..	-	53 459 000	54 099 339	3 095 000	110 653 339	28 043 418	82 609 921	-	13 030 820
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé.....	-	2 180 000	-	974 723	3 154 723	2 262 852	891 871	-	1 788 209

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	–	1 260 000	–	(700 000)	560 000	–	560 000	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	200 000	–	–	200 000	–	200 000	–	–
Total – Subventions	–	158 082 060	254 913 387	(16 585 657)	396 409 790	140 712 472	255 697 318	–	60 695 541
Contributions									
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	–	83 978 000	–	–	83 978 000	83 363 320	614 680	–	81 214 320
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle	–	82 002 726	52 433 797	12 800 000	147 236 523	115 078 446	32 158 077	–	96 878 580
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	49 500 000	120 031 881	7 920 068	177 451 949	122 339 276	55 112 673	–	40 266 030
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	–	35 427 272	4 663 037	(278 400)	39 811 909	33 636 492	6 175 417	–	43 825 624
Contributions pour appuyer l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	–	15 631 758	–	–	15 631 758	22 869 015	(7 237 257)	–	23 013 357
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	–	2 150 000	–	–	2 150 000	1 792 157	357 843	–	1 460 998
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	–	–	19 000 000	–	19 000 000	9 380 844	9 619 156	–	–
Total – Contributions	–	268 689 756	196 128 715	20 441 668	485 260 139	388 459 550	96 800 589	–	286 658 909
Total de l'organisme	–	426 771 816	451 042 102	3 856 011	881 669 929	529 172 022	352 497 907	–	347 354 450
Total du portefeuille ministériel	–	4 163 384 848	1 525 031 243	(28 951 371)	5 659 464 720	5 100 192 833	559 271 887	–	3 687 959 802

(S) Paiement de transfert législatif.

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Santé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Protection et promotion de la santé	188 809 957	188 809 957	160 865 002
Services internes	21 857 609	21 857 609	19 020 201
Total du ministère – Budgétaire	210 667 566	210 667 566	179 885 203
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité sanitaire	738 676	738 676	710 643
Total de l'organisme – Budgétaire	738 676	738 676	710 643
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	211 406 242	211 406 242	180 595 846

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Santé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des achats de biens et de services.....	4 354 437	2 591 147
Recouvrements des paiements de transfert.....	615 925	1 118 552
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	82 506	11 910
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 542 683	6 988 798
	9 595 551	10 710 407
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus provenant de la vente de médicaments	25 549 357	18 431 638
Matériel médical	11 052 681	11 409 358
Réglementation de la lutte antiparasitaire	7 737 829	7 560 661
Revenus provenant de la vente de cannabis	58 435 808	43 170 447
	102 775 675	80 572 104
Location et utilisation de biens publics	750	173
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de la vente de médicaments	96 508 914	79 353 725
Matériel médical	26 068 110	18 663 111
Réglementation de la lutte antiparasitaire	5 812 818	4 674 935
Revenus provenant de la vente de cannabis	4 371 350	4 519 590
Revenus reportés	(8 581 596)	3 780 050
Divers	79 569	52 299
	124 259 165	111 043 710
Services de nature non réglementaire		
Service de dosimétrie	6 616 139	6 245 289
Programme d'aide aux employés	29 820 212	23 229 699
Revenus provenant de la vente de médicaments	988 041	982 378
Services aux autres ministères	204 413 476	130 828 834
Revenus reportés	46 068	(27 768)
Divers	45 414	20 583
	241 929 350	161 279 015
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	682 893	614 169
Services aux autres ministères	4 489 330	5 372 083
Divers	23 670 775	21 619 240
	28 842 998	27 605 492
	497 807 938	380 500 494
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	215 223	82 483

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Revenus divers	50	1
Produits de la vente de biens immobiliers	5 750 000	–	Total de l'organisme	3 502 246	2 360 956
Intérêts sur débiteurs en souffrance	438 543	250 536	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Location et utilisation de biens publics	53 196	47 523	Autres revenus		
Divers	138 808	386 213	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	6 380 547	684 272	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 529	11 115
Total du ministère	513 999 259	391 977 656	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	17 946	12 269
Agence canadienne d'inspection des aliments			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
Autres revenus			d'autres ministères	233	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 275 167	3 271 037		35 708	23 384
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	13 142	4 797	Autres frais et droits		
Services de nature réglementaire	56 833 019	51 201 302	Engagements de conformité volontaire	38 309	304 355
Autres frais et droits			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	295
Autres frais et droits	1 292 114	796 289	Total de l'organisme	74 017	328 034
Revenus reportés	647 238	135 374	Agence de la santé publique du Canada		
	1 939 352	931 663	Autres revenus		
	58 785 513	52 137 762	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	103 728	201 631	Recouvrements des achats de biens et de services	1 379 506	3 872 595
Revenus divers			Recouvrements des paiements de transfert	5 667 911	2 003 547
Produit de l'aliénation des biens immobiliers (Intérêts et			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
pénalités)	40 147	25 675	d'autres ministères	43 397	15 366
Divers	38 216	21 420	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 598 043	5 042 573
	78 363	47 095	Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé		
Total de l'organisme	63 242 771	55 657 525	publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	4 126 802	50 000 000
Instituts de recherche en santé du Canada				18 815 659	60 934 081 ¹
Autres revenus			Ventes de biens et de services		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Droits et privilèges		
Recouvrements de subventions et bourses d'exercices			Redevances	338 368	57 282
antérieurs	3 178 450	1 999 777	Location et utilisation de biens publics	22 946	22 946
Recouvrements de dépenses de fonctionnement d'exercices			Services de nature réglementaire		
antérieurs	56 253	191 694	Revenus reportés	27	1 569
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés			Services de nature non réglementaire		
d'autres ministères	1 775	–	Autres services de nature non réglementaire	842 739	761 605
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	265 718	150 308	Services aux autres ministères	13 039 002	12 473 377
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé			Divers	5	–
publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	19 176		13 881 746	13 234 982
	3 502 196	2 360 955 ¹			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits (Divers)	147 848	130 386
	14 390 935	13 447 165
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	114 144	23 973
Revenus divers		
Dons à l'État	6 183 696	–
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	3 256	3 555
Divers	12 533	92
	6 199 485	3 647
Total de l'organisme	39 520 223	74 408 866
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	36 224 281	77 299 864 ¹
Ventes de biens et de services	571 022 695	446 389 776
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	433 095	308 382
Revenus divers	12 658 445	735 015
Total du portefeuille ministériel.....	620 338 516	524 733 037

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 26

Comptes publics du Canada 2021-2022

Sécurité publique

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

**Commission civile d'examen et de traitement des plaintes
relatives à la Gendarmerie royale du Canada**

Service correctionnel du Canada

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Gendarmerie royale du Canada

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale
du Canada**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	488
Sommaire du portefeuille ministériel	493
Détail budgétaire par affectation	499
Responsabilités essentielles	503
Paievements de transfert	506
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	508
Revenus	509

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile**Gestion des urgences**

Sécurité publique s'emploie à renforcer la gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux communautés dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Sécurité communautaire

À l'échelle nationale, Sécurité publique assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Sécurité nationale

Sécurité publique élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada**Gestion de la frontière**

L'Agence des services frontaliers du Canada évalue le risque et gère la libre circulation des personnes et des marchandises admissibles qui entrent au Canada, passent par le pays et en sortent.

Exécution de la loi frontalière

L'Agence des services frontaliers du Canada contribue à la sécurité du Canada en appuyant le système d'immigration et de réfugiés lors de la détermination de la recevabilité d'une personne au Canada, en prenant les mesures appropriées liée à l'immigration lorsque cela est nécessaire et en soutenant la poursuite des personnes qui enfreignent nos lois.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Sécurité et renseignement

Le Service canadien du renseignement de sécurité mène des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le Service canadien du renseignement de sécurité fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le Service canadien du renseignement de sécurité a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada

Le rôle fondamental de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes consiste à fournir une surveillance civile de la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions, afin de garantir que la Gendarmerie royale du Canada est redevable au public. La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada sont examinées de manière équitable et objective. Ses conclusions et ses recommandations permettent de relever et de corriger des problèmes liés aux services de police qui découlent de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada ou de lacunes dans les politiques et les méthodes de l'organisme. En outre, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes examine des activités précises de la Gendarmerie royale du Canada, fournit des rapports aux provinces qui utilisent les services de police de la Gendarmerie royale du Canada à forfait, effectue des recherches, mène des activités de sensibilisation et d'information auprès du public, et fournit des observateurs indépendants aux fins d'enquêtes sur des incidents graves impliquant des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service correctionnel du Canada

Prise en charge et garde

Le Service correctionnel du Canada s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

Description des responsabilités essentielles – suite**Interventions correctionnelles**

Le Service correctionnel du Canada réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le Service correctionnel du Canada mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et offre des services aux victimes d'actes criminels.

Surveillance dans la collectivité

Le Service correctionnel du Canada surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le Service correctionnel du Canada s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada**Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux**

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les plaintes individuelles visant le Service correctionnel du Canada de la part des délinquants en institution fédérale ou sous supervision et effectue des examens systémiques d'enjeux qui touchent un nombre important de délinquants en institution fédérale. Le Bureau de l'enquêteur correctionnel effectue des examens de toutes les enquêtes du Service correctionnel du Canada dans les cas de décès en établissement et de blessures graves afin de déterminer si le Service correctionnel du Canada a agi conformément aux lois et aux politiques et examine tous les incidents de recours à la force. Les enquêtes du Bureau de l'enquêteur correctionnel visent à assurer que la pratique correctionnelle fédérale est sécuritaire, humaine et respectueuse de la loi afin de veiller à ce que les décisions et pratiques soient respectueuses des droits de la personne, conformes à la loi et aux politiques et sont justes.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des libérations conditionnelles du Canada**Décisions relatives à la mise en liberté sous condition**

La mise en liberté sous condition est fondée sur le principe selon lequel la sécurité de la collectivité est assurée par la mise en liberté graduelle et en temps opportun, supervisée des délinquants au sein de la collectivité. La qualité des décisions en matière de liberté sous condition fondées sur le risque de récidive ainsi que des programmes et des traitements efficaces et une surveillance efficace dans la collectivité sont tous des éléments qui contribuent au processus de mise en liberté. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, le personnel de la Commission des libérations conditionnelles du Canada fournit des renseignements à jour et exacts aux commissaires pour les aider à prendre des décisions, et il élabore de la formation et des politiques qui constituent des outils essentiels pour l'évaluation du risque et la prise de décisions.

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette responsabilité essentielle permet de s'assurer que la Commission des libérations conditionnelles du Canada exerce ses activités de manière transparente et responsable, conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Cette responsabilité essentielle inclut le fait de travailler avec les victimes d'actes criminels, les délinquants et le public, en leur fournissant de l'information à propos de nos politiques et de nos programmes, notamment l'accès au Registre des décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, ainsi qu'à offrir de l'aide aux personnes qui assistent aux audiences à titre d'observateurs. La responsabilité essentielle inclut également le fait d'encourager la participation des citoyens, d'améliorer l'éducation et la sensibilisation du public, de mener des enquêtes sur des incidents survenus dans la collectivité (c.-à-d. lorsqu'il y a une nouvelle infraction), de surveiller le rendement de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et de rendre compte des résultats liés au processus de mise en liberté sous condition.

Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence

Une suspension du casier ou un pardon vise à appuyer la réinsertion sociale réussie d'une personne. C'est une mesure officielle dont l'objet est d'effacer la honte rattachée au fait d'avoir un casier judiciaire chez les personnes condamnées d'une infraction à une loi fédérale, qui ont purgé leur peine, ayant satisfait aux critères de la *Loi sur le casier judiciaire* et se conduisent en citoyens respectueux des lois depuis un nombre d'années déterminé. Les suspensions du casier ou les pardons peuvent être révoqués ou cesser d'avoir effet pour un certain nombre de raisons. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada vérifie l'admissibilité des demandes et s'assure que tous les renseignements exigés figurent bel et bien dans la demande de suspension du casier, réunit les renseignements nécessaires pour la prise de décisions des commissaires et élabore des politiques qui orientent les processus décisionnels. De plus, en vertu de la *Loi sur la radiation*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada ordonnera la radiation des dossiers judiciaires admissibles qui constitueraient aujourd'hui des infractions légales. Les personnes reconnues coupables d'une infraction énumérée dans l'annexe de la *Loi sur la radiation* peuvent demander une ordonnance de radiation, de même que les personnes autorisées dans le cas d'une personne décédée. La différence principale entre une suspension de casier et une radiation est que dans le cas d'une suspension de casier, le casier judiciaire est tenu séparément des autres dossiers, alors qu'une radiation supprimera le casier. La Commission des libérations conditionnelles du Canada est aussi responsable d'évaluer les demandes et de fournir des recommandations en vertu de la Prérogative royale de clémence (c.-à-d. clémence) ainsi qu'à donner des avis au ministre sur le bien-fondé de chaque cas.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Gendarmerie royale du Canada

Services de police contractuels et autochtones

Dans le cadre des ententes de services de police, la Gendarmerie royale du Canada fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

Services de police fédérale

La Police fédérale s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Dans le cadre des Services de police fédérale, la Gendarmerie royale du Canada prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires.

Description des responsabilités essentielles – fin**Services nationaux de police**

À l'externe, la Gendarmerie royale du Canada fournit à tous les organismes canadiens d'application de la loi des services techniques et spécialisés, notamment une formation avancée concernant l'application de la loi, des dépôts nationaux de données criminelles ; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu ; des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la Gendarmerie royale du Canada, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en œuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada**

Effectuer des examens et formuler des conclusions et des recommandations en toute indépendance et impartialité en vue de décisions définitives sur des appels interjetés contre des décisions rendues à la Gendarmerie royale du Canada concernant des plaintes de harcèlement, des cas de déontologie, des licenciements ou des rétrogradations ainsi que des cessations de versement de la solde et des indemnités.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	181 272 861	–	–	181 272 861				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	12 719 168	–	12 719 168				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	5 202 450	–	5 202 450				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	10 049 988	–	10 049 988				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	620 193	620 193				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	53 619	53 619				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 308 078	1 308 078				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	6 434 255	6 434 255				
	Virement au :									
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(969 339)	(969 339)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	181 272 861	27 971 606	7 438 473	216 682 940	174 572 784	42 110 156	–	157 826 692
5	Subventions et contributions.....	–	858 170 860	–	–	858 170 860				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	70 000 000	–	70 000 000				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	98 200 000	–	98 200 000				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	14 159 321	–	14 159 321				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 628 756	27 628 756				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(88 558 316)	(88 558 316)				
	Total – Crédit 5.....	–	858 170 860	182 359 321	(60 929 560)	979 600 621	875 077 570	104 523 051	–	562 480 482
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	15 929 430	3 364 459	(1 375 132)	17 918 757	17 918 757	–	–	17 517 659
(S)	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	23 715	–	–	3 907	27 622	–	23 715	3 907	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	39 459 600
	Total du ministère – Budgétaire.....	23 715	1 055 463 651	213 695 386	(54 862 112)	1 214 320 640	1 067 659 811	146 656 922	3 907	777 373 633
Agence des services frontaliers du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	247 729 221	1 752 432 513	–	–	2 000 161 734				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 667 063	–	2 667 063				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	128 497 165	–	128 497 165				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration).....	–	–	–	1 568 949	1 568 949				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	1 026 798	1 026 798				
	crédit 1 (Ministère de l'Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	8 545 545	8 545 545				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	1 700 000	1 700 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 819 233	3 819 233				

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	202 366 069	202 366 069				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	25 280 988	25 280 988				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile).....	–	–	–	(620 193)	(620 193)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5	–	–	–	(6 544 519)	(6 544 519)				
	Total – Crédit 1	247 729 221	1 752 432 513	131 164 228	237 134 537	2 368 460 499	2 107 469 835	126 211 733	134 778 931	1 810 515 397
5	Dépenses en capital.....	97 782 446	106 457 799	–	–	204 240 245				
5a	Dépenses en capital	–	–	5 957 000	–	5 957 000				
5c	Dépenses en capital	–	–	32 617 125	–	32 617 125				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	6 544 519	6 544 519				
	crédit 1 (Ministère de l'Agence de la santé publique du Canada) ..	–	–	–	3 831 455	3 831 455				
	Total – Crédit 5	97 782 446	106 457 799	38 574 125	10 375 974	253 190 344	143 527 489	65 952 243	43 710 612	151 711 192
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	190 586 229	22 954 272	13 435 024	226 975 525	226 975 525	–	–	204 960 084
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	152 914	–	–	727 964	880 878	727 147	–	153 731	248 533
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	17 995	17 995	17 995	–	–	2 134
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	508
	Total de l'organisme – Budgétaire	345 664 581	2 049 476 541	192 692 625	261 691 494	2 849 525 241	2 478 717 991	192 163 976	178 643 274	2 167 437 848
	Service canadien du renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme	–	572 188 443	–	–	572 188 443				
1c	Dépenses du programme	–	–	5 200 654	–	5 200 654				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	350 000	350 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	16 643	16 643				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	17 925 637	17 925 637				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	33 295 943	33 295 943				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(242 393)	(242 393)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	–	572 188 443	5 200 654	51 337 497	628 726 594	593 505 144	35 221 450	–	627 092 654
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	51 752 524	201 663	(3 286 504)	48 667 683	48 667 683	–	–	49 051 187
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	265 555	–	–	380 550	646 105	–	265 555	380 550	755 860
	Total de l'organisme – Budgétaire	265 555	623 940 967	5 402 317	48 431 543	678 040 382	642 172 827	35 487 005	380 550	676 899 701

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada										
1	Dépenses du programme	-	9 345 025	-	-	9 345 025				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	57 192	57 192				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	41 674	41 674				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	122 942	122 942				
	Total – Crédit 1	-	9 345 025	-	221 808	9 566 833	9 395 423	171 410	-	10 197 756
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	1 080 512	-	54 700	1 135 212	1 135 212	-	-	1 218 481
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	10 425 537	-	276 508	10 702 045	10 530 635	171 410	-	11 416 237
Service correctionnel du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	-	2 359 350 375	-	-	2 359 350 375				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	-	-	217 000 711	-	217 000 711				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	-	-	8 109 768	-	8 109 768				
	Virement du :									
	crédit 5	-	-	-	5 002 706	5 002 706				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	2 125 639	2 125 639				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	67 865 040	67 865 040				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	96 919 136	96 919 136				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	3 333 334	3 333 334				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	-	-	-	(8 333)	(8 333)				
	Total – Crédit 1	-	2 359 350 375	225 110 479	175 237 522	2 759 698 376	2 522 384 399	237 313 977	-	2 563 319 518
5	Dépenses en capital.....	-	187 796 912	-	-	187 796 912				
5c	Dépenses en capital	-	-	12 000 000	-	12 000 000				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	-	-	-	39 659 773	39 659 773				
	Virement au crédit 1	-	-	-	(5 002 706)	(5 002 706)				
	Total – Crédit 5	-	187 796 912	12 000 000	34 657 067	234 453 979	146 976 291	87 477 688	-	121 987 099
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	244 246 204	12 981 069	(15 626 796)	241 600 477	241 600 477	-	-	247 789 859
(S)	Fonds renouvelable CORCAN (<i>Loi de crédits n° 4 de 1991-1992</i>).....	11 966 497	2 281 904	-	(2 281 904)	11 966 497	(1 258 221)	-	13 224 718	(3 087 183)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	205 060	-	-	1 103 836	1 308 896	219 460	-	1 089 436	1 196 278
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	847	847	847	-	-	10 515
	Total budgétaire	12 171 557	2 793 675 395	250 091 548	193 090 572	3 249 029 072	2 909 923 253	324 791 665	14 314 154	2 931 216 086
L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net)	44 927	-	-	-	44 927	(32)	-	44 959	(33)
	Total de l'organisme – Budgétaire	12 171 557	2 793 675 395	250 091 548	193 090 572	3 249 029 072	2 909 923 253	324 791 665	14 314 154	2 931 216 086
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	44 927	-	-	-	44 927	(32)	-	44 959	(33)

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada										
1	Dépenses du programme	–	4 879 527	–	–	4 879 527				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	41 481	41 481				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	98 177	98 177				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	6 266	6 266				
	Total – Crédit 1	–	4 879 527	–	145 924	5 025 451	4 614 535	410 916	–	5 170 316
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	589 193	–	(50 734)	538 459	538 459	–	–	657 160
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 468 720	–	95 190	5 563 910	5 152 994	410 916	–	5 827 476
Commission des libérations conditionnelles du Canada										
1	Dépenses du programme	–	49 323 723	–	–	49 323 723				
1c	Dépenses du programme	–	–	6 272 699	–	6 272 699				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	45 933	45 933				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	274 897	274 897				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 361 397	2 361 397				
	Total – Crédit 1	–	49 323 723	6 272 699	2 682 227	58 278 649	52 272 398	6 006 251	–	50 927 331
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 047 000	897 570	(497 926)	6 446 644	6 446 644	–	–	6 762 866
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	–	–	–	63 892	63 892	24 406	–	39 486	47 550
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	645	645	645	–	–	631
(S)	Montants adjugés par une cour – <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	–	–	–	8 725	8 725	8 725	–	–	6 585
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	55 370 723	7 170 269	2 257 563	64 798 555	58 752 818	6 006 251	39 486	57 744 963
Gendarmerie royale du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 642 741 385	–	–	2 642 741 385				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 414 833	–	1 414 833				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	190 227 956	–	190 227 956				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux)	–	–	–	335 400	335 400				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	389 069	389 069				
	crédit 1 (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada)	–	–	–	163 100	163 100				
	crédit 1 (Bureau du directeur des poursuites pénales)	–	–	–	212 900	212 900				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	77 100	77 100				

	crédit 5 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile).....	–	–	–	88 558 316	88 558 316				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	814 147	814 147				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 100 025 687	1 100 025 687				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	83 698 486	83 698 486				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	47 161 723	47 161 723				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(1 700 000)	(1 700 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(204 423)	(204 423)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(5 000)	(5 000)				
	crédit 5	–	–	–	(45 000 000)	(45 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 642 741 385	191 642 789	1 274 526 505	4 108 910 679	3 955 115 401	153 795 278	–	2 723 004 328
5	Dépenses en capital.....	–	251 946 081	–	–	251 946 081				
5b	Dépenses en capital	–	–	235 000	–	235 000				
5c	Dépenses en capital	–	–	29 709 393	–	29 709 393				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	45 000 000	45 000 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	48 454 462	48 454 462				
	Total – Crédit 5	–	251 946 081	29 944 393	93 454 462	375 344 936	235 865 869	139 479 067	–	245 236 691
10	Subventions et contributions	–	194 973 483	–	–	194 973 483				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	230 300 000	–	230 300 000				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	76 466 343	–	76 466 343				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	18 000 000	–	18 000 000				
	Total – Crédit 10.....	–	194 973 483	324 766 343	–	519 739 826	482 559 706	37 180 120	–	387 166 286
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	96 226 102	9 549 780	(9 098 880)	96 677 002	96 677 002	–	–	99 201 555
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	247 036 059	15 987 603	282 532 551	545 556 213	545 556 213	–	–	358 829 971
(S)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)..	–	6 750 000	–	(2 423 242)	4 326 758	4 326 758	–	–	4 996 555
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	75 280	75 280	75 280	–	–	84 132
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 256 815	–	–	227 382	6 484 197	6 249 437	7 378	227 382	8 846 185
	Total de l'organisme – Budgétaire	6 256 815	3 439 673 110	571 890 908	1 639 294 058	5 657 114 891	5 326 425 666	330 461 843	227 382	3 827 365 703
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	5 800 710	–	–	5 800 710				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 300	4 300				
	Total – Crédit 1	–	5 800 710	–	4 300	5 805 010	3 493 016	2 311 994	–	2 890 822

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	632 288	–	(250 600)	381 688	381 688	–	–	294 694
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	6 432 998	–	(246 300)	6 186 698	3 874 704	2 311 994	–	3 185 516
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	364 382 223	10 039 927 642	1 240 943 053	2 090 028 516	13 735 281 434	12 503 210 699	1 038 461 982	193 608 753	10 458 467 163
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	44 927	–	–	–	44 927	(32)	–	44 959	(33)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	176 137 239	170 099 874	6 037 365	–
Budget en capital.....	604 430	–	604 430	–
Initiatives de publicité.....	4 400 000	4 378 008	21 992	–
Projet pilote de l'Équipe d'action, de coordination et d'exécution pour la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité.....	3 924 278	2 448 683	1 475 595	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	371 546	338 906	32 640	–
Affectations bloquées				
Report.....	31 520 890	–	31 520 890	–
Réduction.....	860 000	–	860 000	–
Autre.....	1 564 557	–	1 564 557	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 700 000)	(2 692 687)	(7 313)	–
	<i>216 682 940</i>	<i>174 572 784</i>	<i>42 110 156</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	832 010 252	816 898 298	15 111 954	–
Mesures d'urgence de la Croix-Rouge canadienne.....	47 229 337	47 229 337	–	–
Programme des installations policières pour les Premières Nations et les Inuits.....	10 949 935	10 949 935	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	89 411 097	–	89 411 097	–
	<i>979 600 621</i>	<i>875 077 570</i>	<i>104 523 051</i>	–
Montants législatifs.....	18 037 079	18 009 457	23 715	3 907
	1 214 320 640	1 067 659 811	146 656 922	3 907
Agence des services frontaliers du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 091 707 417	2 021 264 411	–	70 443 006
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	28 827 015	14 847 863	–	13 979 152
Fonds continus du Manifeste électronique.....	98 258 885	69 538 006	–	28 720 879
Centre d'expertise sur la fraude commerciale et le recyclage des produits criminels de nature commerciale de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	3 026 730	3 026 730	–	–
Projet de poste frontalier terrestre.....	3 965 625	3 965 625	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	769 608	769 608	–	–
Mesures de quarantaine à la frontière.....	8 600 816	8 600 816	–	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	3 246 488	3 246 488	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	117 582 085	–	117 582 085	–
Réduction.....	6 660 000	–	6 660 000	–
Autre.....	23 605 542	–	1 969 648	21 635 894
Revenus affectés aux dépenses.....	(17 789 712)	(17 789 712)	–	–
	2 368 460 499	2 107 469 835	126 211 733	134 778 931
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	119 679 772	100 694 793	–	18 984 979
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	40 467 395	35 022 079	–	5 445 316
Centre d'expertise sur la fraude commerciale et le recyclage des produits criminels de nature commerciale de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	242 077	242 077	–	–

Détail budgétaire par affectation – suite

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Projet de postes frontaliers terrestres	22 227 663	3 702 346	–	18 525 317
Mesures de quarantaine à la frontière	3 866 194	3 866 194	–	–
Affectations bloquées				
Report	64 920 716	–	64 920 716	–
Transfert/réaffectation	118 604	–	118 604	–
Autre	1 667 923	–	912 923	755 000
Montants législatifs	253 190 344	143 527 489	65 952 243	43 710 612
	227 874 398	227 720 667	–	153 731
	2 849 525 241	2 478 717 991	192 163 976	178 643 274
Service canadien du renseignement de sécurité				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	621 149 468	590 562 121	30 587 347	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	4 771 418	2 943 023	1 828 395	–
Affectations bloquées				
Autre	2 805 708	–	2 805 708	–
Montants législatifs	628 726 594	593 505 144	35 221 450	–
	49 313 788	48 667 683	265 555	380 550
	678 040 382	642 172 827	35 487 005	380 550
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	9 415 915	9 395 423	20 492	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	150 918	–	150 918	–
Montants législatifs	9 566 833	9 395 423	171 410	–
	1 135 212	1 135 212	–	–
	10 702 045	10 530 635	171 410	–
Service correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	2 568 857 652	2 483 930 436	84 927 216	–
Subventions et contributions	3 471 322	3 471 322	–	–
Recours collectifs	37 540 384	37 540 384	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 081 178	1 081 178	–	–
Affectations bloquées				
Report	44 615 428	–	44 615 428	–
Transfert/réaffectation	1 368 793	–	1 368 793	–
Réduction	43 130 066	–	43 130 066	–
Autre	63 576 953	–	63 576 953	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 943 400)	(3 638 921)	(304 479)	–
	2 759 698 376	2 522 384 399	237 313 977	–

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	193 300 502	146 976 291	46 324 211	–
Affectations bloquées				
Report.....	38 320 552	–	38 320 552	–
Transfert/réaffectation	2 832 925	–	2 832 925	–
	234 453 979	146 976 291	87 477 688	–
Montants législatifs.....	254 876 717	240 562 563	–	14 314 154
	3 249 029 072	2 909 923 253	324 791 665	14 314 154
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	4 988 751	4 614 535	374 216	–
Affectations bloquées				
Report.....	36 700	–	36 700	–
	5 025 451	4 614 535	410 916	–
Montants législatifs.....	538 459	538 459	–	–
	5 563 910	5 152 994	410 916	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	62 770 489	55 064 776	7 705 713	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 152 960	–	1 152 960	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(5 644 800)	(2 792 378)	(2 852 422)	–
	58 278 649	52 272 398	6 006 251	–
Montants législatifs.....	6 519 906	6 480 420	–	39 486
	64 798 555	58 752 818	6 006 251	39 486
Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 147 999 180	2 092 844 913	55 154 267	–
Dépenses directes des services de police contractuels	3 455 368 925	3 446 791 664	8 577 261	–
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix	20 481 376	20 225 221	256 155	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale.....	153 500 000	153 500 000	–	–
Ententes sur les analyses biologiques	15 088 637	15 088 637	–	–
Règlement de recours collectif	17 921 861	17 921 861	–	–
Renouvellement des systèmes radio – Nouveau-Brunswick	1 165 800	1 165 800	–	–
Service de police contre la cybercriminalité	18 558 333	12 666 134	5 892 199	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	2 551 803	2 551 803	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 800 000	864 640	935 360	–
Affectations bloquées				
Report.....	39 035 051	–	39 035 051	–
Réduction	16 080 000	–	16 080 000	–
Autre	56 091 787	–	56 091 787	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 836 732 074)	(1 808 505 272)	(28 226 802)	–
	4 108 910 679	3 955 115 401	153 795 278	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	151 216 450	81 440 436	69 776 014	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale.....	2 938 000	2 938 000	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	150 056 490	145 795 092	4 261 398	–
Service de police contre la cybercriminalité	986 532	431 232	555 300	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	5 261 109	5 261 109	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	63 834 486	–	63 834 486	–
Transfert/réaffectation	1 051 869	–	1 051 869	–
	<i>375 344 936</i>	<i>235 865 869</i>	<i>139 479 067</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	510 611 826	482 559 706	28 052 120	–
Affectations bloquées				
Report.....	9 128 000	–	9 128 000	–
	<i>519 739 826</i>	<i>482 559 706</i>	<i>37 180 120</i>	–
Montants législatifs.....	653 119 450	652 884 690	7 378	227 382
	5 657 114 891	5 326 425 666	330 461 843	227 382
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 805 010	3 493 016	2 311 994	–
Montants législatifs.....	381 688	381 688	–	–
	6 186 698	3 874 704	2 311 994	–
Total du portefeuille ministériel.....	13 735 281 434	12 503 210 699	1 038 461 982	193 608 753

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile												
Gestion des urgences	43 234 610	42 501 994	30 691 845	–	632 916 810	564 465 886	–	–	706 843 265	606 967 880	–	–
Sécurité communautaire	59 815 161	56 593 833	–	–	342 963 440	307 292 576	–	–	402 778 601	363 886 409	–	–
Sécurité nationale	28 856 579	27 587 099	–	–	3 720 371	3 319 108	–	–	32 576 950	30 906 207	–	–
Services internes	74 821 824	68 592 002	–	–	–	–	2 700 000	2 692 687	72 121 824	65 899 315	–	–
Total partiel	206 728 174	195 274 928	30 691 845	–	979 600 621	875 077 570	2 700 000	2 692 687	1 214 320 640	1 067 659 811	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 700 000)	(2 692 687)	–	–	–	–	(2 700 000)	(2 692 687)	–	–	–	–
Total du ministère.....	204 028 174	192 582 241	30 691 845	–	979 600 621	875 077 570	–	–	1 214 320 640	1 067 659 811	–	–
Agence des services frontaliers du Canada												
Gestion de la frontière	1 697 070 418	1 553 909 058	234 727 227	129 323 813	–	–	17 789 712	17 789 712	1 914 007 933	1 665 443 159	–	–
Exécution de la loi frontalière.....	384 101 907	302 390 602	109 232	708 386	–	–	–	–	384 211 139	303 098 988	–	–
Services internes.....	539 192 572	496 680 554	18 353 885	13 495 290	–	–	–	–	557 546 457	510 175 844	–	–
Total partiel	2 620 364 897	2 352 980 214	253 190 344	143 527 489	–	–	17 789 712	17 789 712	2 855 765 529	2 478 717 991	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(17 789 712)	(17 789 712)	–	–	–	–	(17 789 712)	(17 789 712)	–	–	–	–
Total de l'organisme	2 602 575 185	2 335 190 502	253 190 344	143 527 489	–	–	–	–	2 855 765 529	2 478 717 991	–	–
Service canadien du renseignement de sécurité												
Sécurité et renseignement	678 040 382	642 172 827	–	–	–	–	–	–	678 040 382	642 172 827	–	–
Total de l'organisme	678 040 382	642 172 827	–	–	–	–	–	–	678 040 382	642 172 827	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada												
Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada	7 297 876	6 369 451	–	–	–	–	–	–	7 297 876	6 369 451	–	–
Services internes.....	3 404 169	4 161 184	–	–	–	–	–	–	3 404 169	4 161 184	–	–
Total de l'organisme	10 702 045	10 530 635	–	–	–	–	–	–	10 702 045	10 530 635	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Service correctionnel du Canada												
Prise en charge et garde	1 938 979 615	1 742 157 068	188 143 516	120 336 463	163 987	163 987	–	–	2 127 287 118	1 862 657 518	–	–
Interventions correctionnelles	593 722 814	570 200 704	1 418 351	1 418 351	–	–	106 106 035	96 988 897	489 035 130	474 630 158	44 927	(32)
Surveillance dans la collectivité.....	173 036 787	168 395 878	5 932 963	4 107 431	3 307 335	3 307 335	–	–	182 277 085	175 810 644	–	–
Services internes.....	415 413 990	379 349 808	38 959 149	21 114 046	–	–	3 943 400	3 638 921	450 429 739	396 824 933	–	–
Total partiel	3 121 153 206	2 860 103 458	234 453 979	146 976 291	3 471 322	3 471 322	110 049 435	100 627 818	3 249 029 072	2 909 923 253	44 927	(32)
Revenus affectés aux dépenses	(110 049 435)	(100 627 818)	–	–	–	–	(110 049 435)	(100 627 818)	–	–	–	–
Total de l'organisme	3 011 103 771	2 759 475 640	234 453 979	146 976 291	3 471 322	3 471 322	–	–	3 249 029 072	2 909 923 253	44 927	(32)
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada												
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux.....	4 468 989	4 175 709	–	–	–	–	–	–	4 468 989	4 175 709	–	–
Services internes.....	1 094 921	977 285	–	–	–	–	–	–	1 094 921	977 285	–	–
Total de l'organisme	5 563 910	5 152 994	–	–	–	–	–	–	5 563 910	5 152 994	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	39 411 081	37 771 739	–	–	–	–	–	–	39 411 081	37 771 739	–	–
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition.....	4 641 284	4 490 685	–	–	–	–	–	–	4 641 284	4 490 685	–	–
Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence	11 900 133	6 147 333	–	–	–	–	5 644 800	2 792 378	6 255 333	3 354 955	–	–
Services internes.....	14 490 857	13 135 439	–	–	–	–	–	–	14 490 857	13 135 439	–	–
Total partiel	70 443 355	61 545 196	–	–	–	–	5 644 800	2 792 378	64 798 555	58 752 818	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(5 644 800)	(2 792 378)	–	–	–	–	(5 644 800)	(2 792 378)	–	–	–	–
Total de l'organisme	64 798 555	58 752 818	–	–	–	–	–	–	64 798 555	58 752 818	–	–
Gendarmerie royale du Canada												
Services de police contractuels et autochtones	4 124 898 769	3 990 172 233	207 284 916	163 012 251	383 262 847	362 221 306	1 771 171 416	1 771 171 416	2 944 275 116	2 744 234 374	–	–
Services de police fédérale.....	1 131 891 224	1 116 740 630	14 570 374	19 885 209	101 116 089	95 553 719	20 810 503	444 765	1 226 767 184	1 231 734 793	–	–
Services nationaux de police.....	655 365 388	601 062 445	45 976 704	33 830 055	39 687 648	29 111 439	25 601 059	26 271 709	715 428 681	637 732 230	–	–
Services internes.....	682 280 064	704 203 297	107 512 942	19 138 354	–	–	19 149 096	10 617 382	770 643 910	712 724 269	–	–
Total partiel	6 594 435 445	6 412 178 605	375 344 936	235 865 869	524 066 584	486 886 464	1 836 732 074	1 808 505 272	5 657 114 891	5 326 425 666	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 836 732 074)	(1 808 505 272)	–	–	–	–	(1 836 732 074)	(1 808 505 272)	–	–	–	–
Total de l'organisme	4 757 703 371	4 603 673 333	375 344 936	235 865 869	524 066 584	486 886 464	–	–	5 657 114 891	5 326 425 666	–	–

Comité externe d'examen de la													
Gendarmerie royale du Canada													
Examen indépendant de questions													
d'emploi concernant la													
Gendarmerie royale du Canada	6 186 698	3 874 704	-	-	-	-	-	-	-	6 186 698	3 874 704	-	-
Total de l'organisme	6 186 698	3 874 704	-	-	-	-	-	-	-	6 186 698	3 874 704	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	11 340 702 091	10 611 405 694	893 681 104	526 369 649	1 507 138 527	1 365 435 356	-	-	-	13 741 521 722	12 503 210 699	44 927	(32)

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Subventions									
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	–	21 600 000	–	–	21 600 000	21 600 000	–	–	21 600 000
Fonds pour la résilience communautaire.....	–	3 500 000	–	(3 121 000)	379 000	378 563	437	–	512 280
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	–	3 100 000	–	(536 000)	2 564 000	2 314 000	250 000	–	2 709 249
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale.....	–	1 796 144	–	–	1 796 144	1 796 144	–	–	1 796 144
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	1 760 000	–	(500 000)	1 260 000	1 132 137	127 863	–	1 017 892
Programme de coopération en matière de cybersécurité	–	1 000 000	–	(712 980)	287 020	287 020	–	–	16 603
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique ..	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Total – Subventions	–	33 756 144	–	(4 869 980)	28 886 164	28 507 864	378 300	–	28 652 168
Contributions									
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	–	445 750 181	–	–	445 750 181	445 750 181	–	–	205 000 000
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières Nations.....	–	172 070 209	14 159 321	(52 888 674)	133 340 856	131 371 947	1 968 909	–	125 254 244
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	–	61 286 023	–	(1 607 020)	59 679 003	59 677 769	1 234	–	44 553 273
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	42 582 899	–	(2 613 980)	39 968 919	36 613 828	3 355 091	–	37 747 548
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé.....	–	31 906 740	–	(2 295 286)	29 611 454	20 600 437	9 011 017	–	14 849 301
Programme national d'atténuation des catastrophes	–	20 000 000	–	(1 603 327)	18 396 673	18 396 672	1	–	1 952 810
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	18 247 326	–	–	18 247 326	12 712 840	5 534 486	–	11 923 152
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage.....	–	7 386 000	–	(693 775)	6 692 225	5 788 254	903 971	–	3 218 912
Programme de contributions pour les analyses biologiques	–	6 900 000	–	–	6 900 000	6 900 000	–	–	6 900 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	4 812 000	–	(362 000)	4 450 000	4 249 691	200 309	–	4 916 843

Fonds pour la résilience communautaire.....	–	3 500 000	–	2 390 000	5 890 000	5 867 222	22 778	–	5 661 382
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	–	3 000 000	–	–	3 000 000	3 000 000	–	–	2 250 000
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	–	2 533 738	–	–	2 533 738	1 884 690	649 048	–	2 238 498
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes.....	–	2 035 600	–	721 400	2 757 000	2 757 000	–	–	2 757 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité.....	–	1 000 000	–	2 433 351	3 433 351	3 032 088	401 263	–	1 213 791
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage.....	–	714 000	–	–	714 000	692 580	21 420	–	692 580
Association internationale des pompiers, Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT...	–	190 000	–	82 000	272 000	272 000	–	–	272 000
Indemnisation des accidents du travail.....	–	–	–	377 731	377 731	377 730	1	–	296 626
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure.....	–	–	83 200 000	–	83 200 000	38 895 440	44 304 560	–	–
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	–	–	70 000 000	–	70 000 000	47 229 337	22 770 663	–	59 885 206
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	–	–	15 000 000	–	15 000 000	–	15 000 000	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	41 204 748
Total – Contributions.....	–	824 414 716	182 359 321	(56 059 580)	950 714 457	846 569 706	104 144 751	–	573 287 914
Total du ministère	–	858 170 860	182 359 321	(60 929 560)	979 600 621	875 077 570	104 523 051	–	601 940 082
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire.....	–	120 000	–	–	120 000	120 000	–	–	120 000
Contributions									
Programme national de contributions pour les infrastructures du Service correctionnel du Canada	–	–	–	3 351 322	3 351 322	3 351 322	–	–	3 606 969
Total de l'organisme.....	–	120 000	–	3 351 322	3 471 322	3 471 322	–	–	3 726 969
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11).....	–	176 900 000	321 766 343	(423 517)	498 242 826	470 629 568	27 613 258	–	370 020 252
Plan de prestations des survivants de la GRC	–	2 586 483	–	423 517	3 010 000	2 929 123	80 877	–	2 127 046
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	642 015	357 985	–	674 258
(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	6 750 000	–	(2 423 242)	4 326 758	4 326 758	–	–	4 996 555
Total – Subventions.....	–	187 236 483	321 766 343	(2 423 242)	506 579 584	478 527 464	28 052 120	–	377 818 111
Contributions									
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	–	14 487 000	3 000 000	–	17 487 000	8 359 000	9 128 000	–	14 344 730
Total de l'organisme.....	–	201 723 483	324 766 343	(2 423 242)	524 066 584	486 886 464	37 180 120	–	392 162 841
Total du portefeuille ministériel	–	1 060 014 343	507 125 664	(60 001 480)	1 507 138 527	1 365 435 356	141 703 171	–	997 829 892

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 700 000	2 692 687	2 461 588
Total de l'organisme – Budgétaire	2 700 000	2 692 687	2 461 588
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion de la frontière	17 789 712	17 789 712	15 653 157
Total de l'organisme – Budgétaire	17 789 712	17 789 712	15 653 157
Service correctionnel du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Interventions correctionnelles			
CORCAN (OSS).....	106 106 035	96 988 897	102 776 504
Services internes			
Services de gestion de l'information autorisés en vertu de de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	3 943 400	3 638 921	2 976 292
Total budgétaire	110 049 435	100 627 818	105 752 796
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Interventions correctionnelles			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	–	202	232
Total de l'organisme – Budgétaire	110 049 435	100 627 818	105 752 796
Total de l'organisme – Non budgétaire	–	202	232¹
Commission des libérations conditionnelles du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Décisions relatives à la suspension du casier et recommandations concernant la clémence			
Frais de service.....	5 644 800	2 792 378	3 682 771
Total de l'organisme – Budgétaire	5 644 800	2 792 378	3 682 771

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de police contractuels et autochtones	1 771 171 416	1 771 171 416	1 698 686 556
Services de police fédérale.....	20 810 503	444 765	2 585 695
Services nationaux de police	25 601 059	26 271 709	23 586 649
Services internes	19 149 096	10 617 382	9 872 482
Total de l'organisme – Budgétaire	1 836 732 074	1 808 505 272	1 734 731 382
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	1 972 916 021	1 932 407 867	1 862 281 694
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	202	232¹

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Ventes de biens et de services		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 343 970	4 518 534	Droits et privilèges.....	342 195	371 184
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	17 471 460	9 204 636	Location et utilisation de biens publics	397	–
	24 815 430	13 723 170	Services de nature réglementaire.....	11 735 399	9 388 301
Ventes de biens et de services			Services de nature non réglementaire.....	6 945 452	6 589 785
Services de nature non réglementaire			Autres frais et droits.....	40 263	26 183
Revenu disponible	2 692 687	2 461 588		19 063 706	16 375 453
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	3 907	23 715	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	727 964	320 190
Revenus divers	26 296	24 648	Revenus divers		
Total du ministère	27 538 320	16 233 121	Intérêts et pénalités	98 735 905	78 451 646
			Autres revenus divers		
Agence des services frontaliers du Canada			Amendes imposées par le tribunal	276 533	355 955
Revenus fiscaux			Saisies	4 214 134	2 275 374
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente			Divers	1 664 594	967 306
harmonisée (TVH).....	27 530 887 877	22 718 650 435		104 891 166	82 050 281
Décret de remise de la taxe gouvernementale.....	(24 617 777)	(20 627 694)	Total des autres revenus	129 178 857	102 569 418
	27 506 270 100	22 698 022 741	Total de l'organisme	34 360 402 754	28 368 750 077
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence.....	22 239 302	25 369 876			
Droits de douane à l'importation	5 236 875 471	4 254 124 682	Service canadien du renseignement de sécurité		
Droits d'accise			Autres revenus		
Spiritueux.....	248 211	360 171	Revenus de placements		
Bière	79 995 786	100 159 945	Autres comptes		
Cigarettes	1 213 057 399	1 029 914 679	Intérêts des dépôts bancaires	–	177
Cigares	52 630 520	50 092 414	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Tabac naturel canadien en feuilles.....	92 883 443	85 935 661	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	390 425	449 122
	1 438 815 359	1 266 462 870	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 676 020	756 564
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication				2 066 445	1 205 686
Automobiles.....	2 996 077	3 334 281	Ventes de biens et de services		
Climatiseurs pour automobiles	18 590 734	14 480 410	Services de nature réglementaire.....	848 495	875 465
Vins	3 676 595	2 805 445	Autres frais et droits.....	2 248 666	2 167 237
Divers	1 760 259	1 580 354		3 097 161	3 042 702
	27 023 665	22 200 490	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	380 550	504 684
Total des revenus fiscaux	34 231 223 897	28 266 180 659	Revenus divers		
Autres revenus			Revenus divers.....	9 996	18 060
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus reportés.....	–	2 020
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 909 254	3 082 306		9 996	20 080
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	586 767	741 188	Total de l'organisme	5 554 152	4 773 329
	4 496 021	3 823 494			

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada					
Autres revenus			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Amendes et confiscations	130 666	121 332
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 521	25 391	Commandes téléphoniques	545	1 060
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	71 976	–	Réclamations de l'État	10 177	507
	90 497	25 391	Produits d'autres montants adjugés par une cour	47 705	6 530
Revenus divers	5	–	Divers	80 883	67 228
Total de l'organisme	90 502	25 391		269 976	196 657
Service correctionnel du Canada			Total de l'organisme	114 879 527	119 625 548
Autres revenus			Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 725 411	7 165 237	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 149 164	2 661 402	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 709	116 741
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	114 071	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	9 458
	8 874 575	9 940 710		20 709	126 199
Ventes de biens et de services			Revenus divers	15	1 195
Location et utilisation de biens publics			Total de l'organisme	20 724	127 394
Locations	1 356 790	1 146 307	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Services de nature non réglementaire			Autres revenus		
Services psychiatriques – Contrat	843 890	670 602	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Entretien des détenus – Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	1 194 569	1 092 882	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	289 490	274 790
Frais d'accès à l'information	1 365	1 940	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	121 802	1 021
Vente CORCAN – Frais de formation	35 383 207	41 647 580		411 292	275 811
	37 423 031	43 413 004	Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information			Services de nature réglementaire		
Vente CORCAN – Vente de produits manufacturés	60 983 076	61 627 055	Recettes générées pour services visant le traitement des demandes de suspension du casier	3 670 746	4 912 005
Autres frais et droits			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	63 892	47 550
Revenus reportés	619 793	(70 029)	Revenus divers		
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	4 248 450	2 976 292	Accès à l'information	31	60
	4 868 243	2 906 263	Total de l'organisme	4 145 961	5 235 426
	104 631 140	109 092 629			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 103 836	395 552			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada			Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Revenus de placements			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres comptes			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	6 662
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger –			Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	4 727
Intérêt	13 206	6 979	Total de l'organisme	–	11 389
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 183 614	6 955 805	Sommaire du portefeuille ministériel		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	267 603	130 527	Revenus fiscaux	34 231 223 897	28 266 180 659
	6 451 217	7 086 332	Autres revenus		
Ventes de biens et de services			Revenus de placements	13 206	7 156
Services de nature réglementaire			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	47 226 186	36 218 182
Droits applicables aux armes à feu	30 596 245	28 276 889	Ventes de biens et de services	3 395 648 523	2 670 511 419
Dactylogrammes	4 405 501	3 210 102	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 507 531	9 413 143
Accès à l'information	27 907	21 105	Revenus divers	108 366 606	84 176 799
Revenus reportés	2 566 504	3 944 030	Total des autres revenus	3 553 762 052	2 800 326 699
	37 596 157	35 452 126	Total du portefeuille ministériel	37 784 985 949	31 066 507 358
Services de nature non réglementaire					
Services de police – municipal	1 163 462 650	886 876 063			
Services de police – provincial	1 942 735 253	1 511 988 906			
Services de police – autochtone	63 018 014	54 122 355			
Services de protection parlementaire	2 098 611	4 392 119			
Analyses biologiques	17 765 865	15 446 932			
Location de bâtiments résidentiels	12 293 066	11 899 423			
Ventes d'autres biens	3 223 626	2 116 125			
Divers	14 678 970	11 503 857			
Revenus reportés	5 116 042	374 825			
	3 224 392 097	2 498 720 605			
Autres frais et droits					
Divers	504 829	454 311			
	3 262 493 083	2 534 627 042			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	227 382	8 121 452			
Revenus divers					
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	2 754 610	1 988 500			
Divers	414 511	(104 622)			
	3 169 121	1 883 878			
Total de l'organisme	3 272 354 009	2 551 725 683			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 27

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Services aux Autochtones

Ministère des Services aux Autochtones

**Agence fédérale de développement économique
pour le Nord de l'Ontario**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	514
Sommaire du portefeuille ministériel	516
Détail budgétaire par affectation	519
Responsabilités essentielles	521
Paievements de transfert	522
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	525
Revenus	525

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Services aux Autochtones**Services de santé et services sociaux**

Ces services sont principalement offerts en partenariat avec les collectivités et organisations autochtones, les provinces/territoires et agences. Ensemble, ces services sont axés sur la santé et le mieux-être des Autochtones. Ils comprennent des services de santé visant à renforcer les collectivités autochtones dans des domaines comme les modes de vie sains, la lutte contre les maladies transmissibles, le développement sain des enfants et les soins communautaires. Ils comprennent également des services sociaux qui mettent l'accent sur les enfants et les familles, incluant des services d'éducation de la maternelle à l'enseignement postsecondaire.

Services de gouvernance et de développement communautaire

Ces services sont généralement offerts en partenariat avec les collectivités et les établissements autochtones et sont axés sur une solide gouvernance communautaire et des fondations physiques. Ils comprennent des mesures de soutien à la capacité de gouvernance dans des domaines comme la planification communautaire et la gestion financière. Ils comprennent également le soutien aux investissements dans l'infrastructure communautaire, la gestion des terres et des ressources et le développement économique.

Services autodéterminés par les Autochtones

Ces services sont conçus et livrés par les Autochtones à l'intention des Autochtones. Il s'agit de services pour lesquels le contrôle, l'autorité et/ou la compétence ont été officiellement transférés aux collectivités ou organisations autochtones, tel que soutenu par le biais de financement ministériel.

Services et prestations aux individus

Ces services et prestations sont majoritairement offerts directement aux Autochtones par le Ministère. Les services et les avantages comprennent, entre autres, les prestations de soins cliniques et liées à la santé des Premières Nations et des Inuits, comme les soins pharmaceutiques, les soins dentaires et les soins de la vue. Le Ministère a également la responsabilité de déterminer l'admissibilité au registre des Indiens et de délivrer différentes preuves d'inscription, telles que les certificats sécurisés de statut indien, pouvant être utilisées pour accéder à divers programmes et services.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Développement économique du Nord de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario favorise une économie novatrice, diversifiée et inclusive dans le Nord de l'Ontario en investissant dans la croissance régionale, notamment la commercialisation et l'adoption de technologies, ainsi que la diversification des collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	2 095 935 733	–	–	2 095 935 733				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 370 648 221	–	1 370 648 221				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	336 848 403	–	336 848 403				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	65 989 160	–	65 989 160				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	12 701 296	12 701 296				
	crédit 10.....	–	–	–	600 000	600 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	66 422	66 422				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	5 477 325	5 477 325				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	34 257 822	34 257 822				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(332 780)	(332 780)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	(520 625)	(520 625)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(310 000)	(310 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(12 425 045)	(12 425 045)				
	Total – Crédit 1.....	–	2 095 935 733	1 773 485 784	39 506 082	3 908 927 599	2 408 082 431	1 500 845 168	–	2 071 838 085
5	Dépenses en capital.....	–	6 115 242	–	–	6 115 242				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	31 111 298	–	31 111 298				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	40 000	–	40 000				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	1 467 363	1 467 363				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(16 375 000)	(16 375 000)				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(4 965 475)	(4 965 475)				
	Total – Crédit 5.....	–	6 115 242	31 151 298	(19 873 112)	17 393 428	4 757 983	12 635 445	–	6 053 885
10	Subventions et contributions.....	–	11 283 347 845	–	–	11 283 347 845				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	3 985 198 423	–	3 985 198 423				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	1 734 582 743	–	1 734 582 743				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	700 440 031	–	700 440 031				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	12 425 045	12 425 045				
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	150 000	150 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	112 000	112 000				
	crédit 1 (Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.).....	–	–	–	65 766	65 766				

	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	-	-	-	1 732 489	1 732 489				
	crédit 5 (Ministère de la Justice).....	-	-	-	500 000	500 000				
	crédit 10 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	-	-	-	30 000	30 000				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	-	-	-	8 064 792	8 064 792				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	-	-	-	130 000	130 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	2 526 995	2 526 995				
	crédit 10 (Ministère des Transports).....	-	-	-	30 000 000	30 000 000				
	Virement au :									
	crédit 1.....	-	-	-	(600 000)	(600 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	-	-	-	(1 468 252)	(1 468 252)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	-	-	-	(46 396 986)	(46 396 986)				
	Total – Crédit 10.....	-	11 283 347 845	6 420 221 197	7 521 849	17 711 090 891	15 786 101 021	1 924 989 870	-	12 503 003 011
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	85 474 685	20 916 160	(16 951 497)	89 439 348	89 439 348	-	-	88 689 395
(S)	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	90 500	-	200	90 700	90 700	-	-	89 200
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	1 471 323	-	-	1 391 931	2 863 254	1 473 353	-	1 389 901	2 536 250
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	-	31 033 391	29 684 113	1	60 717 505	60 717 505	-	-	29 684 113
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	-	2 000 000	-	(2 000 000)	-	-	-	-	-
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$).....	32 490 796	-	-	-	32 490 796	-	-	32 490 796	-
(S)	Montants adjugés par une cour (<i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>).....	-	-	-	584 996	584 996	584 996	-	-	232 829
(S)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	-	2 100 000	-	(1 537 745)	562 255	562 255	-	-	282 228
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 650 836 520
	Total budgétaire.....	33 962 119	13 506 097 396	8 275 458 552	8 642 705	21 824 160 772	18 351 809 592	3 438 470 483	33 880 697	16 353 245 516
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite de 48 550 835 \$ (Net).....	48 517 156	-	-	-	48 517 156	-	-	48 517 156	-
	Total du ministère – Budgétaire.....	33 962 119	13 506 097 396	8 275 458 552	8 642 705	21 824 160 772	18 351 809 592	3 438 470 483	33 880 697	16 353 245 516
	Total du ministère – Non budgétaire.....	48 517 156	-	-	-	48 517 156	-	-	48 517 156	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario ²										
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	787 218	–	787 218				
	Affectations réputées du crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	8 386 863	8 386 863				
	Total – Crédit 1	–	–	787 218	8 386 863	9 174 081	8 071 688	1 102 393	–	–
5b	Subventions et contributions	–	–	21 076 585	–	21 076 585				
	Affectations réputées du crédit 10 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	70 251 166	70 251 166				
	Total – Crédit 5	–	–	21 076 585	70 251 166	91 327 751	80 300 881	11 026 870	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Restructuration	–	–	183 643	664 739	848 382	848 382	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	22 047 446	79 302 768	101 350 214	89 220 951	12 129 263	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	33 962 119	13 506 097 396	8 297 505 998	87 945 473	21 925 510 986	18 441 030 543	3 450 599 746	33 880 697	16 353 245 516
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

² Conformément aux décrets P.C. 2021–0839 et 2021–0840, ainsi qu'à l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, la responsabilité à l'égard de l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée du Ministère de l'Industrie à l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, qui constitue un nouveau ministère et a été ajoutée à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* le 6 août 2021.

Le décret C.P. 2021–0928 a nommé le ministre des Services aux Autochtones à titre de ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, aucune dépense non législative n'a été approuvée par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie pour l'exercice en cours.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Services aux Autochtones				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 021 075 847	939 420 203	81 655 644	–
Services de santé non assurés.....	1 512 950 693	1 382 152 629	130 798 064	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens.....	41 581 034	26 552 363	15 028 671	–
Principe de Jordan et Inuits.....	97 686 811	97 686 811	–	–
Iniquités fondées sur le sexe.....	6 664 778	6 664 778	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	453 615	453 615	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 321 868 547	–	1 321 868 547	–
Transfert/réaffectation.....	712 405	–	712 405	–
Réduction.....	250 000	–	250 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(94 316 131)	(44 847 968)	(49 468 163)	–
	<i>3 908 927 599</i>	<i>2 408 082 431</i>	<i>1 500 845 168</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	6 155 500	4 757 983	1 397 517	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 237 928	–	11 237 928	–
	<i>17 393 428</i>	<i>4 757 983</i>	<i>12 635 445</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	14 648 415 338	14 606 749 481	41 665 857	–
Services de santé non assurés.....	412 617 061	357 685 201	54 931 860	–
Programme d'assistance de gestion des urgences.....	154 585 034	154 585 034	–	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens.....	48 844 677	48 844 677	–	–
Principe de Jordan et Inuits.....	558 050 716	558 050 716	–	–
Les marchés de l'État, y compris les baux immobiliers, dans la région du Nunavut.....	569 950	569 950	–	–
Suivi et engagement des iniquités basées sur le sexe.....	1 615 962	1 615 962	–	–
Frais de déplacement pour raison médicale au Nunavut.....	62 000 000	58 000 000	4 000 000	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 821 392 153	–	1 821 392 153	–
Transfert/réaffectation.....	3 000 000	–	3 000 000	–
	<i>17 711 090 891</i>	<i>15 786 101 021</i>	<i>1 924 989 870</i>	–
Montants législatifs.....	186 748 854	152 868 157	–	33 880 697
	21 824 160 772	18 351 809 592	3 438 470 483	33 880 697

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	9 174 081	8 071 688	1 102 393	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	87 893 258	80 300 881	7 592 377	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 434 493	–	3 434 493	–
	91 327 751	80 300 881	11 026 870	–
Montants législatifs.....	848 382	848 382	–	–
	101 350 214	89 220 951	12 129 263	–
Total du portefeuille ministériel.....	21 925 510 986	18 441 030 543	3 450 599 746	33 880 697

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Services aux Autochtones												
Services de santé et services sociaux ...	1 625 505 885	333 722 661	10 299 959	504 356	9 517 088 044	8 337 728 181	317 165	–	11 152 576 723	8 671 955 198	–	–
Services de gouvernance et de développement communautaire.....	246 643 263	202 964 555	3 477 383	3 178 864	5 786 640 428	5 121 517 128	–	–	6 036 761 074	5 327 660 547	48 517 156	–
Services autodéterminés par les Autochtones	1 960 975	1 459 675	–	–	1 823 881 387	1 818 208 545	–	–	1 825 842 362	1 819 668 220	–	–
Services et prestations aux individus...	1 906 826 994	1 691 251 092	2 446 372	932 083	644 760 792	569 926 927	51 750 966	5 469 551	2 502 283 192	2 256 640 551	–	–
Services internes.....	347 775 707	315 120 813	1 169 714	142 680	–	–	42 248 000	39 378 417	306 697 421	275 885 076	–	–
Total partiel	4 128 712 824	2 544 518 796	17 393 428	4 757 983	17 772 370 651	15 847 380 781	94 316 131	44 847 968	21 824 160 772	18 351 809 592	48 517 156	–
Revenus affectés aux dépenses	(94 316 131)	(44 847 968)	–	–	–	–	(94 316 131)	(44 847 968)	–	–	–	–
Total du ministère.....	4 034 396 693	2 499 670 828	17 393 428	4 757 983	17 772 370 651	15 847 380 781	–	–	21 824 160 772	18 351 809 592	48 517 156	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario												
Développement économique du Nord de l'Ontario	8 169 068	7 066 675	–	–	91 327 751	80 300 881	–	–	99 496 819	87 367 556	–	–
Services internes.....	1 853 395	1 853 395	–	–	–	–	–	–	1 853 395	1 853 395	–	–
Total de l'organisme	10 022 463	8 920 070	–	–	91 327 751	80 300 881	–	–	101 350 214	89 220 951	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 044 419 156	2 508 590 898	17 393 428	4 757 983	17 863 698 402	15 927 681 662	–	–	21 925 510 986	18 441 030 543	48 517 156	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones									
Subventions									
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la <i>Loi sur les Indiens</i>	–	1 552 237 451	13 529 004	(655 137 628)	910 628 827	910 624 235	4 592	–	789 968 318
Subvention pour le financement du soutien des bandes.....	–	168 399 632	–	(4 507 473)	163 892 159	163 892 159	–	–	164 440 552
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord-cadre de la Gestion des terres des Premières Nations.....	–	43 905 735	–	(13 732 886)	30 172 849	30 172 849	–	–	28 552 142
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés.....	–	11 974 828	–	–	11 974 828	11 974 828	–	–	11 740 027
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon.....	–	10 000 000	–	(1 921 693)	8 078 307	8 078 304	3	–	8 650 941
Subventions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones.....	–	1 000 000	1 000 000	(2 000 000)	–	–	–	–	–
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations.....	–	977 000	–	(558 181)	418 819	418 819	–	–	454 420
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant.....	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	300 000
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations.....	–	150 000	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail.....	–	45 000	–	(15 000)	30 000	30 000	–	–	30 000
(S) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	–	2 100 000	–	(1 537 745)	562 255	562 255	–	–	282 228
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	20 400 000
Total – Subventions.....	–	1 791 089 646	14 529 004	(679 560 606)	1 126 058 044	1 126 053 449	4 595	–	1 024 818 628
Contributions									
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations.....	–	1 981 524 908	285 844 330	60 756 080	2 328 125 318	2 323 290 064	4 835 254	–	2 012 313 809
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires.....	–	1 950 951 803	937 501 109	168 588 535	3 057 041 447	2 643 198 947	413 842 500	–	1 941 753 655
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits.....	–	1 284 612 293	1 181 345 806	(2 339 023)	2 463 619 076	2 258 360 449	205 258 627	–	1 783 770 399
Contributions pour renforcer la sécurité et le bien-être des enfants des Premières Nations et de leurs familles.....	–	1 260 183 851	–	(1 260 183 851)	–	–	–	–	1 504 568 478
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon.....	–	921 505 871	377 269 443	183 860 432	1 482 635 746	1 465 463 606	17 172 140	–	1 057 907 514

Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits.....	-	844 414 284	198 127 470	124 653 665	1 167 195 419	1 098 556 197	68 639 222	-	992 437 818
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits.....	-	328 069 838	84 547 223	-	412 617 061	357 685 202	54 931 859	-	349 400 673
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations.....	-	300 172 439	89 487 929	73 763 952	463 424 320	463 424 320	-	-	357 668 319
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique.....	-	175 334 264	254 392 022	(13 131 339)	416 594 947	387 347 077	29 247 870	-	492 394 201
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves.....	-	97 994 272	705 042 174	9 387 053	812 423 499	660 201 902	152 221 597	-	360 586 326
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation.....	-	72 002 065	49 545 327	79 539 038	201 086 430	194 483 390	6 603 040	-	200 193 320
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones.....	-	69 303 051	325 828 627	(16 905 608)	378 226 070	364 709 303	13 516 767	-	205 509 396
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et les personnes bispirituel, lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, androgyne et asexuel+ autochtones.....	-	65 904 241	18 521 582	-	84 425 823	65 872 100	18 553 723	-	54 410 750
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail.....	-	35 559 000	59 600 000	(1 502 314)	93 656 686	93 656 686	-	-	35 654 941
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse.....	-	34 787 428	8 332 626	-	43 120 054	43 120 054	-	-	26 822 405
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion des sites contaminés.....	-	32 226 284	-	9 381 224	41 607 508	41 607 508	-	-	46 668 493
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones.....	-	15 950 000	352 626 846	30 939 096	399 515 942	399 491 955	23 987	-	34 249 507
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	-	8 625 846	-	675 965	9 301 811	9 088 477	213 334	-	5 466 704
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits.....	-	8 458 159	3 247 191	1 760 765	13 466 115	13 466 115	-	-	8 950 768
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription.....	-	6 778 302	94 107	1 554 556	8 426 965	8 287 620	139 345	-	7 739 135
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants et aux familles.....	-	-	846 147 179	1 166 869 208	2 013 016 387	1 383 476 475	629 539 912	-	-
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles.....	-	-	618 164 236	67 877 276	686 041 512	384 431 164	301 610 348	-	-
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones.....	-	-	10 026 966	-	10 026 966	1 391 216	8 635 750	-	-
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	-	31 033 391	29 684 113	1	60 717 505	60 717 505	-	-	29 684 113
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	1 605 388 338
Total – Contributions.....	-	9 525 391 590	6 435 376 306	685 544 711	16 646 312 607	14 721 327 332	1 924 985 275	-	13 113 539 062
Total du ministère.....	-	11 316 481 236	6 449 905 310	5 984 105	17 772 370 651	15 847 380 781	1 924 989 870	-	14 138 357 690

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario									
Contributions									
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	–	–	12 878 429	31 702 388	44 580 817	44 574 607	6 210	–	–
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	8 198 156	28 805 937	37 004 093	27 535 673	9 468 420	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	–	–	9 138 089	9 138 089	7 585 849	1 552 240	–	–
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique	–	–	–	604 752	604 752	604 752	–	–	–
Total de l'organisme	–	–	21 076 585	70 251 166	91 327 751	80 300 881	11 026 870	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	–	11 316 481 236	6 470 981 895	76 235 271	17 863 698 402	15 927 681 662	1 936 016 740	–	14 138 357 690

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de santé et services sociaux	317 165	–	–
Services et prestations aux individus.....	51 750 966	5 469 551	3 945 820
Services internes.....	42 248 000	39 378 417	40 478 504
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	94 316 131	44 847 968	44 424 324

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le Développement économique des Indiens.....	10 787	11 344
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	88 891	93 889
	99 678	105 233
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	5 905 650	12 476 738
Remboursements de paiements de transfert.....	9 955 240	6 847 306
Recouvrement de trop-payés de salaires.....	965	965
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	46 871 021	1 888 287
Fonctionnement et entretien	8 081 987	439 595
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.....	–	69 346
	70 814 863	21 722 237 ²
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Droits de permis	1 700	–
Services de nature non réglementaire		
Services de santé.....	9 753	5 617
Services d'hospitalisation	5 643 157	3 515 692
Autres frais et droits	23 250	16 653
	5 676 160	3 537 962
Autres frais et droits		
Divers	39 378 417	40 478 504
	45 056 277	44 016 466
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 391 931	1 608 304
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	335 384	235 749
Contributions remboursables	3 763 223	–
Divers	5 514 375	15 721 036
	9 612 982	15 956 785
Total du ministère.....	126 975 731	83 409 025

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
Autres revenus		
Revenus divers		
Prêts	1 542 794	–
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	271 833	–
Total de l'organisme	1 814 627	–
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	99 678	105 233
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	70 814 863	21 722 237 ²
Ventes de biens et de services.....	45 056 277	44 016 466
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 391 931	1 608 304
Revenus divers	11 427 609	15 956 785
Total du portefeuille ministériel.....	128 790 358	83 409 025

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 28

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Services publics et Approvisionnement

**Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux**

Société canadienne des postes

Commission de la capitale nationale

Services partagés Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	528
Sommaire du portefeuille ministériel	530
Détail budgétaire par affectation	533
Responsabilités essentielles	535
Paiements de transfert	536
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	537
Revenus	537

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux**Biens et infrastructure**

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Paiements et comptabilité

Services publics et Approvisionnement Canada perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Achat de biens et de services

Services publics et Approvisionnement Canada achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes

La Société a pour mission de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, fonds ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international et de veiller à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

Commission de la capitale nationale

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale du Canada et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

Services partagés Canada

Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada

En utilisant une approche à l'échelle du gouvernement, Services partagés Canada offre des opérations de TI, une infrastructure de TI ainsi que des services de communication et de technologie en milieu de travail fiables et sécurisés, qui soutiennent et permettent l'exécution de programmes à l'échelle du gouvernement et de services numériques pour la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	2 704 667 883	–	–	2 704 667 883				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	664 795 630	–	664 795 630				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	157 824 798	–	157 824 798				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	350 000	350 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 131 960	3 131 960				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	11 353 292	11 353 292				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	59 376 041	59 376 041				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	8 582 822	8 582 822				
	Virement au :									
	crédit 1 (Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports).....	–	–	–	(614 599)	(614 599)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(335 400)	(335 400)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(1 651 090)	(1 651 090)				
	crédit 5 (Commission de la capitale nationale).....	–	–	–	(32 000 000)	(32 000 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	2 704 667 883	822 620 428	48 184 693	3 575 473 004	2 828 024 438	747 448 566	–	2 857 756 117
5	Dépenses en capital.....	–	1 632 968 893	–	–	1 632 968 893				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	91 294	91 294				
	Total – Crédit 5.....	–	1 632 968 893	–	91 294	1 633 060 187	1 198 251 199	434 808 988	–	1 150 463 966
10c	Fonds renouvelables du bureau de la traduction.....	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	146 043 596	10 395 642	489 305	156 928 543	156 928 543	–	–	164 137 954
(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	18 533 963	(70 806)	–	70 806	18 533 963	2 109 984	–	16 423 979	18 636 678
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>).....	30 383 666	3 367 423	21 064 130	(24 431 553)	30 383 666				
	Augmentation de l'autorisation de prélèvement.....	–	–	–	10 000 000	10 000 000				
	Total—Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	30 383 666	3 367 423	21 064 130	(14 431 553)	40 383 666	11 135 137	–	29 248 529	16 108 748
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	224 872 527	4 162 692	–	(4 162 692)	224 872 527	(26 816 398)	–	251 688 925	(16 236 119)
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense (<i>Loi sur la production de défense</i>).....	100 000 000	–	–	–	100 000 000	–	–	100 000 000	–

(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	283 525	–	–	294 594	578 119	240 504	43 021	294 594	294 067
(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices en vertu de la <i>Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts</i>									
	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	582 912 253	582 912 253	582 912 253	–	–	557 833 452
	Recouvrements des ministères responsables	–	–	–	(580 524 221)	(580 524 221)	(580 524 221)	–	–	(522 218 504)
	Total – Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	2 388 032	2 388 032	2 388 032	–	–	35 614 948
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	19	19	19	–	–	–
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	73	73	73	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	220 005 388
	Total budgétaire	374 073 681	4 491 230 181	854 080 201	32 924 771	5 752 308 834	4 172 352 231	1 182 300 576	397 656 027	4 446 870 947
L10b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 \$ (Net)	18 311 574	–	–	–	18 311 574	1 683 870	–	16 627 704	(59 724)
(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	77 325 617	–	–	–	77 325 617	(7 861 361)	–	85 186 978	(5 138 785)
	Total non budgétaire	95 637 191	–	–	–	95 637 191	(6 177 491)	–	101 814 682	(5 198 509)
	Total du ministère – Budgétaire	374 073 681	4 491 230 181	854 080 201	32 924 771	5 752 308 834	4 172 352 231	1 182 300 576	397 656 027	4 446 870 947
	Total du ministère – Non budgétaire	95 637 191	–	–	–	95 637 191	(6 177 491)	–	101 814 682	(5 198 509)
	Société canadienne des postes									
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	–	22 210 000	–	–	22 210 000	22 210 000	–	–	22 209 960
(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	500 000 000	–	–	–	500 000 000	–	–	500 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	22 210 000	–	–	22 210 000	22 210 000	–	–	22 209 960
	Total de l'organisme – Non budgétaire	500 000 000	–	–	–	500 000 000	–	–	500 000 000	–
	Commission de la capitale nationale									
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement Virement du :	–	71 036 181	–	–	71 036 181				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 449 471	2 449 471				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 282 476	1 282 476				
	Total – Crédit 1	–	71 036 181	–	3 731 947	74 768 128	74 768 128	–	–	83 394 839
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital Virement du crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	84 945 549	–	–	84 945 549				
	Total – Crédit 5	–	84 945 549	–	32 000 000	32 000 000	116 945 549	–	–	70 318 548
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	155 981 730	–	35 731 947	191 713 677	191 713 677	–	–	153 713 387
	Services partagés Canada ²									
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 330 329	–	20 330 329				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	97 251 099	–	97 251 099				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	1 651 090	1 651 090				
	crédit 5	–	–	–	40 819 000	40 819 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	224 141	224 141				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	27 190 188	27 190 188				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	105 583 514	105 583 514				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(9 756 429)	(9 756 429)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(7 110 251)	(7 110 251)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(1 033 333)	(1 033 333)				
	Reclassé de Gouvernement numérique (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	1 694 283 305	1 694 283 305				
	Total – Crédit 1	–	–	117 581 428	1 851 851 225	1 969 432 653	1 822 076 368	147 356 285	–	1 797 857 668
5b	Dépenses en capital	–	–	23 224 702	–	23 224 702				
5c	Dépenses en capital	–	–	4 579 946	–	4 579 946				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	75 266 168	75 266 168				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(40 819 000)	(40 819 000)				
	Reclassé de Gouvernement numérique (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	276 127 875	276 127 875				
	Total – Crédit 5	–	–	27 804 648	310 575 043	338 379 691	223 603 161	114 776 530	–	392 322 537
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	5 502 183	106 129 855	111 632 038	111 632 038	–	–	103 522 096
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	4 827 451	4 827 451	4 827 451	–	–	4 982 674
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	15 162	15 162	15 162	–	–	32 298
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	13 480 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	150 888 259	2 273 398 736	2 424 286 995	2 162 154 180	262 132 815	–	2 312 197 273
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	374 073 681	4 669 421 911	1 004 968 460	2 342 055 454	8 390 519 506	6 548 430 088	1 444 433 391	397 656 027	6 934 991 567
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	595 637 191	–	–	–	595 637 191	(6 177 491)	–	601 814 682	(5 198 509)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

² Le décret C.P. 2021-0926 a nommé la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement à titre de ministre responsable de Services partagés Canada, à compter du 26 octobre 2021. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 1 043 904 630 \$ ont été approuvées par la ministre du Gouvernement numérique.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 645 538 547	1 608 713 991	36 824 556	–
Fonction d'administration de rémunération centrale et du receveur général	111 072 115	94 307 392	16 764 723	–
Services immobiliers	2 374 219 305	2 369 980 824	4 238 481	–
Services linguistiques	41 117 413	41 117 413	–	–
Coûts et programme d'assurance de profits.....	3 486 812	3 426 500	60 312	–
Initiatives publicitaires	500 000	–	500 000	–
Opérations du Cap-Breton	24 460 291	23 300 413	1 159 878	–
Après-mise en œuvre du système de paye	314 267 595	314 267 595	–	–
Planification préalable pour les projets de dépenses en capital, réaménagements et projets spécifiques non amortissables.....	185 350 836	178 867 648	6 483 188	–
Solution d'achats électroniques.....	35 580 201	35 580 201	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	386 483	386 483	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	672 026 130	–	672 026 130	–
Transfert/réaffectation	7 804 334	–	7 804 334	–
Réduction	2 877 460	–	2 877 460	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 843 214 518)	(1 841 924 022)	(1 290 496)	–
	<i>3 575 473 004</i>	<i>2 828 024 438</i>	<i>747 448 566</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	1 283 662 073	861 598 523	422 063 550	–
Biens immobiliers – Contrat de location-acquisition	128 869 327	124 539 946	4 329 381	–
Biens immobiliers – Réaménagement / aménagement	174 227 095	174 227 095	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	37 885 635	37 885 635	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	8 413 517	–	8 413 517	–
Affectations bloquées				
Réduction	2 540	–	2 540	–
	<i>1 633 060 187</i>	<i>1 198 251 199</i>	<i>434 808 988</i>	–
Crédit 10 – Fonds renouvelable du Bureau de la traduction				
Services linguistiques	1	–	1	–
Montants législatifs.....	543 775 642	146 076 594	43 021	397 656 027
	5 752 308 834	4 172 352 231	1 182 300 576	397 656 027
Société canadienne des postes				
Crédit 1 – Paiements à la Société à des fins spéciales				
Paiements à la Société d'État	22 210 000	22 210 000	–	–
Commission de la capitale nationale				
Crédit 1 – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	74 768 128	74 768 128	–	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	116 945 549	116 945 549	–	–
	191 713 677	191 713 677	–	–
Services partagés Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 766 251 294	2 714 644 366	51 606 928	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada.....	3 388 908	2 674 757	714 151	–
Communications mobiles sécurisées	234 736	–	234 736	–
Solutions innovatrices Canada	5 388 395	5 388 395	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	91 265 593	–	91 265 593	–
Réduction	3 534 877	–	3 534 877	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(900 631 150)	(900 631 150)	–	–
	1 969 432 653	1 822 076 368	147 356 285	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	361 501 455	268 020 771	93 480 684	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada.....	77 776	–	77 776	–
Financement pour le Programme de renouvellement de technologie de l'information	1 909 190	1 909 190	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	44 105 023	–	44 105 023	–
Réduction	786 247	–	786 247	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(70 000 000)	(46 326 800)	(23 673 200)	–
	338 379 691	223 603 161	114 776 530	–
Montants législatifs.....	116 474 651	116 474 651	–	–
	2 424 286 995	2 162 154 180	262 132 815	–
Total du portefeuille ministériel.....	8 390 519 506	6 548 430 088	1 444 433 391	397 656 027

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux												
Biens et infrastructure.....	4 976 994 414	4 618 482 466	1 483 681 741	1 102 325 081	-	-	2 972 135 361	2 898 848 129	3 488 540 794	2 821 959 418	-	-
Paiements et comptabilité.....	739 904 969	704 262 709	44 063 981	39 589 399	2 388 032	2 388 032	163 321 935	162 031 438	623 035 047	584 208 702	-	-
Achat de biens et de services.....	1 667 562 872	1 004 883 925	6 795 250	3 432 653	-	-	682 147 800	759 704 416	992 210 322	248 612 162	-	-
Soutien à l'échelle du gouvernement...	532 131 494	489 753 834	27 199 706	17 724 420	-	-	347 259 469	352 395 907	212 071 731	155 082 347	-	-
Ombudsman de l'approvisionnement..	4 488 806	3 995 892	-	-	-	-	-	-	4 488 806	3 995 892	-	-
Services internes.....	439 592 995	402 264 434	71 319 509	35 179 646	-	-	78 950 370	78 950 370	431 962 134	358 493 710	-	-
Caisse d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 311 574	1 683 870
Administration des biens saisis.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77 325 617	(7 861 361)
Total partiel.....	8 360 675 550	7 223 643 260	1 633 060 187	1 198 251 199	2 388 032	2 388 032	4 243 814 935	4 251 930 260	5 752 308 834	4 172 352 231	95 637 191	(6 177 491)
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 243 814 935)	(4 251 930 260)	-	-	-	-	(4 243 814 935)	(4 251 930 260)	-	-	-	-
Total du ministère.....	4 116 860 615	2 971 713 000	1 633 060 187	1 198 251 199	2 388 032	2 388 032	-	-	5 752 308 834	4 172 352 231	95 637 191	(6 177 491)
Société canadienne des postes.....	22 210 000	22 210 000	-	-	-	-	-	-	22 210 000	22 210 000	500 000 000	-
Commission de la capitale nationale	74 768 128	74 768 128	116 945 549	116 945 549	-	-	-	-	191 713 677	191 713 677	-	-
Services partagés Canada												
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada.....	2 689 187 758	2 541 831 473	399 187 485	260 737 755	-	-	970 631 150	946 957 950	2 117 744 093	1 855 611 278	-	-
Services internes.....	297 350 696	297 350 696	9 192 206	9 192 206	-	-	-	-	306 542 902	306 542 902	-	-
Total partiel.....	2 986 538 454	2 839 182 169	408 379 691	269 929 961	-	-	970 631 150	946 957 950	2 424 286 995	2 162 154 180	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(900 631 150)	(900 631 150)	(70 000 000)	(46 326 800)	-	-	(970 631 150)	(946 957 950)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	2 085 907 304	1 938 551 019	338 379 691	223 603 161	-	-	-	-	2 424 286 995	2 162 154 180	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	6 299 746 047	5 007 242 147	2 088 385 427	1 538 799 909	2 388 032	2 388 032	-	-	8 390 519 506	6 548 430 088	595 637 191	(6 177 491)

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Subventions									
(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	582 912 253	582 912 253	582 912 253	–	–	557 833 452
(S) Recouvrements de paiement en remplacement d'impôts fonciers des ministères responsables	–	–	–	(580 524 221)	(580 524 221)	(580 524 221)	–	–	(522 218 504)
Total du ministère	–	–	–	2 388 032	2 388 032	2 388 032	–	–	35 614 948

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Biens et infrastructure	2 972 135 361	2 898 848 129	2 804 062 551
Paiements et comptabilité	163 321 935	162 031 438	170 095 171
Achat de biens et de services	682 147 800	759 704 416	303 816 398
Soutien à l'échelle du gouvernement	347 259 469	352 395 907	304 656 923
Services internes	78 950 370	78 950 370	73 740 540
Total budgétaire.....	4 243 814 935	4 251 930 260	3 656 371 583
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement – Caisse d'avance fixe	18 311 574	–	(59 724)
Administration des biens saisis	–	35 828 975	28 361 604
Total Non budgétaire.....	18 311 574	35 828 975	28 301 880
Total du ministère – Budgétaire	4 243 814 935	4 251 930 260	3 656 371 583
Total du ministère – Non budgétaire.....	18 311 574	35 828 975	28 301 880
Services partagés Canada ¹			
Télécommunications	–	–	461 054 630
Centres de données	–	–	225 693 885
Gestion des relations avec la clientèle et des services	–	–	44 427 971
Cybersécurité et sécurité de la technologie de l'information	–	–	60 486 206
Courriel et technologie en milieu de travail	–	–	73 819 011
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	970 631 150	946 957 950	–
Total de l'organisme – Budgétaire.....	970 631 150	946 957 950	865 481 703
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 214 446 085	5 198 888 210	4 521 853 286¹
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	18 311 574	35 828 975	28 301 880

¹ Au cours de l'exercice, Services partagés Canada a été transféré au portefeuille ministériel de Services publics et Approvisionnement. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 865 481 703 \$.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Société immobilière du Canada limitée – Dividendes.....	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 342 767	22 116 180
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	16 111 768	18 889 348
	56 454 535	41 005 528
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics.....	848 859 150	862 973 644
Revenus reportés	83 451	74 728
	848 942 601	863 048 372
Services de nature réglementaire		
Bénéfices de bassins de radoub	9 473 159	9 406 335
Divers	161 046 242	169 189 073
	170 519 401	178 595 408
Services de nature non réglementaire		
Location, licences et permis	1 224 743 294	736 450 517
Autres revenus	13 028 347	5 162 221
	1 237 771 641	741 612 738
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications.....	2 826 684	2 427 253
Vente d'autres biens	1 711 469	84 528 184
Autres revenus provenant des services non réglementaires.....	207 505 607	183 310 469
Divers	1 443 049 801	1 394 184 583
	1 655 093 561	1 664 450 489
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	341 795 993	330 647 983
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		
	16 566 305	2 905 407
	358 362 298	333 553 390
	4 270 689 502	3 781 260 397
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	294 594	283 525
Revenus divers		
Dons à l'État	76 752	186 807
Produits de l'aliénation des biens immobiliers.....	2 815 193	8 310 855

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Gains sur les opérations de change	214	–
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	43 473	121 101
Divers.....	91 895 442	79 223 331
	94 831 074	87 842 094
Total du ministère.....	4 432 269 705	3 920 391 544
Direction des opérations de la		
paye et de la gestion des services		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Paye en arriérés.....	26 141 980	27 056 413
Total de la direction.....	26 141 980	27 056 413
Services partagés Canada ¹		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	5 629 248	2 715 869
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	4 716 509	7 583 178
	10 345 757	10 299 047
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire.....	947 262 541	866 874 913
Ventes de biens et de produits d'information	(8 802)	147 024
Autres frais et droits	–	20
	947 253 739	867 021 957
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 113	32 347
Revenus divers		
Intérêts et pénalités.....	(25 072)	20 904
Autres revenus divers	41 420 144	29 971 723
	41 395 072	29 992 627
Total de l'organisme.....	999 009 681	907 345 978
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	92 942 272	78 360 988
Ventes de biens et de services.....	5 217 943 241	4 648 282 354
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	309 707	315 872
Revenus divers	136 226 146	117 834 721
Total du portefeuille ministériel.....	5 457 421 366	4 854 793 935¹

¹ Au cours de l'exercice, Services partagés Canada a été transféré au portefeuille ministériel de Services publics et Approvisionnement. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 907 345 978 \$.

Section 29

*Comptes publics du Canada
2021-2022*

Transports

Ministère des Transports

**Administration canadienne de la sûreté
du transport aérien**

Office des transports du Canada

Marine Atlantique S.C.C.

La Société des ponts fédéraux Limitée

VIA Rail Canada Inc.

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	540
Sommaire du portefeuille ministériel	542
Détail budgétaire par affectation	545
Responsabilités essentielles	547
Paiements de transfert	548
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	550
Revenus	550

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Transports**Réseau de transport efficace**

Appuie le transport efficace des produits vers les marchés grâce à des investissements dans les corridors commerciaux du Canada; adopte et met en œuvre des règles et des politiques pour s'assurer que les passagers aériens canadiens et les expéditeurs ont accès à suffisamment d'options et à un meilleur service; et gère les biens de transport de manière à en garantir la valeur pour les Canadiens.

Réseau de transport écologique et novateur

Faire progresser le programme environnemental lié au secteur des transports du gouvernement du Canada par la réduction des émissions atmosphériques nocives; protéger les milieux océanique et marin du Canada par la réduction des répercussions du transport maritime; confirmer un engagement envers l'innovation dans le secteur des transports.

Réseau de transport sûr et sécuritaire

Veiller à ce que le réseau de transport canadien soit sûr et sécuritaire au moyen des lois, des règlements, des politiques et des activités de surveillance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est responsable de prendre des mesures en vue de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. De plus, la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien* stipule que la prestation des services de contrôle doit être uniforme et se faire dans l'intérêt du public. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a le mandat d'assurer la sûreté dans les quatre secteurs suivants de la sûreté du transport aérien : Contrôle préembarquement, Contrôle des bagages enregistrés, Contrôle des non-passagers, Carte d'identité pour les zones réglementées. De plus, aux termes d'une entente conclue avec Transports Canada en 2010, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est autorisée à effectuer le contrôle du fret dans 49 petits aéroports, lorsque la capacité existe.

Office des transports du Canada

Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport

Fixer et mettre en application des règles liées à l'économie, à l'accessibilité et à la protection des voyageurs aériens dans le cadre du système de transport national; régler les différends entre les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport au moyen de la facilitation, de la médiation, de l'arbitrage et du processus formel de règlement des différends, et fournir des renseignements aux intervenants et aux Canadiens en général sur le système de transport et sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de transport.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Marine Atlantique S.C.C.

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Gestion de ponts internationaux

Surveiller les intérêts canadiens à l'égard de l'administration des ponts suivants en tant qu'entreprise : le pont international de Sault Ste. Marie, le pont international des Mille-Îles, le pont Blue Water et le pont international de la voie maritime. Administrer les ponts internationaux en assumant une excellente gestion, en adoptant les meilleures pratiques à l'égard du portefeuille de ponts, en optimisant les processus et en établissant de solides partenariats avec les intervenants. Assurer la sûreté et la sécurité des voies internationales commerciales et faciliter le transport efficace des personnes et des biens.

VIA Rail Canada Inc.

Offrir un service de transport ferroviaire voyageur national sécuritaire, sûr, efficace, fiable et respectueux de l'environnement, et qui répond aux besoins des voyageurs du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	741 693 237	–	–	741 693 237				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 868 901	–	2 868 901				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	34 880 837	–	34 880 837				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	275 797	275 797				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	36 001	36 001				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	255 000	255 000				
	crédit 10	–	–	–	2 456 000	2 456 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 848 627	1 848 627				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	5 652 290	5 652 290				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	37 247 477	37 247 477				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	5 728 386	5 728 386				
	Virement au :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(389 069)	(389 069)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(8 333)	(8 333)				
	crédit 10	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	Total – Crédit 1	–	741 693 237	37 749 738	52 702 176	832 145 151	786 991 132	45 154 019	–	783 300 811
5	Dépenses en capital.....	–	122 406 985	–	–	122 406 985				
5a	Dépenses en capital	–	–	375 791	–	375 791				
5c	Dépenses en capital	–	–	10 857 445	–	10 857 445				
	Virement du :									
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	114 346	114 346				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 575 892	1 575 892				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	69 058 244	69 058 244				
	Total – Crédit 5	–	122 406 985	11 233 236	70 748 482	204 388 703	104 942 113	99 446 590	–	248 383 904
10	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	–	960 185 842	–	–	960 185 842				
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	–	–	373 362 200	–	373 362 200				
10c	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	–	–	175 779 834	–	175 779 834				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	235 000	235 000				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(2 456 000)	(2 456 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(30 000 000)	(30 000 000)				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	Total – Crédit 10	–	960 185 842	549 142 034	(32 071 000)	1 477 256 876	1 009 359 062	467 897 814	–	384 402 308
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	86 818 172	3 614 534	(2 575 189)	87 857 517	87 857 517	–	–	92 278 976

(S)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	90 500	–	200	90 700	90 700	–	–	89 200
(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)	–	66 750 800	–	10 355 588	77 106 388	77 106 388	–	–	72 894 839
(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....	–	69 999 777	–	(694 244)	69 305 533	69 305 533	–	–	68 603 289
(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42) ...	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 286 585	–	–	15 802 268	19 088 853	3 286 585	–	15 802 268	1 346 585
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	40 967 652	40 967 652	40 967 652	–	–	38 586 030
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	203 978 746
	Total du ministère – Budgétaire.....	3 286 585	2 051 245 313	601 739 542	155 235 933	2 811 507 373	2 183 206 682	612 498 423	15 802 268	1 897 164 688
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien									
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	567 828 793	–	–	567 828 793				
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	285 061 112	–	285 061 112				
1c	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	6 650 000	–	6 650 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	567 828 793	291 711 112	–	859 539 905	686 115 078	173 424 827	–	686 325 308
	Office des transports du Canada									
1	Dépenses du programme	–	35 786 127	–	–	35 786 127				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 522 137	–	3 522 137				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	9 000	9 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	267 530	267 530				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 044 087	1 044 087				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	691 481	691 481				
	Total – Crédit 1	–	35 786 127	3 522 137	2 012 098	41 320 362	38 453 775	2 866 587	–	36 759 151
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 606 390	–	(172 278)	4 434 112	4 434 112	–	–	4 629 858
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	8 220
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	40 392 517	3 522 137	1 839 820	45 754 474	42 887 887	2 866 587	–	41 397 229
	Marine Atlantique S.C.C.									
1	Paiements à la Société.....	–	149 875 667	–	–	149 875 667	130 809 588	19 066 079	–	140 567 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	149 875 667	–	–	149 875 667	130 809 588	19 066 079	–	140 567 000

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	La Société des ponts fédéraux Limitée									
1b	Paiements à la Société.....	–	18 497 000	–	–	18 497 000	9 123 879	9 373 121	–	4 581 003
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 480 387
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	18 497 000	–	–	18 497 000	9 123 879	9 373 121	–	6 061 390
	VIA Rail Canada Inc.									
1	Paiements à la Société.....	–	769 779 151	–	–	769 779 151				
1a	Paiements à la Société	–	–	95 000 000	–	95 000 000				
1c	Paiements à la Société	–	–	35 239 393	–	35 239 393				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	769 779 151	130 239 393	–	900 018 544	628 856 038	271 162 506	–	651 558 580
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 286 585	3 597 618 441	1 027 212 184	157 075 753	4 785 192 963	3 680 999 152	1 088 391 543	15 802 268	3 423 074 195

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Transports				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	893 487 153	868 927 694	24 559 459	–
Programme d'inspection des navires-citernes	2 211 274	1 970 517	240 757	–
Affectations bloquées				
Report	4 000 000	–	4 000 000	–
Réduction	3 960 000	–	3 960 000	–
Autre	12 393 803	–	12 393 803	–
Revenus affectés aux dépenses	(83 907 079)	(83 907 079)	–	–
	832 145 151	786 991 132	45 154 019	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	142 416 194	104 942 113	37 474 081	–
Affectations bloquées				
Report	60 626 575	–	60 626 575	–
Transfert/réaffectation	1 345 934	–	1 345 934	–
	204 388 703	104 942 113	99 446 590	–
Crédit 10 – Subventions et contributions – Réseau de transport efficace				
Subventions et contributions	1 036 369 926	1 008 343 733	28 026 193	–
Solutions innovatrices Canada	1 015 329	1 015 329	–	–
Affectations bloquées				
Report	439 871 621	–	439 871 621	–
	1 477 256 876	1 009 359 062	467 897 814	–
Montants législatifs	297 716 643	281 914 375	–	15 802 268
	2 811 507 373	2 183 206 682	612 498 423	15 802 268
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
Crédit 1 – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	811 806 781	675 979 316	135 827 465	–
Budget en capital	47 733 124	10 135 762	37 597 362	–
	859 539 905	686 115 078	173 424 827	–
Office des transports du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	39 589 013	38 453 775	1 135 238	–
Affectations bloquées				
Report	1 681 140	–	1 681 140	–
Autre	50 209	–	50 209	–
	41 320 362	38 453 775	2 866 587	–
Montants législatifs	4 434 112	4 434 112	–	–
	45 754 474	42 887 887	2 866 587	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Marine Atlantique S.C.C.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	92 973 588	92 973 588	–	–
Budget en capital.....	46 738 079	37 836 000	8 902 079	–
Affectations bloquées				
Report.....	9 866 079	–	9 866 079	–
Autre	297 921	–	297 921	–
	149 875 667	130 809 588	19 066 079	–
La Société des ponts fédéraux Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	11 407 000	8 750 000	2 657 000	–
Budget en capital.....	7 090 000	373 879	6 716 121	–
	18 497 000	9 123 879	9 373 121	–
VIA Rail Canada Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	424 232 874	394 588 284	29 644 590	–
Budget en capital.....	475 785 670	234 267 754	241 517 916	–
	900 018 544	628 856 038	271 162 506	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 785 192 963	3 680 999 152	1 088 391 543	15 802 268

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Transports												
Réseau de transport efficace	254 041 167	228 621 408	87 287 797	46 827 367	1 109 818 954	753 899 024	16 008 887	16 008 887	1 435 139 031	1 013 338 912	-	-
Réseau de transport écologique et novateur	169 725 238	155 818 600	53 530 743	16 285 316	384 224 969	293 301 620	631 925	631 925	606 849 025	464 773 611	-	-
Réseau de transport sûr et sécuritaire ..	476 475 176	459 848 601	48 617 601	27 149 920	55 818 486	34 763 951	67 136 705	67 136 705	513 774 558	454 625 767	-	-
Services internes	240 921 759	235 918 443	14 952 562	14 679 511	-	-	129 562	129 562	255 744 759	250 468 392	-	-
Total partiel	1 141 163 340	1 080 207 052	204 388 703	104 942 114	1 549 862 409	1 081 964 595	83 907 079	83 907 079	2 811 507 373	2 183 206 682	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(83 907 079)	(83 907 079)	-	-	-	-	(83 907 079)	(83 907 079)	-	-	-	-
Total du ministère.....	1 057 256 261	996 299 973	204 388 703	104 942 114	1 549 862 409	1 081 964 595	-	-	2 811 507 373	2 183 206 682	-	-
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	859 539 905	686 115 078	-	-	-	-	-	-	859 539 905	686 115 078	-	-
Office des transports du Canada												
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	31 713 130	29 722 148	-	-	-	-	-	-	31 713 130	29 722 148	-	-
Services internes	14 041 344	13 165 739	-	-	-	-	-	-	14 041 344	13 165 739	-	-
Total de l'organisme	45 754 474	42 887 887	-	-	-	-	-	-	45 754 474	42 887 887	-	-
Marine Atlantique S.C.C.....	149 875 667	130 809 588	-	-	-	-	-	-	149 875 667	130 809 588	-	-
La Société des ponts fédéraux Limitée												
Gestion de ponts internationaux	18 497 000	9 123 879	-	-	-	-	-	-	18 497 000	9 123 879	-	-
VIA Rail Canada Inc.	900 018 544	628 856 038	-	-	-	-	-	-	900 018 544	628 856 038	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	3 030 941 851	2 494 092 443	204 388 703	104 942 114	1 549 862 409	1 081 964 595	-	-	4 785 192 963	3 680 999 152	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports									
Subventions									
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	–	229 278 061	72 320 000	–	301 598 061	264 722 488	36 875 573	–	159 101 612
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	–	32 468 484	–	(9 806)	32 458 678	32 182 708	275 970	–	32 028 098
Programme de transfert des biens portuaires	–	7 600 000	–	(90 000)	7 510 000	–	7 510 000	–	–
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.....	–	5 836 000	389 048	–	6 225 048	331 585	5 893 463	–	354 906
Subvention pour Solutions innovatrices Canada.....	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 015 329	984 671	–	1 150 000
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	1 200 000	610 952	–	1 810 952	1 430 874	380 078	–	1 757 375
Subventions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport	–	1 049 880	(772 461)	–	277 419	174 040	103 379	–	–
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	–	800 000	31 000	–	831 000	68 000	763 000	–	212 000
Subventions à l'appui des transports propres	–	600 000	442 540	–	1 042 540	954 432	88 108	–	435 935
Programme de financement de la participation communautaire.....	–	500 000	–	–	500 000	253 577	246 423	–	289 284
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	–	100 000	–	–	100 000	100 000	–	–	100 000
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité de l'Organisation de l'aviation civile internationale	–	130 000	–	–	130 000	31 625	98 375	–	85 126
Programme de promotion de l'innovation en matière de transport...	–	75 000	–	(68 750)	6 250	6 250	–	–	6 250
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	170 633
Total – Subventions	–	281 637 425	73 021 079	(168 556)	354 489 948	301 270 908	53 219 040	–	195 691 219
Contributions									
Fonds national des corridors commerciaux	–	406 884 462	–	(67 514 879)	339 369 583	232 955 956	106 413 627	–	164 585 882
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	61 444 038	–	(102 141)	61 341 897	20 772 020	40 569 877	–	16 222 773
Soutien aux communautés à distance	–	57 674 000	–	22 013 292	79 687 292	78 533 792	1 153 500	–	–
Programme de contributions aux services de traversier.....	–	45 607 964	7 638 655	–	53 246 619	45 940 083	7 306 536	–	48 537 160
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires.....	–	38 000 000	96 866 674	(745 366)	134 121 308	107 243 487	26 877 821	–	37 040 655
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	–	20 500 000	–	–	20 500 000	13 351 623	7 148 377	–	14 262 877
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière.....	–	16 442 681	13 644 885	–	30 087 566	18 109 467	11 978 099	–	6 566 546
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	–	13 789 677	–	(3 000 000)	10 789 677	4 283 677	6 506 000	–	–

Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	–	4 916 000	2 405 500	–	7 321 500	1 903 051	5 418 449	–	–
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	–	3 225 000	944 920	–	4 169 920	3 175 621	994 299	–	289 154
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	–	2 750 000	292 000	708 676	3 750 676	995 017	2 755 659	–	1 216 784
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	–	1 600 000	–	385 366	1 985 366	1 978 356	7 010	–	2 461 492
Fonds d'infrastructure de transport de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie-Pacifique	–	1 498 573	675 544	–	2 174 117	2 174 116	1	–	13 342 871
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.....	–	1 250 000	450 000	127 108	1 827 108	553 688	1 273 420	–	70 069
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	–	1 000 000	–	360 000	1 360 000	1 360 000	–	–	1 387 276
Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports	–	650 000	–	(239 926)	410 074	206 505	203 569	–	464 330
Association des transports du Canada	–	425 310	–	–	425 310	203 170	222 140	–	228 419
Contributions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport	–	307 712	1 808 778	–	2 116 490	895 392	1 221 098	–	516 404
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	–	259 000	–	(147 859)	111 141	90 903	20 238	–	111 141
Contributions à l'appui des transports propres	–	150 000	–	–	150 000	150 000	–	–	–
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	–	100 000	–	–	100 000	27 616	72 384	–	62 635
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.....	–	50 000	–	13 045 587	13 095 587	13 095 587	–	–	6 945 699
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada.....	–	24 000	–	–	24 000	24 000	–	–	24 000
Programme des infrastructures essentielles des aéroports.....	–	–	202 734 700	50 000	202 784 700	26 260 735	176 523 965	–	–
Allègement financier pour les administrations aéroportuaires	–	–	64 853 600	(50 000)	64 803 600	64 802 000	1 600	–	–
Fonds pour le Programme de transfert des installations portuaires	–	–	62 400 000	99 806	62 499 806	44 816 732	17 683 074	–	–
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	–	–	20 469 137	3 000 000	23 469 137	23 469 137	–	–	9 386 614
Contribution pour appuyer l'Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	–	–	936 562	–	936 562	608 531	328 031	–	616 554
Contributions pour soutenir la nouvelle Initiative sur les partenariats stratégiques.....	–	–	–	107 892	107 892	107 892	–	–	–
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	–	69 999 777	–	(694 244)	69 305 533	69 305 533	–	–	68 603 289
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>)	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	68 347 000
Total – Contributions	–	751 848 194	476 120 955	(32 596 688)	1 195 372 461	780 693 687	414 678 774	–	464 589 624
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 033 485 619	549 142 034	(32 765 244)	1 549 862 409	1 081 964 595	467 897 814	–	660 280 843

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Transports			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réseau de transport efficace			
Revenus provenant des prévisions fournies par les services aériens	37 584	37 584	70 200
Revenus des aéroports provenant des frais d'utilisation et des contrats de service	6 440 259	6 440 259	4 627 345
Revenus des ports publics provenant des frais d'utilisation et des permis d'utilisation de quais.....	3 532 877	3 532 877	3 767 694
Inspections et certifications	18 318	18 318	–
Revenus provenant de locations et concessions	5 811 525	5 811 525	5 507 219
Produit des ventes et de la formation.....	142 490	142 490	124 234
Divers	25 834	25 834	18 778
	16 008 887	16 008 887	14 115 470
Réseau de transport écologique et novateur			
Revenus provenant de locations et concessions	28 367	28 367	37 040
Revenus de location – Centre d'essais pour véhicules automobiles	602 846	602 846	536 374
Divers	712	712	–
	631 925	631 925	573 414
Réseau de transport sûr et sécuritaire			
Frais d'utilisation en vertu du Règlement de l'aviation canadien	5 902 132	5 902 132	5 284 540
Entretien des aéronefs et services de vol	47 002 276	47 002 276	37 129 171
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	9 323 625	9 323 625	9 851 781
Inspections et certifications	915 391	915 391	846 376
Revenus provenant de locations et concessions	187 945	187 945	2 099 448
Produit des ventes et de la formation.....	545 898	545 898	735 475
Revenus provenant du Programme du registraire des véhicules importés.....	1 196 638	1 196 638	987 778
Divers	2 062 800	2 062 800	1 645 482
	67 136 705	67 136 705	58 580 051
Services internes			
Revenus provenant de locations et concessions	127 933	127 933	293 920
Produit des ventes et de la formation.....	1 399	1 399	4 216
Divers	230	230	171
	129 562	129 562	298 307
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	83 907 079	83 907 079	73 567 242

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Transports		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Administration portuaire de Belledune	168 887	168 363
Administration portuaire de Halifax	2 187 806	1 987 354
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	1 643 645	1 305 917
Administration portuaire de Montréal	4 386 939	4 350 467
Administration portuaire de Nanaïmo	178 274	162 480
Administration portuaire de Port Alberni	93 186	69 661
Administration portuaire de Prince Rupert	3 168 905	3 342 506
Administration portuaire de Québec	2 171 073	3 612 970
Administration portuaire du Saguenay	119 637	96 198
Administration portuaire de Saint John	760 986	487 544
Administration portuaire de Sept-Îles	886 193	898 609
Administration portuaire de St John's	151 975	160 889
Administration portuaire de Thunder Bay	74 212	73 528
Administration portuaire de Toronto	830 960	4 074 581
Administration portuaire de Trois-Rivières	287 731	226 746
Administration portuaire Vancouver Fraser.....	7 515 838	7 504 125
Administration portuaire de Windsor	36 596	33 224
Ridley Terminals Inc. – Billet du trésor.....	–	281 078
Ridley Terminals Inc. – Intérêt.....	57 367	362 375
	24 720 210	29 198 615
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Northumberland Ferries Limited	–	607 049
Traversier C.T.M.A.....	713 756	–
Divers	4 260 076	2 545 054
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	562 628	1 000 000
Divers	4 081 691	3 203 167
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères		
	–	51 571
	9 618 151	7 406 841
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent	7 109 643	7 537 369

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Location et utilisation de biens publics			Autres frais et droits		
Revenus reportés – Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	(114 067)	322 778	Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	280	175
Revenus reportés – Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer.....	974 736	–	Revenus pour les règlements des dommages aux Compagnies des chemins de fer nationaux du Canada	1 545 441	1 839 778
Location à bail de wagons-trémies – Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	986 002	2 016 226	Revenus pour les règlements des dommages aux Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée.....	3 256 980	18 191 984
Location à bail de wagons-trémies – Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée.....	3 988 678	8 466 425	Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats – opérations de change.....	(91)	(416)
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau.....	1 628 504	1 380 481	Revenus indirects générés par les services des aéronefs	34 033	59 811
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 447 297	7 465 664		<u>4 836 643</u>	<u>20 091 332</u>
Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer.....	204 191 966	(9 939 297)		306 130 741	101 515 984
	<u>217 103 116</u>	<u>9 712 277</u>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	15 802 268	3 286 585
Services de nature réglementaire					
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	18 683 698	17 482 630	Revenus divers		
			Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés par une cour	1 757 353	1 215 889
Services de nature non réglementaire			Produits de cession des ventes de biens immobiliers.....	866 777	4 758 409
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	10 090 283	7 648 763	Produit de vente de société d'État.....	5 000	–
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	132 619	123 881	Divers	49 335	275 460
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	47 445 723	37 840 444		<u>2 678 465</u>	<u>6 249 758</u>
	<u>57 668 625</u>	<u>45 613 088</u>	Total du ministère.....	358 949 835	147 657 783
Ventes de biens et de produits d'information			Office des transports du Canada		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	82 574	205 713	Autres revenus		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	646 442	873 575	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	<u>729 016</u>	<u>1 079 288</u>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	57 677	48 868
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	86 993	–
				<u>144 670</u>	<u>48 868</u>
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	8 220
			Revenus divers		
			Divers	605 433	22 750
			Total de l'organisme	750 103	79 838

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	24 720 210	29 198 615
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	9 762 821	7 455 709
Ventes de biens et de services.....	306 130 741	101 515 984
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	15 802 268	3 294 805
Revenus divers	3 283 898	6 272 508
Total du portefeuille ministériel.....	359 699 938	147 737 621

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section **30**

Comptes publics du Canada
2021-2022

Index

	<i>Page</i>			<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
A					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	539	485			
Administration du pipe-line du Nord	439	397			
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	131	339			
Affaires mondiales	149	243			
Agence canadienne d'évaluation d'impact	269	201			
Agence canadienne d'inspection des aliments	467	261			
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	323	305			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	169	175			
Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	149	243			
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	291	215			
Agence de la santé publique du Canada	467	261			
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	323	305			
Agence des services frontaliers du Canada	487	449			
Agence du revenu du Canada.....	457	387			
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	513	291			
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	323	305			
Agence Parcs Canada.....	269	201			
Agence spatiale canadienne	323	305			
Agriculture et Agroalimentaire	177	127			
Anciens Combattants	191	513			
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice.....	54	54			
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	105	100			
Autorisations disponibles des exercices antérieurs.....	118	113			
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice.....	125	120			
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	127	122			
Autorité du pont Windsor-Détroit	131	339			
B					
Bibliothèque du Parlement	377	421			
Bibliothèque et Archives du Canada	391	139			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	223	435			
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	487	449			
Bureau de l'infrastructure du Canada	131	339			
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	357	357			
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	377	421			
Bureau du commissaire au renseignement	223	435			
Bureau du Conseil privé.....	223	435			
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	377	421			
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	357	357			
Bureau du directeur général des élections	131	339			
Bureau du directeur parlementaire du budget.....	377	421			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	201	413			
Bureau du surintendant des institutions financières.....	291	215			
Bureau du vérificateur général	291	215			
C					
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	251	183			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	291	215			
Centre de la sécurité des télécommunications.....	237	375			
Centre de recherches pour le développement international.....	149	243			
Chambre des communes	377	421			
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	487	449			
Comité externe d'examen des griefs militaires	237	375			
Commissariat à l'intégrité du secteur public	209	499			
Commissariat au lobbying	209	499			
Commissariat aux langues officielles	131	339			
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	357	357			
Commission canadienne de sûreté nucléaire	439	397			
Commission canadienne des droits de la personne	357	357			
Commission canadienne des grains	177	127			
Commission canadienne du lait	177	127			
Commission canadienne du tourisme	323	305			
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	487	449			
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	237	375			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	311	279			
Commission de la capitale nationale.....	527	473			
Commission de la fonction publique	223	435			
Commission des champs de bataille nationaux	391	139			
Commission des débats des chefs	131	339			
Commission des libérations conditionnelles du Canada	487	449			
Commission du droit d'auteur.....	323	305			
Commission mixte internationale (section canadienne).....	149	243			
Conseil canadien des normes.....	323	305			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	467	261			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	391	139			
Conseil de recherches en sciences humaines	323	305			
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	323	305			
Conseil des Arts du Canada.....	391	139			
Conseil du Trésor	209	499			
Conseil national de recherches du Canada.....	323	305			
Conseil privé.....	223	435			
Corporation commerciale canadienne.....	149	243			
D					
Défense nationale	237	375			
Dépenses ministérielles par article courant.....	21	21			
Dépenses ministérielles par catégorie.....	12	12			

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
D – fin		
Description des responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail budgétaire par affectation – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20	20
Détail des montants disponibles pour être dépensés – Se référer à la section ministérielle appropriée		
E		
École de la fonction publique du Canada	209	499
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	251	183
Énergie atomique du Canada, Limitée	439	397
Environnement et Changement climatique.....	269	201
État consolidé des revenus et charges	11	11
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	149	243
F		
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	283	523
Financement agricole Canada	177	127
Finances	291	215
Fondation canadienne des relations raciales.....	391	139
G		
Gendarmerie royale du Canada	487	449
Gouvernement numérique.....	309	173
I		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	311	279
Innovation, Sciences et Industrie.....	323	305
Instituts de recherche en santé du Canada	467	261
Investir au Canada.....	149	243
J		
Justice	357	357
M		
Marine Atlantique S.C.C.....	539	485
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	177	127
Ministère de l'Emploi et du Développement social	251	183
Ministère de l'Environnement	269	201

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
M – fin		
Ministère de l'Industrie	323	305
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	311	279
Ministère de la Défense nationale.....	237	375
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	323	305
Ministère de la Justice	357	357
Ministère de la Santé	467	261
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	487	449
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	149	243
Ministère des Anciens Combattants.....	191	513
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	283	523
Ministère des Finances	291	215
Ministère des Pêches et des Océans.....	415	233
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	425	161
Ministère des Ressources naturelles	439	397
Ministère des Services aux Autochtones.....	513	291
Ministère des Transports.....	539	485
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	527	473
Ministère du Patrimoine canadien	391	139
Monnaie royale canadienne	291	215
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	391	139
Musée canadien de l'histoire.....	391	139
Musée canadien de la nature	391	139
Musée canadien des droits de la personne	391	139
Musée des beaux-arts du Canada.....	391	139
Musée national des sciences et de la technologie.....	391	139
O		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....	415	233
Office des transports du Canada	539	485
Office national du film	391	139
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	251	183
P		
Paiements de transfert – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Parlement	377	421
Patrimoine canadien	391	139
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	415	233
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les.....	131	339
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	41	41
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	47	47
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives).....	49	49

	<i>Page</i>			<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
R			T		
Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	29	29	Tableaux sommaires et appendices	9	9
Récapitulation des charges externes par catégorie	18	18	Téléfilm Canada	391	139
Récapitulation des revenus externes par provenance	35	35	Transports	539	485
Régie canadienne de l'énergie	439	397	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	191	513
Registraire de la Cour suprême du Canada	357	357			
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	425	161	V		
Responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée			Ventes de biens et de services	37	37
Ressources naturelles	439	397	VIA Rail Canada Inc.	539	485
Revenu national	457	387			
Revenus – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Revenus ministériels	30	30			
S					
Santé	467	261			
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	223	435			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	131	339			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	377	421			
Secrétariat du Conseil du Trésor	209	499			
Sécurité publique	487	449			
Sénat	377	421			
Service administratif des tribunaux judiciaires	357	357			
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	357	357			
Service canadien du renseignement de sécurité	487	449			
Service correctionnel du Canada	487	449			
Service de protection parlementaire	377	421			
Services aux Autochtones	513	291			
Services partagés Canada	527	473			
Services publics et Approvisionnement	527	473			
Société canadienne d'hypothèques et de logement	131	339			
Société canadienne des postes	527	473			
Société d'assurance-dépôts du Canada	291	215			
Société des ponts fédéraux Limitée, La	539	485			
Société du Centre national des Arts	391	139			
Société Radio-Canada	391	139			
Sommaire du portefeuille ministériel – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	425	161			
Statistique Canada	323	305			